

# Le Monde

LE MONDE  
DES INITIATIVES

■ Licenciements  
au top niveau  
■ 11 pages  
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16289 - 7,50 F

MERCREDI 11 JUIN 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La France et l'Europe

■ Lionel Jospin demande un délai de réflexion sur le pacte de stabilité budgétaire

■ Le premier ministre envisage de faire passer son plan de relance par décrets

■ Vilvorde : Louis Schweitzer confie une mission à un expert indépendant

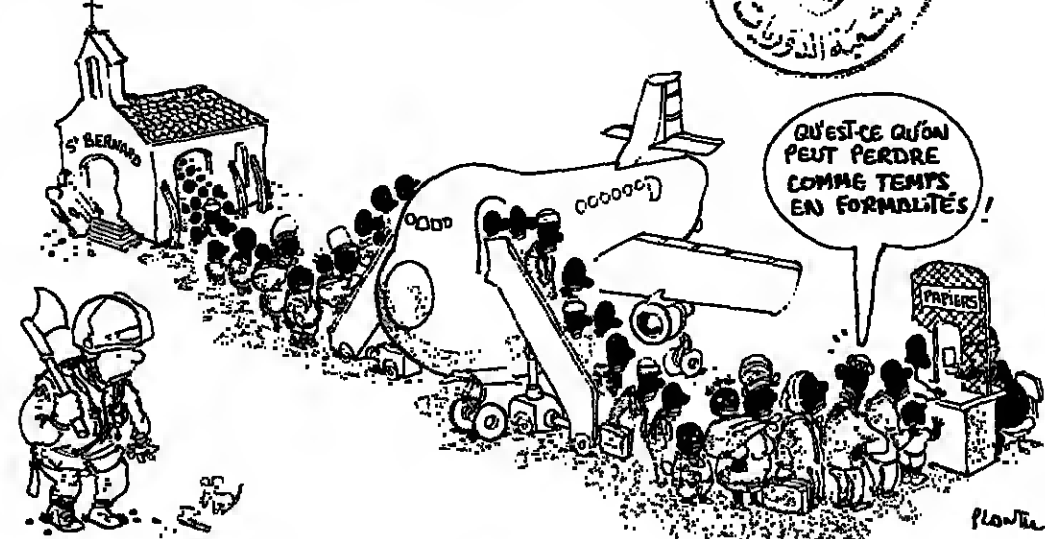
Lire pages 2, 5, 16 et 30

## Le gouvernement régularise des sans-papiers

- 20 000 à 40 000 étrangers déjà intégrés ou en situation de détresse pourraient être concernés
- Les préfets examineront les dossiers au cas par cas sous l'autorité d'un médiateur
- Une circulaire précisera les critères requis pour obtenir une carte de séjour

LE GOUVERNEMENT a décidé de régulariser la situation de certaines catégories d'étrangers sans papiers. Une délégation des Africains de l'église Saint-Bernard, qui ont achevé une marche d'une semaine d'Angoulême à Paris, devait être reçue, mardi 10 juin, à l'hôtel Matignon. A cette occasion, le gouvernement devait annoncer qu'une circulaire sera prochainement adressée aux préfets afin de débloquent, au cas par cas et sous conditions, la situation administrative des sans-papiers.

Ce texte reprendra un avis rendu en septembre 1996 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui recommande de régulariser les étrangers relevant de six « catégories » : conjoints de Français ou d'étrangers en situation régulière, parents d'enfants nés en France, personnes « disposant d'une bonne insertion dans la société française », déboutés du droit d'asile « que le retour dans leur pays exposerait à des risques sérieux »,



étrangers suivant un traitement médical lourd, étudiants. Pour piloter cette procédure, qui pourrait concerner 20 000 à 40 000 personnes, le gouverne-

ment a désigné Jean-Michel Galabert, conseiller d'Etat honoraire. Il s'agit, indique-t-on à Matignon, d'une « doctrine transitoire, en attendant l'abrogation du dispositif

législatif actuel et son remplacement, prévu pour l'automne ».

Lire page 8 et notre éditorial page 14

## Paul Barril en garde à vue dans une affaire de prostitution internationale

L'ANCIEN CAPITAINE Paul Barril a été placé en garde à vue, lundi 9 juin, dans les locaux de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) afin d'être entendu dans le cadre d'une vaste affaire de prostitution internationale pouvant mettre en cause plusieurs hauts dignitaires de pays du Golfe (Le Monde du 10 juin). Les policiers de la BRP ont perquisitionné au siège de la société Secrets de Paul Barril ainsi qu'à l'hôtel Crillon où réside l'émir du Qatar Al Thani, dont l'ancien capitaine assure la sécurité personnelle. Lundi, le parquet de Paris a refusé au juge d'instruction Frédéric N'Guyen, chargé de cette enquête, un réquisitoire suppliant lui permettant d'étendre le champ de sa saisine à d'autres réseaux de prostitution internationale.

Lire page 31

## Le projet de l'A 51 suspendu

Le nouveau ministre de l'équipement, Jean-Claude Gayssot, a reporté l'ouverture de l'enquête publique sur l'autoroute Grenoble-Sisteron. p. 11

## Médiation de M. Chirac au Congo

Le président français et Omar Bongo, son homologue du Gabon, tentent une médiation entre les deux camps qui s'affrontent à Brazzaville. p. 4

## M. Mégret appelle à l'union à droite

Le délégué général du Front national préconise une « discipline » de désistement entre le FN et la droite parlementaire. p. 6

## Mariage forcé dans la presse marseillaise

« Le Provençal », journal de gauche, et « Le Méridional », marqué à droite, ont fusionné pour donner naissance à « La Provence ». p. 12

## Dennis Hopper photographe

Le réalisateur d'Easy Rider expose trente ans de photographies au Printemps de Cahors. p. 26

## Pour la VI<sup>e</sup> République

Dans deux points de vue, deux universitaires plaident, l'un pour une réforme du mode de scrutin, l'autre pour une VI<sup>e</sup> République. p. 13

## Le « New York Times » confesse avoir été manipulé par la CIA

C'EST UNE HISTOIRE que la fin d'une guerre et le temps, qui autorise la publication d'archives jusqu'alors inaccessibles, permettent de mettre au jour : en 1954, le patron du New York Times, Arthur Hays Sulzberger, ordonna à l'un de ses journalistes, Sydney Gruson, de ne plus mettre les pieds au Guatemala. Histoire ordinaire de salle de rédaction ? Non, car l'interdiction faisait suite à une pressante démarche entreprise par le chef de la CIA, Allen Dulles, qui jugeait Sydney Gruson suspect. Le journaliste n'avait-il pas assisté, deux ans plus tôt, à Mexico, à des réceptions où étaient présents des diplomates tchécoslovaques ? Il n'en fallait alors pas plus pour sentir le soufre. Arthur Sulzberger se rangea à l'avis d'Allen Dulles, lui promettant même qu'à l'avenir il regarderait les articles de Sydney Gruson à deux fois avant de les publier.

Ce qu'ignorait le patron du New York Times, c'est que la CIA se préparait alors à renverser Jacobo Arbenz, président de gauche du Guatemala, démocratiquement élu, pour le remplacer par un colonel plus sensible aux intérêts de Washington et de l'United Fruit,

grosse société américaine qui contrôlait la quasi-totalité des richesses du pays. Quelques semaines plus tard, c'était chose faite. La présence d'un journaliste supplémentaire n'aurait sans doute rien empêché, mais, apparemment, le talent qu'il aurait mis à rapporter les faits inquiétait les organisateurs du coup d'Etat.

Le New York Times qui, sans autres commentaires, raconte l'histoire dans son édition du 8 juin, a interrogé Sydney Gruson. Devenu directeur de la rédaction, il reconnaît : « J'ai toujours su que Washington était en contact avec Arthur Hays, même si je ne savais pas que le contact venait de la CIA. » Hasard de l'actualité, le quotidien new-yorkais rend compte dans son édition du même jour de fouilles entreprises à San Martín Jilotepec, dans le centre du Guatemala, par une équipe d'archéologues et d'anthropologues spécialisés dans la recherche de vestiges mayas.

Ces savants, rapporte l'envoyé spécial du New York Times, explorent désormais, et méthodiquement, un puits d'où ils ont déjà retiré trente-cinq squelettes : il s'agit des restes de quelques-unes des victimes que fit la

guerre civile provoquée par le coup d'Etat contre le président Arbenz. A cause des odeurs qui en émanèrent, les habitants de San Martín Jilotepec connaissaient depuis toujours l'existence du sinistre puits, non loin de l'endroit où, dans les années 80, militaires ou policiers avaient l'habitude de dresser un barrage pour contrôler les passants. Ceux qui n'étaient pas en règle disparaissaient.

Des centaines, voire des milliers de « cimetières » identiques seraient dispersés dans tout le Guatemala, dernières demeures de quelque 100 000 victimes que fit une guerre longue de trente-six ans officiellement terminée le 31 décembre 1996, après la signature d'un accord de paix entre Alvaro Arzu, président du Guatemala, et Rolando Morán, commandant de l'Union révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG), qui dirige la guérilla contre les institutions issues du coup d'Etat. Le 26 juin, à Paris, tous deux recevront le prix Houphouët-Boigny qui récompense la recherche de la paix. Comme, avant eux, Nelson Mandela et Frederik De Klerk.

Georges Marion

## Les paradis de MC Solaar

APRÈS TROIS ANS de silence, le rappeur français le plus populaire et le plus influent, MC Solaar, a repris le chemin des studios et du public. Le 16 juin, son troisième album, *Paradisloque*. On y retrouve l'amour du verbe, les circonvolutions agiles et quelques idées fortes, parfois inspirées de la Bible, de ce parolier hors pair. Le tout porté par les musiques de deux maîtres de la french rbe, inventeurs malicieux de sons nouveaux très misés en France et loin d'elle, Hubert « Boom Bass » Blanc-Francard et Philippe « Zdar » Carbonechi. En six ans, le rimeur de Villeneuve-Saint-Georges a imposé un style qui dépasse largement l'audience des tchatteurs banlieusards.

Lire page 24

## Des Bleus sans âme



AIMÉ JACQUET

A UN AN du coup d'envoi de la Coupe du Monde de football, le sélectionneur national, Aimé Jacquet, peine à résoudre les handicaps d'une équipe sans âme offensive. Il compte sur le match de clôture du Tournoi de France, mercredi 11 juin au Parc des Princes, contre l'Italie, pour trouver une solution.

Lire page 21

## La fin du mythe de l'Amérique puritaine

CERTAINS CLICHÉS ont la vie dure : le puritanisme de l'Amérique est de ceux-là. Le « marcarthysme sexuel » - l'expression est du New York Times - qui touche les rangs de l'armée américaine depuis peu et les débâcles judiciaires d'un président à la solide réputation de coureur de jupons peuvent en effet passer pour des preuves de la rigidité des mœurs aux Etats-Unis, où la gaudriole serait devenue la dernière cible des milices du politiquement correct.

Et si c'était le contraire ? A y regarder de plus près, les réactions du public américain à ces différentes affaires traduisent en réalité une profonde évolution des mœurs sur les rapports entre vie privée et vie publique, évolution qui va dans le sens d'une plus grande tolérance. Mais l'ascension sociale et professionnelle des femmes, notamment dans l'armée, brouille les cartes d'un système dont les paramètres ont essentiellement été calculés pour les hommes. Les « bavures » actuelles relèvent donc davantage du choc de l'ajustement entre des règles du jeu masculines et les exigences d'une nouvelle catégorie de joueurs, les femmes, que de l'immobilisme d'une société irremédia-

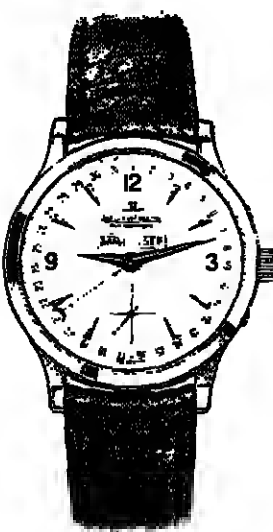
blement vouée à la morale victorienne. Dans l'armée, institution conservatrice, le choc avec l'évolution de la société est frontal.

Si l'on applique en effet cette grille de lecture aux différentes affaires à caractère sexuel qui agitent l'Amérique, elles prennent une tout autre signification. Premier exemple : un brillant et valeureux officier supérieur, le général d'aviation Joseph Ralston, pressenti pour succéder au général Shalikashvili au poste de chef d'état-major des armées, est contraint de retirer sa candidature parce qu'il a eu une liaison, il y a treize ans, avec une civile, alors qu'il était séparé de sa femme. La Maison Blanche et le secrétaire à la défense le soutiennent, mais quelques sénateurs, dont la républicaine modérée Olympia Snowe, seule femme membre de la commission des forces armées, émettent des doutes sérieux sur ses chances d'obtenir le poste. Recalé pour cause d'adultère ? L'application de règles médiévales atteint des sommets d'absurdité !

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 14 et nos informations page 3

JAEGER-LECOULTRE



MASTER DATE

MONTRE AUTOMATIQUE TERMINÉE À LA MAIN AVEC INDICATION DU QUANTIÈME, DU JOUR DE LA SEMAINE ET DU MOIS.

Jean Mick  
Généraliste Diplômé d'Etat

100, RUE LA BOÉTIE - 75008 PARIS  
Tél. 01 43 59 05 71 - 01 42 25 85 68.

AURA LE PLAISIR DE VOUS REMETTRE GRACIEUSEMENT LE LIVRE DE LA MANUFACTURE JAEGER-LECOULTRE

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyenne, 9 F; Belgique, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 KRON; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRON; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Escudo; Espagne, 16 Ptas; Suisse, 2,50 Sfr; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-611-750 F



Microsoft

**UNION MONÉTAIRE** Le franc a fléchi, au profit du mark, après que la France eut demandé un « délai » de réflexion pour se prononcer sur le pacte de stabilité qui doit

guider la conduite budgétaire des États participant à l'euro après janvier 1999. ● CETTE DEMANDE a été faite, lundi 9 juin à Luxembourg, par Dominique Strauss-Kahn, le mi-

nistre des finances, de l'économie et de l'industrie, qui a notamment déclaré : « On ne souhaite pas négocier le pacte, mais on ne souhaite pas l'approuver mainte-

nant. » ● POUR CE FAIRE, il faudrait que le premier ministre néerlandais, Wim Kok, président en exercice de l'Union, qui devait être reçu mardi à Paris, accepte de changer

l'ordre du jour du conseil européen d'Amsterdam prévu pour les 16 et 17 juin. ● EN ALLEMAGNE, la position française a été accueillie avec une grande inquiétude.

## La France demande un délai de réflexion sur le pacte de stabilité

En refusant de se prononcer dès maintenant sur l'accord de discipline budgétaire censé accompagner la mise en place de la monnaie unique, Paris entend modifier le menu du conseil européen qui doit se réunir à Amsterdam les 16 et 17 juin. Ses partenaires cherchent un compromis

LUXEMBOURG  
(Union européenne)  
de notre correspondant

La France ne remet pas en cause le pacte de stabilité budgétaire approuvé par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne en décembre 1996 à Dublin et dont l'objet est de prévenir les pays de la zone euro contre toute tentation de laxisme budgétaire. Mais avant de formellement l'avaliser - ce qui était prévu à l'occasion du Conseil européen d'Amsterdam, les 16 et 17 juin -, elle entend que les Quinze s'engagent d'avantage en faveur de la croissance et de l'emploi.

Tel est le message que Dominique Strauss-Kahn, le ministre français des finances, de l'économie et de l'industrie, a transmis à ses collègues du conseil « écofin », lundi 9 juin à Luxembourg. M. Strauss-Kahn est un homme aimable, habile ; son propos fut parfaitement modéré, constructif, si bien que les réactions immédiates du conseil furent plutôt positives, chacun se montrant soulagé que le gouvernement français ne demande pas de renégocier ce qui, voilà quelques mois, et avec la participation active de Jacques Chirac, le président de la République, avait été laborieusement acquis. Les ministres répondirent, les uns après les autres, qu'il fallait faire preuve de « compréhension » pour le nouveau gouvernement, voire, comme Philippe Maystadt, le ministre belge, lui donner du temps.

Au cours du déjeuner, les premières frayeurs oubliées, le ton devint plus critique. Certains comprennent que le délai réclamé par Paris, même limité, avait de sérieuses chances de ouvrir au bon déroulement du Conseil européen d'Amsterdam. Sera-t-il possible d'y conclure, comme souhaité, la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réviser le traité de Maastricht, alors qu'en raison de la demande française les textes ayant trait à l'Union économique et monétaire (UEM) ne pour-



ront pas y être estampillés ; alors que le chapitre sur l'emploi, que les Quinze veulent désormais insérer dans le nouveau traité, ne peut être déconnecté de ce qui sera fait sur l'UEM ?

La présidence se montrait déçue, inquiète de voir son agenda bousculé. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, manifestait une humeur bonne, mais restait discret, expliquant simplement qu'il ne fallait pas mettre en cause ce qui avait été négocié et que, eo ce qui concerne le volet croissance-emploi, « il ne comprenait pas très bien ce que voulaient les Français ». Tout en coéditant que ceux-ci ne demandaient pas la lune, les diplomates allemands leur reprochaient d'ignorer leurs propres difficultés intérieures, les turbulences au sein de la coalition

au pouvoir à Bonn, l'ardeur au combat d'euro-sceptiques tels Edmund Stoiber ou Gerhard Schröder, les ministres-présidents de Bavière (CSU) et de Basse-Saxe (SPD).

### AMBIANCE MOROSE

Sans contester sur le fond le bien-fondé de la requête française (les esprits avaient évolué ces dernières semaines, notamment après qu'à l'écarté de l'affaire de Renault-Vivoro), ces diplomates s'attendaient à ce que le rééquilibrage voulu par Paris déclenche une vague de réprobation outre-Rhin, affaiblissant encore la position du chancelier Helmut Kohl.

Bref, la journée, qui avait bien commencé, se termina dans une ambiance plus morose. Les partenaires de la France insistèrent pour que les nouvelles dispositions sur la coordi-

nation des politiques économiques (art. 103 du traité) voulues par Paris soient prêtes, de façon que l'ensemble des textes sur l'UEM puisse quand même être approuvé à Amsterdam.

M. Strauss-Kahn fit valoir que ce serait probablement difficile, d'autant plus que la déclaration de politique générale de Lionel Jospin devant le Parlement n'interviendrait que le 19 juin. On se sépara, sans raisons objectives, dans un climat de relative tension.

En fin d'après-midi, Pierre Moscovici, le ministre des affaires européennes, annonça que, pour la France, « boucler » les textes sur la monnaie unique à Amsterdam apparaissait hors de portée. Pourtant M. Strauss-Kahn s'était voulu tout à fait rassurant, précisant ses intentions lorsque son premier propos avait pu prêter à une interprétation ambiguë ou préoccupante. Ainsi, à propos du pacte de stabilité, après avoir souligné que « personne ne mettait en doute notre volonté d'aboutir à l'UEM à la date prévue du 1<sup>er</sup> janvier 1999 », il avait d'abord indiqué qu'« il n'était pas possible de marquer un accord immédiat, que la France avait besoin de procéder à une évaluation de ce qui a été fait ». Une évaluation pour quoi faire ? Pour remettre en cause certains des points arrêtés ? « On ne souhaite pas renégocier le pacte, a poursuivi le ministre, mais on ne souhaite pas l'approuver maintenant ».

Aux yeux des Français, le pacte seul ne suffit pas ; la gestion de l'UEM doit être tout autant soumise de croissance et d'emploi que de discipline budgétaire. Pratiquement, comment procéder pour ne pas donner l'impression qu'on remet le pacte, cher à

l'Allemagne, aux calendes grecques ? « Notre réflexion doit être conduite rapidement... Je ne cherche pas à rallonger les délais... Il ne faut pas trop de temps, mais ce ne serait pas sérieux d'y consacrer trop peu de temps », a répondu le ministre français. La « réflexion » à laquelle il est fait allusion doit être comprise comme « une période de travail » à laquelle participera l'ensemble des Quinze. Le débat pourrait se trouver « au cœur des prochains conseils écofin ».

Quel projet devra résulter de cette

les projets de grands travaux d'infrastructures qui, déjà, constituaient un chapitre du Livre blanc de Jacques Delors présenté au Conseil européen en décembre 1993.

Il est évident qu'il faudra négocier ce programme, que ses aspects « budgétaires » éventuels seront mal perçus dans plusieurs pays. M. Santer viendra à Paris jeudi avec des propositions et il rencontrera Lionel Jospin. Celui-ci se contentera-t-il alors du projet de résolution (à ajouter aux trois textes concernant le

### Manifestation à Paris pour l'Europe sociale

A six jours du sommet européen d'Amsterdam, toutes les centrales syndicales françaises, sauf Force ouvrière, appellent à manifester, mardi 10 juin, à Paris, de la place de la République à celle de la Nation, pour la défense de l'emploi en Europe. Organisée dans le cadre de la Confédération européenne des syndicats (CES), cette manifestation regroupe autour d'Ennio Gabaglio, secrétaire général de la CES, Nicole Notat (CFDT), Alain Delu (CFTC), Louis Vianet (CGT) et Marc Villedieu (CFE-CGC). L'UNSA (autonomes, dont la FEN), la FSU et le Groupe des dix, qui comprend les syndicats SUD, ont décidé de s'associer à cette première manifestation syndicale sous le gouvernement de Lionel Jospin. Des salariés de l'usine Renault de Villeneuve d'Ascq ont été aussi présents. Le PS a annoncé, lundi, qu'il apportait son « soutien » à cette démarche syndicale, se félicitant de « partager la volonté des organisateurs de mettre l'emploi au cœur de la construction européenne ».

réflexion ? « Il nous faut placer l'emploi davantage au centre de nos préoccupations, il nous faut une politique autant économique que monétaire. » Le ministre français ne décrit qu'à gros traits le programme qu'il a en tête, mais explique qu'on pourrait retrouver plusieurs des propositions contenues dans le « pacte de confiance pour l'emploi », présenté en 1996 par Jacques Santer, le président de la Commission. Il évoque

pacte de stabilité), forcément succinct, qui lui sera présenté ? Rien n'est moins sûr. Les Français entendent rassurer leurs partenaires, rassurer les marchés, écarter toute dramatisation : M. Strauss-Kahn l'a dit et répété à Luxembourg. Mais ils ne veulent pas non plus de précipitation, même si la rencontre d'Amsterdam risque d'en faire les frais.

Philippe Lemaître

### Le franc faiblit

ORIENTÉS à la hausse depuis la victoire de la coalition de gauche aux élections législatives, les marchés financiers français ont vivement reculé, lundi 9 juin, après que la France eut demandé un délai de réflexion sur le pacte de stabilité. L'attitude du gouvernement français a, aux yeux des opérateurs, relancé le scénario d'un report du lancement de la monnaie unique.

Celui-ci profite au deutschemark, qui conserverait son statut de monnaie refuge en Europe dans le cas où l'euro ne serait pas créé le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le franc a cédé 1 centime face à la monnaie allemande, tombant jusqu'à 3,3820 francs pour 1 mark. La Banque de France serait intervenue à plusieurs reprises dans l'après-midi pour empêcher le franc de glisser davantage.

Après six séances de hausse consécutive, la Bourse de Paris a reculé de 1,22 %. Les troubles n'ont pas été circonscrits à la France. La lire italienne s'est elle aussi nettement repliée, cotant

988 lire pour 1 mark. Le dollar, enfin, a fléchi face aux devises européennes, revenant de 1,74 mark et 5,8750 francs à la veille du week-end à 1,7050 mark et 5,76 francs.

Les risques de turbulences monétaires au cours des prochaines semaines sont d'autant plus élevés, selon les experts, qu'aux incertitudes sur le pacte de stabilité s'ajoutent celles sur le respect des critères fixés par le traité de Maastricht. L'audit des finances publiques commandé par le gouvernement français, dont les conclusions devraient être connues avant la fin du mois de juin, pourrait indiquer un dérapage du déficit. La question se posera alors de savoir comment le gouvernement français compte s'y prendre, sans imposer de « cure d'austérité », comme s'y est engagé Lionel Jospin pendant la campagne, pour atteindre la barre des 3 %, alors que Bonn vient d'annoncer un plan de rigueur pour respecter ce seuil.

Pierre-Antoine Delhommais

### L'Allemagne refuse toute idée de « programme de créations d'emploi » à l'échelle européenne

Toot est fait, à Bonn, pour dissimuler l'émotion provoquée par les revendications françaises. « [Les Français] ont besoin de temps pour lire les textes (...). On doit respecter cela (...). Cela ne signifie pas qu'ils souhaitent une renégociation, un changement des critères ou une modification du pacte de stabilité », a indiqué le ministre allemand des finances Theo Waigel, lundi 9 juin. En réalité, dans les milieux dirigeants du pays, on craint que le nouveau discours français aboutisse à une remise en cause de la philosophie générale du traité de Maastricht. « Quand on se trouve en présence d'objectifs contradictoires », on commence par mettre en danger la stabilité, puis les emplois », écrit la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 10 juin.

L'ensemble des partis politiques allemands ont peur que la France obtienne la mise en place de « programmes de créations d'emploi » à l'échelle européenne. Ils considèrent que cette approche se traduirait par des dépenses supplémentaires à la charge des contribuables européens, et surtout des Allemands. Tout sera fait à Bonn - à commencer par un rapprochement avec Londres sur ce sujet - pour empêcher une telle politique de voir le jour. (Corresp.)

### Discipline budgétaire et réforme des institutions : deux sujets indépendants mais liés

DEUX SUJETS sont en théorie à l'ordre du jour du conseil européen qui doit réunir les 16 et 17 juin à Amsterdam, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne : la réforme des institutions préparée depuis mars 1996 par la Conférence intergouvernementale (CIG), et le pacte de stabilité qui doit accompagner la mise en place de la monnaie unique à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Le pacte de stabilité Les principaux éléments du pacte de stabilité et de croissance avaient fait l'objet, lors du dernier conseil européen - à Dublin, en décembre 1996 -, d'un accord qui restait à préciser. Outre le pacte lui-même, les Quinze devaient adopter une résolution définissant le nouveau mécanisme de change qui réglera les relations entre les monnaies de la zone euro et celles qui n'y participeront pas, afin d'éviter les fluctuations désordonnées au sein du marché unique. Cette résolution sera complétée par un accord entre les banques centrales sur les modalités du fonctionnement du futur système européen de banques centrales (SEBC), organisant les flux monétaires entre la Banque centrale européenne et les banques centrales

nationales. A quoi s'ajoutent deux règlements sur le statut juridique de l'euro, le premier sur la continuité des contrats financiers, le deuxième sur la mise en place proprement dite de l'euro dans les pays participant à l'Union monétaire.

Le pacte de stabilité devait faire l'objet de trois textes : premièrement, une résolution du Conseil européen, qui établit le cadre politique de l'accord, invite toutes les parties à appliquer rigoureusement les dispositions du traité de Maastricht et du pacte de stabilité, et demande au conseil des ministres de décider systématiquement d'appliquer les sanctions prévues par le pacte en cas de déficit budgétaire excessif dans un pays membre ; deuxièmement, un règlement sur le renforcement des procédures de surveillance et de la coordination des politiques économiques sur la base de l'article 103 du traité ; enfin, un règlement concernant la mise en œuvre des procédures contre les déficits excessifs.

Ces dernières avaient fait l'objet à Dublin d'un affrontement entre les ministres allemand et français des finances à propos de la mise en œuvre des sanctions, en dehors de situations exceptionnelles évidentes, si le déficit budgétaire d'un pays dé-

passait la limite de 3 % du produit intérieur brut. Les Allemands, soutenus d'ailleurs d'une interprétation des règles de discipline budgétaire, souhaitaient, en cas de défaillance, le déclenchement automatique des procédures de sanction. Les Français voulaient que celles-ci soient soumises dans tous les cas à une décision politique, c'est-à-dire déclenchées par le Conseil. Le compromis trouvé à Luxembourg définit des cas de figure : si un pays affronte une récession grave, avec une baisse

brutale du produit intérieur de plus de 2 %, il est en situation exceptionnelle. Il faut prendre des mesures d'urgence pour redresser la situation mais il ne peut y avoir sanction. Si la chute du PIB est comprise entre 0,75 % et 2 %, il peut plaider sa cause. Au-dessous de 0,75 % du PIB, on considère « en règle générale » qu'il n'y a pas récession mais gestion laxiste ; le compromis prévoit que le Conseil décide systématiquement de sanctions.

### La CIG

L'autre sujet à l'ordre du jour du conseil d'Amsterdam, l'adoption de la réforme du traité de Maastricht, devrait poser moins de problèmes, bien que les réticences sur un point puissent jaillir sur l'autre. Comme l'a dit le ministre néerlandais des finances, « dans l'esprit de beaucoup, c'est lié ». Le nouveau gouvernement français considère que les textes préparés par la présidence néerlandaise sont loin d'être parfaits, mais qu'ils sont acceptables malgré - ou à cause - de leur manque d'ambition. Ils représentent une étape modeste mais indispensable vers l'élargissement de l'Union européenne à l'Est. En ce qui concerne les institutions, les Quinze devraient se mettre d'accord sur une exten-

sion de la majorité qualifiée, sur une modification de la pondération des voix (le choix reste ouvert entre une répartition favorisant les grands pays et un système de double majorité - Etats membres et population). La France a d'ores et déjà renoncé à demander à Amsterdam une réduction drastique du nombre des commissaires.

Les Quinze devaient renforcer la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) en créant une cellule d'analyse des affaires internationales et un poste de haut-représentant de la politique extérieure européenne, avatar du « M. PESC » demandé par Paris. Ce haut-représentant sera en même temps le secrétaire général du Conseil européen.

Les Quinze veulent développer la coopération communautaire dans le « troisième pilier » de Maastricht, celui concernant les affaires intérieures et de justice. Il s'agit d'élargir le vote à la majorité qualifiée et d'intégrer le protocole de Schengen - qui organise la libre circulation des personnes au sein de l'Union - dans le traité.

Henri de Bresson et Daniel Vernet

**SPECIAL**  
fête des pères

**trio-pen hi-lite**  
Le stylo qui se **META MOR PHOSE**

Un coup d'oeil,  
un coup de pouce,  
il devient...

- surligneur fluo
- stylo bille noir
- porte mine 0,7

**trio-pen hi-lite**  
en vente en papeteries et grands magasins

**rotring**  
write it • draw it • do it

Le général Ralston renonce  
de chef d'état-major intera

Les Irlandais expatriés retournent au



## Le général Ralston renonce à briguer le poste de chef d'état-major interarmes aux Etats-Unis

Une ancienne liaison avec une employée de la CIA lui est reprochée

La vague de puritanisme qui frappe les armées américaines a poussé le général Joseph Ralston, un officier supérieur aux prestigieuses états de

service qui, en septembre, devait prendre la tête de l'état-major interarmes à déclarer forfait : une liaison ancienne avec une employée de la

CIA venait d'être rendue publique. La même mésaventure a frappé plusieurs autres officiers généraux, obligés de mettre fin à leur carrière.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'armée américaine est-elle devenue obsédée par la vie sexuelle de ses officiers ? La véritable chasse aux sorcières engagée depuis plusieurs semaines pour débarrasser la moindre affaire d'adultère ou de barçlement sexuel vient de faire une nouvelle victime en la personne du général Joseph Ralston. Pressenti pour occuper le poste de chef d'état-major interarmes, cet officier supérieur aux prestigieuses états de service a annoncé, le 9 juin, qu'il retirait sa candidature. Une décision prise « avec regret », mais que la pression conjointe des médias, des groupes féministes et de nombreux parlementaires rendait inéluctable.

Le crime (terme consacré par le règlement militaire) du général Ralston est une affaire d'adultère survenue il y a treize ans. Si son cas a déchaîné une telle passion, c'est, bien sûr, parce que l'intéressé était appelé à occuper le poste le plus important de la hiérarchie militaire, et aussi parce qu'il s'inscrit dans une longue série d'affaires de mœurs au sein de l'armée. Comme le reste de la société américaine, l'institution militaire

subit l'influence d'un puritanisme historique exacerbé par le phénomène du « politiquement correct ». La triste aventure du lieutenant Kelly Flinn, première femme pilote de bombardier B-52 obligée de renoncer à sa carrière militaire à la suite d'une liaison avec un civil marié, n'était pas isolée.

Depuis le début du mois, un amiral et deux généraux ont été relevés de leur commandement pour des motifs analogues. L'un d'eux, le général John Longhouser, était le commandant du désormais fameux centre d'entraînement de l'armée de terre d'Aberdeen, dans le Maryland. Sa liaison avec une employée civile de la base ayant fait l'objet d'une dénonciation, il a été contraint de prendre une retraite anticipée. La révélation de son aventure extra-conjugale tombait mal : c'est à Aberdeen que plusieurs sous-officiers chargés de l'entraînement ont été accusés de barçlements sexuels à l'égard de recrues féminines, l'un d'entre eux étant même reconnu coupable de viol. Ces manquements à la discipline ont relancé le débat à propos de l'intégration des femmes au sein de l'armée.

Par comparaison, le péché du général Ralston apparaît a priori

véniel. En 1983, alors qu'il suivait les cours de l'école de guerre, il avait fraternisé avec une employée de la CIA. Peu importe si, au moment des faits, il était séparé de son épouse : l'homme pressenti pour succéder à la tête du conseil des chefs d'état-major au général John Shalikashvili, qui prend sa retraite le 30 septembre, doit être au-dessus de tout soupçon.

CONFUSION

Soucieux de mettre un terme à la polémique, le secrétaire à la défense, William Cohen, a dénoncé une « frénésie » de dénonciations à caractère sexuel, mais son absorption publique en faveur du général Ralston a eu pour effet de jeter de l'huile sur le feu. Les critiques se sont multipliées, dénonçant à la fois un règlement absurde et la partialité du Pentagone, accusé de décider du sort des officiers soupçonnés d'« inconduite sexuelle » en fonction de leur grade et de leur sexe. Kelly Flinn, simple lieutenant, avait été rayée des cadres ; Joseph Ralston, influent général, allait être promu. L'incident, circonstance aggravante : on apprenait que, en 1995, ce dernier avait obligé un autre général de l'armée de l'air à

démisionner... à la suite d'une mésaventure identique à la sienne. Devant la tournure que prenaient les événements et compte tenu des propres ennemis de Bill Clinton avec l'affaire Paula Jones, la Maison Blanche a opté pour la discrétion, se contentant de réaffirmer que le président avait confiance dans le jugement de M. Cohen. Le général Ralston a hésité, puis, comprenant que la bataille pour obtenir sa confirmation serait longue et humiliante, il a préféré jeter l'éponge.

L'affaire laisse l'institution militaire dans la plus grande confusion. Le général Shalikashvili ne veut pas entendre parler d'un report de son départ à la retraite, comme le lui demande l'administration. Sachant, d'autre part, que leur vie privée va être passée au crible et que la moindre peccadille sexuelle leur sera fatale, les candidats à la succession vont y réfléchir à deux fois. Reste enfin, comme le souhaitait M. Cohen, à fixer des « limites » et à rétablir un peu de bon sens et de « discernement » pour juger de l'influence du sexe sur la discipline et le moral de l'armée.

Laurent Zecchini

## La démission du premier ministre Rosny Smarth aggrave la crise politique en Haïti

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional

Harcelé depuis plusieurs mois par l'ex-président Aristide, le premier ministre haïtien, Rosny Smarth, a démissionné, lundi 9 juin, à moins d'une semaine du deuxième tour des élections législatives et locales. Cette démission marque un nouveau tournant dans la guerre que se livrent l'Organisation politique Lavalas (OPL), dont Rosny Smarth est l'un des dirigeants, et la famille Lavalas, formation créée en janvier dernier par Jean-Bertrand Aristide. Rosny Smarth et l'OPL avaient demandé sans succès l'annulation du premier tour des élections tenues le 6 avril 1997. Ils affirment que le scrutin a été truqué et que le Conseil électoral a favorisé la famille Lavalas dont trois candidats ont été déclarés élus.

Tout en reconnaissant que la situation sociopolitique demeure « très difficile » et que le gouvernement n'avait pu répondre à toutes les revendications de la population, le premier ministre sortant n'a pas caché son amertume face à « l'absence de principe, d'éthique et d'alternance viable » qui, selon lui, caractérise la vie politique haïtienne. « Dans notre pays, le pouvoir est une maladie », s'est-il exclamé.

Depuis plusieurs mois, des organisations po-

pulaires se réclament de l'ex-président Aristide et entretiennent un climat d'agitation, parfois violente, contre le premier ministre accusé de vouloir mettre en œuvre « un plan néolibéral dicté par les puissances étrangères ». Profitant du mécontentement de la population dont les misérables conditions de vie ont continué de se dégrader, elles ont multiplié les appels à la grève. En mai, de violentes manifestations de lycéens ont embrasé le centre de Port-au-Prince tandis que la semaine dernière, à la suite d'une grève des employés de l'aéroport, le trafic aérien était suspendu.

FRÈRES ENNEMIS

Ce climat d'agitation s'est accompagné de violentes mises en cause entre frères ennemis du mouvement Lavalas. Naguère très proche de Jean-Bertrand Aristide, Paul Déjean, ministre des Haïtiens de l'étranger, a accusé l'ex-président d'être responsable du « climat de confusion et de désordre, en raison de son ambition démesurée ». Volant au secours d'Aristide, le Père Joaquin Sami, curé de la paroisse de Sainte-Hélène, a dénoncé « un complot » visant à éliminer, avec l'aide de la CIA et de l'OPL, l'ancien chef de l'Etat. Frustré de n'avoir pu demeurer trois ans de

plus au pouvoir au terme de son mandat, en février 1996, Jean-Bertrand Aristide, qui était revenu dans l'île grâce à l'appui des Américains, s'est refait une image anti-impérialiste et anti-néolibérale dans la perspective de l'élection présidentielle de l'an 2000. Le 7 juin, lors d'une conférence organisée par sa Fondation pour la démocratie, il a tracé un long parallèle entre « l'incohérence du discours schizophrène et les arguments des promoteurs du plan néolibéral ». Disposant d'importants moyens financiers, en partie fournis par Taiwan, il s'est juré, à en croire les propos rapportés par plusieurs de ses récents interlocuteurs, d'« anéantir l'OPL ».

La démission de Rosny Smarth va encore aggraver la crise de direction dont souffre Haïti. A court terme, elle risque de mettre en péril le deuxième tour des élections alors que l'OPL et la quasi-totalité des partis traditionnels ont déjà annoncé qu'ils boycotteraient le scrutin. Quant au plan de réformes économiques, péniblement lancé par le premier ministre sortant, et dont dépend une part importante de l'aide internationale, il risque lui aussi d'être sérieusement compromis.

Jean-Michel Caroit

## Les Irlandais expatriés retournent au pays pour créer des entreprises

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Autour d'une pinte de bière dans une brasserie de Temple Bar, le nouveau quartier branché

REPORTAGE

« L'Europe, c'est ce qui nous est arrivé de mieux dans toute notre histoire »

de Dublin. Beroadette, Brian et John font partie de cette nouvelle catégorie d'Irlandais qui, après des siècles d'émigration, reviennent au pays pour profiter du « boom » économique. En effet, en 1996, pour la première fois dans l'histoire, le nombre d'expatriés de retour au pays a dépassé - de quelques milliers - celui des émigrants. Jeunes, dynamiques, décontractés, ils sont pleins d'espoir et d'optimisme. Pour Brian Sparks, qui a travaillé huit ans à l'étranger pour Guinness avant de revenir préparer un diplôme MBA à Dublin, « nous avons retrouvé notre confiance en nous-mêmes. Nous ne craignons plus la compétition avec la France, l'Angleterre ou l'Allemagne ».

Cette fièvre retrouvée d'une nation indépendante depuis trois quarts de siècle seulement est la caractéristique de l'Irlande d'aujourd'hui. « Si notre ministre des finances nous avait dit il y a trois ans que nous deviendrions plus riches que les Anglais - selon l'OCDE, le PIB par tête des Irlandais a atteint celui des Britanniques en 1996 - on lui aurait passé la consigne de force, plastromme un petit commerçant. Et pourtant, c'est fait. L'Europe, c'est ce qui nous est arrivé de mieux de toute notre histoire : avant, nous n'étions qu'un petit pays du tiers-monde ».

Il faut dire que l'économie irlandaise affiche une belle santé. Le « tigre celtique », comme on l'appelle, connaît un rythme de croissance soutenu similaire à celui des dragons asiatiques et trois fois supérieur à celui de ses partenaires européens : 22 % sur trois ans, avec des prévisions pour la décennie à venir d'environ 5 % par an, contre 1,5 % de moyenne pour les quinze. « On cherche en vain l'indice négatif qui viendrait jeter le doute sur cette situation enviable », estime un diplomate européen. L'Irlande est l'un des rares pays de l'Union à remplir les critères de Maastricht sans que cela se soit fait au détriment d'une cohésion sociale qui reste primordiale pour les gouvernements qui se sont succédés depuis quarante ans et ont tous suivi la même stratégie de développement.

Quels sont les ingrédients de ce succès ? « Les possibilités de créer son entreprise sont bonnes. Le niveau de vie est sans doute plus bas ici, mais il est compensé par la qualité de la vie et l'attitude chaleureuse des gens », explique Beroadette Cullinan, qui a abandonné le groupe Virgin pour la firme de consultants Mciver. John Fleming - qui vient de fonder une

petite société travaillant pour l'Informatique locale - insiste, lui, sur le niveau de l'éducation, des ouvriers jusqu'aux ingénieurs et cadres supérieurs. Le dernier rapport de l'OCDE montre que celui de l'ESRI (Institut de recherches économiques et sociales de Dublin) le reconnaissent, les investissements publics dans les infrastructures et l'éducation sont la clé du « boom » irlandais.

SENSUS SOCIAL

S'ajoutent à ces avantages une taxation des bénéfices industriels de 10 % ou la recherche agressive des investissements étrangers par l'Agence pour le développement industriel (IDA) et une aide considérable et bien utilisée de Bruxelles : de 7 % du PIB, celle-ci est graduellement descendue aux environs de 4 %. Européenne et anglophone, l'Irlande a bénéficié de sa position de porte-avions proche du continent pour accueillir des investisseurs intéressés par le marché de l'UE, en particulier américains et japonais. Ces investissements se sont concentrés dans des produits de haute technologie, en particulier dans l'électronique, l'informatique et l'industrie pharmaceutique. Sans oublier le rôle de la place offshore du nouveau Centre international de services financiers ou le secteur traditionnel d'une industrie agro-alimentaire à laquelle la politique agricole commune (PAC) a donné un coup de fouet salutaire. Le résultat est là : davantage d'emplois ont été créés depuis 1993 que durant les trois décennies précédentes.

Cerise sur le gâteau : une situation démographique peu commune en Europe. Le « boom » des naissances ayant eu lieu plus tard, l'Irlande continue d'accueillir chaque année de nouveaux bras sur un marché du travail qui se rajeunit. Ce qui permet à ce pays sans gauche ni droite, où le consensus sur l'économie est de règle, de pouvoir continuer à financer sa politique sociale.

Car les succès de l'Irlande sont fondés sur une politique on ne peut plus différente du thatchérisme. Les Irlandais ont beau être libéraux de cœur, ils ont construit leur prospérité sur le consensus social - par des accords de modération salariale entre syndicats, patrons et gouvernement - sur des investissements dans les infrastructures et sur une stratégie industrielle de l'Etat.

L'optimisme est donc de rigueur, du moins parmi ceux qui ont bénéficié du « boom ». Car 15 % d'Irlandais demeurent des laissés-pour-compte de la croissance et le taux de chômage reste élevé (12 % environ). C'est ce qui explique la colère de Mgr Comiskey : pour les pauvres, s'est écrié dimanche dernier en chaire cet évêque catholique, le soi-disant « tigre celtique » est comme le coucou ! On l'entend au loin, mais on ne le voit jamais.

Patrice de Beer

## En Turquie, la coalition au pouvoir est fragilisée

ANKARA. Le gouvernement turc à dominante islamiste de Necmettin Erbakan est devenu effectivement minoritaire au Parlement, lundi 9 juin, le soutien du Parti de la grande union (BBP, extrême droite). « Nous ne soutenons plus le gouvernement car il n'a pas satisfait nos exigences », a déclaré à la presse Mehmet Ekici, chef adjoint du BBP, après une réunion du parti. M. Ekici a précisé que le BBP pourrait voter avec l'opposition pour renverser le gouvernement de coalition de M. Erbakan. Celui-ci avait déjà perdu fin mai la majorité au Parlement, après la défection de plusieurs députés du Parti de la juste voie (DYP, droite) du ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, hostiles au maintien de la coalition. - (AFP)

## Kinshasa promet d'aider l'ONU à enquêter sur les massacres de réfugiés

LUBUMBASHI. Le président Laurent-Désiré Kabila a promis, samedi 7 juin, lors d'une conférence de presse avec Bill Richardson, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, de coopérer avec une mission d'enquête des Nations unies sur les allégations de massacres de réfugiés hutus rwandais, dans l'est de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Une équipe préparatoire doit arriver le 20 juin et les travaux de la mission doivent commencer le 7 juillet. Des organisations humanitaires mettent en cause l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigées par M. Kabila durant la lutte contre les forces de l'ancien président zaïrois, Mobutu Sese Seko. - (AFP, Reuters)

## Algérie : le Conseil constitutionnel confirme les résultats des législatives

ALGER. Le Conseil constitutionnel a confirmé, lundi 9 juin, les résultats des élections législatives du 5 juin qui ont vu la victoire du Rassemblement national démocratique (RND), du président Zéroual, qui a remporté 155 des 380 sièges de l'assemblée. Les autres partis ont contesté les résultats et déposé plus de 1 000 recours. La France a « pris acte » du rapport critique de la mission d'observation internationale du scrutin, placée sous l'égide des Nations unies, mais estime que les élections ont permis aux Algériens d'« exprimer leur refus de la violence ». Qualifiant le scrutin de « petit pas en avant », les Etats-Unis « (espèrent) qu'une plus grande ouverture continuera, alors que l'Algérie se dirige vers la paix, la stabilité et la démocratie ». - (AFP)

## La situation des droits de l'homme se dégrade en Tunisie

TUNIS. « Le cercle de la répression ne cesse de s'élargir » en Tunisie, estime Amnesty International dans un rapport d'une vingtaine de pages publié lundi 9 juin à Londres. « Les victimes de la détention arbitraire, de la torture, de mauvais traitements et de l'emprisonnement (...) ne sont pas uniquement les opposants politiques », mais aussi « les militants et défenseurs des droits de l'homme, les syndicalistes, et les épouses et parents des prisonniers et exilés politiques », ajoute Amnesty, selon laquelle « les droits les plus fondamentaux sont bafoués quotidiennement ».

## Entrées record de capitaux en Asie et en Amérique latine, selon la BRI

BALE. La Banque des règlements internationaux (BRI), dans un rapport paru lundi 9 juin, estime que l'année 1996 s'est distinguée par la hausse exceptionnelle des cours boursiers, « face souvent à une stagnation de l'activité économique et à une inflation démodérée faible », ainsi que la croissance des flux de capitaux privés vers les marchés émergents, « les émissions d'obligations internationales ayant joué à cet égard un rôle prépondérant ». En 1996, le montant des entrées nettes privées en Asie et en Amérique latine a dépassé, de loin, le total accumulé entre 1991 et 1995, avec 149,8 milliards de dollars (1850 milliards de francs), observe la BRI. Elle met en garde certains pays émergents contre l'engorgement des secteurs de l'immobilier, et la fragilité de leurs systèmes bancaires. En raison du rôle grandissant du monde émergent, la BRI a élargi en 1996 son capital au Brésil, à la Chine, à la Corée, à Hong-Kong, à l'Inde, au Mexique, à la Russie, à l'Arabie saoudite, à Singapour, puis à la Bosnie, la Croatie, la Macédoine, la Slovaquie.

JEAN-LUC MANO • GUY BRESHAUD

### La défaite impossible

Enquête sur les secrets d'un homme d'Etat

## L'HISTOIRE D'UN COUP POLITIQUE INSENSÉ

Pourquoi Jacques Chirac a-t-il lancé ce pari ? Qui a réellement pris les décisions ? Un ouvrage qui dévoile les stratégies et révèle les tactiques.

Ramsay

## Le pacte de stabilité

Après la mise en place de la monnaie unique, les partenaires cherchent un accord

Les membres du Conseil européen ont convenu, mardi 10 juin, d'un accord de principe sur le pacte de stabilité. Ce document, qui sera soumis au Conseil européen le 12 juin, vise à renforcer la confiance des investisseurs en la monnaie unique. Il prévoit notamment la mise en place d'un mécanisme de surveillance des déficits publics et la création d'un fonds de réserve pour faire face aux crises de liquidité.

## Manifestation à Paris pour l'Europe sociale

Les jeunes ont organisé, samedi 7 juin, une manifestation à Paris pour l'Europe sociale. Ils ont défilé devant l'Assemblée nationale et ont remis une pétition au président de la République. La manifestation a été organisée par le mouvement « Jeunes pour l'Europe ».

## Le franc faiblit

Le franc français a faibli contre le dollar, mardi 10 juin. Le taux de change est passé de 166,35 à 166,85 francs pour un dollar. Cette baisse s'explique par la hausse du dollar sur les marchés internationaux.

## deux sujets indépendants mais liés

Le rapport de la BRI sur les entrées de capitaux en Asie et en Amérique latine a été accueilli avec intérêt par les investisseurs. Il souligne la croissance des flux de capitaux privés vers les marchés émergents, ce qui est une bonne nouvelle pour ces régions.







## LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997

que la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail promise pendant la campagne puisse s'ouvrir rapidement, c'est-à-dire avant l'été.

Lionel Jospin envisage de ne pas recourir à la procédure traditionnelle du « collectif » budgétaire, qui suppose un débat parlementaire. Le gouvernement userait de la voie réglementaire pour redéployer les crédits disponibles sans creuser le déficit

La procédure par décrets présente, toutefois, un inconvénient majeur, c'est qu'elle s'expose au reproche d'être peu démocratique. Le Parlement, dont l'acte essentiel, chaque année, est le vote du budget, serait court-circuité. Lors d'un traditionnel plan d'économies, en début d'année, pour que le déficit ne se creuse pas, c'est usuel ; pour la mise en œuvre d'une véritable réorientation de la politique budgétaire, ce serait beaucoup plus délicat.

Entre deux exigences - celle d'aller vite, pour ne pas décevoir l'attente créée par la victoire électorale, et celle, fréquemment affirmée par le PS, de réhabiliter le rôle du Parlement -, quel sera le choix du gouvernement ? Avec celui de la monnaie unique, qui y est intimement imbriqué, ce dossier des finances publiques est assurément le plus délicat que M. Jospin ait à ouvrir en urgence.

Laurent Mauduit

du renouvellement de la convention Unedic, en décembre 1996, au moment de la reconduction de l'ARPE. Les modalités de création de ces 350.000 emplois dans le privé seront l'un des principaux thèmes de discussion entre l'Etat, le patronat et les syndicats dans le cadre de la conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail que le gouvernement entend réunir dans les semaines à venir.

## QUE VA DEVENIR LA LOI ROBEN ?

Dans le privé, où le coût de chaque emploi est estimé à 50 000 francs (15 milliards de francs au total), le gouvernement compte, bien sûr, sur l'effet d'une reprise de la croissance, notamment dopée par une hausse maîtrisée des salaires. Il table aussi sur une extension de l'allocation de reclassement pour l'emploi (ARPE). Financée par l'assurance-chômage, ce dispositif prévoit que les salariés nés en 1939 et 1940, et ayant quarante ans de cotisation retraite, peuvent échanger contre une prime de 10 millions de francs leur droit à la retraite contre le droit de bénéficier de la prime de reclassement. Ce dispositif vise à remplacer, depuis sa création, fin 1995, ce dispositif a permis l'embauche de 56 500 personnes, dont 57 % ont moins de trente ans.

Pour les experts de gauche, si tous ceux qui ont quarante annuités de cotisation y avaient droit, environ 200 000 emplois pourraient être ainsi libérés. Le CNPF risque, cependant, de se montrer très réticent, comme il l'avait d'ailleurs été lors

Reste une dernière question : que va devenir la loi Robien, qui prévoit d'importantes baisses de charges sociales pour les entreprises qui réduisent le temps de travail et accroissent leurs effectifs en contrepartie ? Votée le 11 juin 1996, elle concerne 65 000 emplois. Dans un entretien aux *Echos* du 15 mai, Jacques Rigaudat, qui vient d'être nommé conseiller social de M. Jospin, affirmait que le texte serait abrogé, notamment parce qu'il n'est pas assez ambitieux en matière de réduction de la durée du travail. « Au rythme actuel, précisait ce farouche partisan de la baisse du temps de travail, il faudrait près d'un siècle et demi pour que tous les salariés soient touchés. » Nouveau ministre de l'Emploi, Martine Aubry pourra difficilement rayer d'un trait de plume des accords déjà entrés en vigueur.

**Jean-Michel Bezat**

tion syndicale unitaire (FSU), elle revendique un rattrapage de 15 %, correspondant au pouvoir d'achat perdu, depuis la fin, en 1984, tout d'abord, dans le cadre d'un collectif budgétaire, elle se contenterait de 3 à 4 %. L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) et la CFTD demandent des mesures spécifiques pour les bas salaires.

Les fédérations de fonctionnaires réclament un moratoire interdisant tout licenciement d'agent au statut précaire, la CGT demandant leur titularisation immédiate. Elles veulent que le gouvernement reconnaisse aux 5 000 suppressions d'emplois annoncées pour 1998 par le gouvernement précédent. Elles ont demandé audience au nouveau ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, pour savoir si les 350 000 emplois publics, promis pendant la campagne électorale, concernent les trois fonctions publiques. Dans ce cas, elles veulent discuter des secteurs où ils seront créés. FO, la CGT et la CFE-CCG estiment qu'il doit s'agir d'emplois de titulaires et non de contractuels. Les sept fédérations de fonctionnaires plaident aussi pour que la fonction publique devienne un terrain d'expérimentation de la réduction du temps de travail.

**Alain Beuve-Méry  
et Raphaële Rivais**

### ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE

Comme Léonard de Vinci, c'est grâce à une double formation que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien ou titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...), vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2<sup>e</sup> année par admission sur titre pour développer des compétences de généraliste du management.

**ESSEC : premier centre européen de management  
accrédité par l'A.A.C.S.B. - The International  
Association for Management Education.**

**Informations clés :**

- cursus personnalisé à votre initiative,
- statut d'apprentissage possible,
- date limite de candidature pour la session de septembre 1997 : le 30 juin 1997.

Contactez Julie  
 Tél : 01 34 43 31 26 - Fax : 01 34 43 31 11  
 E-mail : [dhalluin@edu.essec.fr](mailto:dhalluin@edu.essec.fr)  
 ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105  
 95021 Cergy Pontoise cedex

**Demain, c'est vous qui montrerez le chemin**

La multiplicité  
de ses talents est  
la plus grande richesse  
du leader visionnaire



Nous aurions volontiers  
recruté Léonard de Vinci  
s'il s'était présenté  
à l'admission sur titre  
à l'ESSEC.



## Jean Tiberi concède à l'UDF la démission de Camille Cabana

Les socialistes parisiens annoncent la préparation d'une réforme de la loi régissant Paris, Marseille et Lyon

LE « JE VOUS AI COMPRIS » de Jean Tiberi aux Parisiens, prononcé lundi 9 juin en ouverture du Conseil de Paris, a fait, quelques heures plus tard, une première victime en la personne de Camille Cabana (RPR), adjoint au maire de Paris. Celui-ci, outre par le retrait de deux dossiers dont il était le rapporteur, a abandonné au fin de matinée sa délégation, confiée dans la soirée à Jean-François Legaret (RPR), adjoint de confiance de M. Tiberi.

La séance avait commencé le plus banalement du monde par une déclaration sans surprise du maire, décidé, « sans faiblesse et avec détermination », à poursuivre sa « mission au service de Paris et de ses habitants », cela eût été dit, « les attaques personnelles » dont il estime avoir été l'objet durant la campagne des législatives. M. Tiberi retient que les Parisiens « ont fait le choix de reconduire la majorité des députés sortants » et que « la majorité municipale reste la majorité ». Tout juste a-t-il convenu avoir « entendu ce que les Parisiens ont voulu dire » à cette majorité, qui l'a « soutenu loyalement », depuis deux ans, en prenant « dans l'union » les décisions majeures.

Tout allait donc pour le mieux. La déclaration de Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, qui a vu dans le vote des Parisiens une volonté de « restauration de la morale républicaine », a suscité la riposte indignée de Roger Romani, président du groupe RPR et ancien ministre chargé des relations avec le Parlement. Jacques Dominati, président du groupe UDF, n'a pas été en reste, déterminé à ne pas se prêter aux « manœuvres socialistes contre Paris ».

Les premières délibérations inscrites à l'ordre du jour ont lézardé cette belle façade majoritaire. Deux subventions, proposées par M. Cabana, au profit d'une association pour la création d'emplois dans les prisons et de l'association France-Etats-Unis, ont été vigoureusement critiquées par le socialiste Jacques Bravo, ont été retirées de l'ordre du jour par M. Tiberi sous

la pression du premier adjoint, M. Dominati, qui ne voulait pas les voter.

Le coup d'envoi du renouvellement était donné. La démission de M. Cabana, dans l'air depuis la retraite de l'administration de la ville, à l'automne 1996, a été, cette fois-ci, aussitôt acceptée. « J'aurais, de toute façon, donné ma démission avant l'échéance », a déclaré le président du groupe UDF d'avoir rompu le « pacte majoritaire ».

**PRÉCIPITER LES DIVISIONS**

Dès lors, les élus RPR et UDF, plus nombreux dans les couloirs qu'en séance, ont pu donner libre cours à leurs divisions, les plus jeunes se réjouissant presque de l'éclatement des vieux clivages politiques parisiens. Michel Bulté (RPR), adjoint chargé du logement et conseiller régional, s'est prononcé pour des listes séparées aux élections régionales. « Si l'UDF ne joue pas le jeu, il faut qu'on se compte... Sinon, on ne va pas s'en sortir », déclarait-il, tandis que M. Dominati, en conciliabule avec quelques-uns de ses fidèles, se déclarait satisfait du départ de M. Cabana, responsable à ses yeux des rigidités financières de la Ville.

Ce petit conseil improvisé de l'UDF a été interrompu par Jean de Gaulle (RPR), réélu député dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Celui-ci venait en fait réclamer la tête de son ancien suppléant, Jean-François Remin (UDF), maire de l'arrondissement, qui avait eu la mauvaise idée de soutenir la candidature du dissident RPR Jean-Pierre Bechter. « Il a fait une campagne municipale, affirmant qu'il devait avoir accord entre le maire et le député. Il a perdu. Je ne fais rien d'autre que lui retourner son argument », plaide M. de Gaulle, qui ne se déclare pas intéressé par la mairie du 12<sup>e</sup>, estimant que celle-ci devrait revenir à son suppléant UDF, Jean-Pierre Buriez.

Devant de telles dissensions, la gauche parisienne n'a plus qu'à attendre les brulées. Roger Madec et Michel Charzat (PS), maires des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, ont annoncé un projet de réforme de la loi Paris-Marseille-Lyon (PML), qui fixe le statut de Paris. Ce statut est un des points de divergence entre le RPR et l'UDF. Sa modification par le Parlement ne manquera pas de précipiter les divisions de la majorité municipale, que M. Tiberi s'efforce de gérer au jour le jour, à défaut de pouvoir les contrôler.

Pascal Sauvage

## Philippe Séguin ne parvient pas à composer une équipe unitaire à l'Assemblée nationale

Les balladuriers conservent leur autonomie au sein du RPR

Les groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale devaient élire, mardi 10 juin, leurs présidents respectifs. Philippe Séguin (RPR) et François Bayrou (UDF) étaient candidats uniques. L'organisation du groupe RPR a fait l'objet de négociations entre chiraquiens, balladuriers et séguinistes.

M. Bayrou a proposé un fonctionnement plus unitaire du groupe UDF et la présentation d'un candidat unique de la droite au « perchoir ».

JUSQU'AU BOUT, Philippe Séguin a tenu de faire prévaloir, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, sa volonté de s'appuyer sur l'ensemble des sensibilités du mouvement. C'était le meilleur moyen pour lui d'arriver, mercredi 11 juin, devant le conseil national du RPR, en position de rassembleur. Le jeu des ambitions personnelles et des manœuvres de dernière minute a finalement empêché la concrétisation d'une telle perspective.

De nombreux députés dits « de base » ont, en effet, refusé de ratifier une liste bloquée, établie par les états-majors des différentes sensibilités, pour l'élection des six vice-présidents du groupe. Mardi matin, avant sa propre élection à la présidence du groupe, poste pour lequel il était le seul candidat, M. Séguin prévoyait encore d'indiquer, dans une déclaration liminaire, qu'il s'appuyait sur un « triumvirat » composé de François Fillon, l'un de ses proches, de Renaud Muselier, député (chiraquien) et secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône, et de Nicolas Sarkozy, au titre des balladuriers.

Il a dû y reconcer. Au dernier moment, les amis d'Edouard Balladur ont préféré se compter. Certains d'entre eux estiment que, depuis l'élimination, aux élections législatives, des principaux membres de l'ancienne garde rapprochée d'Alain Juppé, ils représentent désormais la composante la plus importante et la mieux organisée au sein du groupe.

Les députés océanographes de-

vaient aussi se disputer l'un des postes de vice-présidents de l'Assemblée nationale qui, en principe, devait revenir à l'un de leurs représentants : Nicole Catala, vice-présidente sortante et candidate à sa succession, était notamment en concurrence avec Michel Pédrard, ancien président du groupe, Pierre Mazeaud, ancien président de la commission des lois, et Patrick Ollier, député (balladurien) des Hautes-Alpes.

Mardi matin, M. Fillon regrettait ces divisions et exprimait l'espoir qu'elles ne compromettent pas l'étape suivante, beaucoup plus importante, qui a trait à la direction du RPR. Sur RMC, il s'en est pas moins déclaré qu'il y a « aujourd'hui une force adhésive, au sein du groupe de l'Assemblée nationale, à la personne de Philippe Séguin et à sa ligne politique, autant pour la direction du groupe qu'en suite, pour la direction du mouve-

ment ». Il a ajouté qu'il est « politiquement indispensable » que M. Juppé quitte la présidence du Rassemblement. L'élection du nouveau président du groupe UDF ne présente pas les mêmes enjeux.

Dès le surlendemain de la défaite de la droite, François Bayrou, président de Force démocrate, avait obtenu de François Léotard l'assurance de succéder dans cette fonction à Gilles de Robien (PR). Il est seul candidat à ce poste. L'ancien ministre de l'Éducation nationale sera également chargé, à ses qualités, de répondre pour la confédération au discours d'investiture de Lionel Jospin, le 19 juin.

La composition du bureau du groupe trahira, en outre, la manière dont M. Bayrou entend « piloter » les parlementaires de l'UDF. Jusqu'à présent, chaque composante était représentée au bureau exécutif du groupe, du Parti radical d'André Rossinot au PPDF d'Her-

vé de Charette. En outre, les cinq familles de l'UDF possédaient leur propre direction et leurs réunions hebdomadaires, bref un fonctionnement autonome.

En ira-t-il de même à l'avenir ? Le laminage du Parti radical (3 députés), du PPDF (7) et des Adhérents directs (12) accroît le décalage de leur représentation à l'Assemblée avec le Parti républicain et Force démocrate. M. Bayrou souhaite proposer « une organisation du groupe de type fédéral », ce qui serait plus facile à obtenir dans un groupe réduit à quelque 110 députés (contre 206 dans la précédente Assemblée). Lundi soir, cependant, José Rossi (Corse-du-Sud) se déclarait candidat à la présidence de la composante du Parti républicain (42 élus) du groupe, qui devait se réunir mardi après-midi autour de M. Léotard.

M. Bayrou devait expliquer aux députés, mardi matin, lors de son élection, qu'il a l'intention de faire du groupe l'un des « lieux principaux de la rénovation de l'opposition », en conciliant « les deux attentes principales de la société : le courant libéral et le courant social ». Pour ce qui concerne la répartition des postes du bureau de l'Assemblée, M. Bayrou voudrait conserver à son groupe l'un des trois postes de questeurs. Il juge, enfin, qu'il serait « logique » que l'opposition RPR et UDF présente, jeudi, un candidat unique au « perchoir ».

Cécile Chambraud, Fabien Roland-Lévy et Jean-Louis Saux

Bruno Mégret, délégué général du Front national

## « Instaurer entre la droite et le FN une discipline nationale »



BRUNO MÉGRET

« Les élections législatives vont laisser-elles un goût amer ? »

Il y a pas de goût amer. C'est vrai qu'on aurait souhaité la victoire du Front national, c'est-à-dire une majorité de députés, mais nous savons que ce n'était pas pour cette fois-ci. Pour le reste, ce n'est pas le Front national qui est responsable de la défaite de la droite. C'est l'échec résulte principalement de la décision du RPR et de l'UDF de désigner, communément, institutionnellement, le Front national comme adversaire politique au même titre que le Parti socialiste et, donc, de se battre sur deux fronts. Quand on ouvre deux fronts, c'est généralement le début de la fin.

Le Front national a maintenu ses candidats partout où il le pouvait, ce qui est bien la moindre des choses lorsqu'on n'est pas dans un

système d'alliance. Pour les circonscriptions où il s'agit de faire passer un candidat, il n'y a pas fait d'appel à voter pour la gauche. Si la droite a perdu, c'est parce qu'elle n'a pas rompu avec la politique socialiste de l'époque Mitterrand - ni en 1993 ni en 1995 - et qu'elle a désigné le Front national comme adversaire. Sans compter l'énorme erreur qu'a été la dissolution. La droite a provoqué sa propre chute.

Les déclarations de Jean-Marie Le Pen, avant le premier tour, sur sa préférence pour « une Assemblée de gauche » n'y ont-elles pas contribué ?

Je pense que la victoire du Parti socialiste n'est pas une bonne chose pour la France. Les socialistes vont mener une politique novatrice, qui va compromettre davantage la sécurité, la prospérité et la souveraineté des Français. C'est pourquoi nous allons être les opposants les plus résolus du nouveau pouvoir. D'ailleurs, je pense que les socialistes vont échouer, car ils doivent aujourd'hui mettre en œuvre un programme qu'ils n'avaient pas conçu dans la perspective d'une victoire. Ils sont pris à leur propre piège : ou ils appliquent leur programme, et ce sera la catastrophe économique ; ou ils y renoncent, et ce sera une déception extrêmement forte dans leur électorat.

Le Front national a amélioré son score et il est parvenu à multiplier l'érosion du second tour. Cela prouve qu'il a fidélisé son électorat et qu'il est devenu une force autonome, dans un système politique désormais tripartite. Il constitue à présent la troisième force politique du pays. L'heure de vérité est d'autant plus proche que le RPR et l'UDF sont déstabilisés par l'échec qu'ils ont eux-mêmes provoqué.

Nous espérons une nouvelle progression du Front national dans le cadre d'une stratégie de rassemblement national. Nous appelons tous ceux qui sont déçus par la classe politique, et principalement par le RPR et l'UDF, à nous rejoindre ou à prendre des initiatives qui leur permettent de se tourner vers nous. Le Front national s'est construit par des apports d'électeurs d'autres mouvements, et nous sommes disposés à ouvrir très largement nos portes.

Le RPR et l'UDF sont structurellement minoritaires. Ils sont pris en tenaille entre la gauche et le Front national. Dans une telle situation tripartite, la formation du centre est amenée à disparaître ou à se rapprocher de l'une des forces qui l'encadrent. En clair, cela veut dire que le RPR et l'UDF ont le choix entre trois solutions : ou ils poursuivent leur politique « ni gauche ni Front national », et ils sont condamnés ; ou ils se rapprochent de la gauche et institutionnalisent le Front républicain, ce qui ne sera pas impossible quand, affaibli par ses échecs et le départ des communistes, le Parti socialiste cherchera de nouveaux soutiens ; ou ils se tournent vers le Front national.

« Au sein du RPR et de l'UDF, il y a des courants, des personnalités, des militants et des électeurs qui ont des convictions très proches des nôtres »

Il ne s'agit pas pour le RPR et l'UDF de mettre en œuvre un programme commun ou de passer des accords de gouvernement avec le Front national, mais, tout simplement, de reconnaître sa légitimité et d'instaurer une discipline nationale de respect mutuel. Cela existe à gauche et se traduit, lors des élections, par un « désistement républicain ». Pourquoi cela n'existerait-il pas à droite ? Je suis tout disposé,

par exemple, à mettre en œuvre une telle « discipline nationale » dans les Bouches-du-Rhône, pour les élections cantonales, en 1998. Ainsi le conseil général, qui est à gauche, pourrait basculer sans difficulté à droite. De la même manière, pour quoi ne pas envisager de tels accords, à titre expérimental, en Seine-Saint-Denis ou dans le Val-de-Marne, où les communistes ont encore la mainmise sur les conseils généraux ?

Pensez-vous à quelque chose ou à quelqu'un de particulier en déclarant qu'il faut qu'il y ait de nouveaux partis qui émergent et qu'il y en ait, parmi ceux-ci, au moins un qui puisse accepter le Front national comme partenaire ?

Si la droite institutionnelle se contente d'une recomposition se résumant au remplacement de M. Juppé par M. Séguin, cela ne changera rien à rien. Le problème n'est pas celui des hommes, mais celui de la ligne politique. Le RPR et l'UDF ne correspondent à aucune réalité politique de fond. Il n'y a pas de différence idéologique entre ces deux formations, et on trouve en leur sein des gens qui ne sont pas d'accord entre eux sur des grandes questions comme Maastricht, l'immigration ou l'Europe. La vraie rénovation consisterait à restructurer les organisations politiques de l'ancienne majorité sur des corps de doctrine cohérents et clairement affichés.

Il se trouve qu'au sein du RPR et de l'UDF il y a des courants, des personnalités, des militants et des électeurs qui ont des convictions très proches des nôtres. Il est certain que, si la restructuration des partis de l'ancienne majorité se faisait sur la base de convictions homogènes, il y aurait à droite une organisation qui n'aurait aucune raison de ne pas travailler avec nous pour passer des accords, voire des accords de gouvernement.

Sur quelle base ?

Sur la base d'une priorité donnée à l'impératif de souveraineté nationale par rapport à la mondialisation, tant dans ses composantes migratoires que dans ses manifestations économiques.

Propos recueillis par Christiane Chambraud

**MULTIMEDIA COMMUNICATION BUSINESS AUX ETATS-UNIS**

Spécialisation aux stages en entreprises

University Studies in America Inc.

Admission aux universités américaines

CHINE POPULAIRE

Coûts, logement et repas inclus

Tel : 01 45 50 28 29

www.ccpes.com

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section A) de la Cour d'Appel de PARIS du 18 mars 1996, (pourvoi rejeté le 19/09/1996).

AUGER Patrick, Pierre, Jacques né le 26 août 1947 à ROUEN (76), demeurant 11, rue La Boétie, 75008 PARIS.

A été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et à 20.000 francs d'amende, pour : soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu dus pour les années 1990 et 1991, délit commis à PARIS de 1991 à 1992 ; art.1741 al.1, 2 du Code Général des Impôts ;

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

1<sup>re</sup> La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : LE JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, LE FIGARO, LE MONDE.

2<sup>o</sup> L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le condamné a son domicile.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.

Pour LE GREFFIER EN CHEF.

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**

Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle

92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex

TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.86

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section A) de la Cour d'Appel de PARIS, du 12 novembre 1996.

BRION François, Louis, Francis, né le 13 novembre 1952 à BOULOGNE-BILLANCOURT (92), demeurant 3, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

A été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à 100.000 francs d'amende, pour soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur le revenu pour les années 1990, 1991 et 1992 en ayant volontairement omis de faire une déclaration.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

1<sup>re</sup> La publication de cet arrêt, par extrait, dans : LE JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE et dans les journaux : LE MONDE et LE FIGARO.

2<sup>o</sup> L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la ville de PARIS (8<sup>ème</sup> arrondissement).

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.

Pour LE GREFFIER EN CHEF.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section A) de la Cour d'Appel de PARIS, du 12 novembre 1996.

MIGNOT Marie, Henriette épouse BRION, née le 21 novembre 1946 à PARIS 20<sup>ème</sup> (75), demeurant 3, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

A été condamnée à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à 100.000 francs d'amende, pour soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur le revenu pour les années 1990, 1991 et 1992 en ayant volontairement omis de faire une déclaration.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais de la condamnée :

1<sup>re</sup> La publication de cet arrêt, par extrait, dans : LE JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE et dans les journaux : LE MONDE et LE FIGARO.

2<sup>o</sup> L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la ville de PARIS (8<sup>ème</sup> arrondissement).

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.

Pour LE GREFFIER EN CHEF.



# arvient pas à composer l'Assemblée nationale

leur autonomie au sein du RPR

de la gauche de la gauche  
et de la droite de la droite

Le RPR a-t-il réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non, mais la gauche de la gauche et la droite de la droite ont-elles réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non. Le RPR a-t-il réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non, mais la gauche de la gauche et la droite de la droite ont-elles réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non.

## quatre points

Le RPR a-t-il réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non, mais la gauche de la gauche et la droite de la droite ont-elles réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non.

## le général du Front national

# et le FN une discipline nationale

Le RPR a-t-il réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non, mais la gauche de la gauche et la droite de la droite ont-elles réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non.

## le RPR et le FN

Le RPR a-t-il réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non, mais la gauche de la gauche et la droite de la droite ont-elles réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non.

## le RPR et le FN

Le RPR a-t-il réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non, mais la gauche de la gauche et la droite de la droite ont-elles réussi à composer l'Assemblée nationale ? La réponse est non.

# Le Parti communiste veut créer une « dynamique politique »

Mille « rencontres citoyennes » en juin

C'EST MARDI 10 JUIN que devaient se réunir pour la première fois, à l'Assemblée, afin d'élire leur président, les 36 élus communistes. Robert Hue a toutefois donné à cet événement un tour plutôt formel, en annonçant, la veille, à l'issue d'un bureau national, qu'il « proposait la candidature » de « son ami Alain Baccot » pour la présidence du groupe. Cette décision avait été prise, semble-t-il, entre les deux tours des élections législatives (Le Monde daté 8-9 juin), alors que la direction du PCF avait envisagé un temps de placer un proche à la tête du groupe. Lors du dernier meeting de Lionel Jospin, le 29 mai à Lille, le député du Nord avait mis dans sa poche ses préférences à l'égard du « soutien sans participation ». Il avait ensuite voté, en bureau et au comité national, pour l'entrée de ministres communistes.

M. Hue a aussi indiqué, lors d'une conférence de presse, lundi 9 juin, que M. Baccot répondrait à la déclaration de politique générale de M. Jospin, le 19 juin à l'Assemblée nationale. Ce choix, qui n'était pas tranché avant le week-end, a été retenu « ou nom d'une tradition en vigueur au groupe », a expliqué le secrétaire national, condamnant que « les socialistes fassent la même chose », et que s'il avait pris la parole, « on aurait parlé de coup de force ». André Lajoinie, qui fut président du groupe communiste de 1981 à 1993, devait présider l'une des six commissions.

Le secrétaire national a précisé sa politique à l'égard du PS et du gouvernement. Expliquant qu'il ne s'agissait en aucun cas de « compliquer » le travail du gouvernement, M. Hue a indiqué que les commu-

nistes participeraient « sans être forcés à l'initiative » à la « dynamique sociale » manifestée, selon lui, dès cette semaine : soutien aux sans-papiers, manifestations pour l'emploi... M. Hue ne participera pas à la manifestation européenne pour l'emploi, le 10 juin, laissant ce rôle aux syndicats.

Ariane Chemin

# De plus en plus de patrimoines sont transmis par donation

Les dons s'élèvent à 560 000 francs en moyenne

Selon une enquête de l'Insee, publiée mardi 10 juin, les donations ont augmenté de 30 % en nombre, et de 50 % en valeur, en dix ans, de 1984 à 1994. Ce mode de

transmission, favorisé par la fiscalité, concerne les patrimoines les plus élevés. Les droits de succession n'ont pas d'effet sur la concentration du patrimoine en France.

## L'héritage en France

en milliers de francs

ACTIF NET DE SUCCESSION MOYEN 570

ACTIF NET DE SUCCESSION MÉDIAN 334

TRANSFERT MOYEN 598

AGE MOYEN AU DÉCÈS : 76 ANS

HERITAGE MOYEN (hors donation antérieure) 213

CONJUGAT 170

DRIFANTS 227

AGE MOYEN À L'HÉRITAGE : 45 ANS (ENFANTS) ET 51 ANS (TOUTS HÉRITIERS)

un poids prédominant dans les successions puisqu'il pèse, en moyenne, 43 % du patrimoine laissé par le défunt. Il existe un problème d'évaluation réelle des patrimoines, à cause de l'assurance-vie, exonérée de droits de mutation. Les montants versés en assurance-vie pèsent pour moins de 0,5 % de la succession en moyenne, alors qu'ils représentent 6 % du patrimoine des ménages vivants. « Quand une succession comporte de l'assurance-vie, l'actif net est, en moyenne, de 1 115 000 francs, l'assurance-vie portée sur la déclaration en représentant environ 10 % », indique l'Insee.

nations antérieures effectuées par le défunt, ce sont les défunts septuagénaires qui, en moyenne, ont transmis les montants les plus importants. Près de 8 % des défunts ont effectué des donations antérieures. Il s'agit de défunts relativement fortunés à leur décès, avec un actif net de 747 000 francs en moyenne.

Les 311 000 successions de 1994 ont bénéficié à environ 810 000 héritiers, soit 2,6 héritiers par succession. A cause de la hausse de l'âge moyen du décès (76 ans en 1994, contre 73 ans en 1984), l'âge moyen des héritiers passe de 48 à 51 ans. Pour les seuls enfants, l'âge moyen de l'héritage progresse de 42 à 45 ans. « L'héritage moyen s'élève en moyenne à 213 000 francs, soit une progression de 27 % en valeur réelle sur dix ans », écrit l'Insee. La moitié des héritiers reçoivent moins de 90 000 francs, tandis que les 10 % les mieux lotis reçoivent un héritage supérieur à 455 000 francs. « 5 % des héritiers les mieux lotis se répartissent environ 40 % de l'ensemble des biens transmis, 1 % s'en partageant 18 % », peut-on lire.

Tous héritiers déclarés confondus, les droits de mutation payés au moment du décès s'élèvent à 30 000 francs en moyenne, mais les disparités sont grandes. 70 % des héritiers et 80 % des héritiers directs, qui bénéficient du régime fiscal le plus avantageux, ne paient pas de droits. « Au total, l'impact redistributif de ces droits apparaît très limité, la concentration des héritages reçus variant peu avant et après le paiement des droits », estime M. Accardo.

Arnaud Leparmentier

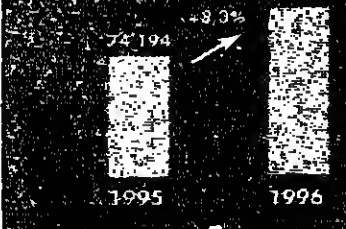
## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 5 JUIN 1997

BÉNÉFICE PAR ACTION  
+35,6%  
A 92,20F

DIVIDENDE NET  
+30,6%  
A 32F

RENTABILITÉ DES  
FONDS PROPRES  
13,6%

CHIFFRE D'AFFAIRES  
HORS SOCIÉTÉS CÉDÉES  
en MF



RÉSULTAT NET  
en MF



RATIO D'ENDETTEMENT



## PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire de Pinaut-Printemps-Redoute s'est tenue à Paris, sous la présidence de Monsieur Ambroise Roux, le jeudi 5 juin 1997. Les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1996, fixé le dividende à 32 francs par action contre 24,50 francs en 1995 et adopté les différentes résolutions présentées. Le paiement du dividende aura lieu le 1er juillet 1997.

### ALLOCATION DU PRÉSIDENT AMBROISE ROUX

Le court message que je vous ai adressé le 6 juin 1996 vous faisait part de la profonde satisfaction du Conseil de Surveillance de Pinaut-Printemps-Redoute concernant les résultats obtenus par le Directeur de notre Société au cours de l'exercice 1996.

Celui d'aujourd'hui se situe dans la même ligne avec cependant une nuance importante : les résultats de 1996 sont encore beaucoup plus satisfaisants que ceux de 1995.

Certes, les perturbations qui ont marqué l'exercice 1995 - attentats et grèves - ne se sont pas représentées au cours de l'exercice suivant. Mais la croissance globale de l'économie ainsi que celle de la consommation - en dehors de l'automobile - ne donnaient pas la certitude d'une nouvelle et très importante progression de nos résultats.

C'est cependant ce qui s'est produit. Comme en 1995, mais encore plus, productivité, synergies, réorganisations, ont été poussées à un très haut niveau dans nos résultats par la marque.

Notre résultat d'exploitation est en hausse de 18,4 % après 11,1 % de hausse en 1995.

Notre résultat net, part du groupe, est en hausse de 36,2 % après 23,1 % de hausse en 1995.

Notre résultat net par action est en hausse de 35,6 % après 17,4 % de hausse en 1995.

Notre ratio endettement sur fonds propres qui était passé de 200 % fin 1992 à 66 % fin 1995 - valeur considérée comme tout à fait normale - a baissé à nouveau à 61 % en dépit d'une très forte augmentation de nos investissements bruts passés de 2 374 millions en 1995 à 3 930 millions en 1996.

Enfin, notre dividende par action avait connu l'année dernière une hausse de 8,9 % que nous avions voulu modérée en raison d'un ratio de distribution un peu plus élevé. Notre prudence d'il y a un an porte aujourd'hui ses fruits puisque nous vous proposons de faire passer le dividende de 24,50 francs à 32 francs par action, soit une hausse de 30,6 % qui vous associe pleinement à l'accroissement de prospérité de votre Groupe.

Quant au cours de notre action, je vous rappelle qu'il était de 1 034 francs à notre Assemblée Générale du 8 juin 1995, de 1 619 francs à notre Assemblée Générale du 8 juin 1996 et qu'il est aujourd'hui de 2 458 francs.

L'année 1997 ne se présente pas de façon exaltante en ce qui concerne la conjonction. La croissance prévue de notre économie n'est que d'un peu plus de 2 %. Celle de la consommation est plutôt modérée.

Néanmoins votre Groupe, par un vigoureux effort de croissance interne et externe, a pris dès le début de 1997, des parts de marchés supplémentaires. Son chiffre d'affaires à fin mai hors effets de change est en progression de 8 % sur celui de fin mai 1996.

C'est ce qui me permet de vous dire que nos dirigeants sont en train de vous préparer un exercice 1997 qui, sauf grave accident de conjonction aujourd'hui imprévisible, devrait être également très satisfaisant, sans que, bien entendu, je puisse raisonnablement vous prédire, après l'exceptionnel développement de nos résultats en 1996, un phénomène de même ampleur en 1997.

A vrai dire, pour 1997, comme cela a été déjà largement entamé en 1996, nos efforts vont se porter massivement sur la croissance externe et cela tout particulièrement à l'étranger. Les parts remarquables que nous avons acquises sur le marché métropolitain sont bien entendu susceptibles d'être améliorées mais pas de façon suffisante pour nos ambitions de développement. Ce développement, nous voulons donc le chercher sur le marché international où nos activités sont déjà importantes (30 % de notre chiffre d'affaires en 1996) mais où notre objectif est d'atteindre 40 % en l'an 2000.

En 1996 déjà, le rachat par Rexel de 12 sociétés en Europe et aux États-Unis et celui de Soco-Europapharma par CFAO avaient exprimé la volonté du Groupe de continuer son développement en accélérant son implantation internationale.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a renouvelé des autorisations d'émission de diverses valeurs mobilières et a autorisé le Directeur à consentir des plans d'option de souscription ou d'achat d'actions.







## Le nombre des interruptions volontaires de grossesse ne cesse de diminuer

Leur médicalisation a entraîné une baisse des complications

Selon une étude de l'Institut national d'études démographiques, le nombre des interruptions volontaires de grossesse pratiquées en France de

puis vingt ans ne cesse de diminuer (220 000 en 1976, contre 250 000 en 1994). La médicalisation de l'IVG, consécutive à l'adoption de la loi Veil, a

en outre permis une réduction notable des complications. Problème : l'insuffisance des structures d'accueil dans le secteur hospitalier public.

LE NOMBRE des interruptions volontaires de grossesse pratiquées en France a, sur une période de vingt ans, notablement diminué. Tel est le principal enseignement d'une étude rendue publique dimanche 8 juin et publiée dans le dernier numéro (daté juin) du bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques (INED).

Ce travail, signé de Chantal Blayo (INED, université Montesquieu-Bordeaux-IV), établit notamment qu'en 1994 il a été pratiqué environ 220 000 avortements (ce qui équivaut en moyenne à 0,52 avortement par femme) contre 250 000 en 1976 (soit 0,67 avortement par femme) en 1976. L'essentiel de la diminution du recours à l'IVG a été enregistré entre 1981 et 1988, mais une diminution continue toutefois d'être observée depuis cette date.

L'étude montre aussi que le nombre des avortements dits « de premier rang » n'a cessé de diminuer (0,60 en 1976 et 0,39 en 1994). Ce phénomène, qui correspond à la baisse du nombre moyen de femmes qui avortent au moins une fois dans leur vie, est lié aux progrès de la maîtrise de la reproduction. A l'inverse, le nombre des avortements répétés est, lui, en augmentation. De manière très schématisée, on peut dire qu'une partie des femmes en âge de procréer pratiquent une contraception rigoureuse, ne voyant dans l'avortement, « comme le loi française les y invite », qu'un ultime recours ; et qu'une autre partie voit dans le même avortement « un moyen parmi d'autres de prévention des naissances », pratiquant de ce fait « une contraception assez relâchée ».

### DÉCALAGE DES CHIFFRES

L'étude de l'INED met en lumière un étonnant décalage entre le nombre officiel des cas d'IVG déclarés en France et celui des cas effectivement pratiqués. Ainsi, pour la seule année 1994, cette différence est de 60 000. « Ce décalage tient pour l'essentiel à l'insuffi-

sance de l'offre proposée par le secteur public et par la petite partie du secteur privé respectueux de toutes les règles en vigueur, explique au Monde M<sup>me</sup> Blayo. Les établissements privés n'ont pas d'intérêt économique à pratiquer officiellement des avortements. S'ils le font, c'est, le plus souvent, pour fidéliser une clientèle qui reviendra pour d'autres raisons, médicales ou chirurgicales. Lorsque l'offre dans un secteur géographique donné n'est pas suffisante, certains établissements privés peuvent avoir intérêt à pratiquer des avortements en les déclarant sous une autre appellation. »

C'est ainsi qu'il est fréquent que

« rentable » pour leur carrière. « Ce n'est pas non plus un acte très sophistiqué, et ces jeunes médecins préfèrent se tourner vers l'assistance médicale à la procréation », ajoute M<sup>me</sup> Blayo.

Elle estime que, chaque année, environ 5 000 femmes se rendent à l'étranger (essentiellement en Angleterre, au Pays de Galles, aux Pays-Bas et à Barcelone) pour subir une IVG. Quant à la pilule abortive, le RU 486, il est clair aujourd'hui qu'elle n'a en rien conduit à une quelconque « banalisation » de l'avortement, les dernières statistiques faisant état d'une diminution de l'usage de cette molécule.

mieux placés. On comptait environ un décès par jour consécutif à un avortement dans les années 60, et deux par mois à la veille de la loi de 1975. On en compte aujourd'hui entre zéro et deux par an. »

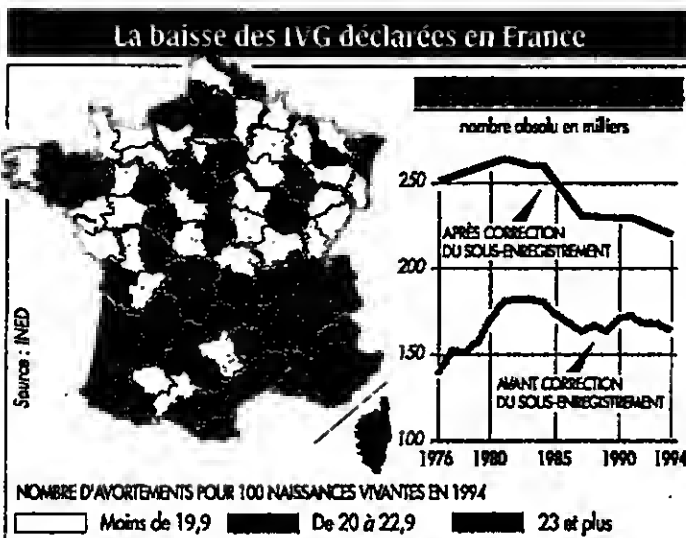
### LENTEUR

La diminution continue du recours à l'avortement est, au vu des chiffres publiés par l'INED, un fait acquis. « La hausse du nombre des interruptions volontaires de grossesse que brandissaient les adversaires de la libéralisation du recours à l'avortement ne s'est pas produite, ajoute encore M<sup>me</sup> Blayo. Le nombre des interventions diminue, mais cette diminution est lente ; cette lenteur inquiète ceux qui pensent que la diffusion de méthodes contraceptives médicalisées très efficaces aurait rapidement raison du phénomène. »

Quel est l'avenir de cette pratique ? Pour M<sup>me</sup> Blayo, on ne peut ici se borner à l'alternative contraception-avortement. « Dans une société malthusienne qui exerce une pression sociale très forte à ne pas concevoir, une grossesse refusée n'est pas nécessairement le fruit d'une conception involontaire. Certaines personnes résistent à cette pression avant d'y céder au cours de la grossesse, explique M<sup>me</sup> Blayo. Il faut aussi ajouter que dans une société qui apprend à maîtriser le mieux possible les naissances non programmées, l'avortement apparaît une solution en cas de fécondation imprévue. Inciter les couples à une maîtrise toujours plus grande de leur reproduction a évidemment pour effet de les déterminer à ne pas accepter les échecs. »

Globalement, les taux d'avortements, apparaissent donc en France, comparés à ceux des autres pays industrialisés, relativement peu élevés. Ces taux doivent être interprétés en tenant compte du fait que la stérilisation à visée contraceptive n'est pas dans notre pays une pratique répandue, à la différence de ce qui se passe dans les pays anglo-saxons.

Jean-Yves Nau



Les différences observées entre les départements sont, pour partie, le reflet de l'insuffisance de l'offre des structures publiques.

des avortements soient pratiqués sous diverses appellations, et facturés de l'ordre de 4 000 francs à la Sécurité sociale. Cette situation interdit en pratique de situer la réalité de la demande. Pour M<sup>me</sup> Blayo, l'insuffisance de l'offre tient pour une bonne part à la disparition progressive des médecins qui ont milité en faveur de la dépénalisation de l'IVG et au fait que ce geste n'est, pour les jeunes praticiens, ni vraiment rémunéré ni

« La légalisation de l'avortement provoqué avait été largement justifiée par des considérations de santé publique », ajoute M<sup>me</sup> Blayo. De fait, la médicalisation qui a suivi a entraîné une chute spectaculaire des complications. Le taux de mortalité sur dix ans est passé de 5 décès pour un million d'avortements dans la décennie qui a suivi la libéralisation à 3 pour un million dans la dernière période. La France fait, à cet égard, partie des pays les

## Près de 800 000 personnes contractent chaque année une maladie à l'hôpital

Première enquête nationale de grande ampleur

L'HÔPITAL est, en lui-même, un lieu pathogène. Une enquête nationale de prévalence « un jour donné », réalisée auprès de 236 334 patients dans 830 établissements publics et privés, révèle que 6,7 % d'entre eux ont contracté une infection pendant leur séjour. Si l'on rapporte ce chiffre à l'ensemble des hospitalisations en France, environ 800 000 personnes sont concernées.

Rendu public lundi 9 juin par Bernard Kouchner, nouveau secrétaire d'Etat à la santé, cet état des lieux des infections dites « nosocomiales », c'est-à-dire acquises à l'hôpital, s'inscrit dans le cadre d'un plan de lutte pour les années 1995-2000, lancé par Philippe Douste-Blazy lorsqu'il était ministre délégué à la santé. Cette étude a été effectuée au sein des comités de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN), progressivement installés depuis 1988 dans chaque établissement hospitalier.

Plusieurs enquêtes précédentes avaient déjà estimé entre 600 000 et 1 100 000 le nombre des infections nosocomiales et chiffré leur coût annuel entre 2 et 5 milliards de francs. Le nombre des décès liés aux maladies contractées en milieu hospitalier est généralement estimé à 10 000 par an. Dues à l'origine à des transmissions bactériennes d'un malade à un autre par manque d'hygiène hospitalière (le lavage des mains des personnels médicaux et paramédicaux dans les règles de l'art est capital), ces infections sont de plus en plus souvent liées à l'évolution des techniques chirurgicales lourdes.

### RÉSISTANCE AUX ANTI-BIOTIQUES

Le premier constat détaillé de la situation montre que les infections urinaires arrivent largement en tête (36,3 %), suivies des maladies pulmonaires (12,5 %), des infections post-opératoires (10,6 %), de la peau et des tissus « mous » (10,5 %) et des voies respiratoires (8,2 %).

Le docteur Jean Carlet, président du comité technique national de lutte contre les infections nosocomiales, créé en 1992, a souligné un autre phénomène inquiétant : la résistance de certains germes aux antibiotiques. Le docteur Carlet a déploré à cet égard « un effet pervers » de la prescription d'antibiotiques à large spectre, auxquels les bactéries deviennent de plus en plus résistantes. Il en va ainsi pour les staphylocoques dorés (57 % des souches étaient résistantes dans

l'ensemble des hôpitaux enquêtés et 66 % dans les établissements de moyen séjour). La fréquence de résistance des staphylocoques dorés à la pénicilline, l'antibiotique de référence, est de 9 % en Allemagne, 12 % en Autriche et 1 % au Danemark. Le retard français est donc patent en la matière.

Des situations à risque ont également pu être identifiées. Les infections sont « plus fréquentes dans les spécialités nécessitant des actes invasifs, tels que la réanimation », précise l'étude. Les patients opérés sont 11,8 % à être infectés, contre 5,6 % chez les non-opérés. De même, les porteurs d'une sonde urinaire ont une infection urinaire dans 17,2 % des cas, contre 1,2 % chez les non-porteurs de sondes. L'âge est aussi un facteur déterminant : les patients de plus de 65 ans (54 % des patients hospitalisés) sont les plus touchés, non pas tant en raison de leur âge que des maladies sous-jacentes dont ils peuvent être porteurs (8,6 % des patients de plus de 65 ans sont infectés, contre 4,9 % chez les autres).

Des disparités ont par ailleurs été observées en fonction de la nature du service et de la durée de l'hospitalisation. En moyenne, les risques d'infections sont plus élevés dans les centres hospitaliers régionaux (9,2 %) que dans les centres hospitaliers spécialisés (3,4 %). En établissement de court séjour, plus d'un patient sur cinq (22 %) hospitalisé en réanimation est porteur d'une infection contractée à l'hôpital. Ils sont 10,2 % en établissement de moyen séjour. Les services les moins exposés sont la psychiatrie et la pédiatrie.

Le plan 1995-2000 visait à réduire de 30 % la prévalence de ces infections. Le docteur Carlet estime aujourd'hui que le « taux est encore trop élevé » et rappelle aux bons souvenirs des praticiens et des personnels les recommandations de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale sur la prescription des antibiotiques (avis d'un médecin expérimenté, médicaments ciblés dès l'identification du germe) et celles du conseil supérieur d'hygiène publique de Paris pour les règles d'asepsie (Le Monde du 10 juin 1992). Bernard Kouchner s'est engagé à poursuivre la lutte contre ces maladies « surmortalitaires », qui constituent selon lui « un élément essentiel de la qualité des soins et de la sécurité des malades ».

Laurence Folléa

## Drame de la grue de Toul : le rendement au détriment de la sécurité

NANCY de notre envoyé spécial Le 26 janvier 1995 vers 16 h 20, une forte bourrasque émergeant d'un vent mauvais emportait une grue en fonctionnement sur le chantier d'un immeuble de la place du marché de la ville de Toul (Meurthe-et-Moselle).

PROCES (Meurthe-et-Moselle). La flèche, la contrefrèche et ses douze tonnes de contrepoids, s'affaissaient sur le toit voisin du lycée privé d'enseignement professionnel Jean-Baptiste Vatelot. Ecrasés par le lest du béton, six élèves de terminale bac pro bureau étaient retrouvés sans vie, dix autres blessés et trois gravement choqués. Tous étaient âgés de dix-neuf ou vingt ans. Dans une cour voisine, les sauveteurs relevaient le corps du grutier, sans connaissance, dont la cabine avait chuté de trente mètres.

Deux ans et demi plus tard, Gérard Sicchia, trente-quatre ans, polytraumatisé, trouve difficilement son équilibre. L'ancien grutier à la démarche incertaine et aux lunettes épaisses comparait, lundi 9 juin, devant le tribunal cor-

rectionnel de Nancy, prévenu d'homicides et blessures involontaires. Quatre autres co-prévenus sont à ses côtés, salariés de la Société auxiliaire d'entreprise de l'Est (SAEE) : le chef de chantier Antonio Estanqueiro, quarante-trois ans ; le conducteur de travaux, Claude Pailhe, vingt-neuf ans ; le directeur de travaux, Jean-Claude Caput, cinquante ans, et le directeur de l'agence SAEE Ramelli de Jarville (Meurthe-et-Moselle) chargée du gros œuvre de la construction, Pierre Barrois, soixante ans.

Prévenu, mais aussi victime et partie civile, Gérard Sicchia a laissé dans sa chute vertigineuse une partie de sa vision et tout un pan de sa mémoire. S'il se souvient être descendu à deux reprises de sa grue, ce 26 janvier, pour faire part de ses inquiétudes quant à la vitesse du vent, l'intermédiaire, embauché sept jours avant le drame, ne sait plus reconstituer l'exacte chronologie des faits ni dire précisément à qui il s'est adressé.

Antonio Estanqueiro, le chef de chantier, ne l'y aide pas davantage. Le petit homme brun et trapu nie l'avoir contraint à reprendre le travail dans des conditions dangereuses. « Ce jour-là, je ne sentais pas le vent très fort », dit-il. Météo France a pourtant relevé le 26 janvier 1995 sur Toul l'arrivée d'un front froid générant des pluies et des coups de vent dépassant progressivement, au cours de l'après-midi, les 70 km/h avec des pointes culminant à plus de 100 km/h au alentour de 16 h 30. La fiche technique de la grue indiquait qu'elle devait être mise hors service au-delà de 72 km/h.

Interrogés par le président André Roux, plusieurs maçons espagnols ou portugais, qui s'affairaient à couler une dalle de béton

sous la pluie, diluent alors à la barre des bribes de souvenirs indistincts. Certains reconnaissent du bout des lèvres qu'« il aurait fallu arrêter le chantier ». Les avocats des parties civiles notent la pression que suggère le lien toujours existant avec leur employeur. Des nuivriers brossent en pointillé le tableau précaire de leur situation. En deux mois, avant le drame, la SAEE Ramelli avait embauché quatre grutiers. « Sur tous les chantiers, c'est pareil, le rendement prime », dit l'un d'eux.

### « LA TROUILLE DU CHEF »

« De fait, la mémoire revient apparemment plus facilement aux chauffeurs - extérieurs à la SAEE - venus livrer du béton sur le chantier. « On n'avait que ce chantier à livrer. Tous les autres étaient fermés », rapporte Joël Butin. Vers 15 h 30, alors que les conditions météorologiques se dégradent, que les grues des chantiers voisins n'ont été toutes mises hors service avant 16 heures, ce chauffeur-livreur voit le grutier Sicchia stopper son travail. « En arrivant au pied de la grue, il m'a dit : « Il faut arrêter, on va se casser la gueule. » Le chef de chantier, Estanqueiro, est arrivé. Il a dit : « Non. On n'arrête pas comme ça. On peut pas refuser le béton. » Le grutier, lui, ne voulait pas remonter. Alors, le chef de chantier lui a dit : « Si c'est comme ça, je vais téléphoner. » Il est rentré dans la cabane » où se tenait une réunion de chantier en présence de Claude Pailhe, le conducteur des travaux, qui détenait une délégation générale de pouvoir.

« Puis il est revenu, poursuit Joël Butin. Le grutier lui a dit : « T'as qu'à monter avec moi. Tu verras le vent qu'il fait là-haut. » Estanqueiro a suivi sur quelques barreaux et il est redescendu en me disant, en

parlant du grutier : « C'est un feignant. Il veut rien foutre. Il n'a qu'à y aller. » Après, je vois le grutier, assis dans sa cabine. Il nous regardait. Il ne savait plus quoi faire. Pour moi, il était paumé. Il avait la trouille. La trouille du chef. »

Le tribunal plonge dans les limbes de cette réunion de chantier à laquelle participaient entre autres l'architecte, un responsable technique de l'office d'HLM de Toul, et le conducteur de travaux, Claude Pailhe, dont c'était, à cette fonction, le premier chantier. En vain. Quoiqu'il y fut question des conditions de travail des grutiers, selon les premières déclarations aux enquêteurs, personne n'est capable aujourd'hui de préciser ce qui s'est dit lorsqu'Antonio Estanqueiro a indiqué au conducteur des travaux la volonté du grutier d'arrêter de travailler.

« Pailhe m'a dit : « S'il n'y a pas de vent, qu'il monte », dit le chef de chantier. « Et s'il y avait du vent, que devait-il faire ? », demande le président. « Je lui ai dit d'arrêter », affirme Claude Pailhe. Mais il ajoute : « Il ne me semble pas que le vent a soufflé si fort. Pour moi, il n'y avait pas d'urgence. » Le procureur de la République note que c'est lui qui a signé le dernier bon de livraison de béton aux environs de 16 heures.

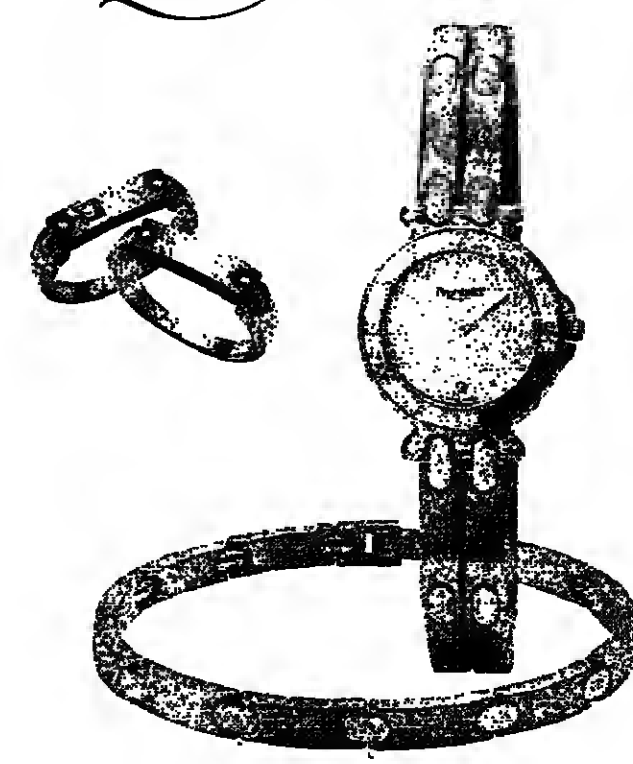
Trois femmes disent alors simplement l'horreur soudaine. « La salle fracassée », « les odeurs de sang et de poissière » : l'enseignante de dessin, qui vit disparaître le tiers de sa classe, deux élèves que les blocs de béton on frôlé à moins d'un mètre. Et puis, pour l'une d'elles, étranglée par des sanglots de rage : « Je suis révoltée. Il y a eu six morts. Et tout le monde fuit ses responsabilités. »

Jean-Michel Dumay

### TABLE RONDE

Pour une vraie égalité hommes / femmes en politique et dans la famille  
Eveline SULLEROT, Denise CACHEUX au 6<sup>e</sup> congrès SOS PAPA - samedi 14 juin 1997 à 16h Salle SUD - 27, r. des Tanneries, PARIS 13<sup>e</sup> (gratuit)

EP  
PEQUIGNET



Liste des points de vente : Montres PEQUIGNET - Tél : 03 81 87 30 66



**NOMINATIONS**

**MATIGNON**

Nommé premier ministre le 2 juin, Lionel Jospin a choisi Olivier Schrameck pour diriger son cabinet à l'hôtel Matignon (*Le Monde* du 6 juin). Les autres membres du cabinet sont : Jean-Pierre Jouty, directeur adjoint du cabinet, chargé des affaires économiques et sociales (*lire ci-dessous*) ; Jean Videl, conseiller auprès du premier ministre pour les affaires européennes ; Pierre-Alain Muet, conseiller auprès du premier ministre (réflexion économique) ; Jean-Maurice Ripert, conseiller diplomatique ; Jean Rigandiat, conseiller social ; Alain Christnacht, conseiller pour les affaires intérieures et l'outre-mer ; Pierre Duquesne, conseiller pour les affaires économiques et financières ; Henry Pradeaux, chef de cabinet (*lire ci-dessous*) ; Marnet Valls, conseiller, chargé de la communication et de la presse ; Gérard Le Gall, conseiller auprès du premier ministre (institutions et opinion) ; Michel Braunstein, conseiller (enseignement scolaire, jeunesse et sports) ; Claude Chéreau, conseiller (agriculture) ; Louis Gautier, conseiller (défense) ; David Kessler, conseiller (culture et communication) ; Bettina Laville, conseiller (aménagement du territoire et environnement) ; Daniel Lindet, conseiller (justice) ; Herbert Maïsi, conseiller (enseignement supérieur, recherche et technologie) ; Florence Parly, conseiller (budget) ; Roland Peylet, conseiller (équipement, transport, logement) ; Aquilino Morelle, conseiller technique auprès du premier ministre (discours) ; Nicole Baldet, conseiller technique, chef du secrétariat particulier ; Marie Bertin, chef du service de presse ; Henri Petitgand, service de presse.

[Né le 13 février 1954, à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Jean-Pierre Jouty entre à l'inspection des finances à la sortie de l'ENA (1978-1980). Après le service de la légis-

lation fiscale du ministère de l'économie, il devient directeur du cabinet du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (1988-1991). Il rejoint son corps d'origine en juin 1989, avant de devenir successivement conseiller (1991), directeur adjoint (1992), puis directeur du cabinet du président de la Commission européenne, Jacques Delors, de mars 1994 à janvier 1995. Depuis cette date, M. Jouty est associé dans un cabinet d'avocats.]

[Né le 4 juin 1950 à Paris, Henry Pradeaux a été, de 1975 à 1979, secrétaire et assistant de Pierre Joxe, député, puis de Louis Mermaz, secrétaire national du PS, chargé des fédérations. Jusqu'en 1985, il a occupé des fonctions diverses (réservoir et personnel) dans l'appareil du parti auprès de Lionel Jospin, avant de devenir son chef de cabinet au ministère de l'éducation nationale (1988-1991). En mars 1992, il est battu aux élections cantonales en Dordogne, il fait un bref passage (juin à août) au cabinet du président de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, comme conseiller technique, avant de devenir directeur de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep) jusqu'en janvier 1995, date à laquelle il retrouve l'appareil du PS. Depuis octobre 1995, Henry Pradeaux était délégué général auprès du premier secrétaire du Parti socialiste.]

**INTÉRIEUR**

Jean-Pierre Duport, préfet de la Seine-Saint-Denis, a été nommé directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Au côté du délégué interministériel à la Ville, Francis Idrac, Jean-Pierre Duport avait rédigé, à l'automne 1995, un rapport préparatoire au plan national d'intégration urbaine préparé par le gouvernement juppé sous la houlette du ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, Eric Raoult, ancien député de Seine-Saint-Denis. Ce rapport, qui prônait le retour en force de l'Etat dans les banlieues défavorisées, avait servi de base au pacte de relance pour la Ville lancé par le premier ministre, Alain Juppé, en janvier 1996. A l'automne 1994, le préfet Duport s'était signalé en alertant le ministre de l'intérieur,

Charles Pasqua, sur le développement du prosélytisme islamiste en Seine-Saint-Denis.

[Né le 11 juillet 1942 à Saint-Sever (Landes), diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA, Jean-Pierre Duport a d'abord été affecté à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur en juin 1967. Chargé de mission au commissariat général du Plan à partir de 1971, il est nommé en 1977 au ministère de l'équipement, où il devient directeur de l'architecture en novembre 1981. Détaché en février 1987 en qualité de DDC de l'Agence française de la région parisienne, il est délégué à la Datar d'octobre 1989 à septembre 1993. Il était préfet de Seine-Saint-Denis depuis octobre 1993.]

**FONCTION PUBLIQUE**

Marc Abadie a été nommé directeur du cabinet d'Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, par un arrêté publié au *Journal officiel* du samedi 7 juin.

[Né le 26 décembre 1956 à Paris, diplômé d'études approfondies de droit public et d'études supérieures spécialisées d'administration locale, Marc Abadie commence sa carrière comme secrétaire général de la mairie de Créteil, administrée par Laurent Cathala (PS), de 1981 à 1984. Il devient chargé de mission à la direction des affaires économiques et financières du ministère de l'agriculture, dirigé par Michel Rocard puis Henri

Nallet (1984-1986). Il est, parallèlement, délégué national du PS à la fonction publique (1985-1988) et délégué national du PS chargé du tourisme (1988-1990). Il est chargé de mission auprès du président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, Pierre Tabouret, en 1986, et directeur général de la Ligue française de l'enseignement en 1987. Il est nommé conseiller technique, chargé de la fonction publique territoriale, au cabinet de Jean-Michel Boucheron, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales du gouvernement de Michel Rocard, de mai à juin 1988. Il conserve cette attribution au cabinet de Jean-Michel Baylet, de juin 1988 à janvier 1989, date à laquelle il se voit confier la direction du cabinet, jusqu'en juillet 1990, tout en étant aussi conseiller technique de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. Il est nommé inspecteur général de l'administration au tour extérieur, en juin 1990, et passe deux ans dans ce corps de contrôle, avant de rejoindre le cabinet de Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme de Pierre Bédégovoy (septembre 1992-mars 1993). Il est détaché comme directeur des ressources humaines, du contrôle de gestion et du contentieux au groupe La Dépêche du Midi, de Jean-Michel Baylet, de septembre 1995 à mars 1997. Il est conseiller municipal et conseiller du district urbain de Cammuss (Tarn), depuis juin 1995.]

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

Martin Hirsch a été nommé directeur du cabinet de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'emploi et de la so-

lidarité, chargé de la santé, par décret paru au *Journal officiel* du 7 juin.

[Né le 6 décembre 1963 à Suresnes (Hauts-de-Seine), Martin Hirsch a suivi des études de médecine à la faculté Cochin-Port-Royal à Paris. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, il est titulaire d'un diplôme d'études approfondies de neurobiologie et d'une maîtrise de biochimie. Auditeur au Conseil d'Etat, puis rapporteur à la section du contentieux, Martin Hirsch devient maître des requêtes en 1993, puis secrétaire général adjoint. Conseiller juridique de la Caisse nationale d'assurance-maladie de 1990 à 1992, il exerce la même fonction entre 1992 et 1993 auprès de Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire. Administrateur de l'Assistance-publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) depuis 1995, il est nommé directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux de l'AP-HP en septembre 1995. Depuis deux ans, Martin Hirsch préside l'Union centrale des communautés Emmaüs. Il a publié deux ouvrages : *Les Enfants de la protection sociale* (éditions Mouches, 1993) et *L'Affrontement de la vache folle* (éditions Balland, 1996, *Le Monde* du 3 janvier).]

**DIPLOMATIE**

Jacques Migozzi a été nommé ambassadeur en Tanzanie, en remplacement d'Alain du Boispean, devenu ambassadeur au Tchad, par décret publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin.

[Né le 20 avril 1935, Jacques Migozzi est titulaire d'un doctorat en géographie. Il a été notamment en poste à Séoul (1972-1976), à Jakarta (1976-1982), à Tunis (1985-1989), à Rabat (1989-1991), avant d'être conseiller technique, puis chargé de mission au cabinet de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (1991-1993). Depuis mars 1993, Jacques Migozzi était ambassadeur au Zimbabwe.]

**JOURNAL OFFICIEL**

Au *Journal officiel* du samedi 7 juin sont publiés :

● Travail gouvernemental : une circulaire de Lionel Jospin, relative à l'organisation du travail gouvernemental.

● Directeurs de cabinet : un arrêté portant nomination de Martin Hirsch comme directeur du cabinet de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé ; un arrêté portant nomination d'Yves Colmon comme directeur du cabinet de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement ; un arrêté portant nomination de Marc Abadie comme directeur du cabinet d'Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

● Trésor : la situation résumée des opérations du Trésor au 31 mars 1997.

**Anniversaires de décès**

— Il y a un an, le 11 juin 1996,

Gérard DAHAN

Nous, Amy, Maxime, sa famille, ses amis, nous pensons à lui avec émotion et tendresse.

— Le 11 juin 1987,

Vassil VASSILEV

Nous quittons. Sa famille, ses amis, demandent une pensée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Richard VEAUX, dit LÉSSERT,

Il y a déjà un an que Dieu l'a rappelé. Sachés pourtant que tu es et seras toujours dans mon cœur.

Paix à ton âme,

Yann Bouneney

**Communications diverses**

— An CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, ce jeudi 12 juin 1997, à 20 h 30 : « Jusqu'où ira B. Netanyahu ? » par H. Bornstein, membre du comité du Meretz. Tél. : 01-42-71-68-19.

— Jeudi 12 juin, à 20 h 30. Cercle amical - Centre V. Moden. L. Bertrand-Dorléac, H. Fellelano, J.M. Felzengruber et D. Schullman. « La spoliation des œuvres d'art pendant la seconde guerre mondiale ». 52, rue René-Boulanger, Paris-10<sup>e</sup>.

**Soutenances de thèse**

— Le LTC Jean-Philippe Pertin a soutenu avec succès, le 3 juin 1997, aux Ecoles militaires de Saint-Cyr-Cochiquand (CREC), sa thèse (université Rennes-I-IPSI) en informatique : « Théorie de l'évidence : modélisation et application pour un système d'information et de commandement », devant un jury présidé par le professeur Jean-Pierre Bonastre, directeur de l'INRIA-Rennes et de l'IRISA. M. Philippe Bonastre, directeur de recherche CNRS à l'IRISA, a dirigé les travaux de recherche. Le LTC Pertin a obtenu la mention Très Honorable.

— M. Patrick Jossan a soutenu avec succès, le 3 juin 1997, aux Ecoles militaires de Saint-Cyr-Cochiquand (CREC), sa thèse (université de Rennes-I-IPSI) en informatique : « Modélisation de connaissances par extension de la théorie de l'évidence », devant un jury présidé par le professeur Jean-Pierre Bonastre, directeur de l'INRIA-Rennes et de l'IRISA. M. Philippe Bonastre, directeur de recherche CNRS à l'IRISA, a dirigé les travaux de recherche. M. Jossan a obtenu la mention Très Honorable.

**CARNET DU MONDE**

21 bis, rue Claude-Bernard

75242 Paris Cedex 05

Renseignements :

01-42-17-29-94

ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 01-42-17-27-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Thèmes étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

**AU CARNET DU « MONDE »**

**Naissances**

Issidora Hannah Lynam CLOUGH

est née le 5 juin 1997.

Ses grands-parents, Marie-Paule Lacoste et Peter Clough, étaient penchés avec amour sur son berceau.

Yoon JUNG et Edouard UILLMO

ont la joie d'annoncer la naissance de

Mélanie, Ja-Young,

Paris, le 7 juin 1997.

6, rue de Castellane, 75008 Paris.

**Décès**

— Il a rejoint Brasseur, Brél, Leclerc, Vian... et sa femme, Lucienne. Il manquait à beaucoup d'autres grands noms de la chanson française dont il fut le découvreur et le révélateur. Dans la force de ses quatre-vingt-huit ans, la tige nouée de nouveaux projets, avec la volonté et l'insouciance de vouloir toujours donner leur première chance à de jeunes auteurs compositeurs interprètes.

Jacques CANETTI

nous a quittés le samedi 7 juin 1997, entouré de ses enfants et petits-enfants, en toute dignité, la confiance au cœur.

Ses obsèques auront lieu au Père-Lachaise, vendredi 13 juin, à 10 h 30.

Collette et François, Jacob, Patrick et Valérie, François Canetti et son mari Yves Sobel, Julie et Raphaël, Marcelles et Bernard Canetti, Arthur, Mathilde, Victor et Robin, Les Productions et Editions Jacques Canetti, Fabienne Nourissat, sa collaboratrice, 24, rue Nungesser-et-Coli, 75016 Paris.

— Henriette Darnon,

son épouse,

Monique Frade,

Jacques, Albert-Jean, Claude-Alain Darnon,

ses enfants,

Et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de

Baruck DARNON,

avocat honoraire,

survenu le 5 juin 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Pantin.

— M<sup>me</sup> Jean Daignon,

Son enfant et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean DIGNON,

professeur honoraire à l'université de Besançon,

survenu le 8 juin 1997, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en la paroisse Notre-Dame-de-Nazareth (351, rue Lecomte, Paris-15<sup>e</sup>), le jeudi 12 juin, à 11 heures.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

« Avec celui que nous aimons Nous avons cessé de parler Et ce n'est pas le silence. » (René Char).

Bruno

est parti pour un pays qui n'existe pas (?) ou dont on ne sait rien ?

Familles HANOUN, Merand, Hecquet

Toutes ses amies, Et tous ses amis,

— M. Patrick Hardy,

Brigitte et Christophe Hervier,

ses enfants,

Noémie et Méloïdy,

ses petits-enfants,

Michel et Françoise Hardy et leurs enfants,

Ses frères, belle-sœur, neveux et nièces, Les familles Robbe, Maignan, Bouquard et Fauret,

ont la grande peine de faire part du décès de

Jean HARDY,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu, le 8 juin 1997, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 juin, à 10 h 45, en l'église du Sacré-Cœur, rue d'Enlèvement d'Orvès, à Eaubouffe (Val-d'Oise).

2 bis, rue du Jourdain, 75020 Paris.

— Jeanne et Jean-Paul Girardot,

Ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants,

Ses neveux et nièces,

Ses arrière-petits-neveux et nièces,

Ses cousins et cousines,

Ses amis et ses voisins,

ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

Suzanne LE BARS,

née RIQU,

survenue, un domicile de ses enfants, le 7 juin 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Amand-de-Padoux, au Chesnay.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, avenue Debassieux, 78150 Le Chesnay.

— Wissous (Essonne).

Nicole et Denis,

Toute sa famille,

Et ses amis,

font part du décès de

Marc LECLERCO,

ingénieur France Télécom.

La cérémonie aura lieu, jeudi 12 juin 1997, à 10 h 45, en l'église Saint-Denis, à Wissous.

Ni fleurs ni plaques, les remplacer par des dons au profit de l'Institut Gustave-Roussy.

M<sup>me</sup> Nicole Leclercq, 2, allée des Embals, 91320 Wissous.

**POUR VOS HEUREUX EVENEMENTS**

**NAISSANCE MARIAGE**

cet été

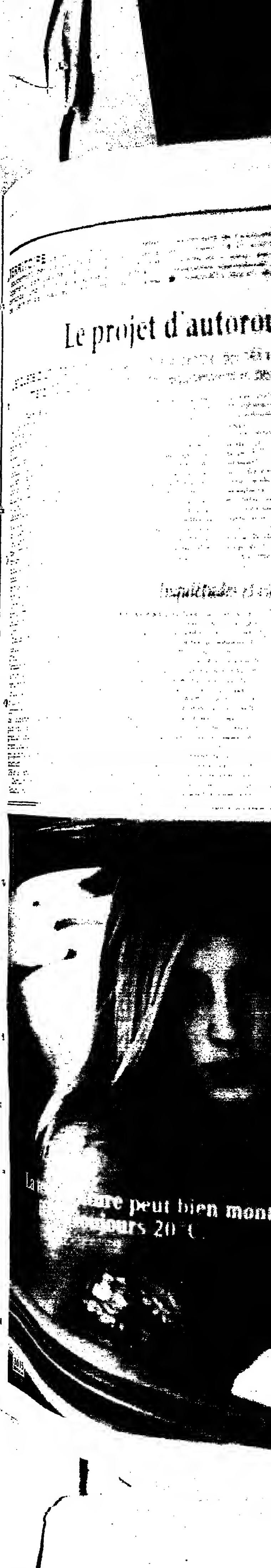
95 F la ligne hors taxes

**Conférences**

— Conférence-débat : « La peine de salvi médico-sociale » pour les délinquants sexuels.

Vendredi 13 juin, à 20 h 15, à l'Ecole nationale de la magistrature, 8, rue Chanoinesse, 75004 Paris.

(organisée par Atrapé Tie-de-France).





## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997

**TERRITOIRE** Le ministre de l'équipement, des transports et du logement, Jean-Claude Gayssot, a demandé, lundi 9 juin, aux préfets de l'Isère et des Hautes-Alpes, de

« surseoir à l'ouverture de l'enquête publique concernant l'A 51 entre Grenoble et Sisteron » pour permettre « un réexamen approfondi du dossier. » L'ENQUÊTE devait dé-

buter mardi 10 juin, et les opposants, écologistes et élus locaux, forts d'un engagement de Lionel Jospin, avaient demandé l'annulation de ce projet, dont le coût esti-

mé en faisait l'autoroute la plus chère de France. ● CETTE DÉCISION ne manquera pas d'être interprétée comme la première manifestation de la volonté du gouvernement

d'établir un moratoire sur le programme autoroutier. ● D'AUTRES « POINTS CHAUDS » demeurent en suspens, éveillant inquiétudes et espoirs chez les intéressés.

# Le projet d'autoroute Grenoble-Sisteron est suspendu

L'enquête d'utilité publique sur le tracé central des 149 kilomètres de l'A 51 – dont les opposants dénoncent le coût exorbitant – aurait dû débiter mardi 10 juin. Le ministre de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, a décidé d'y surseoir pour réexaminer le dossier

**GRENOBLE** de notre correspondant régional Le ministre de l'équipement, des transports et du logement, Jean-Claude Gayssot, a décidé, lundi 9 juin, de surseoir à l'ouverture de l'enquête d'utilité publique relative à la section centrale de l'autoroute Grenoble-Sisteron (A 51), entre le col du Fau et La Saulce, distants de 80 kilomètres. L'enquête aurait dû débiter mardi 10 juin et s'achever le 24 juillet. Le ministre souhaite un « réexamen approfondi des différents paramètres » de ce dossier très controversé localement, qui présente des contraintes techniques, environnementales et financières « considérables ». Aussi propose-t-il de consulter « tous les responsables politiques, sociaux, économiques ainsi que les associations concernées avant de prendre une décision sur la suite à donner à ce projet ».

Dans une lettre qu'il avait adressée aux opposants à l'A 51, le 27 mai, Lionel Jospin avait pris l'engagement de « remettre à plat le schéma autoroutier pour réexaminer les projets qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique ». La décision prise, in extremis, par le nouveau ministre de l'équipement et des transports peut être interprétée comme un premier signal fort de l'engagement d'établir un moratoire sur le programme autoroutier, conformément à l'accord signé entre le PS et les Verts.

Depuis plusieurs années, les militants écologistes de l'Isère,

les élus communistes de ce département et plusieurs maires socialistes de l'agglomération grenobloise combattaient vigoureusement le projet de construction de cet axe de 149 kilomètres et dénonçaient son coût, 13 milliards de francs. Son tracé devait passer par la ville de Gap (Hautes-Alpes), bien qu'il soit plus long (30 kilomètres) et techniquement plus difficile à réaliser que celui envisagé par le col de Lus-la-Croix-Haute, un itinéraire défendu par le maire socialiste de Grenoble, Michel Destot. Le prix moyen du kilomètre sur cet axe alpin était évalué à 92 millions de francs – un

record absolu en France – contre 50 millions en région de montagne « ordinaire » et 20 millions en plaine.

Une étude soulignait, par ailleurs, que l'exploitation de l'autoroute A 51 placerait son concessionnaire, la société AREA, dans une situation financière extrêmement périlleuse. Ainsi, les charges financières liées à la construction de cette autoroute, évaluées à 1125 millions de francs par an, dépasseraient très largement les recettes escomptées, estimées à 700 millions de francs pour un péage de 75 francs.

Confronté à ces données

chiffrées, Bernard Pons, alors en charge du ministère de l'équipement et des transports dans le gouvernement d'Alain Juppé, avait néanmoins tranché pour le tracé par Gap, au mois de juillet 1996, pour des motifs liés au désenclavement du chef-lieu des Hautes-Alpes (30 000 habitants). Le ministre parvint toutefois à présenter une note réduite à 10 milliards de francs, soit la même somme que pour le tracé par Lus-la-Croix-Haute. Mais cet exercice se fit au prix d'incroyables acrobaties : virages resserrés, ouvrages d'art abandonnés, circulation sur une seule voie en période de forte af-

fluence sur l'axe opposé, limitation de la vitesse à 90 kilomètres/heure sur certaines sections, construction d'un seul tablier pour le viaduc de l'Eberon, long de 3 kilomètres...

### SATURATION DE L'A 7

Selon les fonctionnaires du ministère de l'équipement, la construction de l'axe autoroutier Grenoble-Sisteron, qui s'inscrit dans un ensemble de communication routière beaucoup plus vaste allant de Marseille à Dole en passant par Aix-en-Provence, Sisteron et Grenoble, doit soulager le trafic de l'autoroute de la vallée du Rhône (A 7), qui sera saturé dès le

début du prochain millénaire. D'autres spécialistes, issus des mêmes services, prétendent que l'A 51 ne permettra pas d'échapper au doublement de l'A 7. Sa saturation serait tout au plus différée de deux ou trois ans grâce à l'ouverture de l'axe alpin. Enfin, le report d'une partie du trafic des poids lourds sur cet axe sera faible, en raison de la forte déclivité – l'A 51 s'élève à 1 200 mètres d'altitude – et des difficultés de circulation pendant la période hivernale.

Malgré les actions, parfois violentes, menées ces dernières années par les adversaires du projet, et plusieurs recours devant le Conseil d'Etat déposés par les associations de protection de la nature et le collectif des élus opposés au projet, les premiers travaux de l'A 51 ont débuté, il y a deux ans, au sud de l'agglomération grenobloise. Dans moins de trois ans, les 25 premiers kilomètres de cette autoroute déboucheront au col du Fau, à la porte du superbe plateau du Trièves, qui se développe sur une trentaine de kilomètres et que Jean Glavaud fréquente assidûment (Le Monde du 19 avril). L'A 51 pourrait s'arrêter sur ce belvédère. « Je milite pour un véritable plan routier alpin qui passe par un aménagement des routes nationales existantes », dit modestement le député de la circonscription Didier Migaud (PS). Sans grandes infrastructures nouvelles, donc.

## Inquiétudes et espoirs autour de quelques « points chauds »

LES PREMIÈRES remises en cause annoncées par le gouvernement de Lionel Jospin, concernant Superphénix et le canal Rhin-Rhône, n'ont pas tardé à réveiller espoirs, craintes ou méfiance parmi ceux qu'intéresse de près l'un des « points chauds » de l'aménagement du territoire et de l'environnement (Le Monde du 5 juin).

Au registre de l'inquiétude – teintée de menace ? –, celle de la fédération CGT de l'énergie. Lundi 9 juin, ce pilier de la confédération de Louis Vianet a averti qu'« aucune décision de fermeture de Superphénix » ne pouvait être prise sans « un véritable débat démocratique sur la politique énergétique du pays ». Le syndicat affirme qu'« il faut porter (...) de la possibilité offerte par [la] fédération [à] neutrons rapides de contribuer à résoudre la question des déchets nucléaires » et estime que ce sujet doit être « dépossé-

né ». Pour la CGT, la centrale de Creys-Malville est « un élément majeur pour l'avenir en matière d'environnement ».

Inquiétudes encore : celles de Valéry Giscard d'Estaing, porteur du projet de centre européen du volcanisme Vulcania. Le président de la région Auvergne « juge indispensable d'obtenir des assurances du nouveau gouvernement sur deux points : la confirmation du financement de l'Etat (...) et la garantie que l'Etat n'imposera pas de nouvelles contraintes administratives ou de procédures de nature à retarder ou à dénaturer le projet ». « Chacun comprendra que ces garanties, ou demeurent normales, nous soient nécessaires, ou moment d'engager les finances des Auvergnats dans une entreprise qui risquerait d'être perturbée par des aléas extérieurs », affirme M. Giscard d'Estaing.

Inquiétudes toujours : après l'annonce

par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, d'un réexamen du tracé du TGV-Est, l'ancien ministre Gérard Longuet, président de la région Lorraine et candidat malheureux aux législatives, déplore « un prélude probable à un obédience définitive ». Au registre des espoirs, en revanche, le maire socialiste de Gonesse et nouveau député du Val-d'Oise Jean-Pierre Blazy demande à Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, et à M<sup>me</sup> Voynet, l'annulation de la déclaration d'utilité publique pour deux nouvelles pistes sur l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Il souhaite être reçu par les deux ministres avec une délégation d'élus et d'associations de riverains.

Jean-Louis Andreani

Claude Francillon



La température peut bien monter : il fait toujours 20°C.

Nouvelle Mercedes Classe E climatisée.

Venez découvrir les nouvelles Classe E chez votre concessionnaire Mercedes.

Vous apprécierez au quotidien leur climatisation qui,

comme le double Aluflex et les Airbags latéraux Mercedes, l'ABS et le freinage assisté d'urgence,

équipe désormais en série toutes les nouvelles Mercedes Classe E.

Mercedes-Benz

3615



# HORIZONS

ENQUÊTE

## Noces de papier à Marseille

**L**ES journaux ont aussi leurs légendes. Celle du *Provençal* se confond avec Marseille et Gaston Defferre. Elle est née, alors que la guerre n'était pas terminée, Marseille à peine libérée. Un des leaders de la Résistance marseillaise, Gaston Defferre, fixe ses premiers objectifs : la mairie et *Le Petit Provençal*, l'un des principaux quotidiens de la ville. Il a trente-trois ans. Un groupe de résistants part, mitraillette à la main, pour s'emparer du journal. Gaston Defferre les rejoint pour pénétrer dans des locaux déserts. Le 23 août 1944 paraît *Le Provençal*, le premier journal libéré, qui devance d'un jour le quotidien communiste *La Marseillaise*. Il reprend la couleur rouge de son prédécesseur et s'adresse aux « patriotes socialistes et républicains » : « Le journal que nous vous présentons aujourd'hui est né dans un combat libérateur. Il s'imprime comme il le peut, tandis qu'on se bat encore dans les rues de Marseille. Son aspect est encore rude. Il sent la poudre. »

C'est un symbole de la presse et de la ville qui s'est éteint, mercredi 4 juin, pour laisser place au nouveau quotidien *La Provence*, né de la fusion du *Provençal* et de son frère ennemi de droite, *Le Méridional* (*Le Monde* du 5 juin). C'est aussi une sorte d'exception marseillaise qui a pris fin, le même jour. Marseille était l'une des rares villes de province où subsistaient trois journaux d'opinions différentes. Reste quand même, au côté de *La Provence*, *La Marseillaise*, qui cherche comme avec qui se renouveler. A l'autre bout de l'Hexagone, Lille a vu également disparaître son quotidien socialiste, *Nord-Matin*, absorbé par l'autre journal du groupe Hersant, *Nord-Eclair*, qui a lui-même bien du mal à résister à la puissante *Voix du Nord*. Limoges a aussi un journal communiste. Marseille rentre ainsi dans le rang de la presse régionale française.

Ni fleurs ni couronnes. La fin de ces deux symboles ne provoque pas de tremblement de terre. Pas de cris d'indignation qui s'élèvent, ou, en tout cas, on ne les entend pas. Pas de soulèvements dans la rédaction, pas de réactions officielles de la gauche. Juste quelques placements au cœur, qu'on garde pour soi ou qu'on partage discrètement. Pour Marseille, c'est une étape supplémentaire du deuil de « Gaston », onze ans après sa mort, le 7 mai 1986. Il n'y a pas de statue, de rue ou de place Gaston Defferre. Dans le hall du *Provençal*, une discrète photographie du maire faisant d'un coup de champagne son « odieu à Marseille » et, dans la mairie, une simple plaque, avec une citation : « La nostalgie ne sert à rien. L'important est de bien utiliser le temps dont on ne peut arrêter l'écoulement. » Mais son ombre est encore partout.

La mairie et le journal, la presse et la politique. Pendant quarante ans, Gaston Defferre aura fait le lien entre les deux, reprenant une vieille tradition marseillaise. En même temps qu'il crée *Le Provençal* avec Etienne Leenhardt, représentant du Mouvement de libération nationale, il devient président de la délégation municipale. Mais il devra attendre 1953 pour devenir maire de Marseille. *Le Provençal* sera indispensable à l'homme politique Gaston Defferre, qui se fera lire tous les jours les principaux titres et articles de son journal, notamment ceux consacrés à Marseille. « Il a été un instrument de sa trajectoire politique », explique Christian de Barbana, beau-fils de Gaston Defferre, qui fut directeur général du groupe. « C'était un journal d'informations toute l'année, sauf en périodes électorales, où il devenait un tract », reconnaît le fils de la deuxième épouse de Gaston Defferre.

Certains adversaires politiques n'apparaissent pas dans *Le Provençal*, certains partenaires disparaissent. Michel Peret, dauphin puis adversaire socialiste de Defferre, qualifiera le journal de « Pravda locale ». En 1975, la fédé-

**« Le Provençal », principal quotidien marseillais, avait été de tous les combats de Gaston Defferre, à la mairie comme au nom du Parti socialiste. Onze ans après la mort de son fondateur, il a disparu à son tour dans une fusion avec son rival de droite, « Le Méridional ». La naissance de « La Provence » marque un nouveau recul de la presse régionale d'opinion**

ration radicale-socialiste des Bouches-du-Rhône a même proposé de créer une « commission chargée du contrôle de l'objectivité du quotidien ». Le patron du *Provençal* organisait également des sortes de référendums auprès des lecteurs sur des projets municipaux contestés. Le résultat donnait toujours raison au maire...

**E**N 1971, le jeu va devenir plus complexe : Gaston Defferre prend le contrôle du journal de droite, *Le Méridional*, incarné par l'armateur et grand ennemi politique de Defferre, Jean Freyssinet, et par Gabriel Domenech, éditeur de choc et futur candidat du Front national, qui remporta plus d'une fois sa plume dans la haine. Pendant vingt ans, les deux journaux se sont combattus avec violence. *Le Méridional*, en proie à des difficultés financières, a d'abord été vendu en 1966 au groupe lyonnais du Progrès, avec comme condition de ne pas le céder à Gaston Defferre. Ce sera chose faite cinq ans après, par l'intermédiaire de sociétés-écrans. Officiellement, il ne s'agira que de

simples accords de coopération technique et publicitaire.

A l'époque, l'affaire fit un grand bruit, qui contraste avec le silence d'aujourd'hui. Les journalistes et les ouvriers de *Méridional* se mirent en grève. Mais Defferre veilla à ce que l'indépendance soit respectée et il attaqua plusieurs fois le journal dont il était secrètement propriétaire et qui ne le ménageait pas. « Cela correspondait à la volonté politique de Gaston Defferre de tenir son opposition. Il avait un journal qui racontait des histoires en sa faveur et un autre journal qui était contre lui, mais qui lui appartenait. C'était très efficace », explique Renaud Muselier, premier adjoint de Marseille et homme fort du RPR, dans la région.

Un an après la mort de Gaston Defferre, Jean-Luc Lagardère racheta le groupe. Le patron d'Hachette s'était engagé à respecter pendant dix ans la ligne rédactionnelle des journaux. Cette promesse est arrivée à son terme en février. Ainsi naquit *La Provence*. La logique est implacable : « Il y

avait une érosion accélérée de la diffusion et une chute des recettes publicitaires », explique Jean-Pierre Millet, PDG du groupe. Au lieu d'investir mal pour deux journaux, nous allons nous concentrer sur un journal amélioré et plus complet. Nous sommes face à un vrai défi : reconstruire ceux qui nous ont abandonné et atteindre les jeunes. »

« Les nécessités économiques sont évidentes », plaide Roger Théron, ancien PDG des journaux, mais il était absurde dans le monde d'aujourd'hui d'avoir ces deux journaux d'opinions, la logique voulait qu'on aille vers la fusion. « On savait que la séparation allait durer le temps des cervins, qu'un jour ou l'autre il y aurait fusion », explique Ivan Leval, ancien directeur de l'information du *Provençal*. Mais qui mangerait l'autre ? Le grand journal, c'était *Le Provençal*. « Gaston Defferre avait mis en place le système de pages locales communes aux deux journaux, en dehors de Marseille. Mais il a songé au milieu des années 70 à aller plus loin. *Le Méridional* n'aurait subsisté qu'à Marseille, pour ne pas perdre son lectorat de droite et, dans le même temps, *Le*



Affiche d'André Bermond (1946).

Curieusement, c'est Michel Peret qui semble regretter le plus la disparition du *Provençal* : « La région y perd un lieu de confrontation dans tous les domaines : politique, social, mais aussi culturel. On perd dans le domaine de la pensée. On a bien vu le décapage du *Provençal*. Il menaçait la chèvre et le chou et les socialistes ont été le chou. C'est une page de l'histoire locale qui se tourne. Ce qui me gêne le plus, c'est que l'on va vers davantage d'uniformité vers une banalisation où tout devient gris-blanc, pour aboutir à un journal relativement asexué politiquement, avec quand même une légère tendance à droite. »

« Je veillerai à ce que le journal ne soit pas de droite », réplique Laurent Gildardino, directeur de la rédaction de *La Provence*, fonction qu'il occupait au *Méridional*. Sa nomination a inquiété au *Provençal*. Non par défiance à l'égard du personnage, mais au nom du symbole : le numéro un de la rédaction vient du *Méridional* et pas du journal principal, qui diffusait 137 000 exemplaires, contre 58 000 pour son ancien concurrent. Le bien lavande, souligné de rouge de *La Provence*, rappelle davantage la couleur du *Méridional* que celle du

**Un journaliste du « Provençal » : « Le mur de Berlin est tombé, mais il n'y a pas eu de fraternisation. On cohabite »**

*Provençal*. A Marseille, il y avait les « bleus » et les « rouges », ceux qui lisaient *Le Méridional* et ceux qui lisaient *Le Provençal*.

Les deux journaux étaient dans le même immeuble et au même étage, mais ils avaient, jusqu'à cet automne, deux entrées et deux adresses différentes. En sortant de l'ascenseur, la porte du *Provençal* était à gauche et celle du *Méridional* à droite. Quelques semaines avant la naissance de *La Provence*, la cloison qui séparait les deux rédactions est tombée. Avant la fusion, les journalistes disaient encore, en franchissant l'ancienne barrière : « Je vais chez les bleus. » « Le mur de Berlin est tombé », explique un journaliste du *Provençal*, mais il n'y a pas eu de fraternisation. On cohabite. »

Et il y a le Front national, qui a représenté un quart des voix au premier tour des élections législatives à Marseille. *Le Méridional* n'était plus depuis longtemps leur porte-voix. Mais cela a laissé des traces. Un tract de l'intersyndicale du *Provençal* a récemment fustigé l'attitude du *Méridional* à l'égard du FN, mettant en évidence une inéquité de la rédaction et son malaise (*Le Monde* du 10 avril). La direction est allée jusqu'à vérifier l'emploi du temps de certains journalistes pour savoir qui avait pu parler au correspondant du *Monde*.

**U**NE charte rédactionnelle a été établie à *La Provence*. Elle insiste sur des valeurs comme la morale publique, la tolérance, la solidarité, l'esprit de responsabilité, la justice sociale, la lucidité économique et le refus de la démagogie. Sans mentionner explicitement le FN, la charte précise : « Nous nous gardons encore plus de toute position extrême et de la moindre complaisance à l'égard de ceux qui en professent, mais si telle formation mérite aujourd'hui une vigilance particulière, ce sont tous les extrémismes - idéologiques, économiques, historiques, structurels ou circonstanciels - qui doivent faire l'objet d'une vigilance générale. »

Fait raciste, depuis la fin de la guerre, deux journaux perdent leur nom : « On ne supprime pas la mairie, c'est dangereux. » « Il ne pouvait pas y avoir un journal qui absorbe l'autre », explique Jean-Pierre Millet. On n'abandonne pas une marque comme *Le Provençal* sans peser, sans réfléchir, mais il fallait trouver un nom qui rassemble. *La Provence* est née. *Le Provençal* et *Le Méridional* se sont éteints. C'est une étape supplémentaire de la fin d'une époque de la presse française.

Alain Salles

Deux pas vers le bonheur

P

Vers la VI<sup>e</sup> République

A

On ne peut pas dire que la situation soit idéale. Mais elle n'est pas désastreuse. Elle est, en tout cas, différente. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout cas, plus respectueuse. Elle est, en tout cas, plus ouverte. Elle est, en tout cas, plus transparente. Elle est, en tout cas, plus démocratique. Elle est, en tout cas, plus humaine. Elle est, en tout cas, plus juste. Elle est, en tout cas, plus sage. Elle est, en tout cas, plus belle. Elle est, en tout cas, plus bonne. Elle est, en tout cas, plus heureuse. Elle est, en tout cas, plus saine. Elle est, en tout cas, plus forte. Elle est, en tout cas, plus libre. Elle est, en tout cas, plus pacifique. Elle est, en tout cas, plus prospère. Elle est, en tout cas, plus équilibrée. Elle est, en tout cas, plus harmonieuse. Elle est, en tout cas, plus épanouissante. Elle est, en tout cas, plus enrichissante. Elle est, en tout cas, plus stimulante. Elle est, en tout cas, plus inspirante. Elle est, en tout cas, plus créative. Elle est, en tout cas, plus innovante. Elle est, en tout cas, plus dynamique. Elle est, en tout cas, plus agissante. Elle est, en tout cas, plus engagée. Elle est, en tout cas, plus responsable. Elle est, en tout cas, plus solidaire. Elle est, en tout cas, plus tolérante. Elle est, en tout



سكنات الامل

## Deux pas vers le bonheur constitutionnel

par Dominique Rousseau

PUISQU'IL n'est pas séant de réformer le mode de scrutin avant les élections législatives, il faut le faire aussitôt après. Parce que le succès de la rénovation démocratique en dépend. Quels que soient, en effet, ses mérites, le scrutin majoritaire à deux tours ne correspond plus aux exigences du temps politique actuel. Il pérennise et durcit des divisions qui ne sont plus celles de l'esprit public; il pousse au jeu des combinateurs et des calculs cyniques du second tour que la morale publique réproche aujourd'hui; il encourage le cumul des mandats et les comportements de notables des élus, que l'opinion n'accepte plus.

Adapté au temps immobile qu'il reproduit, le scrutin majoritaire n'est plus au temps d'une société qui bouge, qui change et qui cherche une nouvelle manière de se représenter et de faire la politique. Le maintien serait fatiguer un peu plus le principe démocratique, affaiblir davantage encore la croyance dans la vertu du lien électoral.

Il faut donc changer le mode de scrutin. Entreprise difficile pour la nouvelle majorité, qui doit au système actuel sa victoire électorale; mais ses premiers actes montrent qu'elle apprécie avec sagesse et modestie ses résultats en ne donnant pas à ce succès une signification décalée par rapport à l'expression des urnes.

Entreprise difficile aussi pour tous les partis, qui échafaudent, chacun, de savantes et complexes constructions en fonction des avantages, c'est-à-dire des sièges escomptés. Mais ils devraient se souvenir qu'ils se prennent souvent les pieds dans le tapis

électoral, « leur » mode de scrutin se retournant régulièrement contre eux, à l'instar du majoritaire, qui, choisi par la droite pour maintenir la gauche divisée loin du pouvoir, a favorisé la stratégie d'union de la gauche. La chance, peut-être, est la conjonction politique, qui favorise une convergence d'intérêts des différentes forces politiques sur le principe de la représentation proportionnelle.

Les mérites de ce mode de scrutin sont connus et admis par tous. Il introduit la clarté politique en permettant à chaque grand courant d'opinion d'exprimer librement sa personnalité, alors que l'actuel système contraint à des rassemblements porteurs de confusion. Le RPR est-il libéral ou social, nationaliste ou européen? L'UDF est-elle démocrate-chrétienne ou radicale-laïque?

La représentation proportionnelle introduit encore l'honnêteté dans les relations entre les partis politiques. Non seulement parce qu'elle supprime les tractations parfois douteuses du second tour, mais surtout parce que les alliances parlementaires et gouvernementales peuvent se construire – ou se refuser – librement sur une base politique et pas simplement électorale. Elle privilégie enfin la confrontation des idées plus que la personnalisation du vote.

Bien sûr, la représentation proportionnelle a ses inconvénients. Aujourd'hui vient immédiatement à l'esprit celui d'ouvrir les portes de l'Assemblée nationale au parti néofasciste de Jean-Marie Le Pen. Pour profondément regrettables que soient les résultats électoraux de ce parti, la commission Vedel, où toutes les sensibilités politiques étaient représentées, a justement observé, en 1993, que maintenant,

par l'artifice d'un mode de scrutin, une force politique hors du Parlement pouvait favoriser « des modes d'expression moins pacifiques que le vote ». Et les dernières élections législatives ont montré que le scrutin majoritaire n'empêchait pas ce parti de peser sur les programmes des partis de la droite classique, sur les comportements de ses responsables et même sur la composition de la nouvelle Assemblée.

L'introduction du scrutin proportionnel doit s'accompagner de l'adoption du régime présidentiel, auquel il apporterait souplesse et dynamisme

L'inefficacité est aussi un reproche souvent adressé à la représentation proportionnelle, qui, en encourageant l'éparpillement des voix entre plusieurs partis, ne permettrait pas aux électeurs de déléguer eux-mêmes une majorité de gouvernement et provoquerait en conséquence l'instabilité ministérielle.

Cette « loi » politique est loin de se vérifier dans la pratique: en Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Norvège, en Suède, aux Pays-Bas, l'élection des députés selon des systèmes fondés sur le principe proportionnel n'empêche pas la formation de majori-

tés et de gouvernements stables. Sans doute, comparaison n'est pas raison, et la France a son histoire particulière qui invite encore à la prudence. C'est pourquoi, ici, l'introduction du scrutin proportionnel doit s'accompagner de l'adoption du régime présidentiel, auquel il apporterait souplesse et dynamisme.

L'exécuteur, en effet, ne pouvant être renversé par les députés, aurait la garantie de la stabilité durant tout le temps de son mandat – qu'il serait opportun de fixer à cinq ans –, quelles que soient les évolutions des alliances parlementaires pendant la législature.

De son côté, l'Assemblée, débarrassée de la menace de la dissolution et disposant seule de l'initiative et de la fabrication des lois, pourrait librement construire ses majorités législatives.

Utopie, voire « borneur constitutionnelle », que de proposer à la fois le scrutin proportionnel et le régime présidentiel, ces deux malins de l'histoire politique française? Quand la rénovation démocratique s'inscrit à l'ordre du jour, il faut savoir lever tous les tabous du passé et engager sans a priori le débat sur tous les éléments qui façonnent un système politique.

En confirmant l'incompatibilité entre une institution présidentielle active élue par le peuple et le régime parlementaire, les récentes élections législatives obligent à poser clairement la question du régime présidentiel. Et partant, celle du mode de scrutin qui permettrait de fonctionner avec bonheur.

Dominique Rousseau est professeur à l'université Montpellier-I.

## Notre expertise internationale est en péril

par Jean-François Bayart et Pascal Boniface

LES capacités de la France en matière de recherche et d'expertise internationale et stratégique sont indignes du rôle qu'elle entend jouer sur la scène internationale, de son rang de quatrième exportateur mondial et de la nécessité de maintenir le français comme grande langue scientifique. On ne compte qu'une centaine de spécialistes français des questions internationales prises dans leur diversité, et nos centres de recherche n'ont généralement pas la taille critique qui garantirait leur visibilité internationale. Le vieillissement du corps des chercheurs-enseignants et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les organismes de recherche et les universités de recruter de jeunes chercheurs compromettent dès maintenant la reproduction de notre capital scientifique et de notre expertise.

L'un des signes les plus préoccupants de ce déclin est le départ à l'étranger de quelques-uns des meilleurs de nos jeunes docteurs spécialistes de l'international. Paradoxalement, cette situation survient alors que jamais ceux-ci n'avaient été mieux formés, en particulier grâce à leur maîtrise des langues et des cultures étrangères.

Il y va de notre capacité à comprendre le monde contemporain

Les inconvénients de cet état de fait sont évidents. La classe politique, l'administration, les entreprises, la presse ont besoin d'expertise sur l'international pour évoluer dans le contexte de la construction européenne et de la mondialisation. Faute de moyens financiers et de personnels, la France est notoirement sous-représentée dans les conférences traitant des questions internationales et des perceptions ou ses politiques restent mal connues, donc mal comprises, de ses partenaires. La production scientifique en langue française n'est pas suffisamment abondante pour garder une visibilité minimale face à l'hégémonie de l'anglais.

Les origines de cette situation sont multiples. L'Etat a eu de la peine à choisir entre les exigences de l'expertise indépendante et les nécessités de la « défense-illustration » de ses politiques publiques. L'université et le CNRS connaissent de longue date des difficultés financières. Tous deux tendent à pénaliser les spécialistes de l'international, notamment en matière de recrutement, pour donner la priorité aux questions hexagonales, et n'ont pas toujours su moderniser leurs procédures de production scientifique.

Le secteur privé n'a pas pallié les carences de l'Etat, pour des raisons juridiques et fiscales, mais aussi par jalousie intel-

lectuel: les fondations ne jouent pas le même rôle qu'en Allemagne ou qu'aux Etats-Unis dans le financement de la recherche et de l'expertise, et les équipes françaises se voient ainsi privées de moyens décisifs ou contraintes de vivre dans la dépendance de fondations étrangères. Enfin, la société française reste rétive à la circulation des experts entre l'université, les organismes publics de recherche, l'administration et les entreprises.

Les exigences de l'époque, la qualité des jeunes chercheurs ou experts formés par notre Université, la modernisation réussie de certains de nos centres et de leurs méthodes de travail nous interdisent de nous résigner à ce déclin inéluctable. Un redressement est possible, qui supposerait la mise en œuvre rapide de mesures concrètes, relativement peu coûteuses et administrativement légères: en particulier, le financement d'un plus grand nombre d'allocations de recherche « fléchées » sur l'international, destinées aux doctorants; le financement d'un programme de bourses postdoctorales de deux ou trois ans, géré par un réseau de centres existants ou par la section internationale de l'Association française de science politique; le financement par le ministère des affaires étrangères d'un plus grand nombre de participants français aux conférences et aux congrès internationaux dans lesquels notre pays est dramatiquement sous-représenté; la révision à la baisse des crédits d'un certain nombre de structures obsolètes dont la production ne correspond plus aux critères internationaux ou est inexistante, voire leur dissolution pure et simple.

L'objectif est de dynamiser le tissu existant des centres en y injectant des moyens supplémentaires, quitte à couper certains rameaux morts, et de favoriser les synergies entre les équipes les plus performantes. Il convient d'éviter les mirages de l'économie administrée de la recherche ou de l'expertise et d'alléger au maximum les procédures bureaucratiques. La flexibilité, la vitalité, l'originalité et l'indépendance de la production scientifique supposent que celle-ci soit polycentrique et indépendante, pourvu qu'elle dispose de moyens suffisants. Le coût salarial moyen d'un jeune chercheur est approximativement de 250 000 francs par an, charges sociales comprises, et l'injection à bon escient de 5 à 10 millions de crédits annuels supplémentaires dans les recherches sur l'international révolutionnerait littéralement ces dernières. Il y va de notre capacité à comprendre le monde contemporain et à tenir notre rang dans le paysage universitaire européen.

Jean-François Bayart est directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI-FNSP).

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS-université Paris-Nord).

## Vers la VI<sup>e</sup> République

par Stéphane Baumont

A leurs gouvernants, les Français viennent de lancer un certain nombre de messages politiques qui doivent notamment trouver leur traduction dans l'élaboration d'une nouvelle Constitution, la VI<sup>e</sup> République. En votant pour la troisième cobaltation de leur bistoire en dix ans, les électeurs ont peut-être montré leur attachement à une forme de monarchie constitutionnelle républicaine qui ferait du président de la République un président « à la Prévoist-Paradi » (« placé au-dessus des partis, n'ayant rien à espérer ni à craindre de leurs rivalités et de leurs vicissitudes, son intérêt unique comme son premier devoir étant d'observer avec vigilance le jeu de la machine politique, afin d'y prévenir tout grave désordre », écrivait-il dans *La France nouvelle*).

On serait loin alors des conséquences ultra-présidentielles de la monarchie républicaine élue instituée par le général de Gaulle en 1962, loin aussi d'un système unique d'irresponsabilité politique au plus haut niveau de l'Etat.

Les Français sont devenus à nouveau, à leur manière, les auteurs d'une nouvelle grammaire du politique: les notions, les valeurs de droite comme de gauche, désignent moins les espaces formés et les univers clos d'une géographie politique manichéenne que les deux termes d'un couple désormais identitaire cohabitant sous l'égide d'un président plus radical-socialiste que bonapartiste et d'un premier ministre plus social-démocrate que mitterrandiste.

Partisans d'un consensus fondé sur une majorité d'idées, désireux de renouer avec une tradition républicaine faite d'éthique, de morale et de contre-pouvoir, refusant désormais les agressions systématiques bloc contre bloc, comme d'ailleurs la renaissance de mythes tel celui du « bolchevik avec le couteau entre les dents », les Français ont montré la voie à leurs gouvernants, en s'inscrivant, d'ores et déjà, dans l'esprit d'une VI<sup>e</sup> République.

Une VI<sup>e</sup> République, Etat de droit, Etat démocratique qui privilégierait la démocratie constitutionnelle par rapport à la démocratie plébiscitaire, le

contrôle du gouvernement et l'institution de contre-pouvoirs par rapport aux délices médiatiques du sondage universel direct: plus de pouvoir absolu mais un pouvoir responsable; plus de pouvoir protecteur; plus de recettes sociales; mais le règne du gradualisme et du réformisme; plus d'idéologie de l'ordre contre le désordre mais une détermination du volontarisme dans la complémentarité des deux notions; enfin, préservation et respect des droits de l'homme et protection de l'individu en accroissant systématiquement le contrôle du citoyen sur l'Etat.

Les Français ont montré la voie à leurs gouvernants, en s'inscrivant, d'ores et déjà, dans l'esprit de nouvelles institutions

Une VI<sup>e</sup> République, République de l'idéologie plus que de l'idéologie, celle qui ravivait à la fois John Rawls et Robert Badinter, Jürgen Habermas et Régis Debray, Pierre Mazeaud et les enfants de René Capitant, Lionel

Jospin et les nostalgiques de la République parlementaire de Pierre Mendès France.

Les Français ont voulu, le 1<sup>er</sup> juin dernier, inscrire une nouvelle philosophie du politique qui tourne, d'une manière plus franche, qu'en 1986 et 1993, les pages de notre V<sup>e</sup> République. Les élus, nos gouvernants (président de la République comme premier ministre) doivent prendre conscience de la responsabilité éthique de la population: leur démarche doit être dorénavant autant philosophique que programmatique. L'exigence démocratique moderne consiste, en effet, à confronter systématiquement les actes du pouvoir aux valeurs auxquelles la société s'identifie; à donner aux juges (Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, Cour de cassation), tous les moyens de dire et de vérifier si l'action du pouvoir est conforme aux principes fondamentaux constitutifs de la société.

C'est dans un nouvel équilibre bien compris que doivent s'inscrire les termes d'un nouveau contrat social qui permette une recomposition institutionnelle d'autant plus nécessaire qu'elle doit répondre au lancinant problème du chômage, mais aussi à la déstabilisation née des morts successives de Dieu, des idéologies, de l'Histoire et, maintenant, du deuxième millénaire.

L'application concrète, au quotidien, du fameux « bloc de constitutionnalité », la renaissance d'un idéal républicain, le rééquilibrage des plateaux de la balance constitutionnelle avec plus de Montesquieu au niveau national et plus de Rousseau au niveau local, le toilettage complet de la Constitution dans le droit fil du rapport Vedel, la mise en place du quinquennat à la suite de « l'appel des cinq » publié par *Le Monde* permettront la métamorphose de la démocratie et une nouvelle respiration républicaine qui ouvriront les portes à la VI<sup>e</sup> République.

Le professeur René Jean Dupuy écrivait que « la République n'est que le peuple régnant mais ne gouverne pas », que « les Républiques comme les dieux meurent d'une perte de foi » parce que « la République est une province de l'âme ». « Soudure des âmes, arc de lumière », lançait le poète Paul Celan. Le quarantième anniversaire de la naissance de la VI<sup>e</sup> République risque fort d'être moins celui des bougies d'un cérémonial flamboyant que celui des cierges veillant les derniers moments d'une V<sup>e</sup> République presque défunte.

Stéphane Baumont est maître de conférences à l'université de Toulouse.

### DU COURRIER DU MONDE

#### RÉFÉRENDUM A FROID

Chacun sait qu'en démocratie le peuple est souverain, ce qui devrait en toute logique modérer l'envie du chef de l'Etat de le consulter à tort et à travers. Or la dissolution de l'Assemblée nationale a finalement fait l'effet d'une sorte de référendum à froid, saisi au passage par le peuple pour exprimer sa colère. A ce jeu référendaire, Pompidou s'était cassé les dents: l'Europe d'alors ne galvanisait pas les foules. Giscard et Mitterrand ont l'un et l'autre prudemment ignoré l'arme fatale du référendum.

Seul de Gaulle en usa avec maestria. Pour conquérir comme pour partir. Bref, le droit de dissolution et le réfé-

rendum ne sont pas à mettre dans toutes les mains. Car – et cela ne figure pas dans la Constitution – le peuple est résolument inflammable.

Christian de Maussion, Paris

#### PAUVRE OECUMÉNISME

Dans son article du *Monde* du 30 mai, Henri Tincq écrit à propos de la date de la messe de clôture des Journées mondiales de la jeunesse (le 24 août, jour de la Saint-Barthélemy): « Ce choix est évidemment involontaire, et il ne s'agit que d'un « malheureux concours de circonstance ».

Nous sommes certainement de nombreux protestants à considérer que cette date n'aurait jamais dû être choisie, et le mot « involontaire » accentue ce malaise. Excluons

évidemment l'hypothèse d'un choix volontaire qui aurait signifié un retour aux intranquillités et intolérances du XVI<sup>e</sup> siècle.

Mais, même « involontaire », ce choix est – malheureusement – inacceptable. Le haut clergé catholique parisien a certainement été impliqué directement dans le choix de la date. Lui fera-t-on l'insulte de le croire ignorant au point de ne pas savoir ce qu'est la Saint-Barthélemy? Evidemment non.

La conclusion est donc – malheureusement – que, pour ce clergé, cet événement n'est qu'un épisode mineur de l'histoire de France que l'on peut mettre aux oubliettes. Pauvre oecuménisme!

Jean-François Bonnal, Orsay (Essonne)

## Changez d'air

# STOCKHOLM

### C'est dans l'air du temps

Documentation gratuite sur week-ends et séjours :

Office Suédois du Tourisme,  
18, boulevard Malesherbes,  
75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ M4









صكرا من الامل

Publicité

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997 / 15

# Si la Commission européenne lâche pied devant l'industrie de la fourrure, les animaux y laisseront leur peau.



Le 19 juin lors du Conseil des Ministres de l'Environnement de l'Union européenne, la France aura la possibilité de fermer les portes de l'Europe aux fourrures provenant de pays utilisant des pièges à mâchoires.

D'une cruauté sans nom, cet instrument barbare est interdit dans plus de 60 pays et dans les Etats membres de l'Union européenne.

L'UE devait également interdire l'importation de fourrures provenant de pays qui utilisent encore les pièges à mâchoires. Mais cédant aux pressions commerciales exercées notamment par les Etats-Unis et le Canada, la Commission a refusé d'appliquer cette interdiction, la reportant à deux reprises.

Compte du cynisme la Commission propose de contourner cette interdiction en proposant un Accord International sur les

normes "humaines" de piégeage. Loin d'avoir un effet concret sur la protection des animaux, cet accord n'apporte qu'une "solution politique" aux pays exportateurs de fourrures.

- Cet accord:
- Vise en fait à "faciliter le commerce" des fourrures, particulièrement de celles provenant d'animaux capturés avec des pièges à mâchoires.
  - Ne contient aucune disposition interdisant les pièges cruels.
  - Permet l'utilisation des pièges à mâchoires dits "rembourrés" pour une durée indéterminée.

Le "rembourrage" des mâchoires par une mince bande de caoutchouc ou de plastique n'atténue pas la souffrance infligée aux animaux. A des températures inférieures à 0°C, les pièges rembourrés provoquent les mêmes blessures que les

mâchoires métalliques. L'animal pris au piège peut agoniser plusieurs jours. Terrorisé, il essaie souvent de se ronger la patte afin de se libérer.

A de nombreuses occasions, le Conseil de l'UE et le Parlement européen ont clairement affirmé à la Commission européenne que les propositions actuelles sont totalement inacceptables. Les Ministres de l'Environnement ont déjà demandé à la Commission de négocier un nouvel accord plus directif. Il semble malheureusement que le nouveau projet présenté par la Commission ne soit qu'un leurre qui ne réduira en aucune façon la souffrance des animaux piégés.

QUI DIRIGE L'EUROPE? Qui dirige véritablement l'Europe, la Commission européenne ou les représentants élus au Parlement par les Etats membres?

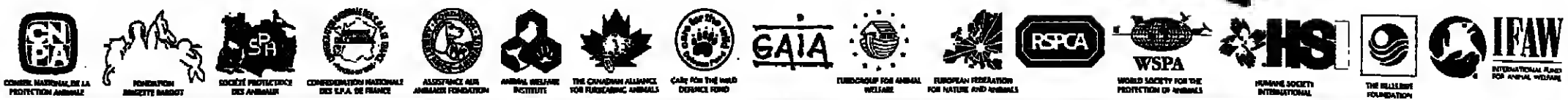
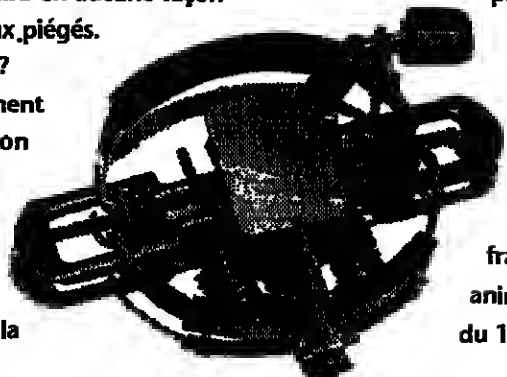
Nous demandons à la

France de soutenir l'application immédiate et sans réserve de la législation européenne et de démontrer à certains pays de l'UE que les tergiversations de la Commission sont inacceptables.

Nous remercions la France d'exiger que tout accord international interdise dès aujourd'hui tous les types de pièges à mâchoires. Si cette condition n'est pas remplie, l'accord proposé par la Commission doit être rejeté en bloc.

L'interdiction adoptée par l'UE, d'importation des fourrures provenant de pays qui utilisent les pièges à mâchoires (RCE 3254/91) doit entrer en vigueur immédiatement.

Nous demandons aux représentants français de défendre les animaux lors du Conseil du 19 juin.



Ecrivez dès aujourd'hui à l'adresse suivante: Ministère de l'Environnement, 20 avenue de Ségur, 75302 Paris Cedex 07SP ou par télécopie au 01 42 19 11 23. Demandez au Ministre de faire respecter l'interdiction de l'UE sur l'importation des fourrures et de rester ferme sur la question de l'utilisation des pièges à mâchoires dans tous les pays exportateurs de fourrures.



## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997

**SOCIAL** Louis Schweitzer, le président de Renault, devait annoncer à ses administrateurs, mardi 10 juin, la réouverture du dossier Vilvorde. Le 20 mars, le conseil d'administration du

constructeur avait voté la fermeture de l'usine belge du groupe. ● **FINALEMENT** M. Schweitzer va nommer un expert indépendant pour étudier les solutions alternatives : réduction des coûts et du

temps de travail seront au cœur du dossier. D'ici un mois, cet expert remettra ses conclusions, et un nouveau conseil d'administration se réunira. La fermeture de Vilvorde, qui devait avoir lieu le 31

juillet, est donc suspendue. ● **BERNARD BRUNHES** et Raymond Soubie, deux experts sur les questions sociales, ont refusé de se consacrer à cette mission. ● **LES SALAIRES** du groupe devaient manifes-

ter, mardi 10 juin, contre la fermeture de Vilvorde, à l'occasion de la journée européenne pour l'emploi et de l'assemblée générale de Renault qui devait suivre le conseil d'administration.

# M. Schweitzer confie une mission sur Renault-Vilvorde à un expert indépendant

Lors du conseil d'administration, mardi 10 juin, le PDG du constructeur automobile devait revoir le dossier de la fermeture de l'usine belge. Le consultant choisi aura moins d'un mois pour étudier d'autres solutions fondées sur une réduction des coûts et du temps de travail

DEPUIS la victoire de la gauche aux élections législatives, dimanche 1<sup>er</sup> juin, l'avenir du site belge de Renault à Vilvorde (3 100 salariés) était devenu l'un des dossiers chauds du nouveau gouvernement. Tout comme Jacques Chirac avait promis lors de sa campagne électorale en 1995 de ne pas fermer l'usine Chausson de Creil, Lionel Jospin candidat s'était engagé à essayer de faire revenir l'ex-Régie sur sa décision de fermer Vilvorde le 31 juillet.

M. Chirac s'est rétracté et Chausson n'existe plus. M. Jospin e pouvait pas commencer son mandat de premier ministre en revenant, lui aussi, sur ses promesses. Le gouvernement et la direction de Renault sont parvenus à un compromis que Louis Schweitzer, président du constructeur automobile, devait porter à la connaissance de ses administrateurs, mardi 10 juin, à l'occasion d'un conseil d'administration, suivi de l'assemblée générale des actionnaires. Renault se refuse à tout commentaire sur le sujet.

M. Schweitzer va confier à un consultant extérieur et indépendant la mission d'étudier toutes les solutions alternatives à la fermeture de Vilvorde. La réduction des coûts et du temps de travail sera au cœur de cette nouvelle analyse de la situation. Au terme de cette étude, qui devrait durer moins d'un mois, le conseil d'administration de Renault se réunira de nouveau pour prendre connaissance des conclusions de l'étude et

prendre les décisions qui s'imposent alors. M. Schweitzer a demandé au cabinet Bernard Brunhes Consultants de se charger de cette mission. Celui a refusé, tout comme son confrère Raymond Soubie. « Ils savent que leur étude n de fortes chances de mener aux mêmes conclusions que celles de Renault : la fermeture de Vilvorde », explique un administrateur de Renault.

### SAUVER LA FACE

Le recours de M. Schweitzer à un expert indépendant dans l'affaire Vilvorde devait permettre à l'ensemble des parties prenantes à ce dossier - direction, gouvernement et syndicats - de sauver la face. La pression sur les autorités françaises et sur le président de Renault était forte. Déclarations politiques tous azimuts, visite du premier ministre belge Jean-Luc Dehaene à Paris le week-end dernier pour rencontrer son homologue français à ce sujet, manifestation des salariés de Renault mardi 10 juin dans le cadre de la journée européenne pour l'emploi : autant d'éléments qui rendaient le dossier explosif.

Enfin, M. Jospin a obtenu de M. Schweitzer la réouverture du dossier alors que le président de Renault répétait inlassablement depuis l'annonce de la fermeture de Vilvorde le 27 février que cette décision était nécessaire à la survie de Renault et donc irréversible. Pour la première fois en dix ans, l'ex-Régie a perdu de

l'argent en 1996 : elle a affiché un déficit de 5,2 milliards de francs. Depuis le début de l'année, M. Schweitzer a annoncé toute une série de mesures destinées à redresser le groupe : fermeture de Vilvorde, plan social concernant environ 3 000 personnes en France, mesures d'économies portant sur 20 milliards de francs, ou encore filialisation du réseau commercial.

M. Schweitzer a accepté de revoir le dossier. Mais il garde son autonomie puisque c'est lui qui va annoncer cette décision : Renault est une entreprise privée et c'est son président, lui seul, qui est en mesure de revenir sur une décision

qu'il avait prise et qui avait été votée, le 20 mars, par l'ensemble des administrateurs à l'exception de ceux qui représentent les salariés. Et notamment par les cinq représentants de l'Etat.

« En termes d'image, le compromis trouvé sera probablement bénéfique. Renault n'a souffert, notamment en province, de l'annonce de la fermeture de Vilvorde. Les gens n'en ont pas bien compris les raisons et ont pris M. Schweitzer pour un socialiste devenu libéral, sans souci du social », commente l'un des quinze administrateurs de l'ex-Régie. Cependant beaucoup dans l'entourage de M. Schweitzer mais aussi au gouvernement

pensent que la fermeture de Vilvorde se révèle inévitable. M. Schweitzer a présenté lors du Comité de groupe extraordinaire du 3 juin des scénarios alternatifs réalisés à partir d'hypothèses de réduction des coûts et du temps de travail. Pour l'ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, la fermeture de Vilvorde restait la seule solution. La CFDT a pour sa part étudié les conséquences de l'application de la loi Robien à Renault et arrive aux conclusions inverses.

Le 26 mai, plus de 80 % des salariés de Vilvorde se sont prononcés pour la reprise des négociations avec la direction de Renault sur le

plan social qu'accompagnera la fermeture de l'usine belge. Interrompues le 3 avril, celles-ci ont repris le 2 juin sous la houlette d'un médiateur nommé par le ministère belge du travail. Outre des mesures d'âge, Renault propose de reclasser 62 employés et 210 ouvriers en France. Par ailleurs 200 postes sont proposés chez un fournisseur près d'Anvers et 30 postes de techniciens et ingénieurs au Luxembourg. Une solution industrielle est également à l'étude, si Vilvorde devait fermer : une activité liée à Renault, fournisseur au filiale, pourrait s'y installer.

Virginie Malingre

## Les réactions politiques depuis l'annonce de la fermeture du site

● **1<sup>er</sup> mars** : Robert Hue, le secrétaire national du PCF, évoque à Lille « la société blessée ».

« Comment ne pas être révolté en voyant que l'annonce de licenciements en Belgique comme leur menace en France provoque un embrasement du titre en Bourse ? »

● **4 mars** : le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, demande « la recherche d'une alternative ».

Lionel Jospin demande, par communiqué, au gouvernement d'intervenir sur le dossier.

l'usine belge de Renault, déclare que « la fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie ».

● **9 avril** : le Parti socialiste, dans un communiqué, se félicite des décisions prises par les tribunaux de Bruxelles et Nanterre suspendant la fermeture de Vilvorde et demande « l'ouverture de négociations ».

« L'Etat actionnaire doit cesser d'être spectateur ».

● **5 mai** : Lionel Jospin répond favorablement aux syndicats de Renault-Vilvorde qui lui ont demandé s'il était « prêt à revenir sur la décision de fermeture de l'usine ». « Les actionnaires de l'Etat au conseil d'administration de Renault exigent que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et

préparées pour résoudre les difficultés qui peuvent exister en matière de coût de production de l'usine de Vilvorde », écrit-il dans sa lettre.

● **6 juin** : Lionel Jospin, premier ministre, confie en marge de la réunion des socialistes européens à Malmö, à propos de Vilvorde : « C'est une question dont je suis amené à me saisir, j'ai une sensibilité et une opinion en tant que responsable politique mais je ne peux pas apporter une réponse à une question industrielle. »

● **7 juin** : Lionel Jospin indique à son homologue belge, Jean-Luc Dehaene, que « sur le dossier de Vilvorde, ce n'est pas le gouvernement français qui décide et qu'il n'a pas non plus une emprise

directe sur l'entreprise Renault ».

● **9 juin** : Dominique Strauss-Kahn, ministre des finances, promet lors de la réunion du conseil Ecofin de Luxembourg l'annonce de « résultats positifs » pour Vilvorde, lors de l'assemblée générale des actionnaires de Renault.

François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, déclare : « C'est sans doute difficile de faire encore quelque chose. Comme Lionel Jospin l'a dit ce week-end, beaucoup de temps a passé, on est saisi tard du dossier et il faut regarder avec la direction de Renault tout ce qui peut être envisagé de différent de ce qui a été annoncé et qui a causé un certain nombre d'angoisses et de drames humains. »

## Raymond Soubie et Bernard Brunhes, pressentis, ont refusé

DEPUIS LES ANNÉES 80, deux noms viennent systématiquement à l'esprit lorsqu'il s'agit de délimiter un conflit social important : Raymond Soubie et Bernard Brunhes, deux hommes qui se sont succédé dans le superbe bureau qu'occupe traditionnellement le conseiller social du premier ministre. Mais le « patron » du premier, à la fin des années 70, s'appelaient Raymond Barre et celui du second, au début de la décennie suivante, Pierre Mauroy. C'est donc tout naturellement vers eux que la direction de Renault s'est tournée, le 9 juin. Mais, contactés mardi 10 juin en milieu de matinée, ces deux habitués des missions délicates nous ont affirmé qu'ils refusaient celle-ci.

Bernard Brunhes, PDG d'un cabinet de consultant qui porte son nom, paraissait être le candidat idéal. Ses convictions de gauche lui attirent la sympathie des syndicats. Son passage par Polytechnique et la Calais des députés lui permet de tutoyer l'establishment hexagonal. Co-auteur de deux ouvrages sur l'emploi :

*L'Europe de l'emploi ou comment font les autres (1994), Négocier la flexibilité : pratiques en Europe (1996) (Le Monde du 7 juin), il est un des meilleurs spécialistes européens de l'emploi. Mais l'homme n'a sans doute pas voulu servir de caution. Au milieu des années 80, au cours d'un colloque organisé par le parti socialiste à la Maison de la chimie, il n'a pas hésité à dénoncer les patrons de gauche qui licenciaient pour assouvir leur réputation de « manager ».*

### LE CONTENU ET LA MANIÈRE

De même, consulté durant l'été 1995 par l'entourage de Jacques Chirac sur le plan Juppé en cours d'élaboration, Bernard Brunhes avait déconseillé d'aller trop vite. « Vous croyez gagner du temps, vous allez en perdre. Ce qui est important pour l'opinion publique, c'est moins le contenu que la manière dont vous présentez le plan », avait-il expliqué en substance. Deux convictions qui expliquent sans doute son refus d'accepter la mission Renault.

Raymond Soubie est également fondateur et

PDG d'une entreprise : le groupe Altédia, spécialisée dans la communication et le conseil en ressources humaines. Ayant des amitiés dans tous les milieux politiques et sociaux, l'homme est un des meilleurs spécialistes de notre système de protection sociale. Conseiller très écouté de Michel Bon pour le volet social de la privatisation de France Télécom, il n'a sans doute pas jugé possible de mener ces deux missions de front dans le nouveau contexte politique.

Raymond Soubie et Bernard Brunhes ont fréquemment l'occasion de débattre de l'ex-élu Vilvorde : depuis février, le premier préside une commission mise en place par Jacques Barrot sur « les freins à l'emploi (...) et l'évolution du droit du travail » à laquelle participe Bernard Brunhes. Pour montrer leur indépendance, les membres de cette commission ont, en effet, décidé de poursuivre leurs travaux malgré le changement de majorité politique.

Frédéric Lemaître

## Microsoft va entrer au capital du câblo-opérateur américain Comcast

L'ORDINATEUR personnel (PC) sera-t-il, demain, « le » terminal à travers lequel les foyers accéderont à la fois aux programmes télévisuels, aux bases de données, aux programmes informatiques ? Est-ce plutôt le téléviseur qui jouera ce rôle ? Et y aura-t-il seulement un terminal de référence ?

Faute de pouvoir encore répondre catégoriquement à ces questions, les ténors de l'informatique, de l'électronique et de l'audiovisuel cherchent à se préparer à ces différentes options et multiplient en conséquence les initiatives.

Dernière en date, celle de Microsoft, qui, lundi 9 juin, a annoncé sa prochaine entrée au capital de Comcast, le quatrième opérateur américain de télévision câblée. Le groupe de Bill Gates va déboursier 1 milliard de dollars (5,8 milliards de francs) pour acquérir environ 15 % de cette entreprise, basée à Philadelphie, qui réalise quelque 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires. L'opération devrait être conclue ce mois-ci.

## Microsoft va accéder à la technologie de la distribution d'Internet sur le câble et à celle de sa réception sur un téléviseur, ou pourquoi pas, sur un PC

Outre le câble, Comcast exploite aussi des services de téléphonie mobile et contrôle QVC, la plus bénéficiaire des chaînes américaines de télé-achat. Le groupe dispose également d'une participation dans le service d'informations en ligne Home Network, qui fournit notamment un accès au

réseau informatique mondial Internet via les réseaux câblés.

C'est justement cette dernière activité qui semble intéresser le plus Bill Gates, le PDG fondateur de Microsoft. En s'associant à Comcast, il va accéder à la fois à la technologie de la distribution d'Internet sur le câble et à celle de sa réception, a priori sur un téléviseur, mais aussi, pourquoi pas, sur un PC.

Comcast va utiliser l'appartenance de Microsoft pour financer ses investissements dans ses réseaux câblés. Son ambition est d'accroître leurs capacités de transmission afin qu'ils puissent transmettre à grande vitesse des programmes plus complexes (des programmes interactifs par exemple) à ses 4,3 millions de clients.

Converti à Internet depuis décembre 1995, Microsoft, premier fabricant mondial de logiciels, cherche depuis cette date à saisir toutes les occasions qui pourraient lui permettre, à travers l'utilisation du réseau informatique mondial, d'accroître la « consommation » de ses programmes ou de ses services en ligne.

La firme fondée et dirigée par Bill Gates a créé une société commune, MSNBC, avec la chaîne de télévision NBC. En avril, elle a également annoncé le rachat, pour 425 millions de dollars, de la société WebTV Networks, qui développe des systèmes d'accès à Internet pour les téléviseurs.

Lundi, en commentant l'opération Comcast, M. Gates a indiqué : « Depuis longtemps, nous considérons que la connexion entre le monde des PC et celui des téléviseurs passe par les techniques de réseaux à large bande pour distribuer la vidéo, des données et la possibilité de l'interactivité directement dans les foyers. » M. Gates considère que « l'approche intégrée de Comcast dans la distribution câblée, la programmation et les télécommunications est un bon complément à cette vision qui lie les PC à la télévision ».

Philippe Le Cœur

## Saab joue sa survie sur le succès de son nouveau modèle

La « 9-5 » est censée porter les ventes du constructeur suédois à 150 000 véhicules par an d'ici 2000

### STOCKHOLM

correspondance

En lançant son nouveau modèle, la « 9-5 », le constructeur suédois Saab joue sa survie, de l'avis même de sa direction. De taille modeste à l'échelle mondiale (98 000 voitures vendues en 1996), l'entreprise, déjà passablement déficitaire, ne peut plus se permettre d'échouer. Son PDG, l'Américain Robert W. Hendry, a été très clair au premier jour de la présentation de la voiture haut de gamme, lundi 9 juin : « Si on ne demande si nous existons toujours en cas de non-succès, ma réponse est non ».

Hausse des coûts, stagnation des ventes et gonflement des pertes : la menace d'une fermeture plane depuis la fin des années 80 sur la firme de Trollhättan. L'arrivée du géant américain General Motors (GM) à hauteur de 50 % du capital, en 1990, a certes contribué à une rationalisation et à une modernisation de l'appareil de production. De 18 000 en 1988, le nombre d'employés a chuté à 8 500. Mais les résultats, après de légers bénéfices

en 1994 et 1995, sont retombés dans le rouge en 1996, avec une perte nette de 1,24 milliard de couronnes (932 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 19,7 milliards (14,8 milliards de francs).

La patience de GM et de son partenaire Investor, le holding financier de la puissante famille suédoise Wallenberg, semble désormais avoir atteint ses limites. Après avoir couvert les pertes de la firme jusqu'à près de 10 milliards de couronnes (7,5 milliards de francs) depuis 1990, ses copropriétaires ont laissé entendre qu'ils accordaient une dernière chance à Saab Automobile, en guise de cadeau de cinquantième anniversaire, célébré mardi 10 juin.

### « VAISSEAU AMIRAL »

N'ayant plus le droit à l'erreur, le constructeur a préféré retarder de trois mois le lancement de la « 9-5 », pour délivrer une berline aussi parfaite que possible au millier de journalistes invités à l'essayer en Suède. Il convient de ne pas réitérer l'expérience malheu-

reuse du baptême prématuré, en 1993, de la Saab 900, dont les défauts de jeunesse avaient été peu appréciés par les premiers clients.

Les préparatifs ont été endeuillés par la mort, la semaine dernière, d'une femme de soixante-dix-huit ans au volant d'une voiture entrée en collision avec un des derniers-nés de Saab, au cours d'une des dernières séances d'essai sur les routes suédoises. Si certains ont cru y voir un mauvais présage, la direction s'est refusée à reporter à plus tard l'introduction du nouveau véhicule. « Vaisseau amiral » du groupe, il est censé porter ses ventes à 150 000 unités par an d'ici 2 000, dont la moitié serait composée de « 9-5 » et du break dérivé qui sera mis sur le marché en 1998. Tel est l'objectif fixé par M. Hendry, dépeché par GM à l'été 1996 pour reprendre en main la firme suédoise.

Environ 5,5 milliards de couronnes (4 milliards de francs) ont été investis dans ce modèle qui, selon Saab, a été testé sur 6 millions de kilomètres. Synthèse de

cinquante-quatre prototypes différents, la nouvelle voiture ressemble, en apparence, à une Saab. Même robustesse élégante, avec une aérodynamique toute-fois plus soignée. C'est sous la carrosserie, en revanche, que se dissimulerait les nouveautés, ainsi qu'au niveau de la sécurité, l'obsession de Saab et de son rival suédois Volvo.

Les risques d'un flop complet sont minimes à ce niveau de préparation. La question est plutôt de savoir si la « 9-5 » sera assez performante et séduisante pour attirer une clientèle étrangère. Notamment sur le marché coord-américain, où la Saab 900 avait été tièdement accueillie. L'image des produits du constructeur manque par ailleurs de définition. Perçus comme des voitures tantôt familiales, sportives, sûres ou « branchées », leur profil varie selon les pays et la clientèle, résumant la difficulté de Saab à se positionner sur un marché de prestige où la concurrence fait rage.

Benoît Peltier

Le ministre des transports consulte dirigeants et syndicats



صحنات الامل

## Le nouveau « M. Afrique » d'Elf sera bientôt investi des pleins pouvoirs

Jean-François Gavalda, un polytechnicien de 44 ans, est prêt à succéder à André Tarallo

La date de départ du président d'Elf Gabon, principale filiale du groupe en Afrique, dépendra de l'évolution de ses démêlés judiciaires.

Conseiller personnel du président gabonais Bongo, André Tarallo ne sera pas démissionné brutalement. Son successeur, de vingt-cinq ans son

cadet, a commencé à tisser des liens avec les chefs d'Etat et à imposer aux filiales un nouveau positionnement, plus industriel.

LES JOURS d'André Tarallo à la présidence d'Elf Gabon sont désormais comptés. Signe de cette évolution, l'assemblée générale d'Elf Gabon s'est tenue à Libreville, jeudi 4 juin, sans lui. Même si, dans le groupe, chacun se plaît à souligner que sa fonction est « purement honorifique », cette absence à la seule manifestation publique de la principale filiale d'Elf en Afrique n'est pas sans signification.

Après avoir dirigé pendant trente ans la politique africaine du pétrolier français et conservé, bien qu'étant à la retraite depuis 1992, la présidence d'Elf Gabon, André Tarallo, 70 ans, cédera bientôt la place. Rattrapé par les « affaires », il passera le témoin à une date qui dépendra de l'évolution de ses démêlés judiciaires. Pas question pour Elf de donner l'impression d'être à l'origine de l'éviction de cette personnalité, conseiller personnel du président du Gabon, Omar Bongo. « Les chefs d'Etat africains ne comprendraient pas pourquoi on se sépare brutalement d'un grand monsieur qui a rendu des services et qui a contribué au développement du groupe », explique un dirigeant.

DU TEXAS A LA TUNISIE  
La relève est déjà assurée par le vice-président d'Elf Gabon, Jean-François Gavalda, nommé le 1<sup>er</sup> janvier directeur géographique Afrique à la direction exploration-production. A 44 ans, ce polytechnicien natif de Béziers est un pur produit du groupe. En 1975, à 22 ans, dès sa sortie de l'école nationale supérieure du pétrole et des moteurs, il choisit d'entrer aux Pétroles d'Aquitaine, société qui fusionnera avec Elf. « Je voulais faire de l'exploration, prendre le large », raconte-t-il avec son accent méridional.

Il part alors aux Etats-Unis, à Houston (Texas), à la recherche de champs pétroliers. De cette période, il a gardé humilité et rigueur : méconnus, les prospecteurs français étaient alors considérés « avec mépris », dit-il, par les compagnies américaines. « J'ai surtout appris la notion de rentabilité des actifs », souligne-t-il. Son meilleur souvenir : « le western financier » des enchères à l'américaine pour obtenir des gisements d'hydrocarbures. Sans prédisposition particulière pour l'Afrique, celle-ci est devenue progressivement son champ de prédilection. Il y occupe des postes en Tunisie, au Cameroun, au Nigeria (1992) et au Gabon (1994) avant d'être nommé, au début de l'année, responsable du groupe sur ce continent, en remplacement de Jean-Luc Vermeulen, promu directeur délégué de l'exploration-production du groupe.

Le pays qu'il connaît le mieux, c'est le Gabon, où il a passé trois ans. « Quand je suis arrivé du Nigeria à Libreville, j'ai décompressé. Là bas, il fallait toujours être sous tension et prêt à réagir immédiatement, sans parler des questions de sécurité qui nous préoccupaient. Ici le rythme était différent, plus lent, mais finalement choqué dossier est apparu campé », raconte-t-il, surpris par le nombre d'intervenants. « Le problème de ce pays, c'est qu'il intéresse beaucoup de monde à Paris. Le moindre dossier est aussitôt amplifié ».

Sa première tâche a été de réduire les coûts de cette filiale, et de vendre le parc immobilier et automobile, en l'absence de découverte de nouveaux gisements. Dans le même temps, il a noué des relations personnelles avec Omar Bongo. « Les contacts avec les chefs d'Etat dépendent de la toile du pays. Au Gabon, avec un million d'habitants, Bongo connaît tout le monde, c'est normal qu'il rencontre le patron d'Elf, la première entreprise du pays. Au Nigeria, comme en Angola, c'est différent, car les pays sont plus grands. Nous traitons plus avec les ministres du pétrole ».

Après d'André Tarallo, M. Gavalda a acquis la « sagesse » qui impose de rester hors des querelles de clans. « Quand vous arrivez dans une famille et que deux personnes se battent, même si vous avez un avis sur le litige, ne vous en mêlez pas. Vos deux amis pourraient

se liquer contre vous ». Pour réagir aux critiques sur l'ingénierie d'Elf dans la politique africaine française, il impose aux responsables des filiales le principe dicté par le président du groupe, Philippe Jaffré : « Vous ne devez plus vous comporter en ambassadeur de la France et vous mêler des affaires intérieures. Contentez-vous d'être des industriels ». L'Afrique n'est d'ailleurs plus un domaine réservé pour Elf. Depuis plusieurs années, la concurrence avec les Américains est là pour le rappeler.

PERQUISITIONS  
Depuis sa nomination, M. Gavalda se rend tous les quinze jours, pour quarante-huit ou soixante-douze heures, dans un Etat africain afin de prendre contact avec les autorités locales et d'exposer les projets du groupe. « Nous avons aussi pris du temps pour raconter les différentes affaires, expliquer que c'est du passé concernant une ancienne équipe », raconte-t-il.

Ce passé, cependant, est revenu dans son bureau parisien à la tour Eiffel. Dans le cadre des perquisitions entreprises par le juge Eva Joly, au mois de mai, Jean-François Gavalda, comme d'autres dirigeants, a dû rester plusieurs heures dans son bureau sous la surveillance d'un policier, avant que la magistrat vienne lui demander d'ouvrir son coffre-fort. « Au fil du temps, j'ai sympathisé avec mon gardien, je l'ai initié à la géologie. Comme c'est un sportif, je lui ai surtout conseillé les plages où il pouvait faire du surf ».

Après plusieurs heures d'attente, la perquisition s'est déroulée tard dans la soirée. Comme les autres, il en garde une certaine rancœur concernant la méthode. Mais il conclut avec philosophie : « Mon expérience africaine m'a appris à avoir de la patience et à attendre pour obtenir un rendez-vous ». L'aventurier pressé des années 80 a adapté son rythme au nouveau continent dont il a la charge, sans renoncer aux exigences de compétitivité apprises aux Amériques.

Dominique Gallois

## Le ministre des transports consulte dirigeants et syndicats

JEAN-CLAUDE GAYSSOT, le ministre des transports, a entamé, lundi 9 juin, la consultation des dirigeants et des représentants des salariés des entreprises dont il assure la tutelle.

Christian Blanc, le PDG d'Air France, a déclaré à sa sortie, lundi soir, qu'il avait eu un entretien « court et très franc » avec le nouveau ministre communiste. M. Blanc milite pour une privatisation rapide de la compagnie nationale qui permettrait, selon lui, d'intéresser les salariés au redressement de l'entreprise et de nouer des alliances internationales. La privatisation d'Air France était prévue en filigrane de la décision de la Commission européenne qui avait autorisé une dernière recapitalisation de 20 milliards de francs.

M. Gayssot a rappelé, dimanche 8 juin sur France 3, que les décisions de la Commission doivent respecter le traité de Rome, qui, selon son article 222, « ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les Etats membres ». Il a ajouté que son statut public n'avait pas empêché Air France de nouer deux alliances commerciales avec Delta Airlines et Continental Airlines, les troisième et cinquième compagnies américaines.

M. Gayssot devait recevoir, mardi, Louis Gallois, le président de la SNCF. Ce dernier, particulièrement attaché au désendettement partiel de l'entreprise ferroviaire, acquis lors de la réforme votée par la précédente majorité, devait bénéficier d'une oreille attentive. « Je veux qu'on remette tout ça en dis-

cussion pour voir ce qu'on peut faire pour aller vers une dette totalement époncée », avait indiqué le ministre, dimanche. Il devrait recevoir dans les jours prochains les syndicats de cheminots qui réclament la suppression du Réseau ferré de France (RFF), le nouvel établissement propriétaire des voies ferrées. « Le RFF n'a pas les moyens de payer les infrastructures. On a prévu 8 milliards de francs cette année, alors qu'il en faudrait au moins 15 », a-t-il simplement déclaré, sans préciser sur quelles ressources budgétaires il comptait.

DASSAULT-AEROSPATIALE  
M. Gayssot a également reçu Serge Dassault, PDG de Dassault Industries, en tant que président du Groupement français des industries aéronautiques et spatiales. La fusion du groupe public Aerospatiale et de la société privée Dassault Aviation aurait été évoquée, bien que ce dossier relève de la tutelle du ministre de la défense. M. Dassault a, en tout cas, déclaré à la sortie que « le dossier de la fusion n'est pas mûr », estimant que « les choses ont changé » avec l'arrivée de la gauche au gouvernement.

De sources proches du dossier, le gouvernement d'Alain Juppé était parvenu à un accord financier aux termes duquel le groupe Dassault aurait dû détenir environ 20 % du futur groupe valorisé à près de 40 milliards de francs.

Christophe Jakubyszyn

## Groupama s'inquiète pour l'avenir de l'assurance-vie

LE RÉSULTAT net de la mutuelle d'assurances Groupama a progressé de 54 % en 1996, à 1,4 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 36 milliards de francs (+ 4,5 %), réalisé pour les deux tiers en assurance-dommages. Le résultat de cette branche est en très nette amélioration. Bernard Delas, directeur général de Groupama, appelle toutefois les assureurs à la prudence en matière de tarifs dans le secteur auto comme dans celui des risques industriels. Après une année 1996 satisfaisante pour les activités d'assurance-vie et d'épargne, M. Delas redoute un alourdissement de la fiscalité de l'épargne et un durcissement du régime successoral de l'assurance-vie qui pèserait sur l'activité.

### DÉPÊCHES

■ ARMSTRONG WORLD INDUSTRIES : le groupe américain vient de lancer une OPA inamicale sur Domco, filiale à 69 % de Sommer Allibert, cotée à Toronto pour un montant de 488 millions de dollars (2 milliards de dollars). Armstrong cherche à retrouver sa place de leader mondial des revêtements de sols et murs, que lui a ravie Sommer en fusionnant au printemps avec l'allemand Tarkett.

■ P&T : la Fédération nationale des syndicats autonomes des PTT (FNSA) a qualifié lundi 9 juin la disparition du ministère de La Poste et des télécommunications de « première bavure » du gouvernement et demande « l'annulation définitive du processus de privatisation de France Télécom ».

■ STEF-TELECOM ITALIA : la privatisation du groupe italien de télécommunications aura lieu mi-octobre 1997, a annoncé lundi 9 juin le ministre du Trésor et du budget italien.

■ ASEA BROWN BOVERI (ABB) : la société d'ingénierie suédoise a annoncé la suppression de 20 000 à 30 000 postes en Europe au cours des cinq ans qui viennent. ABB emploie 215 000 personnes dans le monde.

■ MUTUELLES DU MANS : le groupe d'assurances a réalisé un bénéfice de 464 millions de francs en 1996, en hausse de 31 % par rapport à l'année précédente.

■ BANCO DI NAPOLI : la vente par le Trésor italien de 60 % de la banque à un holding contrôlé par l'assureur INA et la Banca Nazionale del Lavoro (BNL) va donner naissance à un géant du crédit. La vente, pour 60 milliards de francs (environ 200 millions de dollars), sera officielle mercredi 11 juin.

■ GENERALI : la commission des finances de la Knesset, le Parlement israélien, a donné deux semaines à la compagnie d'assurances italienne pour solder ses dettes aux descendants israéliens des victimes du nazisme.

IL NE TIEN T QU'À VOUS QU'ELLE SE SOUVIENNE.



paco rabanne

RENE JANE



■ LA BOURSE DE TOKYO, après trois séances de baisse, s'est ressaisie, mardi 10 juin. Le Nikkei a terminé la séance sur un gain de 308,73 points (1,53 %) à 20 532,55 points.

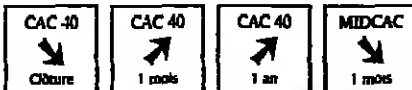
■ L'OR A OUVERT en baisse, mardi 10 juin, à Hongkong, après une journée chahutée. L'once s'échangeait à 344,30-344,70 dollars contre 344,50-344,90 dollars vendredi en clôture.

■ WALL STREET a terminé sur un nouveau record lundi. Le Dow Jones a gagné 0,57 % pour finir au niveau record de 7 478,50 points après avoir dépassé les 7 500 points en cours de séance.

■ LA BOURSE DE BRUXELLES s'est envolée, lundi, vers un nouveau sommet, le 36<sup>e</sup> depuis le début de l'année. L'indice Bel-20 a terminé en hausse de 1,29 % à 2 339,64 points.

■ LA BOURSE D'AMSTERDAM a débuté la semaine sur un nouveau record, encouragée par la hausse de Wall Street. L'indice AEX a atteint le niveau de 829,53 points.

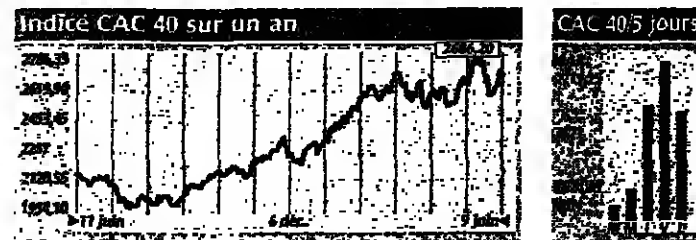
## LES PLACES BOURSIERES



### Nouvelle baisse à Paris

LA BOURSE DE PARIS restait mardi sous le coup des dissensions entre la France et ses partenaires sur le pacte de stabilité budgétaire : pour la seconde séance consécutive, elle cédait du terrain. Le recul de 0,56 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait à 11 heures une perte de 1,14 %. Vers 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un recul de 1,09 % à 2 656,83 points. La veille, elles avaient déjà cédé 1,22 %. Le marché est actif, avec un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs sur règlement mensuel.

Le doute est dans les esprits après la décision de la France de demander un réajustement du pacte de stabilité en faveur de l'emploi. Ce pacte est donc pas adopté la semaine prochaine, comme il était prévu lors du sommet européen d'Amsterdam. Les opérateurs, qui avaient été bivoque envers le gouvernement Jospin, commencent à prendre leurs distances envers le marché, qui avait pratiquement effacé la

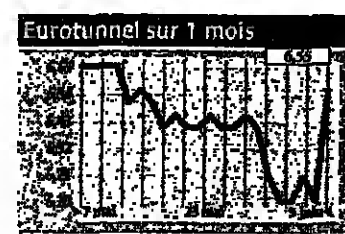


fin de la semaine dernière ses pertes enregistrées entre les deux tours. Le gouvernement va sans doute appliquer son programme électoral. Or, des mesures prévues (notamment l'augmentation du SMIC, le durcissement de la fiscalité sur l'épargne) risquent de faire grincer les dents des investisseurs, notamment un gestionnaire.

### Eurotunnel, valeur du jour

EUROTUNNEL a terminé la séance en nette hausse, lundi 9 juin, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 7,38 %, à 6,55 francs, avec 2,5 millions de titres échangés.

Selon les intervenants, le titre profite de la froide des actionnaires, qui souhaitent remettre en cause le plan de restructuration de la dette conclue avec les banques lors de l'assemblée générale du 10 juillet. A cette date, les actionnaires devront se prononcer à la majorité des deux tiers sur ce plan.



### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 10/06	Var. %	Var. %
Barotunnel	6,85	+0,56	8,12
Permot-Ricard	302,10	+0,49	+0,52
Credito Gidrop	290	+0,34	+0,36
Legrand	1087	+0,33	+0,33
Legrand ADP	704	+0,20	+0,24
Crédit Fonc. France	67,90	+0,18	+0,19
Genyval	536	+0,14	+0,17
Genyval	614	+0,14	+0,17
Disaquit Electro	52	+0,08	+0,08
B.N.P.	228	+0,03	+0,03

BAISSES, 12h30	Cours au 10/06	Var. %	Var. %
Labon	209,50	-0,36	-0,44
Via Banque	103,50	-0,32	-0,34
Promoteo	208	-0,31	-0,33
Bouygues Off.	138,10	-0,30	-0,33
Philippine Médias	1380	-0,27	-0,29
Sat	1507	-0,27	-0,28
Labinal	1572	-0,24	-0,25
Mediaparc	68,10	-0,21	-0,22
Rhone-Poulenc A	194,00	-0,20	-0,21
Havas Advertising	645	-0,18	-0,19

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	100% Titres	Capitalisation
SEANCE	199203	4892010
Coca-Cola Co.	45884	3814170
BP Aquitaine	30995	2041000
Asa	50784	180420050
East (de des)	204811	17353430
Carrefour	27181	10560794
Renel Abston	131578	8176350
Danone	8288	8106461
Legrand	75177	7620957
Total	125566	7060887

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

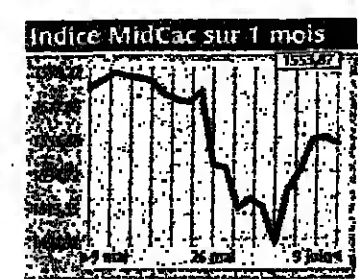
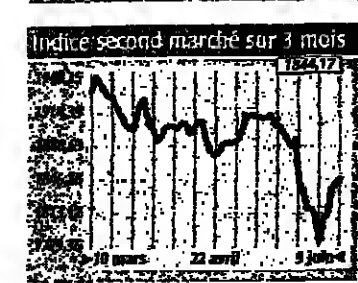
HAUSSES, 12h30	Cours au 10/06	Var. %	Var. %
Europe Auto Ind. PA	340	+0,54	+0,57
Com-Finance SA	314	+0,51	+0,54
Ballif	714	+0,47	+0,49
CA-Pas de Calais	521	+0,42	+0,44
Poc. Desjardins	104	+0,41	+0,43

BAISSES, 12h30	Cours au 10/06	Var. %	Var. %
Pier Imp. (Gama)	37	-0,52	-0,54
Services et Trans.	418	-0,51	-0,53
Phar. Val Loire	134	-0,49	-0,51
Sirag	264,00	-0,49	-0,51
Renoteo	827	-0,48	-0,50

### INDICES SBF 120-250 MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gén. SBF 120	1852,84	+0,71	+0,71
Ind. gén. SBF 250	1779,31	+0,69	+0,69
Ind. Second Marché	1844,17	+0,69	+0,69
Ind. MidCAC	1555,87	+0,57	+0,57

Valeurs Index	205,41	+0,51	+0,51
1 - Energie	247,41	+0,44	+0,44
2 - Produits de base	149,60	+0,33	+0,33
3 - Construction	1752,95	+0,26	+0,26
4 - Biens d'équip.	1392,45	+0,24	+0,24
5 - Automobile	2038,38	+0,24	+0,24
6 - Biens consom.	325,25	+0,20	+0,20
7 - Indus. agro-alim.	1728,83	+0,16	+0,16
Services	2028,35	+0,15	+0,15
8 - Distribution	407,28	+0,14	+0,14
9 - Autres services	1295,11	+0,14	+0,14
Sociétés financières	142,38	+0,13	+0,13
10 - Immobilier	764,72	+0,13	+0,13
11 - Services financ.	1195,07	+0,11	+0,11
12 - Sociétés invest.	1781,17	+0,04	+0,04



### Reprise à Tokyo, record à New York

RASSURÉE par la stabilisation du yen sur le marché des changes, la Bourse de Tokyo a terminé en nette hausse, mardi 10 juin. A la clôture, l'indice Nikkei affichait un gain de 308,73 points, soit 1,53 %, à 20 532,55 points.

Lundi, Wall Street a terminé sur un nouveau record, en retrait toutefois par rapport à ses sommets du matin, quand elle avait dépassé pour la première fois le seuil des 7 500 points grâce à une poursuite du mouvement d'achat amorcé à la veille du week-end. La grande Bourse new-yorkaise a bénéficié également de spéculations sur des rachats de compagnies et des fusions, après l'annonce du rachat par BankAmerica de la banque d'investissements Robertson Stephens pour 540 millions de dollars. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné

42,72 points (+0,57 %) pour finir au niveau record de 7 478,50 points.

Dopée par la forte avancée de Wall Street, la Bourse de Londres a nettement progressé. L'indice Footsie a terminé en hausse de 41,7 points, à 4 686,7 points, soit un gain de 0,90 %. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort s'est repliée, l'indice DAX perdant 0,75 % à 3 667,43 points.

### INDICES MONDIAUX

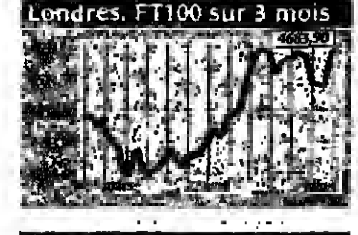
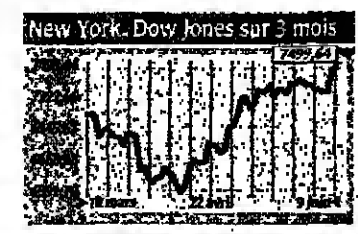
Cours au 10/06	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2656,83	-0,56
New-York/DJ Indus.	7478,50	+0,57
Tokyo/Nikkei	20532,55	+1,53
Londres/FT100	4686,7	+0,90
Francfort/DAX 30	3667,43	-0,75
Bruxelles/C20	1841,81	+0,14
Bruxelles/C25	2339,64	+1,29
Bilbao/MIB 30	1091	+0,01
Amsterdam/AEX	829,53	+0,01
Madrid/IBEX 35	570,73	+0,24
Sao Paulo/Ibovespa	2259,44	+0,56
Londres FTSE 100	4686,7	+0,90
Hong Kong/Hang S	14653,10	+0,10
Singapore/Strait T	2090,21	+0,10

### LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

09/06	09/06
Allied Lyons	4,24
Barclays Bank	12,03
B.A. Industries	5,51
British Aerospace	13,47
British Airways	7,32
British Petroleum	7,53
British Telecom	4,69
B.T.I.R.	1,86
Cadbury Schweppes	5,32
Eurotunnel	0,65
Fortis	—
Glaxo Wellcome	12,33
Granada Group Plc	8,92
Metropolitan	5,66
Goodyear T & R Rubber	39,50
Henkel-Packard	53,25
IBM	86,87
Int'l Paper	48,87
J.P. Morgan Co.	110,75
Johnson & Johnson	61,62
McCormick & Co.	48,50
Merck & Co.	89,63
Minnesota Mining & Mfg	92,75
Philip Morris	42,87
Procter & Gamble C	139,12
Sears Roebuck & Co	51,50
Travelers	58,50
Union Carbide	46,25
Unilever	83,12
Wal-Mart Stores	31,87

### FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

09/06	09/06
Allianz Holding N	369
Basf AG	65,15
Bayer AG	68,63
Bay Hypo & Wechselb.	58,90
Bayer Vereinsbank	71,10
BMW	1366
Commerzbank	49,40
Daimler-Benz AG	135,40
Deutsche Bank	99,90
Deutsche Telekom	40,05
Dresdner Bank AG FR	61,15
Henkel VZ	97,50
Hoechst AG	69,10
Metrop. AG	62,20
Linde AG	1291
LT, Lufthansa AG	30,70
Man AG	510,50
Marlmann AG	724
Metro	192,90
Muench. Rue N	4285
Postbank AG	505
RWE	74,10
Sap VZ	328
Schering AG	182,30
Siemens AG	99,15
Thyssen	405,50
Veba AG	97,80
Vier	784
Volkswagen VZ	904



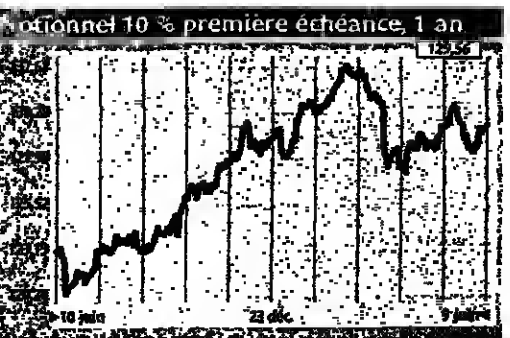
## LES TAUX



### Recul du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en baisse, mardi 10 juin. Après quelques minutes de transactions, le contrat optionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 10 centimes, à 129,46 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,73 %, soit 0,05 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 09/06	Taux 10/06	Indice des prix
France	5,73	129,46
Allemagne	5,68	129,56
Grande-Bretagne	6,15	129,56
Italie	6,50	129,56
Japon	0,50	129,56
Etats-Unis	5,50	129,56

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 09/06	Taux au 10/06	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat à 3 ans	4,33	98,33
Fonds d'Etat à 5 ans	5,11	97,99
Fonds d'Etat à 10 ans	5,59	100,76
Fonds d'Etat à 15 ans	5,93	100,23
Fonds d'Etat à 20 ans	6,50	101,34
Obligations françaises	5,88	100,25
Fonds d'Etat à TME	-2,05	98,61
Fonds d'Etat à TRE	-2,14	98,76
Obligat. franc. à TME	-2,06	98,96
Obligat. franc. à TRE	+0,07	100,13

La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance en baisse, affectées par le dynamisme de l'économie, qui pourrait inciter la Réserve fédérale à resserer sa politique monétaire au début du mois de juillet. La Banque de France a laissé inchangé, mardi, le taux de l'argent au jour le jour, à 3,19 %. Le contrat Pibor trois mois du Matif a ouvert en baisse de deux centimes, à 96,50 points, affecté par les tensions sur le franc.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Ach. 09/06	Vente 09/06	Ach. 10/06	Vente 10/06
Jour le jour	3,19	3,19	3,19
3 mois	3,35	3,35	3,35
6 mois	3,40	3,40	3,40
1 an	3,45	3,45	3,45
Pibor FRANCE	—	—	—
Pibor France 1 mois	3,385	3,385	3,385
Pibor France 3 mois	3,435	3,435	3,435
Pibor France 6 mois	3,485	3,485	3,485
Pibor France 9 mois	3,535	3,535	3,535
Pibor France 12 mois	3,585	3,585	3,585
Pibor ECU	—	—	—
Pibor Ecu 3 mois	4,185	4,185	4,185
Pibor Ecu 6 mois	4,235	4,235	4,235
Pibor Ecu 12 mois	4,285	4,285	4,285

### MATIF

Échéances 09/06	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %	—	—	—	—	—
juin 97	16782	129,56	129,56	129,56	129,56
sept. 97	99119	129,56	129,56	129,56	129,56
déc. 97	2	97,06	97,06	97,06	97,06

### Pibor 3 MOIS

juin 97	37001	96,57	96,56	96,56	96,54
sept. 97	47596	96,41	96,49	96,36	96,46
juillet 97	11225	96,41	96,47	96,36	96,46
Mars 98	5624	96,32	96,41	96,32	96,41

### ECU LONG TERME

juin 97	2025	96,02	96,38	96,34	96,36
sept. 97	1198	96,46	96,50	96,46	96,50

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 09/06	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juin 97	20143	2667	2734	2637	2716
juillet 97	149	2668	2722	2644,50	2714
sept. 97	157	2665,50	2740,50	2639	2729
déc. 97	—	—	—	—	—

## LES MONNAIES



### Repli du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, mardi matin 10 juin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,7050 mark et 5,76 francs, contre 1,74 mark et 5,8750 francs à la veille du week-end. Face à la monnaie japonaise, il cotait 113,05 yens. Le ministre nippon des finances, Hiroshi Mitsumizu, a estimé mardi que les mouvements récents sur la parité yen-dollar étaient « trop rapides et trop accen-

tués ». Le billet vert avait été pénalisé, la veille, par la décision du gouvernement français de demander un décal de réflexion sur le pacte de stabilité. Cette attitude a relancé le scénario d'un report du lancement de la monnaie unique et elle a profité au deutchmark, qui conservait dans ce cas son statut de monnaie refuge. Le franc a également cédé du terrain face à la monnaie allemande, glissant jusqu'à 3,3820 francs pour 1 mark.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BDF 09/06	% 09/06	Ach. 10/06	Vente 10/06
Allemagne (100 dm)	338,1100	+0,22	338	338,50
Ecu	6,5810	-0,03	6,58	6,58
Etats-Unis (1 usd)	5,7599	-0,23	5,76	5,76
Belgique (100 F)	16,3850	+0,20	16,38	16,38
Pays-Bas (100 f)	300,5300	+0,22	300	300,50
Italie (100 li)	3,4210	-0,35	3,42	3,42
Danemark (100 kr)	68,7900	+0,19	68,79	68,79
Irlande (1 lepi)	8,7225	+0,07	8,72	8,72
Cote d'Ivoire (1 F)	9,4640	-0,32	9,46	9,46
Grèce (100 drach.)	21,250	-0,02	21,25	21,25
Suède (100 kr)	74,5700	+0,86	74	74
Suisse (100 F)	408,5300	+0,38	408	408
Norvège (100 N)	81,1900	-0,48	81,19	81,19
Autriche (100 Sch)	48,0900	+0,22	48,09	48,09
Espagne (100 pes.)	3,9920	-0,08	3,99	3,99
Portugal (100 esc)	3,3350	-0,15	3	3
Canada (1 dollar ca)	4,1812	-1,70	4,18	4,18
Japon (100 yens)	5,1515	+0,34	5,15	5,15
Finlande (mark)	112,2900	-0,11	112	112

### L'OR

	cours 09/06	cours 08/06
Or fin (L. barre)	64000	63900
Or fin (en lingot)	64500	64350
Once d'Or Londres	344	344,25
Pièce française(20F)	372	369
Pièce suisse (20F)	370	369
Pièce Union lat(20F)	371	369
Pièce 20 dollars us	2320	2320
Pièce 10 dollars us	1395	1382,50
Pièce 50 pesos mex.	2395	2380







صلى الله عليه وسلم

## AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997

**ENVIRONNEMENT** *Caulerpa taxifolia*, l'algue tueuse, a fait beaucoup parler d'elle. Mais les espèces marines exotiques - végétales ou animales - qui prolifèrent hors de

chez elles, menacent l'équilibre écologique de leur milieu d'adoption, sont nombreuses. ● **Parmi elles** figurent notamment un très vorace faux cousin américain de la méduse, qui

aborde la Méditerranée après avoir ravagé les mers Noire et d'Azov; ou des parasites qui menacent de stérilité l'étoile de mer japonaise et le crabe vert européen. ● **DES SPÉCIALISTES**

réunis récemment à La Tremblade (Charente-Maritime) considèrent que l'arme biologique semble la mieux adaptée. ● **L'EXPÉRIENCE ACQUISE** par les chercheurs dans son manie-

ment sur terre et en eau douce est difficilement transposable au milieu marin. Les risques de développement incontrôlé du nouveau prédateur ne sont pas à négliger.

# Les scientifiques cherchent des prédateurs pour nettoyer les mers

La lutte biologique apparaît comme la meilleure arme contre la prolifération du « Mnemiopsis leidyi », redoutable faux cousin des méduses, et contre celle de bien d'autres espèces marines importées. Mais l'utilisation de « tueurs » dans le milieu aquatique n'est pas sans risque

**BLEUTÉ**, gélatineux et translucide, *Mnemiopsis leidyi* a tout du lambeau de plastique perdu en mer. C'est pourtant un ogre bien vivant de cinq centimètres de long, faux cousin des méduses - un cténophore des hautes mers, plus exactement. Arrivé tout droit de son Amérique natale dans l'eau de ballast des navires, il a envahi la mer Noire en 1982 et la mer d'Azov sept ans plus tard, avant de passer en Méditerranée. Aujourd'hui, une commission internationale d'experts envisage de contrôler sa progression grâce à l'introduction d'un nouveau prédateur, lui aussi exotique. Une première mondiale en milieu marin, qui n'est pas sans risque...

C'est que, depuis 1988, *Mnemiopsis leidyi*, qui ne souffre d'aucun prédateur sérieux en mers Noire et d'Azov, fait le désespoir des pêcheurs. Grâce à une large « bouche » arrondie, il engloutit aussi bien les œufs et les larves des petits poissons que les colonies de zooplancton, les insectes et même les détritus. Tandis que l'abondance du zooplancton a chuté de trois à cinq fois (selon les espèces) depuis l'invasion du cténophore, les prises en mer Noire sont passées d'environ 600 000 tonnes de poissons (sur tout des anchois et des sprats, proches des sardines) avant 1988 à moins de 100 000 tonnes aujourd'hui...

Doué d'un double mode de re-

production (sexué et hermaphrodite) et capable de s'adapter à toutes les qualités d'eau, de salinité et de température, l'ogre prolifère. En 1991, on en relevait près de 5 milliards de tonnes (de matière sèche) pour la seule mer Noire!

Contre cette peste vorace, rien n'y fait: la mer Noire est trop vaste et le cténophore trop répandu pour qu'on puisse le ramasser mécaniquement. Des pesticides menaceraient tous les organismes aquatiques et se dilueraient dans la masse d'eau. Quant aux techniques génétiques pour rendre moins prolifique et plus fragile ce mini-faune marin, les experts de huit agences des Nations unies réunis dans un groupe d'étude des pollutions marines (Gesamp) sont catégoriques: « Trop longues à mettre au point et trop coûteuses. »

### UN MILIEU SANS BARRIÈRE

Reste la lutte biologique. Une arme à double tranchant. Car introduire un prédateur naturel (donc américain) de *Mnemiopsis leidyi*, capable de s'acclimater à la mer Noire et de limiter les populations de cténophores à défaut de l'éliminer, peut revenir à relâcher une nouvelle « peste » dans un milieu sans barrière (si ce n'est le relief, les courants et la température)... Avec la Méditerranée comme ligne d'horizon!

Les biologistes ont derrière eux un siècle et demi d'expérience de

contrôle biologique sur terre - où ils ont d'ailleurs enregistré quelques déboires - et à peine cinquante ans dans les lacs. Mais en mer c'est la grande inconnue. Autant dire qu'il s'agit presque d'un sujet tabou parmi les écologistes marins. « Chacun attend que ce soit l'autre qui tente la première expérience... Après, tous se jetteront à l'eau! », reconnaît James T. Carl-

### Ne pas privilégier un diagnostic

La lutte biologique serait-elle la seule arme pour contrôler *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée, et éviter qu'elle ne passe en Atlantique? C'est ce que croit Alexandre Meinesz, de l'université de Nice, qui a démarré un essai dans un bassin de 3 mètres carrés avec deux espèces de limaces antillaises (du genre *Oryzias* et *Elysia*), un tapis de *Caulerpa taxifolia* et quelques dizaines d'espèces d'algues natives. « On devrait être fin dans trois mois », dit-il. Pour d'autres scientifiques, l'urgence est plutôt d'obtenir un diagnostic précis de l'impact de l'algue sur les écosystèmes du littoral et de découvrir son talon d'Achille. « La lutte biologique n'est certainement pas à exclure, ne serait-ce qu'avec des herbivores méditerranéens dont on pourrait améliorer l'aptitude à consommer la caulerpe par sélection ou génie génétique. Mais on peut aussi imaginer d'autres voies, comme l'inhibition de gènes régulateurs de la croissance ou l'alimentation de l'algue », suggère Philippe Goulletquer, de l'Ifremer (La Tremblade).

ton, du Programme d'études marines du Williams College (Connecticut), responsable du premier groupe de travail sur les invasions marines et leur contrôle pour le Conseil international pour l'exploration de la mer tenu récemment à La Tremblade (Charente-Maritime).

Outre la proposition faite par le

Gesamp en mer Noire, une équipe australienne du Centre pour la recherche des pestes marines introduites (Crimp) d'Hobart a présenté, lors de cette réunion, ses travaux de laboratoire pour contrôler l'invasion de l'étoile de mer japonaise *Asterias omurensis* et du crabe vert européen *Carcinus maenas* par des protozoaires et des parasites « exotiques » ca-

visibles. Il y a souvent des barrières naturelles, on s'imagine donc qu'elle est mieux contrôlable. Et puis, si les autorités sont prêtes à investir des années de recherches pour éradiquer un ravageur des cultures, sous l'eau, quel est l'enjeu économique? », interroge Ronald E. Thresher, chef du Crimp australien.

### TROIS CANDIDATS

Même en mer Noire, où le cténophore fait d'énormes dégâts économiques, les premières introductions de « biocontrôleurs » ne devraient pas intervenir avant l'an 2000. Ne serait-ce que pour sélectionner le bon agent, le tester sur divers organismes de la mer Noire, en laboratoire puis en bassin, mettre en œuvre un plan d'action global et obtenir l'accord de tous les pays riverains. Pour l'heure, les chercheurs n'ont pas identifié de pathogènes spécifiques de ce cténophore en Amérique. Et parmi la longue liste de poissons, tortues, invertébrés et oiseaux qui se repaissent de ces organismes gélatineux, aucun n'apparaît comme le tueur idéal.

Les experts du Gesamp en ont toutefois retenus trois: la morue de la Baltique (*Godus morhua*), bien adaptée à des eaux fraîches et peu salines mais trop omnivore; le saumon *Oncorhynchus keta*, d'une grande valeur commerciale, très amateur de cténophore, mais, lui aussi, carnassier tout ter-

rain; enfin, le poisson stromaté *Peprilus triocanthus*. Capable de consommer chaque jour jusqu'à vingt-quatre fois son propre poids de *Mnemiopsis leidyi*, ce poisson endémique d'Amérique du Nord peut s'adapter à des eaux faiblement salines comme en mer Noire, et présente un intérêt commercial.

Il peut donc apparaître comme le meilleur candidat, mais sa biologie reproductive est encore mal connue. Il pourrait aussi passer en Méditerranée et - qui sait? - élargir son menu.

Le risque, c'est qu'à trop attendre de réunir l'ensemble des preuves de l'efficacité des agents du contrôle et de leur innocuité pour l'équilibre du milieu on ruine les chances de succès. « En Méditerranée, ce n'est pas lorsque les tâches de coulerpe sont uniformes et courent sur plusieurs dizaines d'hectares qu'on peut les éliminer avec des herbivores », s'impatiente Alexandre Meinesz, de l'université de Nice.

Enfin, la lutte biologique ne résout pas tout. Si les pays riverains des mers Noire et d'Azov, dont l'état écologique est désastreux, n'adoptent pas un plan plus global de gestion des ressources marines en abandonnant la surpêche et en réduisant les rejets polluants, aucun « biocontrôleur » quel qu'il soit ne fera de miracle...

Vincent Tardieu

## Les enjeux financiers au centre des débats de Harare sur le commerce des espèces menacées

IL Y AURA les vedettes (éléphants, baleines, rhinocéros), les seconds rôles (esturgeons, tortues de mer) et les outsiders. Réunis du 9 au 20 juin à Harare (Zimbabwe), venus de 136 pays, les 1 500 participants à la dixième Convention sur le commerce international des espèces menacées (Cites) vont débattre de 75 dossiers portant sur 89 espèces vivantes, animales et végétales (Le Monde du 10 juin). Avec, en toile de fond, de gigantesques affaires d'argent.

Isolés par le moratoire international sur la chasse commerciale à la baleine décidé en 1986, la Norvège et le Japon - tous deux chasseurs - voudraient obtenir de la Cites la levée de la protection maximale pour certains de ces mammifères marins (dont le petit roqual). L'Afrique du Sud souhaiterait pouvoir vendre les cornes de ses rhin-

océros blancs, tandis que Cuba demande le déclassé de ses tortues de mer pour exporter leurs écailles. Quant à l'acajou d'Amérique (bois rougeâtre), qui fera une entrée remarquée dans ces débats, son commerce pourrait pour la première fois être réglementé sur proposition des Etats-Unis et de la Colombie.

### LE JAPON FIAND D'IVOIRE

L'éléphant d'Afrique n'échappera pas à cette remise en cause. Trois pays, le Botswana, le Zimbabwe et la Namibie, comptent profiter de la réunion pour demander la reprise du commerce international de l'ivoire, dont le principal pays demandeur est le Japon. Gros pourvoyeurs de défenses dans les années 70 et 80, ces pays d'Afrique australe ne se consolent pas de l'interdiction de ce commerce, appli-

quée depuis janvier 1990 par les 134 Etats signataires de la Cites. A chacune de ses conférences, ils demandent le déclassé de cette espèce de l'annexe I à l'annexe II, ce qui autoriserait une exportation contrôlée de l'ivoire. Un assouplissement auquel s'oppose toutefois la majorité des autres Etats africains, qui estiment la reprise de ce commerce pour le moins prématurée.

Entre 1970 et 1989, plus de 100 000 éléphants d'Afrique ont été abattus chaque année, faisant chuter de 2,5 millions à 350 000 têtes l'ensemble de leur population. A ce rythme, pour satisfaire une industrie de luxe des pays riches, ils auraient frôlé quelques années plus tard la disparition pure et simple, comme en d'autres temps - et pour d'autres raisons - les mammoth. L'espèce dut son salut à son

inscription en annexe I de la Cites, qui interdit tout commerce international. Mais les spécialistes estiment que l'éléphant d'Afrique, compte tenu de sa lenteur de reproduction (un petit tous les quatre ans), a besoin de quinze à vingt ans de répit pour reconstituer des effectifs compatibles avec son habitat actuel (près de 6 millions de kilomètres carrés sur l'ensemble du territoire africain).

### L'ÉLÉPHANT EN DANGER

Après quelques années de répit, celui que Buffon qualifiait de « miracle d'intelligence et monstre de la modeste » serait-il à nouveau menacé? Pour que les partisans d'une reprise du commerce de l'ivoire obtiennent gain de cause, l'accord des deux tiers des pays présents à la Cites serait nécessaire. Le Japon et la Grande-Bretagne y

seraient favorables, ainsi que la Suisse et les Etats-Unis. Cette situation est jugée inquiétante, en France, par la Société nationale de protection de la nature (SNPN), qui demande instamment aux membres de la Cites de confirmer « le maintien définitif de toutes les populations d'éléphant d'Afrique parmi les espèces dont le commerce international est totalement prohibé ». Une mesure de protection qui rappelle ces experts, n'empêche nullement les pays concernés de rester entièrement maîtres de la gestion de leur « cheptel » à l'intérieur de leurs frontières.

Is peuvent chasser leurs éléphants, pour le tourisme comme pour leur consommation alimentaire. A la seule condition de ne pas exporter les produits de cette chasse.

Catherine Vincent

## Le septième sens du requin lui permet de chasser et... d'être chassé

SI L'ON EN CROIT certains éti-mologistes, son nom descendrait tout droit de « requiem », la messe des morts, allusion funèbre à sa mauvaise réputation de tueur des océans. D'autres généralistes des mots penchent plutôt pour « chien », déformation normande de « chien ». A vrai dire, cette possible étymologie sied mieux au personnage. Car, à l'instar des meilleurs épagneuls, le requin, véritable chasseur des mers, est capable de remonter une piste sur des kilomètres.

« Ils peuvent sentir des concentrations très faibles, de l'ordre d'une molécule pour un million, explique Bernard Séret, ichthyologiste à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom). Cette capacité à repérer quelques gouttes de sang dans une piscine olympique fût l'imagination, mais les saumons, par exemple, détectent des concentrations encore plus faibles, puisqu'ils sont capables de remonter dans la rivière dans laquelle ils sont nés grâce à l'odorat. »

Aussitôt que ses bulbes olfactifs sont stimulés, le requin adopte un comportement natatoire très particulier. Pour retrouver la source de l'odeur, véhiculée par l'eau comme un parfum l'est par l'air, le requin zigzague, se servant de ce mouvement de godille pour calculer la différence d'intensité de l'effluve entre sa narine droite et

sa narine gauche. En choisissant toujours le côté où l'odeur s'avère la plus forte, le poisson chasseur peut ainsi remonter la piste sur plusieurs kilomètres.

Dans les faits, l'instrument de l'odorat n'est quasiment jamais utilisé seul, le requin disposant d'une panoplie sensorielle unique dans le monde animal, qui en fait non le tueur sanguinaire des *Dents de la mer* mais un prédateur parfaitement adapté à son milieu, comme le sont, dans leurs écosystèmes respectifs, le guépard ou l'épervier.

Apparus sur Terre au dévonien (il y a 400 millions d'années), bien avant les dinosaures, ces poissons ont, à quelques détails près, acquis leur forme actuelle il y a environ 180 millions d'années. Leur évolu-

tion a tendu à perfectionner les capacités de chasseur. Ainsi, les squalos ont troqué leur squelette d'os contre des cartilages, plus légers et plus souples, qui leur permettent par exemple d'effectuer un rapide virage sur l'aille.

### « TOUCHER À DISTANCE »

Les sens se sont aussi adaptés à la prédation. L'ouïe, qui sert à équilibrer ces torpilles vivantes, est très efficace puisque les requins peuvent percevoir des vibrations sonores provoquées par une source située à 2 kilomètres. Si le sens du goût se caractérise surtout par la quasi-incapacité dans laquelle les scientifiques se trouvent pour l'évaluer, la vision, elle, est plus connue. Particulièrement sensibles aux contrastes - plus qu'aux

couleurs, puisque celles-ci disparaissent assez vite avec la profondeur - les yeux des requins ont un point commun avec ceux des chats: leur rétine est doublée d'une membrane réfléchissante qui renvoie et concentre la lumière sur les cellules sensorielles de l'œil, ce qui confère à ces poissons chassant au crépuscule ou pendant la nuit une excellente vision nocturne.

Mais les squalos ne se contentent pas de cinq sens. Une proie potentielle peut très bien nager, sans faire de bruit ni saigner, dans une eau trouble, le requin le saura quand même grâce à un organe spécial à mi-chemin entre le toucher et l'ouïe. Qualifié de « toucher à distance » par les ichthyologistes, ce sens, commun à tous les poissons, permet notamment aux individus des espèces nageant en bancs de connaître exactement la position de leurs voisins et de ne pas les percuter, afin de maintenir la cohésion au sein du groupe.

Son mode de fonctionnement est simple. Une ligne latérale de pores court tout le long du corps et se ramifie au niveau de la tête. Ces petits trous sont reliés par des canaux à des petites boursoffes contenant des cellules ciliées sensibles aux vibrations de l'eau. Ce système permet aux poissons de détecter les déplacements du fluide qui les entoure et donc les

mouvements des êtres qui s'y promènent.

Mais il y a encore plus fort. Les requins sont « équipés » d'un dispositif unique, une sorte de septième sens: des récepteurs électrosensitifs. Baptisés ampoules de Lorenzini, du nom de l'anatomiste italien du XIX<sup>e</sup> siècle qui les décrit pour la première fois, ces petits sacs contenant des cellules sensorielles

### Sous la « protection » du POD

Le dernier-né de la technologie antirequin s'appelle le POD (Protective Ocean Device). Le nageur le met en route dès qu'il entre dans l'eau. D'une autonomie théorique d'une heure et demie, le POD émet, toutes les 800 millisecondes, une impulsion créant un champ électrique de 4 à 7 mètres de rayon. « Hormis le fait que certaines espèces y sont insensibles, le procédé a un inconvénient, souligne Bernard Séret. La première fois, le requin est repoussé, mais, à cause du champ électrique, il reste dans les parages. Puis il rebute et finit par s'habituer. Il ne faut pas se croire protégé. C'est juste utile pour avoir le temps de sortir de l'eau. » Sachant que le POD coûte au minimum 5 000 francs et qu'il n'est pas efficace à 100 %, cela fait un peu cher de la balnade...

Le requin est repoussé, mais, à cause du champ électrique, il reste dans les parages. Puis il rebute et finit par s'habituer. Il ne faut pas se croire protégé. C'est juste utile pour avoir le temps de sortir de l'eau. » Sachant que le POD coûte au minimum 5 000 francs et qu'il n'est pas efficace à 100 %, cela fait un peu cher de la balnade...

La technologie s'est emparée de ce septième sens afin de fabriquer des appareils de protection pour plongeurs ou nageurs. Deux systèmes ont été mis au point en Afrique du Sud, pays particulièrement touché par les attaques de requins, avec l'Australie et, dans une moindre mesure, la Californie. Le premier procédé, violent, appelé Pulsar, s'est avéré aussi dangereux pour le requin que pour le nageur et n'a pas été commercialisé. Le second, utilisant une technologie plus douce, appelé POD (lire ci-contre), reste d'un coût très élevé pour un résultat aléatoire.

Pierre Barthélémy



صوتك من الامل

## Patrick de Radigues vient à bout de son tour du monde en solitaire

C'EST LE TRIOMPHE du courage et la victoire de l'obstination. Le navigateur belge Patrick de Radigues est allé au bout de lui-même pour boucler son premier tour du monde à la voile.



Le 3 novembre 1996 des Sables-d'Olonne, il lui aura fallu plus de 200 jours pour faire le tour des océans, alors que les autres concurrents du Vendée Globe n'en avaient pas mis plus de 140 pour rentrer au port.

Mais en mettant pied à terre, lundi 9 juin, près de quatre mois après Christophe Auguin, le vainqueur de la course autour du monde en solitaire, Patrick de Radigues pouvait être fier de lui. Ravi de l'accueil qui lui était réservé sur les quais des Sables-d'Olonne, il s'est d'abord félicité d'être arrivé sain et sauf. « Les galères sont terminées », Car l'ancien champion de moto, vainqueur du Bol d'Or en 1984, a connu une invraisemblable série d'avaries et d'incidents pendant sept mois.

Après la première tempête dans le golfe de Gascogne, le navigateur avait dû faire face aux problèmes techniques sur un bateau insuffisamment préparé. En panne d'alimentation électrique, il s'était retrouvé sans radar ni moyens de communication quelques jours après le départ. Il devait alors barrer des jours entiers pour pallier les déficiences de son pilote automatique. Malgré la douleur de nombreuses fractures, réveillées par l'effort et l'humidité, Patrick de Radigues ne renonçait pas pour autant. Emporté par une vague sur le pont, le 19 décembre 1996, il ne devait son salut qu'à une filin attrapé en extrême.

Il attendait les derniers jours de l'année pour effectuer une première escale technique en Australie qui allait le mettre hors course. A l'approche de la banquise, le solide sportif de quarante ans, connaissait alors dans son bateau en aluminium des conditions de vie quasiment insupportables : la coque métallique s'était transformée en véritable glacière. Cette première étape d'une semaine ne sera pas la dernière. Il doit ensuite s'arrêter dans le petit port néo-zélandais de Port-Chalmers. Pendant deux mois, Patrick de Radigues est resté dans ce petit village de pêcheurs (Le Monde du 25 mars 1997). Car sa sortie du port une semaine après avoir réparé sa grand-voile tourne mal. Une aussière casse et l'hydre est dressé contre le mât. La coque est touchée : il faut de longs travaux pour la remettre en état.

Patrick de Radigues reprend la mer le 28 mars. Il doit encore parcourir 10 000 kilomètres. Alors que l'été austral a pris fin, sa traversée du Pacifique est dramatique. Il rencontre des ouragans encore plus violents que celui qui a coûté la vie au Canadien Gerry Rouse. Il se retrouve deux fois quille en l'air, ne devant son salut qu'à la solidité de son bateau. « Je suis sûr que les trois quarts de la flotte du Vendée Globe n'auraient pas résisté à ces conditions. » Après une dernière escale au cap Horn, le navigateur belge est remonté prudemment à travers l'Atlantique jusqu'aux Sables-d'Olonne. Sa fiancée l'attendait pour un mariage remis à plusieurs reprises pendant cette odyssée. Elle s'apprête à le voir repartir un jour. L'ancien montard est devenu amoureux de la mer. Il veut prendre le départ à l'aube de la Route du café entre Le Havre et Carthagène, en Colombie.

Christophe de Chenay

## La contrefaçon, premier adversaire de la Coupe du monde de football

A un an du coup d'envoi du Mondial français, la chasse aux produits dérivés contrefaits est lancée par les autorités pour garantir les recettes du merchandising officiel

La vente des produits portant les couleurs de la Coupe du monde représente une part non négligeable des recettes de l'épreuve. En 1994, aux Etats-Unis, le merchandising avait rapporté quelque 500 millions de

dollars, soit près de 2,8 millions de francs. Pour éviter que la contrefaçon ne fausse le marché, les autorités françaises, la Fédération internationale de football (FIFA) et International Sport Leisure (ISL), respon-

sable de son marketing, travaillent en étroite collaboration. Une cellule spéciale a été créée en 1996. Sa mission : repérer les faussaires, identifier les filières - Portugal, Italie, Pakistan, Asie du Sud-Est - et per-

mettre leur démantèlement. Mais le meilleur moyen de lutte reste l'occupation totale du marché par les produits officiels. A ce jour, quatre-vingt-dix contrats de licence ont été signés.

La meilleure manière de contrer les faussaires reste néanmoins, selon Véronique Pichon, directrice

à un grossiste textile spécialiste de ces marchés. Quant aux gadgets, ils doivent être accessibles à toutes les bourses et aller du plus voyant au plus discret, pour satisfaire toutes les clientèles. Ils touchent parfois des domaines inattendus : on trouvera des vins d'appellation d'origine contrôlée, des manteaux pour chiens, des

### A chacun son Footix

L'emblème, la mascotte et les termes « France 98 » ou « Coupe du monde de football 1998 » pourront être utilisés comme bon leur semble, dans le monde jusqu'au 31 décembre 1998, par les douze partenaires de la Fédération internationale (FIFA) - Adidas, Budweiser, Canon, Coca-Cola, Fujifilm, Gillette, JVC, Mastercard, McDonald's, Opel, Philips, Snickers - comme par les huit partenaires officiels du comité français d'organisation (CFO) - La Poste, France Télécom, Manpower, Danone, Crédit agricole, EDS, Hewlett-Packard, Sybase - qui apportent une contribution moindre, mais fournissent une aide logistique. Ces vingt entreprises pourront vendre leurs produits parés aux couleurs de la Coupe du monde. Elles ont obtenu le droit d'adapter le coq Footix : La Poste lui fait distribuer le courrier, Danone déguiser un yaourt, etc. A l'exception d'Adidas, qui s'est également offert une licence, ces sociétés ne peuvent vendre des produits autres que ceux qu'elles fabriquent habituellement avec le logo France 98. Elles ne pourront que les offrir comme objets promotionnels accompagnant une vente.

adjoindre de Sony Signatures, d'être présent sur tous les segments de marché et dans tous les circuits de distribution pulvériser les contrefaçons comblent aussi les lacunes. Les marchés forains, lieux privilégiés d'écoulement des faux, ne seront donc pas oubliés : une licence devrait être accordée

feves de galette des rois, des bijoux en or, des castagnettes et des rideaux de douche. A ce jour, quatre-vingt-dix contrats de licence ont été signés.

« Nous sommes étonnés du peu d'enthousiasme que suscite la Coupe du monde chez les entrepreneurs français, remarque M<sup>me</sup> Pi-

Pascal Krémer

## L'équipe de France marque le pas dans sa quête de solutions offensives

QU'ON SOIT OU NON docteur pour cet exercice, le football consiste à marquer des buts. Les pères fondateurs de ce sport ont décidé ainsi en préambule aux dix-sept règles régissant le jeu. Mais ils n'ont guère donné de clés pour y parvenir. Ils ont posé un problème que des générations entières ont tenté de résoudre. Près d'un siècle plus tard, des joueurs professionnels du meilleur niveau et des entraîneurs « sur-diplômés » se sont à se demander s'il y a seulement une solution.

Aimé Jacquet et l'équipe de France, par exemple. Trois bonnes années que le sélectionneur national cherche les voies et moyens de faire marquer ces indispensables buts. A un an de la Coupe du monde, le Tournoi de France est censé lui donner des pistes supplémentaires. Les Bleus ont fait de

« l'animation offensive » le leitmotiv des trois matches amicaux qui leur sont proposés. Les rencontres face au Brésil et à l'Angleterre n'ont pas donné de résultats probants. Le match contre l'Italie, mercredi 11 juin, au Parc des Princes, apportera peut-être plus de concret.

### « C'EST UN CHASSEUR DE BUTS »

Au Centre technique national de Clairefontaine, lundi, on ne parlait que de ce sujet. Les questions allaient droit au but. Jacques en perdait son flegme, tapotant avec impatience sur la table. « Depuis vingt ans que je suis entraîneur, pas un joueur ne m'a fait changer d'avis », expliquait-il. Le sélectionneur avait beau affirmer son équipe « bien partie pour la Coupe du monde », il n'en constatait pas moins qu'elle « pêchait dans la fi-

nition ». Un but en trois heures de jeu, dans une compétition où, de l'avis même du technicien, « les matches n'ont pas de sanctions », c'est léger.

Un peu de calcul mental. L'équipe de France a trouvé son équilibre défensif avec trois milieux de terrain chargés de la récupération et quatre arrières. Le sélectionneur n'a jusque-là jamais démonté d'un schéma qui s'est avéré waterproof en bien des occasions. Tout juste concède-t-il que les hommes de l'arrière devraient monter un peu plus pour aider les attaquants dans les couloirs latéraux. Mais, avec le gardien, cela fait déjà huit joueurs mobilisés afin de ne pas encaisser de buts. Restent trois postes offensifs à se partager, deux mêmes si l'on considère Zinedine Zidane incontournable à la manœuvre.

Florian Maurice, Nicolas Ouedec, Christophe Dugarry, Ibrahim Ba, Robert Pirès, Youri Djorkaeff : les attaquants de bonne volonté ne manquent pas. Ces six-là permettent plus de combinaisons offensives que Jacques ne pourra jamais en tester. On attend toujours l'équation gagnante. Et le public s'impatiente, comme le montre le peu d'entrain à soutenir l'équipe nationale manifesté à Lyon et à Montpellier. Youri Djorkaeff, notamment, tarde à trouver ses marques en équipe de France. La vedette de l'Inter de Milan et le sélectionneur national ont beau répéter qu'il n'existe aucun différend, à l'évidence persistent des divergences sur son placement sur le terrain.

« C'est un chasseur de buts », estime le coach. « Je suis devenu bu- teur par la force des choses », ré-

pond l'intéressé qui reste le meilleur réalisateur des Bleus de l'ère Jacques, avec quatorze buts. Les deux hommes semblent avoir trouvé un accord amiable. « Je veux bien être devant mais pas tout seul », estime l'attaquant. « Qui a dit que je pensais autrement ? », conclut l'entraîneur. Mais Didier Deschamps ne croit pas aux miracles. « En un an, tu ne vas pas changer le potentiel d'une équipe, avérte le capitaine. Tu peux l'améliorer mais elle gardera ses forces et ses faiblesses jusqu'au bout. Nous, nous avons une carence offensive. Si les gens pensaient que nous allions arriver dans ce Tournoi de France et marquer trois buts par match, ils se tromperaient. » La déclaration a le mérite de la franchise. Elle ne laisse pas d'inquiéter.

Benoît Hopquin

## La victoire de Kuerten aux Internationaux de France est aussi celle de la firme Diadora

SI GUSTAVO « Guga » Kuerten, nouvelle idole brésilienne de Roland-Garros, fête, dimanche 8 juin, sa victoire, un homme s'affiche également la mine réjouie du vainqueur : Ivan Nonni. Avant la finale, le manager du sponsoring mondial de Diadora distribuait, à qui en voulait, des casquettes au nom de l'équipementier italien. Après la finale, il distribuait les poignées de main et recevait des félicitations.

Plus connu pour ses liens avec le football, Diadora est pourtant présent dans le tennis depuis son partenariat avec Björn Borg et Guillermo Vilas dans les années 70. La ligne baroloise jamaïcari et bleu roi avec laquelle Kuerten a brillé porte le nom d'Evgueni Kafelnikov. Ainsi paré, le numéro trois mondial, qui reste le maitre-quin-vedette de la firme, devait évoquer le dynamisme et la fougue des stars du ballon rond. Présentée dès le printemps 1996 au tournoi de Monte-Carlo, avant même la victoire aux Internationaux de France du Russe, la ligne est portée depuis le début de la saison 97 par les joueurs sous contrat et distribuée dans le monde depuis avril.

Mais la performance parisienne de « Guga » et ses retombées commerciales ont inspiré à Diadora un nouveau projet de ligne au nom de la jeune star brésilienne pour le printemps 1998. On

consulte actuellement les distributeurs sud-américains pour parfaire l'élaboration du produit, puis les designers l'imagineront avant de soumettre leurs croquis à Kuerten. Le jeu en vaut la chandelle. « Grâce à Evgueni et Gustavo, nos ventes ont augmenté de 40 % en France pendant le tournoi contre 30 % en temps normal, et de 100 % au Brésil », affirme M. Nonni. Reste à savoir si les organisateurs des Internationaux de France, enclins à copier le très strict code vestimentaire de Wimbledon qui impose des tenues « à dominante blanche », ne contrarieront pas cette fructueuse entreprise.

Patricia Jolly

**DÉPÊCHES**  
■ BASKET-BALL : l'engagement du Limoges-CSP dans le prochain championnat de pro-A a été confirmé lundi 9 juin. Le bureau de la Ligue nationale de basket-ball a estimé que « les garanties concernant l'apurement du passif et les justifications des recettes budgétaires qu'il avait exigées lors de sa précédente réunion du 29 mai ont été fournies ». Le montant de la masse salariale du club sera cependant déterminé par la commission de contrôle de gestion.  
■ OMNISPORTS : de nouveaux aménagements du Parc des Princes ont été décidés par le Conseil de Paris. Une délibération portant sur le remplacement des sièges a été votée lundi 9 juin. Les élus ont également approuvé la réalisation d'un centre de presse pendant la Coupe du monde de football en 1998. A la suite d'une question des socialistes sur un possible rachat du stade par Canal Plus, l'exécutif municipal a affirmé que le Parc des Princes resterait « un équipement sportif majeur de Paris ».  
■ Les installations du stade Roland-Garros devraient être améliorées dans les prochains mois. La tribune A du court central, dont les fondations datent de la construction du stade au début des années 30, devrait être renforcée. La Fédération française de tennis (FFT) pourrait également décider de transformer l'ensemble du stade en musée visitable toute l'année.  
■ OLYMPIQUE : plusieurs compagnies aériennes menacent de supprimer une partie de leurs vols pour Sydney si le gouvernement de la Nouvelle-Galles-du-Sud ne revient pas sur sa décision de prélever une taxe sur les lits d'hôtel pour financer les Jeux olympiques de l'an 2000. (AFP)

**LA BOUCHERIE**  
Les meilleures viandes en toute confiance

PARIS LES HALLES (1<sup>er</sup>)  
111, rue Copernic - 01.42.36.03.14

PARIS MONTMARTRE (14<sup>e</sup>)  
138, bd de Montmartre - 01.42.36.03.17

ANGERS  
27, bd Foch - 02.41.67.27.81

ANNEMASSE  
24, rue de la Paix - 04.50.28.20.35

BOUEN  
Place St-Marc - 02.38.07.70.21

BREST  
184, rue Jean Jaurès - 02.38.03.04.58

LE MANS  
R. de la République - 03.43.23.72.41

MANCY  
20, rue des Maréchaux - 03.83.20.02.04

CAEN  
43, quai de la Libé - 02.31.24.88.89

RENNES  
1, quai Lescop - 02.98.78.34.79

LILLE - voir ci-dessous

Triples salades - 03.20.57.77.77

GENÈVE  
55, rue de Montbéliard - 74.21.51

**Restaurant LA BOUCHERIE**  
Les meilleures viandes en toute confiance

PARIS LES HALLES (1<sup>er</sup>)  
111, rue Copernic - 01.42.36.03.14

PARIS MONTMARTRE (14<sup>e</sup>)  
138, bd de Montmartre - 01.42.36.03.17

ANGERS  
27, bd Foch - 02.41.67.27.81

ANNEMASSE  
24, rue de la Paix - 04.50.28.20.35

BOUEN  
Place St-Marc - 02.38.07.70.21

BREST  
184, rue Jean Jaurès - 02.38.03.04.58

LE MANS  
R. de la République - 03.43.23.72.41

MANCY  
20, rue des Maréchaux - 03.83.20.02.04

CAEN  
43, quai de la Libé - 02.31.24.88.89

RENNES  
1, quai Lescop - 02.98.78.34.79

LILLE - voir ci-dessous

Triples salades - 03.20.57.77.77

GENÈVE  
55, rue de Montbéliard - 74.21.51

**Chef JENNY**  
BRASSERIE ALSACIENNE

VOITURIER le SOIR  
du MARDI au SAMEDI

Salons particuliers  
de 15 à 150 personnes

Choucroutes et carte de la mer

7/7 non stop de 11 h 30 à 1 h  
39, bd du Temple 3<sup>e</sup> - 01.42.74.75.75

**Sur nos plateaux, c'est elle la star !**

**PROMOTION**  
FRUITS DE MER  
6 PLATEAUX  
80' - 244'

Menu et  
fromages racés  
121' - 152'

**LA CHAMPAGNE**  
GRANDE BRASSERIE DE LA MER  
10 bis, place Clichy - 75009 Paris  
Tél. 46 74 44 78 - Fax 46 03 10

**CHEZ HANSI**  
GRANDE BRASSERIE ALSAISIENNE  
3, place du 18-Juin-1940 - 75006 Paris  
Tél. 45 48 96 42 - Fax 45 44 55 48



# Athènes, capitale des tavernes

Le goût du vin, de la palabre et de la fête résiste dans les « koutoukia », les bistrot de quartier de la métropole grecque

Nos correspondants dressent un état des plaisirs de bouche dans quatre métropoles étrangères. Après Prague et New York (Le Monde des 28 mai et 4 juin), la troisième étape de ce tour de table: Athènes.

## ATHÈNES

de notre correspondant  
Ville-béton, polluée, embouteillée, bruyante, trop chaude en été, mal chauffée en hiver, Athènes, à tort ou à raison, est accusée de critiques. Malgré tout, la capitale hellène offre de nombreux plaisirs, et d'abord celui de ses tavernes. Qu'elles soient au bord de la mer, dans les quartiers, dans une galerie du centre-ville ou dans les banlieues, rares sont les fois où l'on est déçu. Plus qu'un lieu de restauration, c'est un lieu de rencontre, simple, sans fioritures, où l'on vient discuter et, pourquoi pas, chanter.

Le grec est *glaïos*, étard: il se saoule de paroles et de vin, en bonne compagnie, entre hommes ou entre femmes. La forme primaire de la taverne, c'est le *koutouki* (la gargote), où le marchand de vin vendait le *retsina* au tonneau. Les clients le goûtaient à de petites tables avec un morceau de feta, des anchois, des olives. Le système s'est ensuite enrichi de différents *meze* (hors-d'œuvre), de boulettes de viande, de fritures de poisson, d'un plat du jour, comme cela existe encore chez Costas, sur la place Varvaka, à Pangrati, derrière le stade de marbre, ou dans le sous-sol du Palais de l'olive, derrière le parking de la halle centrale de la capitale. Beaucoup de tavernes ont conservé dans leurs salles les tonneaux qui réchauffent le cœur.

« Quant à la cuisine, elle sera presque toujours la même, saine, mais d'une étonnante banalité », assure-t-il y a trente ans à ses lecteurs l'éditorial du Guide bleu. La Grèce, ajoutait le mentor, « n'est pas un pays de raffinements gastronomiques; les ressources en viande de boucherie, en beurre, sont médiocres ». Eh bien, qu'on se rassure, ça a changé! Il existe à Athènes de nombreuses tavernes qui proposent de nombreux *meze* et des plats variés, d'origine anatolienne souvent, mais aussi traditionnels. La taverne, c'est aussi les grillades, et avant tout les côtelettes d'agneau qu'on commande au kilo comme au Staki tou Ili, à Thessalonique, au bord de la ligne de métro. Les Grecs raffolent aussi de poissons, dorades, congres, mérous, bars, saint-pierre, espadons. Ceux-ci sont délicieux, servis avec une sauce à l'huile au citron et à l'origan, mais



souvent chers. On peut les déguster au Pirée, près du Microlimano, chez Dourabeis, ou dans un des meilleurs restaurants du Pirée et d'Athènes, Varoulko, ou encore sur la place de Kalsariani, entre le centre et le mont Hymette. On peut se régaler aussi de poulpes, de seiches farcies, de langoustines grillées, servies au kilo, à Kalsariani, ainsi que sur la place Haravghi, à Keratsini, une banlieue perdue au bout du Pirée, ou à Aigaleo, ou encore à l'entrée de l'école navale du Pirée, quand on trouve une place.

## EUROPÉANISATION

Si les tavernes restent le principal centre de restauration des « petits » Grecs, de la classe moyenne, des familles en général, des plus de quarante ans, les plus jeunes et les plus riches ont d'autres goûts, surtout au pied de l'Acropole, comme à Thessalonique ou récemment à Psirri, où un peu plus loin à Gazi, près de l'ancienne usine à gaz.

Signe de ces temps d'enrichissement et d'euphorie, des restaurants bupés ont commencé depuis cinq ans à ouvrir leurs portes un peu partout dans le centre, mais aussi dans les ban-

lieux chics et *middle class*, avec une cuisine recherchée mise au point par un chef, souvent un Grec qui a boursigné, assisté d'un sommelier. Michelin, pour la première fois, a accordé cette année une étoile à l'un de ces restaurants. On parle maintenant de « cuisine créative », et c'est souvent bon. C'est le cas de Spondi, à Pangrati, en face justement de Chez Costas, l'ancêtre qui tient encore. Pour combien d'années?

Didier Kunz

Adresses: Vlassias, 8, rue Pasteur, tél.: 64-63-060. Apagio, 44, rue Ionias, tél.: 99-67-669. Les Prisonniers de Socrate, 20, rue de Mithras, tél.: 922-34-34. Ikononou, 41, rue Troon (Petralona), Platynos, 4, rue Diogenou, tél.: 322-06-66. Dimocritou, 23, rue Dimocritou, tél.: 361-35-38. Staki tou Ili, 5, rue Eptahelkou, tél.: 34-58-052. Dourabeis, 29, rue Dilaveri, tél.: 412-20-92. Varoulko, 14, rue Delfigori, tél.: 411-20-43. Spondi, 5, rue Pyrronos (Pangrati), tél.: 72-64-021. Chez Costas, place Varvaka (Pangrati). Palais de l'olive, 9, rue Socrateou.

## Le sang des sanguines

Comment acheter son jus d'orange: froid ou à température? D'abord, il ne faut pas être digne: froid ne veut pas dire frais. Ce serait même plutôt l'exception qui confirme la règle. Les jus qui ne subissent aucun traitement et sont issus directement d'oranges pressées présentent en effet l'inconvénient d'être extrêmement fragiles. Contrairement à un jus de fruit pasteurisé, qui peut attendre deux ans avant d'être vendu, le frais n'a qu'une durée de vie d'une dizaine de jours. Résultat, peu de magasins font l'effort de proposer des produits aussi fragiles. Les jus classiques se conservent, eux, bien plus longtemps parce qu'ils sont pasteurisés, c'est-à-dire chauffés à

températures élevées assez longtemps. Depuis quelques années, la « flash-pasteurisation » (quelques secondes à 70 degrés) a permis l'apparition d'une nouvelle génération de jus de fruits: les réfrigérés. Ainsi traités, ces jus peuvent se conserver un mois en rayon, à condition d'être placés dans des emballages réfrigérés. Ils sont plus riches en vitamine C. Et au goût, la note de « cuit » que l'on retrouve dans la plupart des jus de fruit classiques s'efface. Parmi les incontestables réussites de ces jus réfrigérés se trouve le Sanguinello de Frutiva, seulement disponible à la vente durant le printemps et l'été. C'est que les oranges sanguines de Sicile qui le composent sont une denrée trop rare pour que les cinq sociétés qui en font commerce

préfèrent ne pas travailler à partir d'un pur jus, mais d'un produit « ABC », à base de concentré. Sur le lieu de la récolte, le jus est passé dans un évaporateur où 80 % du liquide extrait du fruit part en vapeur. Seuls les 20 % restants sont transportés et ce n'est qu'au moment de la fabrication du jus définitif que l'on rajoute la quantité exacte d'eau que l'on avait d'abord enlevée. Qui dit évaporation dit cuisson: travailler ces jus de fruit ca réfrigérés se justifie-t-il alors? Seul le jus de pomme à cette marque parvient à nous en convaincre.

Guillaume Crouzet

\* Sanguinello de Frutiva, 17 F environ le litre. Jus de pomme Minute Maid, 11,50 F environ le litre.

## BOUTEILLE

### Premières côtes-de-bordeaux rouge AOC

#### Cuvée Jean-Baptiste Dudon

■ Le château Dudon est situé à une vingtaine de kilomètres de Bordeaux sur la commune de Baurech, qui surplombe la Garonne et la plaine des Landes. Au lointain, l'horizon se confond avec les pins de la forêt des Landes. Poussés par le négoce, les viticulteurs de la région avaient renoncé à l'appellation spécifique, se satisfaisant de produire un bordeaux générique. Jean Merlaut a relevé le défi et, depuis 1989, produit une cuvée spéciale vieillie en barrique. La vinification est traditionnelle avec utilisation de la thermorégulation des cuves. D'emblée, le premier millésime présente un nez complexe de fruits cuits, de tabac et d'épices. Les tanins sont fondus et, en bouche, la finale aromatique est longue et savoureuse. Le 1993 (32 F la bouteille) est intense par sa couleur et son nez épicié; des arômes grillés donnent au palais une impression ample et gracieuse. La bonne affaire est l'achat en primeur du millésime 1996: 210 F TTC la caisse de 12 bouteilles, mais qu'il faudra savoir attendre un peu.

\* Cuvée Jean-Baptiste Dudon. Premières côtes-de-bordeaux (1996): 17,50 F TTC la bouteille en primeur. Châteaux Dudon 33880 Baurech, tél.: 05-56-21-31-51, télécopie: 05-56-21-33-95.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrot

#### LA BOUTIQUE JAUNE

■ Epicerie fine et dégustation. L'ambition est modeste, les produits de l'Ouest - Bretagne et Pays basque - excellents. C'est l'assiette bretonne (80 F) avec le roulé de porc fumé, l'andouille fine de Guéméné, le pâté de porc doré au four, le saucisson et le pâté de sanglier; le tout accompagné d'un verre d'amphibolite ou d'une demi-bouteille de cidre fermier. Du Pays basque viennent jambon cru (ibalona), chorizo et lomo (filet mignon séché au piment d'Espelette): 80 F avec un verre de madiran ou de mauzac vert. Quelques salades, des maquereaux en marinade, la délicieuse assiette de poissons fumés et le brebis d'Ossau iraty (AOC). Quelques tables, pas de plats chauds; le soir, on grignote des « tapas » à la française. Accueil simple et charmant. Vente à emporter. Compter 100 F.

\* Paris, 58, rue Henri-Barbusse, 75005, tél.: 01-40-46-05-90. Fermé dimanche. Ouvert de 10 h 30 à 20 h 30 du lundi au vendredi. Le samedi de 10 h 30 à 14 heures.

### Brasserie

#### REGENCY 1925

■ C'est ici l'une des bonnes tables, quelque peu méconnue, des bords de la Marne, tenue par Michel Croisille, un chef épanté. A côté du restaurant, plutôt chic avec son jardin intérieur, quelques salles sont réservées à la « brasserie » où l'on sert, venus des mêmes cuisines, des plats du jour à 75 F: filets de rascasse, picatons de veau, escalopes de saumon à l'oseille; de belles grillades, quelques salades aussi, dont une « aux idées nouvelles »: langue, cervelle, émincé d'avocat, pommes, champignons et baies roses en vinaigrette. De petits vins - en pichet -, beaunois, rosé, muscadet. A la brasserie, compter 150 F. Au restaurant: menu suggestion 140 F. Carte: 240 F.

\* La Varenne-Saint-Hilaire, 96, avenue du Bac, 94210, tél.: 01-48-83-15-15. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

**PARIS 5°**  
\* **SUSAN'S PLACE**  
Tex Mex  
PRIX EUROPEEN DU MEILLEUR CHILI CON CARNE  
\* Menu d'été pour le TEXAS MACHOS  
\* Plats végétariens mexicains  
\* 61, rue des Ecoles (côté St-Michel)  
\* 01.43.54.23.22 - Soir jus 23h15  
\*\*\*\*\*

**PARIS 5°**  
L'INDE SUCCULENTE  
\* **MAHARAJAH**  
72, bd St-Germain 5°  
Menus 127 F - 169 F  
01.43.54.26.07 / T.L.J.

**PARIS 6°**  
\* **Yuganij**  
«... l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde»  
La Mère Indienne  
A midi le Delhi-Express 130 F  
Carte environ 180 F à 190 F  
14, rue Dauphine - 01.43.24.44.91  
Fermé lundi midi

**PARIS 7°**  
\* **LES EMBRUNS**  
«Une brasserie marine, avec tous d'huîtres et crustacés qui se s'attachent une clientèle habituée de se retrouver». J.C. Ribaut  
Bar pour 2, Turb pour 2, langoustes, homard et les meilleurs poissons saumon arrivage.  
Platons de fruits de mer et huîtres.  
Menu à 115 F midi et 140 F soir, dessert.  
Menu 130 F. Carte 220 F - T.L.J. jusqu'à 23h15.  
73, av. de Suffren - Tél. 01.47.34.98.58

**PARIS 7°**  
CUISINE TRADITIONNELLE  
«Le Bistrot de Breteuil»  
Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité-prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là: 182 F, apéritif, vrai vin de propriété (1 bouteille pour 2 personnes), café. Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, asperges sauce mousseline, carré d'agneau, cœur de rumsteak, haddock florentine, 1/2 homard frais (sup. + 20 F). Carte des desserts. Repas d'affaires. 177, 3, place de Breteuil - PARIS 7e  
Tél.: 01.45.57.57.27 - Fax: 01.42.73.11.08.

**PARIS 9°**  
\* **TY COZ** 01.48.78.42.95/34.61  
35, rue St Georges  
POISSONS - CRUSTACÉS  
FRUIT DE MER  
Menu de la «Mer» le soir: 170 F  
Fidm, lundi soir - Climatisé

**PARIS 9°**  
\* **NEW BALAL**  
Restaurant indien et pakistanais  
«Laurier d'or. Marmite d'or»  
reconnu par des guides prestigieux.  
Prix de l'Opéra. Salle climatisée.  
25, rue Talbot - Tél. 01.42.46.53.67

**PARIS 11°**  
\* **LES RESTAURANT**  
\* **LES LATINO**  
BOULEVARD LAFAYETTE - PARIS 8°  
COMME ON AIME LE RACIN  
CARRIAGE MUSICAL  
45 rue St Sébastien 75011 Paris  
Tél.: 01.43.55.55.12

**PARIS 12°**  
Face au port de la Bastille  
\* **LE MANGE TOUT**  
Cuisine traditionnelle.  
Menu d'été 150 F (vin compris)  
Menu du jour 99,50 F - Carte 150/200 F  
24, bd de la Bastille - Tél. 01.43.43.36.15  
Le soir - Service après OPERA et Spectacles

**PARIS 12°**  
\* **LE CHALET DU LAC**  
DE SAINT-MANDE  
A l'orée du bois de Vincennes derrière la Mairie de St-Mandé, à 5 mn de la Place de la Nation.  
Déjeuner ouvert toute l'année, le Chalet du Lac de Saint-Mandé vous accueille tous les jours dans ses salons ou sur ses terrasses bordées de fleurs. A découvrir à la carte le gaspacho andalou, les grillades au barbecue, la crème brûlée à la vanille... Le menu à 105 F v.c. (entrée 65 F) vous permet l'accès à la piste de danse les vendredis et samedis soir et les dimanches midi.  
T.L.J. Plancher - Réservé: 01.43.28.09.89

**PARIS 14°**  
Face à la gare MONTPARNAISE  
\* **L'ATLANTIQUE**  
«Une vraie brasserie à l'ambiance confortable, des plats de jour, un service impeccable, signent l'atmosphère d'un tel restaurant J.C. Ribaut»  
Formule 99 F (avec plat du jour)  
Menu tout compris 150 F - Carte  
Banc d'huîtres et Fruits de mer.  
Petit déj, à partir de 6h. OTJ jusqu'à 2h.  
37, rue du Départ - Tél.: 01.43.20.83.62

**PARIS 17°**  
\* **Il était une oie dans le Sud-Ouest**  
Restaurant - Boutique  
Produits du sud-ouest «Bibine»  
menu dégustation: 150 F  
8, rue Gustave Flaubert - 01.43.80.18.30

**92 NEUILLY**  
\* **PARIS NEUILLY**  
Maison CROS depuis 3 générations  
«3 spécialités d'origine la viedme, la saucisse fraîche ou croustie à l'ail, le chou farci, garni à l'ail, et le confit de canard aux plantures et ail, naturellement». J.C. Ribaut - Carte 160 F  
1 Place Parmentier - 01.46.24.94.01  
Fermé le soir et le dim. Salon de 20 pers.

Retrouvez chaque semaine la rubrique GASTRONOMIE  
enseignements au 01.42.17.99.44 (Fax: 01.42.17.39.25)

## MOTS CROISÉS

1 2 3 4  
5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

HORIZONTAUX  
1. La...  
2. ...  
3. ...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...  
12. ...  
13. ...  
14. ...  
15. ...  
16. ...  
17. ...  
18. ...  
19. ...  
20. ...  
21. ...  
22. ...  
23. ...  
24. ...  
25. ...  
26. ...  
27. ...  
28. ...  
29. ...  
30. ...  
31. ...  
32. ...  
33. ...  
34. ...  
35. ...  
36. ...  
37. ...  
38. ...  
39. ...  
40. ...  
41. ...  
42. ...  
43. ...  
44. ...  
45. ...  
46. ...  
47. ...  
48. ...  
49. ...  
50. ...  
51. ...  
52. ...  
53. ...  
54. ...  
55. ...  
56. ...  
57. ...  
58. ...  
59. ...  
60. ...  
61. ...  
62. ...  
63. ...  
64. ...  
65. ...  
66. ...  
67. ...  
68. ...  
69. ...  
70. ...  
71. ...  
72. ...  
73. ...  
74. ...  
75. ...  
76. ...  
77. ...  
78. ...  
79. ...  
80. ...  
81. ...  
82. ...  
83. ...  
84. ...  
85. ...  
86. ...  
87. ...  
88. ...  
89. ...  
90. ...  
91. ...  
92. ...  
93. ...  
94. ...  
95. ...  
96. ...  
97. ...  
98. ...  
99. ...  
100. ...







CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997

**MUSIQUE** Voilà trois ans que le rappeur français MC Solaar, millionnaire du disque après le succès de ses albums précédents, *Qui sème le vent* (1991) et *Prose*

*combat* (1994), préparait son troisième album. ● VOICI donc *Paradisique*, dont il a écrit tous les textes sur des musiques d'Hubert Blanc-Francard et de Philippe Zdar, mais en l'absence,

pour la première fois, de Jimmy Jay, son DJ d'origine. ● PASSIONNÉ par le verbe, qu'il soit sacré (la Bible), poétique (Pérec, Ponge) ou prosaïque, Claude MC paraît vouloir s'inscrire

plus résolument dans la lignée des chanteurs dandys de la bonne tradition française - Gainsbourg, Dutronc - plutôt que dans celle des rappeurs-tchatcheurs en prise avec le contexte

politique et social contemporain, comme NTM ou IAM. *Paradisique* marque bien cette distance très raisonnée du rimeur de Villeneuve-Saint-Georges âgé de vingt-six ans.

## MC Solaar, héritier rappeur du dandysme à la française

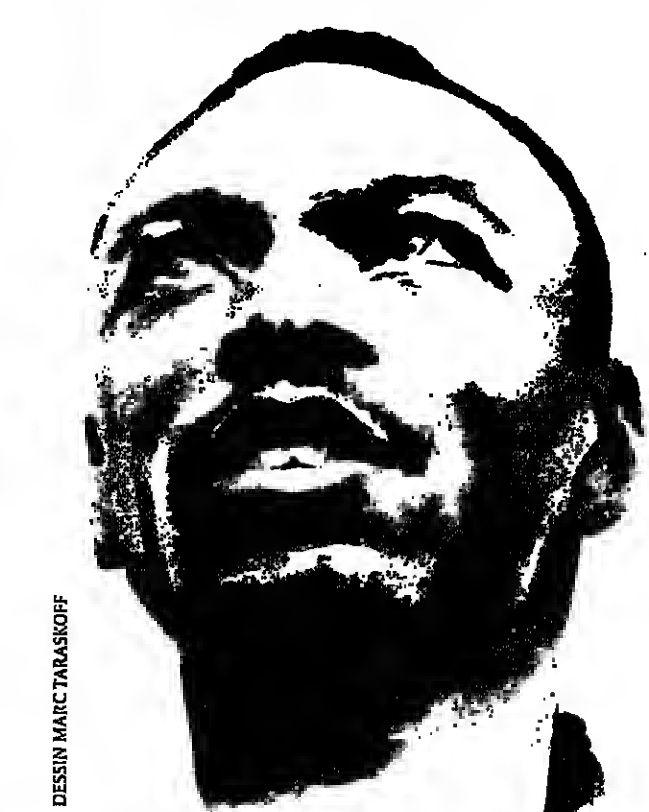
Après trois ans de silence, le rimeur de Villeneuve-Saint-Georges publie son troisième album, « Paradisique », nouvelle variation virtuose sur le langage et la littérature qui éloigne son concepteur du camp des chroniqueurs du social et politique

SI LA RÉUSSITE de MC Solaar est celle d'un mouvement, elle tient beaucoup aussi à l'art de s'en démarquer. Avec l'enthousiasme du fan et l'attention du parrain, le rimeur de Villeneuve-Saint-Georges continue de consommer avidement les productions du hip-hop français. Comme peu d'autres, il est capable d'en décrypter la richesse d'un genre qui, depuis trois ans, a progressé sans lui. Longtemps repoussé, *Paradisique*, son troisième album, est un événement qui dépasse pourtant l'univers référencé du rap. Millionnaire du disque grâce à ses précédents opus, *Qui sème le vent* (1991) et *Prose combat* (1994), Solaar dépasse l'audience habituelle des tchatcheurs banlieusards. À l'écoute de ses nouveaux morceaux - enregistrés, pour la première fois, sans la complicité de Jimmy Jay, son DJ d'origine -, on observe que ce jeune homme de vingt-huit ans s'éloigne encore de l'univers qui l'a enfanté. A un moment où le rap français ne cesse de gagner en pertinence, son chef de file rejoint-il le camp de la chanson ?

**MOTS MALINS**  
A ses débuts, au milieu des années 80, le hip-hop hexagonal a tendu quelques perches aux cartonnages. Prisonnier de son admiration pour les pionniers américains, il a d'abord retranscrit sans finesse leurs codes vestimentaires, leurs tics musicaux et linguistiques. A première vue, Solaar a satisfait aux critères d'usage : jeune black né à Dakar en 1969 de parents tchadiens, au pseudonyme américanisé (de son vrai nom Claude M'Barali), leader d'une bande (le 500 One Possel de banlieue (Villeneuve-Saint-Georges))... Mais ce footballeur doué prend les clichés à contre-pied. Les voyages (dont un an passé en Égypte), les études (langues étrangères appliquées), sa famille, des rencontres (les copains du 500 One Full Force, plus collectif artistique que gang urbain) ont forgé un don. Celui des mots malins et de la nonbalance. Son agilité verbale a séduit ceux qui n'attendaient du hip-hop qu'une agression monocorde. Auteur-rappeur, il manie les degrés et les sonorités avec une verve réjouissante. Plus qu'un épigone des groupes américains, cet athlète aux yeux doux n'est-il pas le plus bel héritier d'une tradition française de dandys détachés, adeptes du double tranchant, tels Serge

Gainsbourg, Jacques Dutronc ou Nino Ferrer ? De ses chansons aux entrées multiples, on peut aimer l'humour vachard, le sentimentalisme, les jongleries rythmiques, mais également le recul que cachent son indolence, l'intelligence de la distance. Derrière l'ironie, la conscience. Mais ce rap cool a aussi ses effets pervers. À la suite de Claude MC, la France s'est spécialisée dans le groove ludique jusqu'à en faire une marque de fabrique. Parfois pour le meilleur (Menelik, Alliance Ethnik), souvent pour le pire (Réciprok, Soon E MC). Après avoir longtemps œuvré en solitaire, les sulfureux NTM se sont découverts des héritiers. Depuis deux ans, le rap français a durci un discours plus ancré dans le social et l'antagonisme des rapports entre jeunesse et autorité.

**● BONNES VIBRATIONS**  
Contrairement à beaucoup d'idées reçues, la rudesse nouvelle du rap local ne se contente pas d'une mécanique étroite (rage-haine-malaise des cités). « Beaucoup ont intégré ce qu'on me reprochait ou début, constate Solaar. Même quand ils décrivent les choses les plus dures, des groupes comme les X Men, 2 Bal'2Neg' ou Mr R n'oublient pas le jeu des mots. Contenu social n'est pas synonyme de rap hardcore. » Maîtrise conceptuelle, humour et ingéniosité poétique enrichissent l'énergie de l'indignation. « C'est en se livrant à l'introspection que le rap a progressé », ajoute notre spécia-



DESIGN MARC TARASOFF

liste. Cette propension à oser l'intimisme fait aujourd'hui l'excellence des rimes d'IAM, NTM, 2 Bal'2Neg', Akhenaton, Doc Gyneco, Rocca ou Passi.

Solaar allait-il à son tour se coler au réel ? Étrangement, *Paradisique* est resté à peu près insensible à ces évolutions. « J'ai connu

me souviens de Georges Pérec. L'un d'eux racontait l'histoire de ma mère, femme de ménage hobbant Evry, ont cherché des sacs de semoule à l'outre bout de Paris. [Il chante : "Élevé aux sacs de riz de 50 kilos, portés par ma mère dans train, bus et métro..."]. C'était trop triste. J'ai tout brûlé. Je préfère transmettre de bonnes vibrations. » Le rap peut-il se passer de l'urgence ? « Je n'ai jamais eu cette urgence, avoue-t-il. L'urgence oblige à se focaliser sur un thème ombiont. Je n'aime pas être dans l'action, je préfère la distance. Ça ne m'a pas empêché d'écrire des chansons "sociales" comme Armand est mort, La Concubine de l'hémoglobine. Les pensées sont des flowers ou Le Sens de la vie. Mais il ne s'agit pas de prêcher des convaincus. »

### LE HASARD DICTE SA LOI

Pour Hubert Blanc-Francard, vieux complice et compositeur avec Philippe Zdar des chansons du nouvel album, « le défaut majeur de Claude est sa difficulté de communiquer des choses qui le touchent au cœur, à cause de sa pudeur - et aussi peut-être son succès ». D'où l'impression parfois d'une consensualité un peu molle et d'une légèreté qui ressemble à une fuite. Interrogé récemment par *Le Figaro*, Solaar disait ne pas beaucoup s'intéresser à la politique, ne pas se préoccuper de sa carte d'électeur. Un peu plus tard, il déclarait au magazine *Les Inrockuptibles* qu'il votait à gauche... Son engagement, Claude M'Barali

le réserve à la langue française. Sa voix tranquille s'échauffe, ses yeux s'illuminent à l'évocation d'un verbe, d'un roman ou d'un dictionnaire. Sa jouissance et ses obsessions se concentrent dans l'élaboration de ses rimes et de ses mots. Pendant trois ans, il n'a cessé de brasser les concepts. Fasciné par la Bible, les théories du complot ou la notion d'*illuminati*, cette idée de plus en plus présente dans la culture noire américaine que le combat est moins racial que psychique. Le hasard dicte sa loi.

« L'autre jour, je feuilletais un ouvrage dans une librairie esotérique. Je regarde ou 5 mors, mon anniversaire, la phrase du jour : "L'action est une goutte d'or". Wouu ! Comment ne pas être inspiré par cette poésie ? » Plus Pérec, Oulipo ou Ponge que Public Enemy, Claude poursuit sa quête formelle. « Je viens de découvrir un truc fort que je veux vite formaliser. Dans un nouveau morceau, Onzième commandement, j'enchaîne les scènes d'action en changeant à chaque séquence de rimes internes, de type d'ombrages et de champ lexical. Le rythme en devient d'autant plus holetant. » Le syndrome du professeur ou de l'éternel étudiant ne risque-t-il pas de le couper de la vie vaine ? Solaar plus près de l'université que des cités ? « Je peux encore passer des nuits entières avec les racailles du 18<sup>e</sup> arrondissement. Décanter et porter verlan. Mais je n'ai jamais été capable de l'orthographe. »

Stéphane Davet

## Abécédaire d'un tchatcheur en armure de mots

● Saint-Georges terrassant le dragon. MC Solaar ne veut être ni Kurt Cobain, le leader suicidé du groupe Nirvana, ni Florence Rey, la jeune survivante de la fusillade sauvage du cours de Vincennes. Il le dit. Il n'est attiré ni par le suicide ni par la purification par les armes. Claude MC a des visions paradisiaques - une fois admis le précepte de base : « Mo tour est plus belle que celle de Babel... A chacun son paradis. » L'idée biblique, revendiquée, rend sa prose aérienne. Les premiers mots de son nouvel album et son titre vont à l'imagination angélique : « Viens dans les quartiers voir le paradis/ Où les anges touchent le RMI... Si les anges ont des ailes ici les gosses violent/ Demande à Interpol » (*Paradisique*). Solaar combat par la prose, pour « protéger les gosses de la pluie » quand ils sont livrés à eux-mêmes dans un monde machiavélique.

Le bien affronte le mal, le négatif affronte le positif. Injustices crasses, trahis-

sons politiques. Le ver (l'argent) est dans le fruit (la jouissance) : « Jésus fut vendu pour trente deniers/ Aujourd'hui judas par les foules est adulé/ Adom, Eve, le serpent ménétaire est là/ Il rampe là quand le soleil devient froid » (*Quand le soleil devient froid*).

« J'ai rêvé [version contemporaine et française du *I have a dream* de Martin Luther King], dit encore MC Solaar, d'un monde où le cash n'est pas roi/ Un monde Dagobert contre un monde Saint-Eloi. »

● Boucliers et armures. Pour reconstruire la société, rétablir le lien entre les univers disparates des intellos, critiques, cultureux et des minots de banlieue, MC Solaar a mis à sa disposition une panoplie - des noms, des objets. Le Bic, le bateau de « Flo Artaud », les beepers, les scooters, les zooms, les sumos, les vases Ming, les Nike, les fraises Tagada, les DC-10, Bokassa, les bonnes femmes de gaz : tout, MC Solaar s'approprie tout. Mais il ne zappe pas, il relie, presque magiquement. Il met en scène le

PMU de Pierrette Brès et la bière Bavaria, tirée des fonds de cuve - baute teneur en alcool, 8,6°, d'où son surnom, goût amer et petit prix -, avec laquelle les jeunes s'éclatent la tête « quand ils se retrouvent le soir sans rien faire dans leurs survets ». L'élégance des textes de MC Solaar tient à ces sauts de sens et d'images, ces ellipses perpétuelles et ce non-respect des chronologies ou des géographies (Marie-France Cubada et Tina Kieffer, Staline et Stallone, l'Hotel Piazza et la bande de Gaza).

Le charme de ses textes - mais aussi, parfois, la facilité - se nourrit des jeux de mots (« Les moux par les mats, c'est ainsi que guerit/ Le guerrier guerri »). La lecture (pour *Paradisique*, Umberto Eco arrive en tête du hit-parade) côtoie le cinéma américain (*Scarface*, *Usual Suspects*) et la télé-poubelle (Lova Moor).

● L'épuisement du guerrier. MC Solaar, en bon rappeur, se met en scène, fonce dans l'ego-trip, se dilue, s'isole (« Je suis le

102<sup>e</sup> dolmotien », se réduit, se modifie. « Ludique sur le Bic, unique, je reste honi/ Et les basketteurs s'efforcent pour atteindre Laarso [Solaar en verlan]... Le monde est plein de molodes, contre ces salades/ Le négro à plateau applaudit par Platon se balade... Le divin, comme Solaar, o condamné l'ort sot » (*Tournicoti*).

Le flip, c'est le flipper : être la balle. Dans un monde où « Escobar est aussi vénéré que Jésus-Christ », il faudrait éviter. « Évite les bumpers/ Du tilt j'ai peur, comme un grand joueur... » Le « négro-parigot » veut échapper à son rôle, à la façon des sumotoris qui révent de saut à la perche. Il s'aère. Claude MC, l'observateur, préfère la distance à la bombe. Le guerrier urbain, favorisé par sa bonne fortune, souhaite du repos. « Dieu, demande le Laarso-thérapeute » à son camarade de jeu, prépare-moi un joccuzi !

Véronique Mortaigne

## Boom Bass et Zdar, une paire de bricoleurs

### Légèreté superficielle et idées fortes

Les rappeurs sont aujourd'hui les meilleurs paroliers de la chanson française. MC Solaar y est pour beaucoup. Pourtant, à la première écoute, l'épreuve du troisième album et la compétitivité grandissante du rap français se sont révélées un peu lourdes pour le plus consensuel de nos tchatcheurs. La légèreté qui fit sa force le fait fléchir trop superficiellement entre calembours sans conséquence (*Les boys bandent*) et références people (Naomi, Claudia, Inès...). Le showbiz n'aurait-il gâché ? A force de fuir les slogans, de redonner la mise à nu, Claude a-t-il encore quelque chose à dire ? La réécoute, voire la relecture ouvriront des chaos-trappes dans ce tapis moelleux. Ses meilleurs morceaux - *Paradisique*, *Daydreamin*. Les pensées sont des flowers, Quand le soleil devient froid - avancent masqués. Son amour du verbe, ses circonvolutions agiles, camouflent des idées fortes qu'on n'hésitera pas à décortiquer. ★ *Paradisique*, 1 CD Polydnr. Sortie le 16 juin.

ON IGNORE souvent que l'engouement suscité en ce moment à l'étranger par la techno française a démarré avec MC Solaar. Tout en constatant la maturité du rappeur et l'habileté de son DJ de l'époque, Jimmy Jay, les Anglo-Saxons avaient surtout remarqué l'apport d'un duo de bidouilleurs de studio - Hubert « Boom Bass » Blanc-Francard et Philippe « Zdar » Cerboneschi - baptisé La Funk Mob, capable de distiller des ambiances inédites. Un peu plus tard, en 1994, un label britannique, Mo'Wax, se chargeait de populariser en tant que telle cette paire d'alchimistes en publiant leur premier maxi, *Les Tribulations extra-sensuelles*, qui, avec ceux des Daft Punk, inauguraient outre-Manche la vogue de la french vibe.

Lors de ses deux premiers albums, Claude M'Barali aimait s'entourer de l'immense bande (entre vingt et trente personnes) de sa fratrie hip-hop. Pour composer et enregistrer *Paradisique*, Solaar a décidé cette fois de ne confier sa musique qu'à Boom Bass et Zdar. Complices des premiers disques, La Funk Mob ne faisait pas partie du Posse. « En 1991, se souvient Hubert, j'étais directeur artistique, ou-

vert par nécessité à beaucoup de formes musicales dont le hip-hop qui, en France, devenait vraiment excitant. Je suis allé faire un tour au Studio 30 où Philippe bossait sur Bouge de là, le premier single de Solaar. J'ai travaillé sur un remix. Nous ne nous sommes plus quittés. » Fils d'un des plus célèbres réalisateurs artistiques français, Dominique Blanc-Francard, cofondateurs des Enfants du rock, Hubert s'est souillé de musique avant de savoir marcher.

Agé de trente ans comme son compère, Philippe a commencé comme batteur de bard rock avant de passer aux manettes. Epris de liberté, ces bricoleurs insatiables ont vite multiplié les projets. Non content de suggérer à Solaar les sonorités les plus jazzies de son répertoire, non content d'expérimenter sous le nom de La Funk Mob les prémices du trip-hop, Hubert s'est saisi à la production de son frère, Mathieu - plus connu sous le nom de Sinclair - pendant que Zdar, passionné par l'énergie extatique de la house, enregistrât avec un autre complice, Étienne de Crécy, sous le nom de Motorbass, un des meilleurs albums du genre, *Pansoul*.

De longs mois, dans le luxe d'un

budget de production très confortable, le duo s'est ensuite consacré à leur copain Claude. Si elles s'éloignent des tics de la plupart des bandes-son hip-hop, les mélodies de *Paradisique* ont privilégié une malice et une langueur très soft. « Pour Claude, explique Hubert, nous avons travaillé sur mesure, comme des tailleurs. L'aspect trip-hop techno ne le branchait pas trop. Avec Philippe nous avons décidé de mettre ses textes en avant, de composer des musiques plus intemporelles. Avec le recul, je regrette de ne pas avoir tenté deux-trois choses plus étranges. Mais l'obligation de réussite était tellement énorme ! »

La prise de risque, Boom Bass et Zdar l'assumeront sans doute mieux dans leurs groupuscules à géométrie variable. Nouveau propriétaire d'un studio, Hubert se consacrera bientôt aux productions de La Funk Mob. Sous le nom de Cassius, le duo s'aventurera dans la house le temps d'un maxi. Avec Étienne de Crécy, Philippe a sur le feu deux nouveaux projets : un album très attendu de Motorbass et un autre, plus hip-hop, baptisé *La Chatte rouge*.

S.D.

L'âge d'or du dessin allemand

Holbe



16	HU 25
17	JEITE MOON
18	WINTON
19	WINTON
20	WINTON
21	WINTON
22	WINTON
23	WINTON
24	WINTON
25	WINTON
26	WINTON
27	WINTON
28	WINTON
29	WINTON
30	WINTON
31	WINTON
32	WINTON
33	WINTON
34	WINTON
35	WINTON
36	WINTON
37	WINTON
38	WINTON
39	WINTON
40	WINTON
41	WINTON
42	WINTON
43	WINTON
44	WINTON
45	WINTON
46	WINTON
47	WINTON
48	WINTON
49	WINTON
50	WINTON



**AMP** Présente avec **RMÇ**

**EN CONCERT EXCEPTIONNEL !**

**ROSTROPOVITCH**

ROSSINI  
(Jalisco à Alper)  
HAYDN  
(Concerto en ut majeur)  
SIBELIUS  
(Violoncelle)  
BARTOK  
(Les deux Roumains)  
TCHAIKOVSKI  
(Violoncelle)

**Le Violoncelle du Siècle**

accompagné par  
**L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS**  
Direction : **PHILIPPE BENDER**

**20 JUILLET 1997 - 21 H.30**  
**ARENES DE NIMES**

LOCATIONS :

FNAC - GARREFOUR - FRANCE BILLET - GBS (Collectivité) 01 48 78 32 80  
NIMES : ARENES 04 66 57 59 59 et FNAC  
MONTPELLIER : BACKSTAGE 04 67 52 52 50 et FNAC  
TICKET PLUS (VENTE PAR CORRESPONDANCE) : 01 49 67 50 50  
0115 FNAC / 0116 FNAC / 0115 BACKSTAGE

**FNAC** **Garrefour** **France Billet** **GBS** **Midi Libre** **ARENES** **Backstage** **Ticket Plus**



صكنا من الامل

## Dennis Hopper, le touche-à-tout

Connu comme cinéaste et acteur, l'Américain expose ses photographies au Printemps de Cahors

**PRINTEMPS DE CAHORS.** Place Champollion. Tél. : 05-65-35-30-05. Vingt-cinq expositions jusqu'au 22 juin. Nocturnes, les 13, 14 et 21 juin. Catalogue : 82 pages, 120 francs.

### CAHORS

de notre envoyé spécial

C'est un miracle de la drogue et de l'alcool, qui déambule, heureux comme un jeune homme de soixante et un ans, dans les rues de Cahors (Lot). Dennis Hopper a brûlé ses ailes dans les années 60 et 70, combattant acharné de l'establishment, de la guerre du Vietnam, témoin attentif des ghettos urbains, compagnon de route du mouvement pop, dont on retrouve quelques visages dans l'exposition-phare du Printemps de Cahors.

On connaît le réalisateur, de *Easy Rider* à *Hot Spot*. L'acteur est aujourd'hui célèbre, notamment après *Apocalypse Now* (Coppola), *Blue Velvet* (David Lynch) ou *Basquiat*, de Schnabel, où, comme s'il appartenait déjà à l'histoire, il joue son propre rôle. L'artiste - photographe, sculpteur, peintre, installateur, performeur - est moins connu, et c'est dommage.

L'exposition au Musée Henri-Martin de Cahors donne un large aperçu de son parcours photographique. Au premier étage, sa chronique du mouvement pop dans les

années 60 ; au rez-de-chaussée, son travail plus récent sur la violence urbaine, où les tags et graffitis de gangs, parfois photographiés, parfois pris en vidéo et imprimés, sont associés aux gestes brutaux du peintre. Et renvoient à ses films, comme *Colors*, durant lequel, il isolait, à l'aide d'un ordinateur, des images filmées d'arrestations et d'agressions, pour les installer au mur.

Difficile de démêler le fil dans l'œuvre de Dennis Hopper tant il a touché à tout, faisant dialoguer les genres : « C'est le même artiste qui a réalisé *Easy Rider*, un film pop, et l'artiste tactile. » Mais il reconnaît : « Ma carrière est bédoulière. » Dennis Hopper est né le 17 mai 1936 à Dodge City (Kansas), une région agricole. Rêvant « de montagnes et d'océan », il les découvre à treize ans. Déception. « Les montagnes, je les imaginai bien plus hautes et l'océan, je pensais voir la Chine au bout. » Il en tire une conviction : « Il fallait créer man propre monde, le diffuser tous azimuts. »

Il découvre tout : poésie (il découvre Rilke et remporte un concours de déclamation à San Diego), peinture (expressionnisme abstrait), sculpture, théâtre. Schizophrénie d'un artiste qui ne sait pas choisir ? Jamais à court de formule, il éclate de rire : « La schizophrénie, c'est de vouloir être artiste, surtout dans une ville comme Los Angeles où, dès que vous parlez d'art, on vous indique l'ascenseur. »

Son premier contact avec la photographie remonte au collège, en 1952, quand il découvre les « images à la sauve » d'Henri Cartier-Bresson. « J'ai été bluffé par le mouvement, l'acte-t-il, admiratif. J'ai compris qu'il était possible d'attraper tout ce qui bouge. » Il est aussi attiré par les images de Siskind et de Callahan, dont les formes captées dans la nature renvoient à la peinture abstraite américaine.

### DOUBLE INFLUENCE

Les photos de Hopper sont au croisement de cette double influence, entre profondeur et surface, instantané et contemplation, réalité et abstraction. Il a ainsi collé au boulevardement de l'art américain entre les années 50 et 60, il rencontre James Dean - avec qui il

joue dans *Lo Fureur de vivre* et *Géant* - qui lui suggère de « prendre des images pour bien regarder le monde ». Il photographie comme il mange, boit, joue, vit et utilise « le quotidien comme un accessoire ». Un coup du sort vient renforcer sa plongée réaliste : trois cents de ses peintures abstraites sont détruites dans un incendie. « J'étais anéanti, mais, ajoute-t-il en rigolant, il y avait un sacré paquet de mauvaises peintures. »

Au même moment, il découvre le mouvement pop américain. « Ils étaient jeunes, faisaient leur première exposition, parlaient des objets de leur environnement. Ils étaient dans le vrai car ils marquaient un retour à la réalité après trois générations d'abstraction. » Warhol, Hockney, Lichtenstein, Oldenburg, Rauschenberg, Johns, ils sont tous là, mais aussi les nouveaux réalistes européens, comme Martial

Raysse, Niki de Saint-Phalle et Tinguely. Ces portraits frais, sans effet ni pathos, viennent s'entrechoquer avec des clichés de Martin Luther King, de marginaux, routards de la Beat Generation.

Parallèlement, Dennis Hopper développe une œuvre d'artiste conceptuel. Il agrandit ses photos, introduit des empreintes, des objets, collabore avec Martial Raysse, peint comme un tagueur. Quoi qu'il fasse, Hopper sait qu'il sera d'abord connu comme acteur. C'est la raison pour laquelle, un jour, il a fait venir quelques groupes sur un terrain vague, s'est entouré de bâtons de dynamite qu'il a fait exploser tout en faisant filmer la performance. « Personne ne peut imaginer que vous sortiez vivant d'une telle explosion. » Hopper, ouï.

Michel Guerrin



« Billy Al Bengston », de Dennis Hopper (1964).

## Les pianistes Viv McLean et Gianluca Cascioli opposent le velours et l'enclume

Viv McLean (piano), œuvres de Chopin, Beethoven, Medtner, Ravel, Gershwin, Festival de Melle (Deux-Sèvres), le 29 mai. GIANLUCA CASCIOLI (piano), œuvres de Beethoven, Debussy, Schumann, Piano quatre étoiles, Salle Pleyel, Paris, le 2 juin.

Tout les oppose : le Britannique Viv McLean (vingt-quatre ans) est inconnu, il n'a signé aucun disque. Joue prudemment un répertoire « classique » : l'italien Gianluca Cascioli (dix-sept ans) est propulsé par Deutsche Grammophon et se plaît à jouer un répertoire excentrique et escarpé. On ne parlerait probablement pas tant de ce jeune homme fort en thème s'il n'avait gagné le premier prix du concours Umberto Micheli en 1994 et si DG ne lançait à grands frais deux récents (2 CD séparés 447 766-2 et 453 422-2) où Ligeia et Boulez cotoient Beethoven et Busoni. Pollini le suit à la trace, Boulez lui fait des lettres de recommandation sur papier glacé à l'effigie de l'Arcam : à dix-sept ans, on souhaite à Cascioli d'avoir les épaules solides.

Solide est sa technique, assurément. D'acier, même. Mais les doigts sont de plomb. Sa sonorité est quelconque, souvent dure ou soudainement blême. Dans le second livre des *Images*, de Debussy, il construit un monde d'une fluidité comme lyophilisée. Un Debussy osseux en dégradés de gris. Dans la *Fantaisie op. 77*, de Beethoven, Cascioli tape du pied violemment, agresse la pédale, fouette, griffe son piano. Il joue les traits si vite qu'on n'entend pas les notes.

Aucune phrase musicale n'est assez intelligente et « moderne » pour le jeune italien : au disque, il faut l'entendre refuser le chant au choral de Bach *Nun komm der Heide Heiland*, transcrit par Busoni, en l'affectant de multiples aspérités. Il en va de même pour les *Bagatelles op. 126*, de Beethoven, dont, au concert et au disque, il désintègre les lignes, engule les tempi, surpasse les audaces. Schumann prescrit-il de jouer *legatissimo* le début des *Etudes symphoniques op. 13* que Cascioli en égrené superficiellement les premiers accords arpeggiés. L'énergie presque sexuelle qu'il met à agresser son clavier devra trouver d'autres exutoires. On souhaite aussi à Gianluca Cascioli que DG lui laisse le temps de passer du statut de jeune prodige surdoué à celui de musicien au service de la musique, et non au service de l'idée qu'il se fait de la musique.

### SINGULARITÉ ÉTONNANTE

Viv McLean nous avait paru, l'an passé à Londres (*Le Monde* du 26 juin 1996), d'une singularité étonnante. Nous lui avions souhaité d'être invité par « les décideurs français venus l'entendre » ; aucun d'entre eux n'a cru bon de le faire à ce jour, et le mérite de ce premier concert en France revient à l'attachant Festival de Melle (Deux-Sèvres). Les organisateurs, bénévoles et d'une remarquable courtoisie, n'ont qu'une église romane à proposer, magnifique mais très sonore.

L'intelligence de Viv McLean a été de s'adapter au lieu. Il a d'emblée dialogué avec cette acoustique large, négociant des fondus-enchaînés de sonorité chez Chopin, allégeant sans sécheresse la polyphonie de la *Sonata* de Ravel, jouée avec une pudeur remarquable. Sa *Rainade*, de Beethoven, sonnait un peu trop sagement, mais quelle superbe simplicité dans Chopin, avec un *Nocturne op. 37 n°1* chanté de manière imperturbable et une *Polaïse-fantaisie op. 61* au début irrésistiblement liquide mais sans fadeur. La version pour piano seul de la *Rhapsodie in Blue* de Gershwin a montré que lui aussi avait des doigts et des bras d'acier, mais qu'il les dissimulait derrière des muscles de velours. Viv McLean est un garçon un peu lunaire. Il joue avec le génie qu'on trouve à ceux qui savent s'oublier et se placer naturellement au juste point de rencontre avec la musique, ce mystère de l'instant.

Renaud Machart

## La tendresse désespérée de Mano Solo face à la camarade

L'Eldorado, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>. Les 10 et 11 juin, à 20 h 30. Tél. : 01-42-38-07-54.

« J'ai tellement chanté la mort que j'ai cru le noyer. » Le premier vers d'une première chanson et Mano Solo se retrouve d'emblée face à la camarade. La lutte est inégale mais productive. Depuis 1993, deux albums (*La Marmaille nue*, *Les Années sombres*) de chansons écorchées et douloureuses ont évoqué sa stéopositivité, le sida et l'angoisse viscérale du départ. Après une parenthèse punk sous le nom de Frère Misère, le voilà entouré sur la scène de l'Eldorado d'un somptueux orchestre : piano, trombone, guitare, percussions, accordéon et un ensemble de six cordes. La subtilité d'arrangements aux inflexions gitanes, jazz, tango ou java se frotte à l'apreté d'un vibrato de chanteur réaliste.

Comment expliquer la ferveur de son public ? Cris d'amour, enthousiasme juvénile et chœurs fi-

des ne sont jamais tempérés par la brutalité des textes. La lutte solitaire d'un ange noir provoquera toujours l'identification romantique. Entre deux interpellations fraternelles, Mano explique que ce concert, enregistrement public de son troisième album, requiert un peu de silence. Douze nouvelles chansons cèdent moins que jamais à la tentation de l'esthétisme. Une langue raide et nue décrit ses tourments. Jusqu'au malaise. La sincérité, la douleur - fut-elle médicalement prouvée - ne sont jamais gages de qualité artistique. Difficile ici d'instaurer pour le critique une grille de valeurs. Osons avancer que le vibrant poulbot exhibe parfois ses plaies avec une complaisance trop terne et littérale. On le préfère dans *Barbès-Clichy*, Julie ou *Toujours quand tu dors*, habitant la scène de sa présence fébrile, possédé par l'urgence de vivre et une tendresse désespérée pour la beauté fuyante d'un amour et la sensualité d'une ville.

S. D.

## Les lourds dossiers du nouveau ministre de la culture

LE MINISTRE DE LA CULTURE et de la communication, Catherine Trautmann, n'ignore pas les dossiers qui l'attendent, dont plusieurs sont en déshérence depuis deux ans. Ils sont de deux ordres : les premiers sont directement liés à l'effacement du budget de la culture ; les seconds, moins urgents, concernent l'indispensable réforme des structures du ministère.

La diminution du budget du ministère, depuis la fin des années Lang, plus ou moins masquée par des opérations de repliement qui n'ont trompé personne, a été aggravée par une série de collectifs et de gels budgétaires. Des secteurs entiers se trouvent dans une situation difficile. Le patrimoine a perdu un tiers de son budget. Une Fondation du patrimoine, qui ambitionne de devenir l'équivalent du National Trust anglais, a été lancée pour pallier la faiblesse des pouvoirs publics. Mais cet organisme privé, pourtant accouché aux forces par le cabinet de Philippe Douste-Blazy, a du mal à prendre son envol. Quel sera son sort ?

La politique des grands travaux, lancée par François Mitterrand, touche à sa fin. Pourtant des opérations complémentaires attendent toujours le feu vert de la Rue de Valois. L'Institut national des arts, qui doit s'installer rue de Richelieu à la place de la Bibliothèque nationale, est-il une priorité ? L'inévitable mais coûteuse rénovation du Grand Palais, aujourd'hui fermé, va-t-elle démarrer ? Le Musée des arts premiers, cher au président de la République, sera-t-il mis en chantier ? Le Musée de la marine devra-t-il déménager ? Faut-il relancer des opérations en régions ? Faut-il maintenir le projet de Galeries nationales de la photographie à l'hôtel de Sully à Paris ?

La direction des musées de France attend une modification de la loi sur la circulation des objets d'art pour éviter la fuite des « trésors nationaux ». Cette modification ne débouchera-t-elle pas nécessairement sur un engagement financier de l'Etat ? Dans un domaine voisin, l'ouverture du marché de l'art aux grandes firmes anglo-saxonnes de ventes aux enchères devrait entraîner une indemnisation des commissaires-priseurs français, qui perdraient le monopole des ventes. Qui paiera et combien ? Catherine Trautmann devra régler ce dossier avec la garde des sceaux.

La direction de l'architecture, qui a quitté l'équipement pour la culture en 1996, manque aussi de moyens. Notamment pour mener à bien la réforme des enseignements. Sur ce point, la Rue de Valois devra faire la preuve du bien-fondé de ce rattachement.

QUESTIONS AUDIOVISUELLES

Côté cinéma, un canif que l'on croyait bouché doit être repris à zéro : celui de l'obligation d'investissement des chaînes privées au profit des producteurs indépendants. Les professionnels du grand écran sont devenus plus gourmands. Le nouveau cabinet héritier aussi de l'interminable projet de réforme de l'agrément qui définit aussi les conditions d'accès des films au soutien public. Il devra aussi s'atteler à la définition rationnelle des conditions d'implantation des multiplexes, veiller à l'évolution des relations communautaires dans ce secteur et à la défense de l'exception culturelle. Un thème que Catherine Trautmann, présidente de l'intergroupe cinéma et audiovisuel au Parlement européen, connaît bien.

Les domaines de l'audiovisuel et des arts de la scène sont toujours perturbés par la réforme du statut des intermittents du spectacle que la nouvelle équipe devra régler avant décembre 1998, comme elle aura à veiller à la difficile mutation du Centre national de la danse de Châteaufort, mis à mal par le Front national toulonnais et le préfet du Var. L'activité musicale en régions attend toujours une politique plus cohérente et la question d'un auditorium dans la capitale reste posée.

Proposée par un rapport de Jacques Rigaud, après une large consultation à laquelle a participé le maire de Strasbourg, la réforme des structures du ministère reste-t-elle à l'ordre du jour ? En cas de réponse positive, le rapprochement de certaines directions du ministère, celle du théâtre et celle de la musique, celle de l'architecture et celle du patrimoine est à méditer. Faut-il accélérer la déconcentration des centres de décision du ministère entreprise par le prédécesseur de M<sup>me</sup> Trautmann au grand dam de certains acteurs de la vie culturelle ? Le nouveau ministre devra trancher assez vite.

Pour exister, la Rue de Valois a besoin de l'appui de l'Elysée ou de Matignon. Alain Juppé avait décidé, après Bercy, que la culture n'était pas une priorité. Si l'on en croit les propos qu'il a tenus au cours de la campagne des législatives, Lionel Jospin semble avoir une opinion différente. La voici à l'épreuve des faits.

Emmanuel de Roux

studio théâtre de Vitry  
Boulevard Paul Joliet

### La Révolte

de Villiers de l'Isle-Adam  
Alain Olivier/Agnès Sourdilhon

« Tout est théâtre, à Vitry : l'espace, le temps, les arbres dans la nuit... »  
B. Salino - Le Monde

« Deux comédiens dans la grandeur de leur art »  
J.L. Pinte - Figaro

28 mai → 28 juin  
01 46 82 40 17

• Julia Kristeva, La passion de dire • Sylvain Auroux, Je comprends vous • Françoise Atlan, Phonétiquement correct - Entretien avec Ivan Fonagy • Nicolas Truong/Marc Dupuis, L'éthique du verbe - Entretien avec le philosophe Paul Ricœur • Alain Rey, Le « vécu » ambigu du langage • Patrick Champagne, Communication, piège à « son » • Alain Garrigou, Qui ne dit mot consent • Joëlle Garde-Tamine, La règle libératrice • Roger Pot-Droù, La voix à suivre • Francis Marmande, L'air du temps • Pascal Bouchard, La voix de son maître • Nicolas Truong, ENA, le grand écart • Michel Neyraud, « Dites 33 » • Luc Cédelle, Souffrir en soi • Bernadette Bricoud, Le sexe des mots • Olivier Dutreuil, Assez d'actes, des

### UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi : • Michel Serres, L'émergence de grands récits • Jean-Michel Gailard, Le baccalauréat : entre ambitions et illusions • Hervé Hamon, Lettre ouverte à ceux qui se taisent • Macha Séry, Le renouveau du conte • Le militantisme en débat, avec Christophe Aguiton, Dan Franck et Albert Jacquard...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Les pianistes  
Viv McLean  
et Gianluca Cascioli  
opposent le velours  
et l'enclume

## Biscuit LU et bœuf en broche

A Nantes, cuisiniers  
et musiciens croisent  
leurs pianos



QUEUES de bœuf cubaines, tartes flambées alsaciennes, croque-monsieur au chocolat: ces recettes et d'autres accompagnent le festival Trafics, dédié cette année en grande partie à la musique. Une soirée d'épouvante le 10 juin fait entendre le Grand Orchestre démocratique d'outre-tombe, le groupe Zga de Saint-Petersbourg. Les autres soirées, aux titres flatteurs comme des menus de nouvelle cuisine, sont centrées autour du cinéma. Travelling sonique le 12, 40 de fièvre le 13 (groupes et plats « anarchistes », Caravane le 14 (avec le « rock féministe » de Mafu Cage et la musique saha-

rienne de Gaïda). Des spectacles courts (vingt minutes) s'ajoutent au programme avec la chorégraphie Ila Greene, le metteur en scène Michel Dezoix, entre autres. Dans les murs de cette ancienne usine des biscuits LU, quatre artistes présentent leurs installations soignées, Eric Cordier, Brion Gysen, Peter Bosch et Simone Sinos.

★ « Trafics. Cuisines et performances », Usines LU, 44 Nantes. Du 10 au 14 juin. CRDC (informations, réservations, billetterie), 18, rue Scribe. Tél.: 02-40-69-50-50 et 02-40-73-85-51.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Grand Magasin  
Pour l'une des Soirées nomades qu'elle organise dans le cadre de son exposition Amours, la fondation Cartier invite Grand Magasin avec *Le Tour du monde des chants d'amour*. Grand Magasin, c'est l'association la plus fûtée, joueuse et rigoureuse qui soit. Elle se compose d'un garçon, Etienne Hifler, et d'une fille, Pascale Murin, qui sont au théâtre ce que Francis Ponge est à la littérature: des « savonneux » inévitables. Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14.  
M. Derjagin-Rochereau. 20 h 30, les 12, 13, et 14 juillet. Tél.: 01-42-18-56-72. 20 F et 30 F.  
Yolanta  
L'action se passe en Provence, mais la musique est de Tchakovski. Véritable pièce de théâtre mise en musique, plus qu'opéra, cette Yolanta est aussi rare que magnifique. Marina Chagoutch (Yolanta), Vladimir Galusine (Vandrouk), Dmitri Horovostovskij (Robert, duc de Bourgogne), Mikhail Kht (le roi René), Nikolai Putilin (Hakia), Chocor et orchestre du Kirov de Saint-Petersbourg, Valery Gergiev (direction).  
Saint-Denis (93). Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur.  
M. Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 10. Tél.: 01-48-19-06-07. De 100 F à 250 F.

Jean-Claude Penneret (piano)  
Il ne faudrait rater ce récital sous aucun prétexte. Penneret est l'un des quelques pianistes de ce siècle que Schubert aime autant qu'ils aiment eux-mêmes le compositeur. Schubert: Sonates pour piano D 935 et D 960.  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8.  
M. Alma-Marceau. 20 h 30, le 12. Tél.: 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.  
Polar. The Married Monk  
La noirceur des chansons de Polar n'a d'égale que la délicatesse avec laquelle il cède sa neurothérapie. Ce Suisse d'origine handisole, enfant de Nick Drake et faux frère de Kurt Cobain, réussit sur scène comme sur son premier album, Polar 1, à caresser ses blessures intimes. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 18. M. Bastille. 20 heures, le 11 juin. Tél.: 01-47-00-57-59. 59 F.  
Renéot Wideman Quartet  
Clavier des temps mythiques de Magma, Renéot Wideman, un temps en réserve de la musique sur scène, a fondé récemment un quartet électrique avec Simon Spang-Hanssen (saxophones), Sylvain Marc (basse) et François Labeau (batterie). A aller écouter sans nostalgie.  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 7. M. Châtelet. 22 heures, le 10. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.

## THÉÂTRE

Une sélection des pièces  
à Paris et en Ile-de-France

### NOUVEAUTÉS

Le Bateau coïlé  
(en arabe dialectal)  
de Slimane Benafissa,  
avec Slimane Benafissa  
et Sid Ahmed Agoumi.  
Théâtre international de langue française (parc de La Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Le vendredi 13, à 20 h 30. Tél.: 01-40-03-93-95. Durée: 1 h 30. 70 F.  
L'Etat honteux  
de Georges M'Boussi,  
avec Georges M'Boussi.  
Théâtre international de langue française (parc de La Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Le samedi 14, à 20 h 30; le dimanche 15, à 16 heures. Tél.: 01-40-03-93-95. Durée: 1 h 10. 70 F.  
Boudes de style  
d'après Raymond Queneau,  
mise en scène  
d'Albert de Freitas,  
avec Hélène Cernigoi, Franck La-marre, Isabelle Bouvraïn, David Legras, Florence Maury et Albert de Freitas.  
Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9. M. Trinité. A partir du 10 juin. Du mardi au vendredi, à 21 heures; le samedi, à 18 h 30 et 21 heures. Tél.: 01-42-80-01-87. Durée: 1 h 45. 100 F. et 160 F. Jusqu'au 30 août.

Fabrice Luchini  
d'après Baudelaire, Céline, La Fontaine et Nietzsche.  
Gaieté-Montparnasse, 26, rue de la Gaieté, Paris 14. M. Edgar-Quinet. A partir du 10 juin. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél.: 01-42-22-16-18. Durée: 1 heure. 160 F. Jusqu'au 12 juillet.

Feux  
avec Popy Moren, les Percussions de Strasbourg, Ramon Kévin (funambule) et Mario Igual, Giovanni Panzera, Marc Jaumont et Claude Oeverois (artificiers).  
Parc de La Villette, avenue Corentin-Carlier, Paris 19. M. Porte-de-la-Villette. Les vendredis 13 et samedi 14, à 23 heures. Tél.: 08-03-07-50-75. Entrée libre.

IV<sup>e</sup> Rencontres nationales  
du Jeune théâtre critique  
et universitaire non professionnel  
avec la Compagnie Babylone (Extraits ordinaires), la Compagnie Mawon' (Nep, rasin libéré), le Théâtre de Prisme (Un riche, trois pauvres), la Compagnie Délic Théâtre (Ne s'arrête pas Clara), la troupe du Passe-âge (Théâtre contre l'oubli), le Théâtre Orlykine (La Véritable histoire du soldat Y. K. Woyzeck), le Théâtre de la Cuvette (Ciel pour ciel) et la Compagnie le Pied enfilé (Le Silence).  
Théâtre 55, avenue de la Grande-Ecole, 95 Cergy-Pontoise. Du jeudi 12 au samedi 14, le vendredi 20, à 20 heures et 21 h 45; le samedi 21, à 15 heures. Tél.: 01-30-38-11-99. 20 F et 30 F.

La Jeune Fille et la Mort  
(en arabe sous-titré en français)  
d'après Ariel Dorfman,  
mise en scène  
de Georges Ibrahim,  
avec Arine Omar, Mohammad Bakri et en alternance Mukarram Khouri ou Georges Ibrahim.

Auditorium de l'IMA (niveau 2), 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5. M. Cardinal-Lemoine. Justeu. Les vendredis 13 et samedi 14, à 20 h 30. Tél.: 01-40-51-38-14. Durée: 2 heures. 60 F et 80 F.

Lazare  
de Tchicaya U Tamsi,  
avec Pascal Rozé, Akonio Dole et Gabriel Garran.

Théâtre international de langue française (parc de La Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Le jeudi 12, à 20 h 30. Tél.: 01-40-03-93-95. Durée: 1 h 30. 70 F.

Spectacle de no  
avec le grand maître Fusateru Hôshô, Masayuki Namiyoshi, Takao Watanabe, Noburu Sano, Jun Ootomo, Ukon Miyake et Shonosuke Okura, Kunitada Komaru, Hiroyuki Matsuda et Shingo Ko (musiciens).  
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6. M. Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. Le jeudi 12, à 20 h 30. Tél.: 01-49-48-83-64. Durée: 2 heures. De 90 F à 120 F.  
Tallia et Ben Zimet  
de Tallia et Ben Zimet, mise en scène de Patrick Haggag, avec Tallia, Ben Zimet, Eddy Shaff et Pierre Mortarelli (musiciens).  
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10. M. La Chapelle. Du lundi 16 au samedi 21, à 21 heures. Tél.: 01-46-07-34-50. Durée: 1 h 30. 80 F et 120 F.

### SÉLECTION

Cette Jambé qui s'envole  
de Frédéric Feys,  
avec Astrid Cathala, Hocine Choutri, Catherine Lénne, Philippe Mandon et Livane Revel.  
Lavoir moderne Parisien-Procrétaire, 35, rue Léon, Paris 19. M. Châteauroge, Marcadet-Poissonniers. Du mardi au vendredi, à 21 heures. Tél.: 01-42-52-09-14. Durée: 1 h 35. 60 F et 90 F. Dernières.

La Dernière Nuit  
de Georges Lavaudant,  
mise en scène de l'auteur,  
avec Anne Alvaro et Boudid Allam.  
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claude, Paris 6. M. Odéon, RER Luxembourg. Du lundi au samedi, à 18 heures. Tél.: 01-44-41-36-36. Durée: 1 h 10. De 50 F à 70 F. Jusqu'au 21 juin.

Domage qu'elle soit une putain  
de John Ford,  
mise en scène de Jérôme Savary,  
avec Barbara Schulz, Bernard Ballet, Manuel Blanc, Stéphane Bierry, Jean-François Delcourt, Guy Grosso, Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Joris, Antonin Maurel, Martine Mongemont, Nina, Guy Perrot, Benjamin Rataud, Steve Slossa, Maria Verli, Isabelle Gomez, des danseuses et des chanteurs.  
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16. M. Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél.: 01-47-27-81-15. Durée: 2 h 10. 120 F et 160 F. Jusqu'au 20 juin.

L'Echange (seconde version)  
de Paul Claudel,  
mise en scène de Jean Dauterney,  
avec Claire Vernet, Muriel Mayette, Eric Ruf et Bruno Raffaelli.  
Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>re</sup>. M. Palais-Royal. Le mercredi 11, à 20 h 30. Tél.: 01-44-58-15-15. Durée: 2 h 45. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 17 juillet.

Elefeg d'Isles  
d'après Aimé Césaire

et Saint John Perse,  
mise en scène d'Yves Collet,  
avec Emilie Benoit, Danielle Van Bercheyck, Yoric-Alexander Abel (violoncelliste) et René Cambray (percussionniste).  
Lavoir moderne Parisien-Procrétaire, 35, rue Léon, Paris 19. M. Châteauroge, Marcadet-Poissonniers. Le samedi 14, à 20 heures. Tél.: 01-42-52-09-14. Durée: 1 heure. 50 F. Jusqu'au 28 juin.

En caravane  
d'Elizabeth von Arnim,  
mise en scène de Laurent Pelly,  
avec Hervé Briaux, Christine Brécher et Jean-Benoît Terral.

Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Les mardi, jeudi, vendredi, à 21 heures; les mercredi et samedi, à 19 h 30. Tél.: 01-42-02-02-68. Durée: 1 h 30. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 20 juin.

Les Jumeaux vénitiens  
de Carlo Goldoni,  
mise en scène de Gildas Bourdet,  
avec Sophie Bouilloux, Kristov Carpi, Isabelle Carré-Gothals, Bruno Choei, Richard Guedi, Franck Jazdzye, Jean-Michel Molé, Alice Popieris, Yves Pignot, Michel Scotto Di Carlo et Philippe Uchar.

Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17. M. Rome. Du mardi au vendredi, à 20 h 30; le samedi, à 16 heures et 20 h 30; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 01-43-87-23-23. De 20 h 30. De 70 F à 200 F. Jusqu'au 30 août.

Noces de sang  
de Federico García Lorca,  
mise en scène de Margarita Mladenova et Yvan Dobtchev.

avec Quentin Baillet, Yannis Baraban, May Rouhade, Maseu Buisson, Julie Oentisse, Abdelati Lambarki, Jean-Marc Loyer, Odja Lora, Manuel Maudaudier, Juliette Maugard, Nive de Montal, Sylvie Rabouet, Nicolas Taleb, Anna Tancheva, Marie Thomas et Pascal Vuilleumet.

Centre de formation professionnelle des techniciens du spectacle, 92, avenue Gallieni, 93 Bagneux. Du mardi 10 au vendredi 13, à 19 h 30. Tél.: 01-53-24-90-16. Durée: 1 h 45. Entrée libre sur réservation.

Les Oranges  
d'Aziz Chouaki,  
mise en scène de l'auteur,  
avec Magid Bouali, Rabah Loucif et Gabriel Garran.

Théâtre international de langue française (parc de La Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Les mardi 10 et mercredi 11, à 20 h 30. Tél.: 01-40-03-93-95. Durée: 1 h 50. 70 F.

Les Heures  
de Normand Chaurrette,  
mise en scène de Joël Jouanneau,  
avec Christine Fersen, Catherine Hiegel, Martine Chevallier, Emmanuelle Meyssignac, Cécile Garcia-Fogel et Océane Mozes.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6. M. Saint-Sulpice ou Séver-Babylone. Les mardi 10, mercredi 11, vendredi 13, samedi 14, à 20 h 30; le jeudi 12, à 19 heures; le dimanche 15, à 16 heures. Tél.: 01-44-39-26-58. Durée: 1 h 45. De 65 F à 160 F. Dernières.

La Révolte  
de Villiers de l'Isle-Adam,  
mise en scène d'Alain Ollivier.

avec Agnès Sourdillon et Alain Ollivier.  
Studio-Théâtre, 18, avenue de l'Insurrection, 94 Vitry. Du lundi au samedi, à 20 h 45. Tél.: 01-46-82-40-17. Durée: 1 h 20. 70 F et 120 F. Jusqu'au 28 juin.

Le Siège de Leningrad  
(histoire sans fin)  
de José Sanchis Sinister,  
mise en scène de Ominique Poulange, avec Judith Magre et Emmanuelle Ri-

va.  
Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M. Gambetta. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures; le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-44-62-52-52. Durée: 1 h 45. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 22 juin.

La Tragédie  
du roi Christophe  
d'Aimé Césaire,  
mise en scène de Jacques Nichet, avec Emile Abossolo-M'Bo, Alain Aithard, Kangi Alendjrodo, Bilau Yaya Georges, Alan Boone, Jules-Emmanuel Eyoun-Deido, Jacques Fomier, Moïse Gababias, James Germain, Sylvie Laporte, Robert Lucibello, Guy Stanislas Mattingo, Louys Victor Mponé Malla, Mouss, Oenis Mpunga, Yanecko Romba, William Nadyam-Yotnda et Xavier Thiam.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M. Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 01-44-62-52-52. Durée: 2 heures. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 22 juin.

Les Très Riches Heures  
de Jean Rouaud,  
mise en scène de Joëlle Chambon, avec Tania Da Costa et Philippe Goudard.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, Paris 13<sup>e</sup>. M. Glacière. Du mardi au samedi, à 20 h 30; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 01-45-88-16-30. Durée: 1 h 20. 85 F et 120 F. Jusqu'au 29 juin.

Un chapeau de paille d'Italie  
d'Eugène Labiche,  
mise en scène de Georges Lavaudant, avec Bouzid Allam, Gilles Aronson, Catherine Benoit-Mourlin, Céline Botton, Marc Botton, Jean-Marie Booglin, Pascal Brunet, David Bursztajn, Jean-Michel Cannone, Caroline Chomienne, Claire Decheimer, Gérard Hardy, Dominique Lemontier, Frédéric Lemaire, Pierre Lemaire, Philippe Morier-Gendreau, Sylvie Order, Charles Paraggio et Annie Perret.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claude, Paris 6. M. Odéon, Luxembourg. Du mardi au samedi, à 20 heures; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 01-44-36-36-36. Durée: 2 heures. De 30 F à 150 F. Jusqu'au 29 juin.

La Vie parisienne  
d'Henri Meilhac et Ludovic Halévy,  
mise en scène de Daniel Mesguich, avec Thierry Hancisse, Nicolas Lormeau, Alain Lenglet, Sylvie Bergé, Laurent, Eric, Céline Samie, Laurent d'Ola, Jean Dauterney, Michel Favory, Catherine Salvia, Claude Mathis, Bruno Raffaelli, Simon Eins, Christian Blanc, Isabelle Gardien, Véronique Vella, Jean-François Rémi et Claude Guil-

liot.  
Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>re</sup>. M. Palais-Royal. Les jeudi 12 et samedi 14, à 20 h 30. Tél.: 01-44-39-26-58. Durée: 2 heures. De 35 F à 220 F. Jusqu'au 19 juillet.

(\*) Tarifs réduits.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

ANNA KARENINE  
Film britannique de Bernard Ross, avec Sophie Marceau, Sean Bean, Alfred Molina, Mike Kirshner, James Fox (1 h 45).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (01-40-39-99-40); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (4); Gaumont George-Elisée, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-39-04-67); 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (4); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (4); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (4); 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (4).

ÉTOILE DU SOIR  
Film américain de Robert Harting, avec Shirley MacLaine, Bill Paxton, Juliette Lewis, Miranda Richardson, Ben Johnson, Scott Wolf (2 h 08).  
VO: UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); 14-Juillet Haute-Seine, dolby, 6<sup>e</sup> (4); UGC George-V, 8<sup>e</sup>.  
GRIDLOCK'D (\*)  
Film américain de Vondie Curtis Hall, avec Tim Roth, Tupac Shakur, Thandie Newton, Wendie Carlis Hall, Tom Towles, Charles Fleischer (1 h 31).  
VO: UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40); 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (4); Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08); UGC George-V, 8<sup>e</sup>; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-47-00-02-48); Gaumont Gobelins Fauteuil, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50); Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20); Pathé Wapler, dolby, 18<sup>e</sup> (4).  
HELLRAISER 4 (\*)  
Film américain de Kevin Yacher, avec Bruce Ramsay, Valentina Vargas, Doug Bradley, Charlotte Chatten, Adam Scott, Kim Myers (1 h 30).  
VF: Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00).

MADAME JACOUES  
SUR LA CROISSETTE  
Film français d'Emmanuel Finkiel, (88 min).  
Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE  
3615 LEMONDE  
ou tél.: 08-36-68-03-76 (2,23 F/min)

MICHAEL  
Film américain de Nora Ephron, avec John Travolta, William Hurt, Andie MacDowell, Bob Odenkirk, Robert Pastorelli, Jean Stapleton (1 h 45).  
VO: UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (4); UGC George-V, THX, dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 8<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-39-17-10-00).

TORIKAI  
Film français de Jean-Hugues Anglade, avec Jean-Hugues Anglade, Pamela Sot, Alessandro Haber, Wu Hai, Maria Berenson (1 h 50).  
UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup>; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Opéra, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27); Pathé Wapler, dolby, 18<sup>e</sup> (4); Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) (4).

UN PRÉSOMME DE LA TERRE  
Film américano-soviétique de John Berry, avec Sam Waterston, Alexander Petrov, Alexander Gorbachev (1 h 35).  
VO: Espace Saint-Michel, dolby, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-48); Ellysée Lincoln, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-39-36-14); Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20).

LA VIE DE JÉSUS  
Film français de Bruno Dumont, avec David Douche, Marjorie Cottrel, Kader Chaouf, Geneviève Cottrel, Sébastien Delbaere, Sébastien Balleu (1 h 36).  
UGC Ciné-club les Halles, 1<sup>re</sup>; Saint-An-dré-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (01-43-26-80-25); UGC Rotonde, 6<sup>e</sup>; UGC George-V, 8<sup>e</sup>; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4); Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-43-42-40-20) (4).

VOYAGE AU DÉBUT DU MONDE  
Film franco-portugais de Manoel de Oliveira, avec Marcello Mastroianni, Jean-Yves Gaultier, Leonor Silveira, Diogo Dorra, Isabel de Castro, Isabel Ruth (1 h 53).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (01-40-39-99-40) (4); Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (4); Letina, 4<sup>e</sup> (01-42-78-47-86); Europa Pantéon (en-fre-riet Pantéon), 5<sup>e</sup> (01-43-54-15-04); La République, 7<sup>e</sup> (4); Le Balzac, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60); Escorial, 13<sup>e</sup> (01-47-07-28-04) (4).

EXCLUSIVITÉS  
LES ANGES DÉCHUS  
de Wong Kar-Wai,  
avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young.

Hong Kong (1 h 35).  
VO: L'Espresso, 6<sup>e</sup>.  
ASSASSIN-5 (\*\*)  
de Mathieu Kassovitz,  
avec Michel Serrault, Mathieu Kassovitz, Mehdi Benbouf.

UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (4); UGC George-V, 8<sup>e</sup>; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (4); Pathé Wapler, dolby, 18<sup>e</sup> (4).

L'ASSOCIÉ  
de Donald Petrie,  
avec Whoopi Goldberg, Dianne Wiest, Eli Wallach.  
Américain (1 h 55).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (01-40-39-99-40) (4); Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (4); UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup>.  
L'AUTRE CÔTÉ DE LA MER  
de Dominique Cabrera,  
avec Claude Brasseur, Roschdy Zem, Marie Viallon.

France (1 h 30).  
UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (4); La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6<sup>e</sup> (01-42-22-87-23) (4); Le Balzac, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60); Saint-Lazare-Paquelin, 8<sup>e</sup> (01-43-87-35-43) (4); La Bastille, 11<sup>e</sup> (01-47-07-28-04); Escorial, 13<sup>e</sup> (01-47-07-28-04) (4); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50) (4); Bienvend Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (4); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) (4); Pathé Wapler, dolby, 18<sup>e</sup> (4); 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (4).

LE BAISER DU SÉPENT  
de Philippe Rousselot,  
avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite.  
Franco-allemand-britannique (1 h 44).  
VO: 14-Juillet Haute-Seine, dolby, 6<sup>e</sup> (4); Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (4); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (4); Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-43-42-40-20) (4).

LE CINQUIÈME ÉLÉMENT  
de Luc Besson,  
avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm.  
Français (2 h 08).  
VO: UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (4); Bretagne, 4<sup>e</sup> (4); UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08) (4); Publicis Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (01-

47-20-76-23) (4); Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-47-00-02-48) (4); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (4); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (4); Gaumont Kinoscopera, dolby, 15<sup>e</sup> (4); Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-24-24) (4); UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (4).

VF: Rex (le Grand Red), dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 8<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (4); Les Nation, dolby, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (4); UGC Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup>; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (4); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50) (4); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) (4); Pathé Wapler, dolby, 18<sup>e</sup> (4); Le Gambetta, THX, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) (4).

EMMA L'ENTREMETTEUSE  
de Douglas McGrath,  
avec Toni Collette, Alan Gunning, Jeremy Northam.  
Américain (1 h 55).  
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (01-40-39-99-40) (4); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (4); UGC Danton, 6<sup>e</sup>; UGC Rotonde, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08) (4); UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (4); Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50) (4); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (4); UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathé Wapler, dolby, 18<sup>e</sup> (4).

GOODBYE SOUTH, GOODBYE  
de Hou Hsiao Hsien,  
avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lim Giong.  
Taïwanais (1 h 52).  
VO: 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (4); 14-Juillet Haute-Seine, dolby, 6<sup>e</sup> (4).

HAWLEY  
de Kenneth Branagh,  
avec Kenneth Branagh, Julie Christie, Billy Crystal.  
Britannique (4 h 07).  
VO: UGC Ciné-club







# Cuba ou la grande désillusion

Au travers de regards d'artistes désabusés, « Crocodile vert », de Giorgio Di Nella, présente un bilan cruel du « grand bond en arrière » effectué par le régime castriste



LA FIN DE LA RÉVOLUTION  
DANS UN SEUL PAYS,  
ÇA PEUT PAS MARCHER !

THÉÂTRE de rue : Don Quijotte s'est égaré dans la vieille ville espagnole de La Havane. « Redresseur de torts, comme toujours, il est entre rêve et réalité », explique le comédien qui l'incarne, avant d'ajouter, sibyllin : « C'est l'esthétique de la « période spéciale ». Il tombe dans les bras d'un spectateur, Pierre Chausat, auteur et metteur en scène français, qui a vécu à Cuba de 1961 à 1964, les premières années de la « révolution », le temps heureux de « la fête cubaine », celui aussi d'un indéniable espoir populaire. Trente ans après, ce témoin étranger sert de guide pour un reportage cruel sur une grande désillusion.

Cuba, dit un poème, est, sur la carte des Caraïbes, « un long crocodile vert » qui, chaoté, « des formes pleines les yeux ». Pierre Chausat nous conduit auprès de ses amis du petit monde des arts. Certains ont gardé la foi révolutionnaire, mais la plupart parlent de leur déracinement ou du nécessaire maintien d'une utopie. Entre deux rendez-vous, la caméra de Giorgio Di Nella montre le vrai spectacle de la rue : l'interminable file d'attente des candidats à l'exil devant le consulat des États-Unis, la mendicité devant les hôtels pour touristes étrangers, la faim de ceux qui « font » les poubelles pour manger, la prostitution de celles « qui n'ont d'autre choix ».

Nomenklatura désabusée, prolétariat désespéré, la confrontation en dit long sur le « grand bond en arrière » de la révolution

cubaine. Tous, ou presque, ont cru avec enthousiasme à la geste de Fidel Castro. Le Lider maximo leur a fait connaître un relatif mieux-être au cours des années 70 et 80, en dépit du blocus américain. Illusion. Avec l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de son aide massive, Cuba est revenue au sous-développement.

## « PÉRIODE SPÉCIALE »

Le régime de « Fidel », l'un des tout derniers avatars de communisme, se livre aujourd'hui, pour survivre, à un étrange compromis : la « période spéciale », selon le jargon officiel. Le dollar coexiste avec le peso. « Cela veut

dire que certains ont de l'argent et d'autres pas », résume un artiste-peintre. L'espoir d'une société quasi égalitaire, un moment entrevue, a disparu.

« Les gens avaient un rêve merveilleux, et, tout à coup, le rêve s'est effondré », déclare une étudiante de l'Institut des arts. Sur la scène d'un théâtre, un personnage se lamentait de n'être pas un « héros » et cooduit : « C'est triste de ne pas être exceptionnel ». Plus loin, un comité de défense de la révolution célèbre ses trente-cinq ans. « La patrie ou la mort », lance-t-on, avec une apparente conviction, avant de distribuer des diplômes aux « camarades » méritants. A

deux pas de là, d'autres Cubains ne se privent pas de dénoncer un système où « tout ce que l'on fait est illégal » et qui a poussé « deux millions de personnes vers l'étranger, soit un sixième de la population ».

Un musicien de rue, l'un des innombrables *haberos* qui ont tenté de gagner la Floride en radeau, déclare, à trente-neuf ans, en avoir passé vingt en prison. « Une seule chose me fait peur, dit-il : vivre dans ce pays... »

Le parti pris de ce reportage, qui privilégie a priori le regard des intellectuels et des artistes, convient à Cuba. Car la population de ce pays, malgré tout, conserve un certain art de vivre et a renoué avec une fierté que la misère recouverte d'a pas totalement effacée. Le régime peut, au moins, présenter un bilan incontestablement positif dans le domaine de la culture – pourtant en liberté surveillée –, comme dans ceux de l'éducation et de la santé. Quel avenir pour Cuba ? « Il sera grand », affirme avec force un acteur qui reproche à une amie, professeur de montage dans une école de cinéma et de télévision, d'être « contre-révolutionnaire » parce qu'elle déclare simplement vouloir « voir la fin du film ».

Francis Cormu

★ « Crocodile vert », Planète, mercredi 11 juin à 7 h 15, jeudi 12 à 9 h 55, vendredi 13 à 13 heures, samedi 14 à 15 h 45, dimanche 15 à 11 h 10.

# Programme commun

par Alain Rollat

EST-CE LA TÉLÉVISION qui gomme les différences ? Est-ce la concrétisation des changements annoncés ? Toujours est-il qu'au vu de sa performance de mardi soir, sur France 2, l'animateur du magazine « C'est à suivre », Claude Sérillon, ferait un excellent président de l'Assemblée nationale. Non seulement il a réussi le tour de force de réunir sur son plateau douze nouveaux députés, huit de gauche et quatre de droite, sans qu'ils se disputent mais il les a confrontés à des situations de réalité telles qu'il les a conduits à s'accorder sur un inattendu programme commun de gouvernement. Il y avait là neuf hommes et trois femmes, quatre socialistes, deux communistes, deux écologistes, quatre élus de la coalition RPR-UDF, et cet échantillon de la nouvelle représentation nationale a ainsi donné un bel exemple de bonne volonté républicaine.

A la place de Lionel Jospin, nous demanderions tout de suite un vote du Parlement sur quatre points :

1/ Contre le chômage à l'emploi qui caractérise trop souvent les délocalisations opérées sous prétexte de mondialisation. Il y a consensus, au nom de l'urgence d'une Europe sociale, sur la nécessité de prendre des « mesures radicales » contre cette nouvelle forme d'asservissement de l'homme par l'argent et, ootamment, de pénaliser, en les taxant, les produits qu'on produisait naguère chez nous et que l'international du profit fait désormais fabriquer ailleurs.

2/ Pour l'octroi d'un prêt spécial à tout chômeur sans ressources dési-

reux de créer son propre emploi et porteur d'un projet indépendant. La première chose à faire est de rétablir l'ACCRE (Aide aux chômeurs, créateurs, repreneurs d'entreprises), supprimée au début de l'année on ne sait trop par qui (soyons gentils), alors qu'elle était « une des rares tentatives de redistribuer du capital productif à ceux qui en ont besoin ». Le témoignage de la présidente de l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique), créatrice de la « banque des pauvres », a été déterminant. Il y a consensus pour prendre le risque d'accorder « un minimum de fonds propres » aux candidats à la création d'entreprises dépourvus de moyens.

3/ Pour la reconnaissance du droit d'ingérence économique chaque fois qu'un projet de création d'emplois semble incompatible avec la préservation de l'environnement et de la qualité de la vie quotidienne. Il y a consensus pour rendre aux principaux intéressés le pouvoir d'arbitrer, sans qu'il soit nécessaire d'en appeler à l'Etat. Cela implique de rendre les négociations obligatoires et de généraliser la pratique des expertises contradictoires.

4/ Pour l'application de la règle du sur-mesure en matière de réduction du temps de travail sans diminution de salaires. Il y a consensus sur l'opportunité de privilégier « les solutions venant du terrain » pour parvenir à « partager le travail plus vite ».

Il y a donc unanimité pour apprendre à savoir ce que l'on veut. C'est bien la preuve qu'il n'y a pas de sot progrès...

## TF 1

20.45  
**MON NOM EST PERSONNE**  
Film de Tonino Valeri, avec Henry Ford, Jean Martin (1973, 120 min.) 532500  
Un pistolet légendaire veut quitter l'Ouest américain pour l'Europe. Parodie et pastiche du western italien selon Sergio Leone.

22.45  
**LE MONDE DE LÉA**  
Magazine présenté par Paul Arna (110 min.) 975060  
0.35 et 1.15, 2.15, 2.35, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.  
0.45 Reportages. Les Iréduçibles du Rio Bravo (rediff., 30 min.) 2767121  
Chaque année, 300 000 clandestins tentent de passer les 3 000 kilomètres de frontières.

## France 2

20.50  
**L'EFFRONTÉE**  
Film de Claude Miller (1985, 100 min.) 783036  
Charlotte Gainsbourg vit son rôle d'une manière étonnante. 22.30 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

22.45  
**BLESSURES SECRÈTES**  
Film de Michael Catron-Jones, avec Robert DeNiro (1993, 115 min.) 975056  
D'après le roman de Tobias Wolff.  
0.40 Au bout du compte. 0.45 Journal, Bourse, Météo. 1.05 Le Cercle de minuit. Magazine. Cinéma. 1657382  
2.30 3 magazines à Shanghai. Documentaire. 3.30 Les Gens du boue. Documentaire. 4.35 24 heures d'infos. Magazine. 4.35 Météo. 4.39 Come back de Barquet. Documentaire. 4.50 Les Châliés du pôle. Documentaire. 5.15 Club et Chari. (25 min.)

## France 3

20.50  
**SPÉCIAL FA SI LA CHANTER**  
Jeu présenté par Pascal Brunet. Le Grand Prix de la Si, la chanter (20 min.) 418223  
22.50 Journal, Météo.

23.25  
**LA PREUVE PAR TROIS**  
Magazine présenté par Robert DeNiro (1993, 115 min.) 975056  
D'après le roman de Tobias Wolff.  
0.40 Au bout du compte. 0.45 Journal, Bourse, Météo. 1.05 Le Cercle de minuit. Magazine. Cinéma. 1657382  
2.30 3 magazines à Shanghai. Documentaire. 3.30 Les Gens du boue. Documentaire. 4.35 24 heures d'infos. Magazine. 4.35 Météo. 4.39 Come back de Barquet. Documentaire. 4.50 Les Châliés du pôle. Documentaire. 5.15 Club et Chari. (25 min.)

## Arte

20.45  
**LA VIE EN FACE : FAIS ATTENTION À TOI**  
Documentaire de F. Reinhold (55 min.) 2986381  
A l'issue d'un procès mené à la va-vite, le Noir américain Arthur Lee Williams est condamné, en 1982, à la peine de mort pour le meurtre d'un policier en civil. Kirsten Encke, militante d'Amnesty International, a enquêté, depuis 1985, une relation épistolaire avec le condamné.

21.40  
**SOIRÉE THÉMATIQUE : PASSAGES - SUR LES TRACES DE WALTER BENJAMIN**  
Proposé par Claus Jortten. Paris, capitale du XIX<sup>e</sup> siècle, l'œuvre majeure, bien qu'inachevée, de l'écrivain et essayiste allemand Walter Benjamin.  
21.45 et 22.35, 0.00  
A propos de Walter Benjamin. Documentaire de Gemma Bak. 22.00 Cité de Pétra. Documentaire. 22.50 Demain tout ira mieux. Documentaire. 0.10 A la recherche de B. Documentaire. 0.45 Je bats les acteurs. 4165988  
2.10 Les Meilleurs Vœux (rediff., 35 min.)

## M 6

20.35  
**E = M 6 JUNIOR**  
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN. La bousche du temps. Série (30 min.) 8830655  
22.30 Coup d'essai : A la mi-temps. Le journal du Fox (120 min.) 86294  
22.30 Flash d'information.

21.25  
**LOIS ET CLARK**  
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN. La bousche du temps. Série (30 min.) 8830655  
22.30 Coup d'essai : A la mi-temps. Le journal du Fox (120 min.) 86294  
22.30 Flash d'information.

## Canal +

20.15  
**FOOTBALL**  
Angleterre - Brésil. Tournoi de France. En direct du Parc des Princes. 20.30 Coup d'essai : A la mi-temps. Le journal du Fox (120 min.) 86294  
22.30 Flash d'information.

22.35  
**SILENT FALL**  
Film de Brett Leonard (1994, 100 min.) 9770849  
Un psychologue prend en charge un enfant autiste de neuf ans, qui semble avoir assisté à l'assassinat atroce de ses parents. Thriller psychologique et psychanalytique lourd de secrets secrets.  
0.10 Le Journal du hard. 0.15 Aventures galantes dans l'Orient-Express. Film classé X. 1995, 105 min.) 9498966  
2.00 Souvenirs de l'été-déjà. Film de Brett Leonard (1995, 100 min.) 2945782

## Radio

**France-Culture**  
20.30 Archipel science. La revue Le Hublot.  
21.30 Grand Angle. Les coupes mites.  
22.40 Nuits magnétiques. La vie intérieure. Les sautes de tonique. 0.00 Du jour au lendemain. Bernard Noël. Les Coups de main. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**France-Musique**  
20.00 Concert. Donné le 28 avril 1996, en l'honneur de Frédéric Chopin, par la Musica Fata. Créations de Schütz, Beethoven, Liszt, Debussy, et Holst.  
22.30 Musique plurielle. Œuvres de Händel, Vivaldi, et Corelli.  
23.07 Allocution.  
0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de D'Angelo, Giuliani, Moris, Casimiro-Tedesco, Vasquez. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

## Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 4 avril, au théâtre Charles Dullin, à Chambéry, par l'Orchestre des Pays de Savoie, dir. Mark Foster et le Chœur de Chambre Accanto, dir. Laurence Equilbey. Fantaisie sur un thème de Tallis, œuvres de Vaughan Williams, Holst, Purcell, Elgar, Britten.

## Chaînes d'information

**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World News Today. 20.30 et 22.00 World News. 21.00 1400ACTUALITY King Live. 22.30 Inside. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.00 Moneyline. 2.15 American Edition.  
**Euronews**  
Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : 18.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economica. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Cinema. 0.45 Visa. 1.45 Style.  
**LCI**  
Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 23.15 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 15-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.10 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.17, 22.44 Journal de l'économie. 21.26 Cinema. 21.42 Talk culture. 0.15 Le Débat.

## ABONNEMENT VACANCES

Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde

Abonnez-vous !

☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante : 701 MQ 005

☐ 2 semaines (13 N°) : 91 F ☐ 2 mois (52 N°) : 360 F

☐ 3 semaines (19 N°) : 126 F ☐ 3 mois (78 N°) : 536 F

☐ 1 mois (26 N°) : 181 F ☐ 1 an (312 N°) : 1 890 F

► Je joins mon règlement soit : F par

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ Par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Date et signature obligatoires

► Mon adresse en vacances : du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

► Mon adresse habituelle :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

\* Pour l'étranger nous consulter

Bureau à recevoir les commandes 12 jours avant le départ :

24, avenue de Grande-Ville - 92046 Châtenay-le-Roy - Tél. : 01 42 17 32 90

## TV 5

20.00 Envoyé spécial. Magazine France 3 du 19/7.

22.00 Journal France 23. 22.35 Bouillon de culture. Magazine France 2 du 19/7.

23.45 Vitez. Magazine. 0.30 Soft 3 (France 3, 30 min.)

## Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. (20/2). Mitchell versus l'expédition militaire.

20.35 Vol au-dessus des mers. (19/11). Vidéo, la machine à tout faire.

21.30 Highgrove House. Le Royaume de la nature.

22.20 Rue de l'abondance. Les nouveaux Bâges.

23.15 Aïku Pipit. Poussière de carreau.

0.05 Crocodile vert.

0.05 Crocodile vert.

## France Supervision

20.45 Maitri D'Orange. Concert enregistré au Grand Théâtre de Bordeaux en 1996 (60 min.) 81384213

21.45 Froid-Froid. Film de Auguste Carrine (1995, 110 min.) 17347087

23.35 A la recherche du caïman noir. de Francisco Rodríguez et Hervé Dressez (50 min.)

## Ciné Cinéfil

20.30 Le Quai des Brumes. Film de Marcel Carné (1936, 85 min.) 75964045

21.35 Le Massacre de Fort Apache. Film de John Ford (1948, N. V. A., 125 min.) 7638768

0.00 Club de femmes. Film de Jacques Derval (1984, N. V. A., 100 min.) 28007850

## Ciné Cinémas

20.30 Au revoir les enfants. Film de Louis Malle (1967, 105 min.) 8206128

22.15 Piège en haute mer. Film d'Andrew Davis (1992, N. V. A., 100 min.) 82897720

23.55 La Baby-sitter. Les apparents sorciers (25 min.)

## Série Club

20.45 L'Age de cristal. Les Collecteurs.

21.35 Rancune tenace. Feuilleté (12/7).

22.30 Alfred Hitchcock présente. Le mariage de Thérèse Humbert. Il y a de bons mariages. Il n'y a pas de délices.

## Canal Jimmy

21.00 Spin City. L'école tourne.

21.25 Des agents très spéciaux.

22.15 Portrait. Magazine.

22.25 Dancing in the Street. De David Byrne. (1991, No Fun).

23.25 Star Trek : la nouvelle génération. L'emprise du silence (N. A.).

## Disney Channel

20.10 Bandits, bandits. Film de Terry Gilliam (1981, 120 min.) 8885720

22.10 Thunder Alley. Par ici la mort.

22.35 Les Histoires secrètes d'André Blyton.

23.05 Opération Mozart. (90 min.)

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.

20.55 Le Lit des mensonges. Téléfilm de William A. Graham (195 min.)

22.30 Murphy Brown. Le widage.

23.00 Téva débat. Magazine.

Voyage

20.00 et 23.30 Suivez le guide.

22.00 Rhue Ocean. Western Samoa.

22.30 L'Heure de partir (15 min.)

## Eurosport

15.00 et 23.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Queen's (180 min.) 22004132

18.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Halle.

19.30 Athlétisme. En direct. Meeting de Bratislava (120 min.) 741880

## Muzzik

20.00 et 23.50 L'Invité. City Le Quercy et Christian Zoon.

21.00 Symphonie n° 8 d'Anton Dvorak. Concert enregistré à l'Opéra de Francfort (145 min.) 50008618

21.45 Casadesu et Francescatti jouent l'opéra 96 de Beethoven. Concert enregistré en 1970 (55 min.) 50812149

22.40 Les Instantanés de la danse. Magazine.

22.55 Jazz 625 : Ben Webster. Concert enregistré au Marquee Club à Londres en 1964 (40 min.) 501408010

23.35 Cerveleuse de Brabant. Opéra d'Eric Sade.

0.45 Colin James à Montréal. Concert (60 min.) 50238850

Signification des symboles :

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

# ovisuel extérieur

Alain Juppé, étant en suspect d'un po-e conduit par France 2, est

Le plan Ouzel

Workspace choisit d'aller le 10 mai pour les recepteurs de la radio numérique

RESULTATS GRANDES ÉCOLES

I DUE

3615 LE MONDE



## EN VUE

■ Philippe Aunay, président d'une association «apolitique», exige l'exhumation des époux Lecanuet et le transfert des cendres dans une concession ordinaire. L'ancien maire de Rouen, surnommé «le baron Jean», repose actuellement au côté de sa femme, dans la salle capitulaire de l'abbaye de Saint-Martin-de-Boscherville, en bord de Seine. Il s'agit d'une sorte d'enrichissement personnel pour l'éternité», estime M. Aunay qui réclame une loi «interdisant aux élus de s'octroyer une sépulture dans un monument historique».

■ Dans le monde entier, les spécialistes de l'éducation se réfèrent aux ouvrages du docteur Benjamin Spock, 94 ans, l'apôtre de la méthode douce, ennemi des punitions. Au cours des années 60, le psycho-pédagogue militait pour la paix au Vietnam, la non-violence, l'amour pour les êtres humains, les animaux et la nature, et certains, le comparant à saint François d'Assise, réclamaient sa béatification. Ses fils, Michael, 63 ans, et John, 52 ans, s'en étonnent encore: «Jamais nous n'avons obtenu de notre père un baiser ou une caresse. Quand on se retrouvait, il nous serrait la main».

■ Samedi 7 juin, le Costa-romantica croissait au large des côtes ligures. A son bord, les passagers finissaient de dîner. Lucia Zani, une Bergamasque en voyage de noces, attendait le dessert, une «torta fionbè». Le maître d'hôtel s'est approché. Il a allumé d'un geste ample son briquet, dit en français «Voilà» et renversé la tarte. La jeune femme est hospitalisée au centre des grands brûlés de Gènes.

## Vilvorde met Lionel Jospin à l'épreuve

A Bruxelles, la presse examine avec vigilance les prises de décision du gouvernement français concernant l'usine Renault de Belgique. Elle considère que le crédit de la social-démocratie dans l'Union européenne en dépend

LES JOURS se suivent, mais ne se ressemblent pas dans les salles de rédaction des quotidiens belges: on guette chaque petite phrase des nouveaux dirigeants français concernant le dossier de la fermeture de Renault-Vilvorde pour s'indigner ou se réjouir, tresser des louanges ou administrer des blâmes.

Lundi 9 juin, Le Soir de Bruxelles, quotidien francophone de centre-gauche, se rangeait résolument dans le bataillon, assez maigre pour l'instant, des «déçus du jospinisme». Après avoir rendu compte de l'entretien entre le premier ministre français et son

homologue belge, Jean-Luc Debaene, concernant le sort de l'usine flamande, Le Soir constate que «La realpolitik» a repris ses droits.

Le quotidien bruxellois invite ses lecteurs à ne pas se laisser impressionner par la photo souriante des deux hommes se serrant la main sur le perron de Matignon. «Lionel, le camarade des ouvriers flamands le temps d'une marche à Bruxelles et de quelques meetings électoraux, est devenu Jospin, le premier ministre de la France... La déception est donc à la mesure du crédit que l'on accordait à l'honnêteté mo-



rale et intellectuelle de Lionel Jospin, Grande», écrit Philippe Servaty.

Mardi matin, le ton change. Une petite phrase de Dominique Strauss-Kahn, en marge d'une réunion des ministres des finances à Luxembourg, annon-

çant que la réunion du comité d'établissement de Renault pourrait apporter des «éléments positifs» aux ouvriers de Vilvorde, et l'on se reprend à espérer dans la gauche.

Le Soir annonce en manchette que «Renault va reporter la fermeture de Vilvorde». Le quotidien flamand De Morgen (indépendant de gauche) estime, de son côté, que l'affaire Vilvorde constitue «un défi historique» pour la social-démocratie et le mouvement ouvrier européens: «La question essentielle est de savoir comment la social-démocratie en Europe peut rétablir sa crédibi-

lité comme alternative à la férocité de l'économie de marché... La discussion qui devra être entamée dans les semaines à venir dépasse de loin le cas Renault. Et, soyons sérieux, elle va bien au-delà de la responsabilité de certains dirigeants politiques», écrit Edith Clijsters, éditorialiste de De Morgen.

«Si l'entreprise maintient son oukase de fermeture, le mouvement ouvrier n'a d'autre choix que de se poser de sérieuses questions sur le modèle de coopération de classes utilisé jusqu'à présent», poursuit Edith Clijsters.

Luc Rosenzweig

## REVUE DE PRESSE

## FRANCE-INTER

Jérôme Dorville

■ La pression monte, les soupapes s'emballent, la gomme fume sur le tarmac: la machine Matignon tourne à plein régime. Lionel Jospin ne donnera son plan de vol que la semaine prochaine, mais déjà le voilà aux prises avec le manche à balai, dans cette phase de décollage où aucune erreur n'est permise.

L'état de grâce boursier de la semaine dernière ne doit pas faire illusion: le nouveau premier ministre se trouve confronté, dès aujourd'hui, à une avalanche de dossiers brûlants, dont certains chauffés à blanc par quelques-unes des promesses de campagne. L'Europe et le pacte de stabilité

monétaire, la situation des sans-papiers, l'avenir des ouvriers de Vilvorde, l'augmentation de salaire minimum, la diminution du temps de travail, l'ouverture du capital de France Télécom: tels sont, pêle-mêle, quelques travaux pratiques qui permettront d'évaluer le cap choisi par Lionel Jospin.

Une première indication est venue hier de Luxembourg, où la France a demandé une inflexion sociale dans la construction jusque-là monétariste de l'Europe.

## LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Bousculés par l'abondance des dossiers à traiter et prisonniers d'engagements contradictoires, les socialistes sont peut-être en train d'inventer une nouvelle mé-

thode de gouvernement: la méthode dilatoire. A tout problème posé, ils répondent par la temporisation. Cette façon de retarder les arbitrages nécessaires conduit le gouvernement à une nouvelle forme de «ni-ni».

Ainsi en va-t-il du dossier européen. Dominique Strauss-Kahn ne remet pas en cause le rendez-vous de l'euro, mais conteste le pacte de stabilité. Encore ne souhaite-t-il pas la renégociation de ce dernier tout en affirmant ne pas l'accepter tel quel. Il demande seulement à nos partenaires européens un délai de discussion.

## LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Ce n'est pas encore une crise, mais cela pourrait y mener. A moins de voir Lionel Jospin, à peine désigné, jeter aux orties les

promesses européennes de sa campagne, on ne pouvait s'attendre à voir le train européen suivre ses rails mastrichtiens sans anicroche.

Dominique Strauss-Kahn a donc demandé à ses partenaires qu'on mette un peu d'eau dans le vinaigre orthodoxe de la monnaie unique version Bundesbank. Ses demandes sont-elles extravagantes? On sait bien que non.

## LE FIGARO

Antoine-Pierre Mariano

■ Il n'y a pas d'état de grâce pour Lionel Jospin. Huit jours à peine après son succès aux législatives, les dossiers chauds s'amoncellent sur son bureau. Avec, en plus, une dimension jusqu'à présent dépourvue de tout enjeu politique, l'Europe. La première manifestation des

rouliers européens, hier, et la marche pour l'emploi, aujourd'hui, sont là pour montrer que les choses changent. C'est un fait d'importance que les syndicats envisagent de revendiquer sur les mêmes thèmes dans plusieurs pays.

Si l'Europe s'impose désormais à tous, c'est que les échéances se rapprochent et que plus aucun dossier économique ne lui échappe. Elle s'est donné des règles qui interdisent le laxisme ou la fantaisie dans la gestion des affaires publiques. Lionel Jospin, d'ailleurs, aurait été bien avisé d'en tenir compte pendant la campagne électorale. Cela lui aurait évité de multiplier les promesses inconsidérées, qui constitueraient d'excellents ingrédients pour fabriquer les hommes sociaux de demain.

## TF 1

16.30 Extrême limite. Série. Bon anniversaire Mathieu.  
17.05 Melrose Place. Feuilleton. Retour de bébé.  
18.00 Les Vacances de l'amour. Série.  
19.00 L'Or à l'appel, jeu.  
19.50 Météo.  
20.00 Journal, l'image du jour.

## 20.30

FOOTBALL  
France - Italie.  
Après avoir fait bonne figure face au Brésil, les Tricolores se mesurent à la Squadra Azzurra, auteur d'un beau match nul face à ces mêmes Brésiliens (3-3).

## 22.40

COLUMBO  
Réaction négative.  
Série d'Alfred Hitchcock.  
Un photographe de renom fait habilement passer un repis de justice du kidnapping de sa femme. Le célèbre détective se laisse-t-il piéger?  
0.20 et 1.05, 1.45, 2.30, 3.25, 4.10, 4.50 TF 1 nuit.  
0.35 Cas de divorce. Série.  
1.15 et 1.55, 3.40, 4.20, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 3.00 Les Grandes Espérances. Série. (R1) (rediff.). 5.00 Musique. Concert (10 min).

## France 2

17.05 Le Prince de Bel Air.  
17.30 Les Années collégiales.  
18.40 Qui est qui? Jeu.  
19.20 Studio Gabriel.  
Invités: Bernard Armat et Charlotte Rampling.  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.55 Au bout du sport.  
20.00 Journal, à cheval.  
20.05 Météo.  
20.50 La Soirée continue.

## 20.55

UN AMOUR CLAIR  
OBSCUR  
Téléfilm de Jean Grey.  
Après avoir fait bonne figure face au Brésil, les Tricolores se mesurent à la Squadra Azzurra, auteur d'un beau match nul face à ces mêmes Brésiliens (3-3).

## 22.40

CA SE DISCUTE  
Magazine. Comment les aveugles nous voient-ils? (10 min). 500886  
0.30 Au bout du compte.  
0.35 Journal, Météo.  
0.50 Le Cercle de minuit.  
Spécial Bientôt de Venise (70 min). 4188724  
2.05 Profession pilote. Documentaire.  
2.30 Consolider l'édifice. Magazine (rediff.). 3.00 Source de vie. Magazine (rediff.). 3.45 Conscience bâton. Documentaire. 4.20 24 heures d'Info. Magazine. 4.30 Météo. 4.35 Clip et Chansons. 4.40 Les Grandes Espérances. Série. (R1) (rediff.). 5.00 Musique. Concert. (10 min).

## France 3

18.50 et 0.55  
Un livre, un jour.  
La chenille en danger? d'Ingrid Lucht.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.10 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Consomag.

## 20.50

LA MARCHE  
DU SIÈCLE  
Magazine présenté par Jean-Marie Cavada.  
Passion collection: collectionneurs à la folie. Invités: Jean-Claude Dreyfus, Jean-Claude Baudouin, Maurice Rheims, etc. (10 min). 807384  
22.40 Journal, Météo.

## 23.15

UN SIÈCLE  
D'ÉCRIVAINS  
Documentaire.  
Passion collection: collectionneurs à la folie. Invités: Jean-Claude Dreyfus, Jean-Claude Baudouin, Maurice Rheims, etc. (10 min). 807384  
22.40 Journal, Météo.

## La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux.  
19.00 Collection Hollywood 1950. Série.  
19.30 1/2 Magazine. Pour tout savoir LDBE?  
20.00 Notre belle famille.  
20.05 Naissance du XX<sup>e</sup> siècle. Documentaire.  
20.35 Pour l'honneur et la patrie (30 min). 5614  
20.38 1/2 Journal.

## 20.45

LES MERCREDIS  
DE L'HISTOIRE:  
TEMPS DE GUERRE.  
Documentaire d'Alfred Behrens. [55] Vers la victoire, 1943-1945 (55 min). 2963053  
22.40 Le monde des animaux. Série.  
23.15 1/2 Magazine. Pour tout savoir LDBE?  
20.00 Notre belle famille.  
20.05 Naissance du XX<sup>e</sup> siècle. Documentaire.  
20.35 Pour l'honneur et la patrie (30 min). 5614  
20.38 1/2 Journal.

## 21.40

CHRISTIAN ZACHARIAS  
Documentaire de Paul Smaczny.  
Sur scène et en coulisses (60 min). 5619886  
22.40 Le monde des animaux. Série.  
23.15 1/2 Magazine. Pour tout savoir LDBE?  
20.00 Notre belle famille.  
20.05 Naissance du XX<sup>e</sup> siècle. Documentaire.  
20.35 Pour l'honneur et la patrie (30 min). 5614  
20.38 1/2 Journal.

## M 6

18.00 Highlander. Série.  
Le «Sea Witch».  
19.00 Le Magicien. Série.  
Un avion mal acquis ne profite jamais.  
19.34 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille.  
20.05 Naissance du XX<sup>e</sup> siècle. Documentaire.  
20.35 Ecolo 6. Magazine.  
Est-ce de la colza, bio ou pas?

## 20.45

SOUHAITEZ-MOI  
BONNE CHANCE  
Téléfilm de Jérôme Bolvin.  
avec Sandrine Dumas (105 min). 605017  
A trente-cinq ans, une femme qui n'a toujours pas trouvé l'âme sœur va-t-elle laisser passer le bonheur, toute à sa quête de l'homme idéal?

## 22.30

LA JUSTICE DU MAL  
Téléfilm de Bobby Roth.  
avec Robert Blake (105 min). 1228850  
Un inspecteur de la ville de Denver se lance sur la piste d'un assassin qui reconnaît dans une lettre retrouvée sur les lieux du crime avoir tué sa mère, sa femme et ses trois enfants.  
0.15 Secrets de femmes.  
Magazine (10 min). 28744  
0.45 Best of pop rock.  
2.35 Turbo (rediff.). 3.00 Conscience: Pirella Goss (rediff.). 3.30 Culture pop (rediff.). 3.55 Prévisions. France Hardy (rediff.). 4.45 E=MC<sup>2</sup> (30 min). 7620638  
20.10 Tracks. Magazine (30 min). 2091305

## Canal +

16.10 Blake et Mortimer. Série.  
Le piège diabolique (rediff.).  
16.55 L'Homme de nulle part. Série (rediff.).  
17.50 Barbe Rouge.  
Dessin animé.  
► En clair jusqu'à 21.00  
18.35 Nulle part ailleurs.  
Invités: Max Gallo, Rage Against the Machine.  
20.30 Le Journal du cinéma.

## 21.00

JOHNNY MNEMONIC  
Film de Robert Longo.  
avec Keanu Reeves (95 min). 3876411  
En 2021, en Chine, des informations secrètes sont stockées dans le cerveau d'un «coursier» qui doit les convoier aux États-Unis.  
22.35 Flash d'information.

## 22.40

L'ÂGE  
DES POSSIBLES  
Film de Pascale Ferran.  
avec Anne Carrière (95 min). 2338343  
0.20 Trois vies et une seule mort. ■  
Film de Raoul Ruiz (1995, 120 min). 3186883  
2.55 Basketball NBA.  
En direct.  
Finale (9<sup>e</sup> manche): Utah - Chicago (185 min). 52751947  
Chicago et Utah sont à égalité deux rencontres parait.

## Radio

France-Culture  
20.00 Le Rythme et la Raison.  
Myriam Tazani, metteur en scène (55').  
20.30 Paroles sans frontière.  
22.40 Nuits magnétiques. La nuit interdite: Les scènes de Boulogne-Billancourt (194) Le chiffron rouge.  
0.05 Du jour au lendemain. Clélia Sosa (12 min) et le 100. 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00

## France-Musique

20.30 Concert. Donné en direct de Manchester, par l'Orchestre philharmonique de la BBC, dir. Matthias Bamert: Concerts de Korngold.  
22.30 Musique pluriel.  
Lignes d'index pour huit instruments et dispositif électronique, de Jolowksi, par l'Electronique Sonus, l'Ensemble du CNRM de Lyon, dir. Daniel Kowka; D'une pluie, la couleur pour l'été en ut, l'île de l'Inde Banari, marimba et percussions, de Navires.  
23.07 Musicales comédies.  
Kiss Me Kate, de George Sondheim.  
0.00 Jazz vivants. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

## Radio-Classique

20.40 Les Solitaires  
de Radio-Classique.  
La Conversation de Glavov, Ra di Francia - Oratorio (1715), de Caldara, par le Parlement de musique, dir. Martin Gieser, Pascal Bertin (Clivio), Delphine Collet (Clivio).  
22.30 Les Solitaires. (suite).  
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

## TV 5

20.00 Faut pas rêver.  
Invité: Didier Lockwood (France 3 du 6497).  
21.00 L'Hebdo. Magazine.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Savoir plus santé. Magazine.  
23.30 Bon baisers d'Amérique. Magazine.  
0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).

## Planète

20.35 Le Roi, la Vache et le Bananier.  
Chronique d'un retour au royaume de Naguwa.  
21.35 Des hommes dans la tourmente. (195').  
Mitchell revis la tradition millénaire.  
22.00 Vol au-dessus des mers. (10h 1). Viking, la machine à tout faire.  
22.55 Highgrove House.  
Le royaume de la nature.  
23.45 Rue de l'abandon. Les nouveaux Belges.

## Animaux

21.00 Le Monde sauvage.  
A la poursuite du renard.  
21.30 et 0.30  
Flipper le dauphin.  
22.00 Regards sur la nature.  
Du Canada au Sénégal.  
23.00 Cheval mort ami.  
Crépuscule de Camargue.  
23.30 Collection documentaire.

## Paris Première

20.00 et 23.20  
20 h Paris Première.  
Invité: Charlotte Rampling.  
21.00 Paris modes.  
21.55 Le J.T.S. Magazine.  
22.25 Les Mots de Fernand Léger.  
D'Alain Bergala.

## France Supervision

20.30 Cap'tain Café.  
Invités: Louis Chédid; La Baronne; Dan Bigras; Le groupe Neg Maroon.  
21.25 Krzysztof Penderecki.  
Concert enregistré à Grandcourt.  
21.55 Edgar Winter.  
Concert enregistré à Genève.  
22.00 L'Elisir d'amour.  
Opéra en deux actes de Gaetano Donizetti.  
Enregistré à l'Opéra de Lyon en 1996. Solistes: Roberto Alagna, Angela Cherguili (125 min). 20684638

## Ciné Cinéfil

20.30 Les Consaptricires. ■  
Film de Ralph Thomas (1960, N., v.o., 110 min). 5888278  
22.20 Laura. ■  
Film d'Orso Premieri (1944, N., 85 min). 9703817  
23.45 Breakfast for Two. ■  
Film d'Alfred Santel (1937, N., v.o., 70 min). 71220833

## Ciné Cinéma

20.30 Coldblooded.  
Film de Wallace Wolodarsky (1995, 90 min). 5509053  
22.00 Loulou Graffiti.  
Film de Christian Lajale (1991, 95 min). 5880817  
23.35 Ciné Cinéma.  
0.40 Obsessions cachées 2.  
Film classé X.  
d'Andrew Blake (1993, 80 min). 69255164

## Festival

20.30 La Rançon du chien.  
Téléfilm de Peter Kossovitz. (100 min). 10538986  
22.10 Le Corille sans crainte.  
Téléfilm de Peter Kossovitz. (90 min). 48645481  
23.40 Hôtel de police.  
Téléfilm de Marion Sarraute, avec Maria Blanco (348) (50 min). 44458827

## Série Club

20.40 Le Club. Magazine.  
20.45 Carabes offshore.  
21.35 et 1.30 Rancune tenace. Feuilleton (1977).  
22.30 Alfred Hitchcock présente.  
Le cadavre juive.  
23.00 L'Âge de cristal.  
Les collecteurs.  
23.45 Lou Grant. La déchéance.  
1.00 Espionne et tals-toi. Rancune en blanc (30 min).

## Canal Jimmy

20.30 Star Trek: la nouvelle génération.  
21.15 Véro. Magazine.  
21.45 Mister Gun.  
22.20 Seinfeld.  
22.45 Spin City.  
Le roue tourne (v.o.).  
23.10 Absolutely Fabulous.  
Leur dernier défilé (v.o.).  
23.35 Friends (3<sup>e</sup> saison).  
The One Where Chandler Can't Remember Which Sister (v.o.).  
The One With All The Jalousy (v.o.).

## Disney Channel

19.30 L'Incorrigible Cory.  
20.10 Sports. Magazine.  
21.00 La Fille de l'équipe.  
21.30 Les Seigneurs des anneaux. La Légende de l'anneau.  
22.00 La Belle Anglaise.  
On ne peut rien.  
22.55 La Courte Echelle.  
23.25 Animement votre (30 min).

## Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.  
20.55 La Demoiselle de Russie.  
De Carole Rousselle et Marilyn Horne.  
Concert enregistré à l'Opéra de Sydney (145 min). 506389482  
22.00 Téva débat. Magazine.  
23.30 Murphy Brown.  
Héros d'un jour.  
23.40 Téva vie pratique.

## Eurosport

15.00 et 23.30 Tennis.  
En direct. Tournoi messieurs du Québec. 3<sup>e</sup> jour (300 min). 13418843  
20.00 Tir à l'arc.  
Internationaux de France.  
21.30 Wheelies. Magazine.  
22.00 Tennis. En direct.  
Tournoi messieurs de Halle (Allemagne) (90 min).

## Voyage

20.00 et 23.30 Suivez le guide.  
20.00 Blue Ocean. Ballonopolah.  
22.30 L'Heure de partir.  
Magazine (35 min).

## Muzzik

19.40 David Oistrakh.  
Joue Brahms. Concert enregistré à Moscou en 1977 (35 min). 501054740  
20.15 Les Instantanés de la danse. Magazine.  
20.30 Le Journal de Muzzik.  
21.00 Portrait de Maurice Béjart le temps d'un ballet.  
De François Rudecchi.  
22.35 Dame Joan Sutherland et Marilyn Horne.  
Concert enregistré à l'Opéra de Sydney (145 min). 506389482  
1.00 Joshua Redman.  
Quartet. Concert enregistré à Bruxelles (105 min). 504048857

## Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00. 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Inside. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

## Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée: 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economie. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20. 2.00. 2.30, 2.55, 3.25, 3.55, 4.25, 4.55, 5.25, 5.55, 6.25, 6.55, 7.25, 7.55, 8.25, 8.55, 9.25, 9.55, 10.25, 10.55, 11.25, 11.55, 12.25, 12.55, 13.25, 13.55, 14.25, 14.55, 15.25, 15.55, 16.25, 16.55, 17.25, 17.55, 18.25, 18.55, 19.25, 19.55, 20.25, 20.55, 21.25, 21.55, 22.25, 22.55, 23.25, 23.55, 24.25, 24.55, 25.25, 25.55, 26.25, 26.55, 27.25, 27.55, 28.25, 28.55, 29.25, 29.55, 30.25, 30.55, 31.25, 31.55, 32.25, 32.55, 33.25, 33.55, 34.25, 34.55, 35.25, 35.55, 36.25, 36.55, 37.25, 37.55, 38.25, 38.55, 39.25, 39.55, 40.25, 40.55, 41.25, 41.55, 42.25, 42.55, 43.25, 43.55, 44.25, 44.55, 45.25, 45.55, 46.25, 46.55, 47.25, 47.55, 48.25, 48.55, 49.25, 49.55, 50.25, 50.55, 51.25, 51.55, 52.25, 52.55, 53.25, 53.55, 54.25, 54.55, 55.25, 55.55, 56.25, 56.55, 57.25, 57.55, 58.25, 58.55, 59.25, 59.55, 60.25, 60.55, 61.25, 61.55, 62.25, 62.55, 63.25, 63.55, 64.25, 64.55, 65.25, 65.55, 66.25, 66.55, 67.25, 67.55, 68.25, 68.55, 69.25, 69.55, 70.25, 70.55, 71.25, 71.55, 72.25, 72.55, 73.25, 73.55, 74.25, 74.55, 75.25, 75.55, 76.25, 76.55, 77.25, 77.55, 78.25, 78.55, 79.25, 79.55, 80.25, 80.55, 81.25, 81.55, 82.25, 82.55, 83.25, 83.55, 84.25, 84.55, 85.25, 85.55, 86.25, 86.55, 87.25, 87.55, 88.25, 88.55, 89.25, 89.55, 90.25, 90.55, 91.25, 91.55, 92.25, 92.55, 93.25, 93.55, 94.25, 94.55, 95.25, 95.55, 96.25, 96.55, 97.25, 97.55, 98.25, 98.55, 99.25, 99.55, 100.25, 100.55, 101.25, 101.55, 102.25, 102.55, 103.25, 103.55, 104.25, 104.55, 105.25, 105.55, 106.25, 106.55, 107.25, 107.55, 108.25, 108.55, 109.25, 109.55, 110.25, 110.55, 111.25, 111.55, 112.25, 112.55, 113.25, 113.55, 114.25, 114.55, 115.25, 115.55, 116.25, 116.55, 117.25, 117.55, 118.25, 118.55, 119.25, 119.55, 120.25, 120.55, 121.25, 121.55, 122.25, 122.55, 123.25, 123.55, 124.25, 124.55, 125.25, 125.55, 126.25, 126.55, 127.25, 127.55, 128.25, 128.55, 129.25, 129.55, 130.25, 130.55, 131.25,



# à l'épreuve

moment français concernant l'Union européenne en 1997

## Le Monde

MERCREDI 11 JUIN 1997

### L'ancien capitaine Paul Barril a été placé en garde à vue

Il est interrogé sur son rôle supposé dans une filière de proxénétisme international

EN DEMANDANT aux policiers de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) de placer en garde à vue l'ancien capitaine de gendarmerie Paul Barril, lundi 9 juin dans l'après-midi, afin de l'entendre dans le cadre d'une vaste affaire de prostitution internationale (Le Monde du 10 juin), le juge parisien Frédéric N'Guyen a décidé de poursuivre le bras de fer engagé avec le parquet de Paris sur ce dossier qui pourrait, à terme, mettre à mal les relations diplomatiques et commerciales entre la France et certains pays du golfe Persique.

Le jour de l'interpellation de l'ancien membre de la cellule antiterroriste de l'Elysée, le parquet a refusé d'accorder un réquisitoire supplétif au magistrat pour étendre le champ de sa saisine à une nouvelle filière de prostitution mettant en cause M. Barril. Le ministère public a motivé son refus par un souci d'efficacité, assurant vouloir circonscrire cette affaire aux seules personnes déjà mises en examen.

Cherchant à mettre en évidence d'éventuels liens entre l'ex-capitaine et la première affaire de proxénétisme, le juge a donc demandé aux policiers de la BRP d'in-

terroger l'ancien capitaine sur son rôle supposé dans la filière de proxénétisme découverte dans le cadre de l'instruction qu'il mène depuis le 21 octobre 1996.

Dans le même temps, deux perquisitions ont été effectuées, lundi 9 juin, à Paris. Elles ont conduit les membres de la BRP au siège de la société de sécurité Secrets dirigée par Paul Barril, et à l'hôtel Clillon, où réside, depuis plusieurs mois, l'émir du Qatar, Al Thani, qui a régné de février 1972 à juillet 1995 avant de laisser le pouvoir à son fils, et dont la sécurité personnelle est assurée par l'ancien gendarme.

#### TÉMOIGNAGE SURPRISE

Ce rebondissement dans une affaire qui ne concernait, à l'origine, que le photographe Jean-Pierre Bourgeois, l'ancien mannequin Annika Brunmark et Nazihabdulatif Al Ladki, surnommé « le madame Claude du Moyen Orient », tous trois placés en détention provisoire et mis en examen pour « proxénétisme aggravé », doit beaucoup au témoignage surprise de Al Ladki, le 31 janvier. Ce dernier avait révélé aux enquêteurs l'existence d'autres filières de proxénétisme de luxe dont profitaient les entourages des

principaux princes arabes du Moyen Orient.

Les déclarations de plusieurs personnes impliquées, dont celles de deux prostituées et de deux gardes du corps travaillant pour l'ancien capitaine, ainsi que les aveux d'Al Ladki, ont convaincu le juge N'Guyen que Paul Barril a pu jouer un rôle important dans la venue de prostituées marocaines à Mari-gname.

Dans sa déposition du 21 avril, un témoin a déclaré au juge « avoir travaillé en tant que chauffeur à disposition de la villa Al Rayan », durant l'été 1995, où réside l'émir sur la côte d'Azur. Il affirme « avoir vu des jeunes filles marocaines » se promener dans la villa. « Elles étaient à la disposition de l'émir pour ses soirées, ensuite elles étaient raccompagnées par des employés de Barril dans un hôtel. (...) Ces filles restaient une dizaine de jours, elles étaient âgées entre dix-huit et vingt ans. Elles sont entrées sans visa sur le territoire national. (...) Leurs frais d'hébergement étaient payés par l'émir. Son régisseur passait régulièrement payer les chambres et les repas de toutes les personnes payées par l'émir. »

Enfin, le juge s'appuie sur le témoignage d'une prostituée de na-

tionnalité marocaine qui a indiqué, sur procès verbal, le 29 avril 1997, comment, en 1992, elle a intégré, par une autre filière, le réseau grâce à Nazihabdulatif Al Ladki. Cette jeune femme a aussi détaillé le système mis en place par Paul Barril : « En juillet, Nazih m'a invitée à Cannes en me disant qu'il fallait que je me tienne prête au cas où l'émir arriverait. J'étais réservée pour l'émir. » Selon elle, l'adjoint de Paul Barril l'aurait ensuite prise en charge. Contrôles sérologiques, achats de vêtements, de colliers et de boucles d'oreilles et rencontre avec l'émir à la villa Al Rayan, près de Cannes.

De retour dans la région parisienne, elle aurait, grâce à de fortes sommes d'argent versées par l'émir, pris possession d'une maison et d'une voiture. Elle était alors toujours accompagnée par un garde du corps travaillant pour la société Secrets de l'ancien capitaine.

Au cours de sa garde à vue, qui se prolongeait toujours mardi matin 10 juin, Paul Barril a démenti aux policiers de la BRP toute implication dans un quelconque réseau de prostitution.

Jacques Follorou

### Les enrégés

par Pierre Georges

UNE HISTORIE tombée du ciel, un matin de dénuement. Un Boeing 747 assurant la liaison Toronto-Paris a dû faire une escale forcée, dimanche à Terre-Neuve. Les réacteurs fonctionnaient normalement. Il y avait bien un pilote à bord. Le ciel était d'azur. Simplement un des passagers avait décidé, si l'on peut dire, de voyager dans le plus simple appareil.

Incarné exhibitionniste. L'homme, donc, s'est dévêtu devant les autres passagers, pratique non prévue sur sa carte d'embarquement. Et l'équipage l'a intercepté en plein vol, l'a rhabillé et l'a débarqué à Stephenville afin d'y dédier, dans une cellule, sur le sens des convenances trans-continentales.

Exhibitionnistes, nous le sommes tous. Plus ou moins. Ainsi cette enquête menée par une compagnie d'assurances allemande d'Offenbach. D'après ce sondage effectué auprès de mille six cents automobilistes, un quart des conducteurs masculins a fait un aveu surprenant. Celui simplement « d'aimer lire l'admiration dans le regard des autres quand ils me voient passer ». A ce quart m'as-tu vu au volant de ma belle auto rouge, s'ajoute la grande armée des handicapés de l'ego dès lors que mis à pied. En effet l'enquête conclut que la grande majorité des hommes s'estiment « comme diminués de moitié » sans leur voiture. Nus en somme.

A ce niveau, ce n'est plus de l'amour, mais de la rage. Et précisément ce que l'Association automobile américaine (AAA) appelle la « rage de la route ». Au terme d'une longue étude statistique, cette association lance un cri d'alarme sur un phénomène préoccupant, le conducteur méchant. L'automobile rend fier, l'automobile rend fou. Selon les décomptes de l'AAA, entre 1990 et

1996, 10 037 accidents volontaires, agressions et rixes ont été provoqués par les enrégés du volant. 218 personnes en sont mortes, 12 610 ont été blessées.

L'AAA, rapporte l'agence France-Presse, a fait les choses sérieusement. Elle a étudié le profil des enrégés. Pour en conclure qu'il n'y avait pas de profil particulier. « Des centaines de personnes qui ont croqué et commis des actes d'une violence incroyable sans des salaires, hanches et femmes sans antécédent de violence, d'alcoolisme ou d'usage de drogue ». Puis elle a étudié les mobiles. Ils sont les plus futiles comme les plus routiniers. Du « il m'a regardé de travers » au « il m'a coupé la route ». Du « le volume de sa radio était trop fort » au « il a trafiqué ma carrosserie ». Sans parler de la gestuelle obscène qui, selon l'AAA, équivaut à une pratique assidue de « la roulette russe ».

Enfin, l'association s'est penchée sur le mode opératoire. L'imagination de l'enragé du volant est sans bornes. Les comptes se règlent à coup de calibres ou de couteaux. Mais aussi, liste non limitative, à coups de cannes, de clubs de golf, de bâtons, de bouteilles, de cailloux, de poubelles, de hamburgers, de haches, de pieds, de poings, de tête. L'AAA cite quelques exemples édifiants. Un étudiant de l'université d'Indiana exécutant à la hache un employé de parking pour une place refusée. Une femme enceinte de six mois rouée de coups par un avocat civil crotté au Palais. Une autre femme tuée pour crime de lèse-propiété, « la garce a heurté ma nouvelle Camaro ». Bref comme dit l'AAA, au volant, n'oubliez jamais qu'il y a des milliers d'individus « mentalement et émotionnellement instables sur la route ».

### La police de Sydney lance une campagne pour recruter des homosexuels

AUCKLAND de notre correspondant dans le Pacifique sud

Une paire de chaussettes à lacets - cuir noir et semelles épaisses - surmontée d'un slogan : « Rejoignez la police de Nouvelle-Galles-du-Sud. Chaussettes pour pieds sensibles garanties. » Cette publicité s'étale sur une pleine page du mensuel australien Lesbien en liberté. Côté hommes, dans les hebdomadaires Capital Q et The Sydney Star Observer, on joue sur le blouson de cuir. Les nouvelles recrues sont assurées de pouvoir faire carrière sans devoir porter un costume droit, « straight », qui signifie aussi hétérosexuel. Un humour que « les communautés lesbiennes et homosexuelles de Sydney apprécient », affirme le sergent Kevin Daley, responsable de la communication pour la police de Nouvelle-Galles-du-Sud.

Le message, en effet, a l'air de bien passer. « C'est très excitant. C'est un signe des temps », affirme Frances Rand, éditrice du Lesbien en liberté. L'événement survient à point nommé, puisque, en 1998, le mardi gras des lesbiennes et des homosexuels fêtera ses vingt

ans d'existence et célébrera, surtout, le chemin parcouru depuis la répression policière qui suivit le premier carnaval en 1978. Il y eut alors des dizaines d'arrestations violentes, et la liste des contrevenants fut publiée dans le Sydney Morning Herald.

Aujourd'hui, le « Gay Mardi Gras » n'est plus interdit, ni censuré. Il est même devenu l'attraction touristique annuelle majeure de Sydney, puisque le public - moitié curieux, moitié voyeur - dépasse le demi-million. Ministres et députés, ouverts d'esprit ou de moeurs, se disputent souvent les premières pages de la revue officielle du mardi gras, pour y aller de leur petit mot d'encouragement à cette minorité qui réunirait quatre cent mille personnes à Sydney.

#### UN PASSIF CONFLICTUEL

En dépit d'un passif conflictuel entre la police et les homosexuels, la police de Nouvelle-Galles-du-Sud s'estime aujourd'hui à l'avant-garde pour son approche de ces questions et rappelle qu'il y a « toujours eu » des homosexuels, hommes et femmes, dans ses rangs. Elle cherche à en attirer davantage « pour

mieux refléter la société dans son ensemble et sa diversité », explique le sergent-chef Jennifer Choat, responsable du recrutement. Bien que cette campagne vise expressément les milieux homosexuels, le placard publicitaire paru dans Lesbien en liberté indique qu'hommes des homosexuels et des lesbiennes, la police cherche aussi à recruter des « femmes » - les lesbiennes apprécieront-elles cette nuance ? - des « asiatiques », des « aborigènes » et même... des « diplômés ».

Cette campagne s'inscrit aussi dans la logique d'un rapport (Wood), rendu public début mai, après deux ans d'enquête sur la corruption dans la police de Nouvelle-Galles-du-Sud. Cette opération « mains propres » a montré que des dizaines de policiers étaient corrompus jusqu'au sommet de la hiérarchie, dépravés sinon lubriques, impliqués dans des réseaux de drogue, de prostitution et de pédophilie, au point qu'au moins neuf suicides sont directement liés à l'enquête. On comprend dès lors que la police cherche à repartir sur des bases nouvelles.

Florence de Changy

### L'« eurogrève » des routiers a été bien suivie en France

POUR LEUR PREMIÈRE « eurogrève », les chauffeurs routiers français étaient plutôt satisfaits du résultat, au soir du lundi 9 juin. La CFDT a décompté la mise en place de quarante-cinq barrages en France et aux frontières, dans le cadre de la journée européenne d'action à laquelle appelait la Fédération internationale des transports. Le Centre national d'informations routières (CNIR) a recensé pour sa part jusqu'à quarante et un barrages filtrants dans la journée, en France mais aussi à la frontière franco-suisse ou sur le Pont de l'Europe, entre Strasbourg et l'Allemagne.

La Fédération (patronale) nationale des transports routiers (FNTR), a jugé « pour le moins paradoxal que ce soit en France que les organisations syndicales organisent des perturbations pour réclamer à Bruxelles l'harmonisation par le haut des conditions sociales sur le modèle français ».

De fait, même si des routiers étrangers ont participé au mouvement, celui-ci a été surtout suivi en France. A la veille de la journée d'action organisée mardi 10 juin à Paris, sous l'égide de la Confédération européenne des syndicats, les routiers français n'étaient pas mécontents de jouer à l'avant-garde de l'Europe sociale.

Six mois après le grand blocage des routes de France, à l'automne 1996, l'enjeu est désormais d'essayer d'étendre à l'ensemble du secteur routier en Europe les conditions de travail et de

conduite obtenues peu ou prou au lendemain de ce conflit en France. Les fédérations CGT, CFDT et FO des Transports, reçues lundi soir par le nouveau ministre des transports Jean-Claude Gayssot, ont « alerté les pouvoirs publics sur les urgences face à l'ouverture des frontières européennes au 1<sup>er</sup> juillet 1998 ». L'harmonisation européenne des conditions de travail des routiers n'est pas inscrite à l'ordre du jour du conseil européen des transports des 17 et 18 juin. Mais la Commission européenne a proposé lundi d'organiser une concertation avec les syndicats européens, en vue d'harmoniser la réglementation européenne sur les temps de conduite, dans un sens plus « français ».

Pascal Galimier (avec AFP)

### L'« oubli » de M. Douste-Blazy sur le dossier des multiplexes

Catherine Trautmann, nouveau ministre de la culture et de la communication, a en une mauvaise surprise lorsque, juste après la passation des pouvoirs rue de Valois, jeudi 5 juin, elle a ouvert les dossiers laissés par son prédécesseur. Elle y a découvert que Philippe Douste-Blazy avait « omis » d'interférer apparemment, comme il l'avait annoncé, à propos de l'implantation de multiplexes de cinéma, autorisées en première instance par les commissions départementales concernées, à Dunkerque et à Paris. M. Douste-Blazy avait fait de ces appels le symbole de son intervention en faveur des indépendants du cinéma, qui combattent le développement des multiplexes. Or le ministre disposait d'un délai de deux mois pour porter l'appel devant la commission nationale.

Pour le multiplexe de Dun-

kerque, il était trop tard : la date limite tombait le 28 mai. Ainsi, à la sauve, le ministère a autorisé la construction du premier multiplexe appartenant à une société américaine, AMC - une petite révolution opérée dans l'ombre alors que la France demeurait le seul pays où l'industrie hollywoodienne ne contrôlait pas directement les écrans.

En revanche, il restait trois jours pour former l'appel concernant le dossier du projet Gaumont sur le site de l'Aquaboulevard, porte de Versailles à Paris. M. Douste-Blazy avait annoncé qu'il voulait, en le portant devant la commission nationale, faire de ce dossier un cas de jurisprudence pour les implantations futures (Le Monde du 2 mai). Vendredi 6 juin, M<sup>me</sup> Trautmann décide qu'il convient d'honorer la parole donnée par son prédécesseur mais, à ce moment, elle n'a pas encore formé son équipe rue de Valois et c'est comme furor directeur de cabinet, que Dominique Lefebvre pilote le bouclage en urgence du dossier, qui permet d'enjoindre au préfet de saisir la commission nationale juste avant que n'expire le délai, dimanche 8 à minuit.

Dans l'entourage de M<sup>me</sup> Trautmann, on souligne que cette intervention ne préjuge pas de la future politique et n'est pas dirigée contre Gaumont, mais qu'il s'agit d'une « remise à plat », pour se donner le temps de la concertation.

Jean-Michel Frodon

### M. Allègre annonce des mesures contre la violence à l'école

LE NOUVEAU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, Claude Allègre, a annoncé, mardi 10 juin, sur l'antenne d'Europe 1, qu'une série de « mesures spectaculaires et efficaces » seront adoptées prochainement pour lutter contre la violence à l'école. « Nous allons rétablir l'école républicaine et la dignité de ceux qui travaillent. Nous allons remettre de l'ordre très vite », a-t-il déclaré. Il envisage notamment de donner plus de pouvoir aux chefs d'établissement, d'engager plus de personnel et d'entourer davantage les élèves en difficulté. Interrogé sur les récentes affaires de pédophilie, M. Allègre s'est déclaré « scandalisé » par les mesures de simple déplacement. « Nous avons été trop faibles. Là aussi, il faut agir et, avec prudence, sans chasse aux sorcières, appliquer la loi sans faiblesse. »

A propos de Jussieu, le nouveau ministre souhaite lancer un nouveau plan Université 2 000 en faveur des universités parisiennes. « Nous allons rénover Jussieu et, d'ailleurs, tout le parc universitaire parisien. Du même coup, le problème de l'amiant sera résolu. »

#### DÉPÊCHES

■ POLICE : le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) a adressé un courrier, vendredi 6 juin, au ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, dans lequel il qualifie d'« intolérable » le maintien en poste d'Olivier Foll, directeur de la police judiciaire parisienne. M. Foll s'est vu retirer pour six mois son habilitation d'officier de police judiciaire pour avoir refusé d'accorder l'assistance de policiers au juge Eric Halphen, qui perquisitionnait au domicile de Jean Théri, maire de Paris (Le Monde du 28 février).

■ JOUETS : le géant suédois de l'ameublement Ikea a demandé, lundi 9 juin, à ses clients de retourner immédiatement onze types différents de peluches jugées dangereuses pour les enfants, soit près de cent quarante et un mille jouets vendus dans vingt-huit pays (dont dix sept mille cinq cent quarante-neuf en France) depuis le début de l'année. Les peluches incriminées ne satisfont pas aux normes de qualité, leurs yeux pouvant être arrachés et se coincer dans la gorge des enfants.

■ FAIT DIVERS : un lycéen de seize ans a été tué d'une balle dans la tête, samedi 7 juin, à Châlette-sur-Loing (Loiret), à la suite d'une altercation. Au cours d'une promenade, il a été pris à partie et insulté par deux frères habitant eux aussi à Châlette. L'un des deux frères a ensuite tiré sur le lycéen avec un fusil de chasse à canon scié. L'auteur du coup de feu, un adulte âgé de vingt-six ans, a été interpellé.

### « Le Monde diplomatique » de juin

SUR LE THÈME « La mondialisation est-elle inévitable ? », Le Monde diplomatique (Bernard Cassen, Serge Halimi, Riccardo Petrella) débat avec le Financial Times (Peter Martin, Martin Wolf, Guy de Jonquieres). Le mensuel évoque aussi le cinquantième anniversaire du plan Marshall (Ignacio Ramonet) et analyse l'actualité internationale : le Maroc à l'heure des élections (Zakya Daoud, Ibrahim Ouchellal, Juan Goytisolo) et le monde arabe orphelin de la démocratie (Gilbert Achcar) ; les dangereuses certitudes des colons israéliens (Patrick Coupechoux) ; le Pérou au lendemain de la prise d'otages (Pablo Paredes) ; la fausse embellie économique en Afrique (Sanou Mbaye).

Egalement au sommaire : les dérives médiatiques françaises face à l'islam (Alain Gresh, Damien Roustel, Annick Hermet), l'absence des femmes dans de nombreuses filières scientifiques (Ingrid Carlander), la nécessaire refondation de l'éducation populaire ; etc.

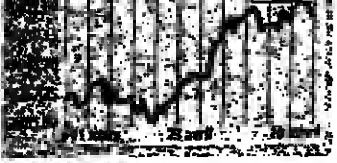
★ En vente chez votre marchand de journaux, 22 francs.

#### BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mardi 10 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES  
Tokyo Nikkei 20725,30 -1,28 -4,45  
Hong Kong index 8806 -0,22 -8,94

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



Tirage du Monde daté mardi 10 juin 1997 : 515 246 exemplaires

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES  
Cours au Val. en % Val. en %  
Paris CAC 40 2686,20 -1,22 +16  
Londres FT 100 4886 -0,22 +5,91  
Zurich MIB 30 2229 +31,46  
Milan MIB 30 2229 +2,29  
Francfort Dax 30 3696,08 +0,02 +27,95  
Bruxelles 2242 +12,42  
Suisse SMI 2242 +12,42  
Madrid Ibes 35 2242 +12,42  
Amsterdam CBS 2242 +12,42



صبرنا من الامل



Fête des Pères



DE FRANCE  
LE MONDE  
LE MONDE  
LE MONDE  
LE MONDE



Le  
IN

# Comment des pa leur garde rappro

Dossier: L'ALGERIE...  
L'ALGERIE...  
L'ALGERIE...  
L'ALGERIE...

**P**...

## Porte-flingue, mon

**E**

Le Monde  
Economie

Le Monde  
des Initiatives

et la rue  
Le Monde des  
Initiatives locales

Trois rendez-vous pour vos opinions et vos idées

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi



DE L'ÉTRANGER

La délicate  
remise à flot  
des syndicats  
britanniques  
page III



ENQUÊTE

LE TRAITEMENT « SOCIAL »  
DU CHÔMAGE L'EMPORTE EN EUROPE  
page IV

# Le Monde

## INITIATIVES

MERCREDI 11 JUIN 1997

EMPLOI

FORMATION

Se reconvertir  
grâce  
aux entreprises  
d'entraînement  
page V

ANNONCES

CLASSÉES  
de la page VI  
à la page XVI

## Comment des patrons congédient leur garde rapprochée

Dossier ▼ La plupart confie à un tiers le licenciement des cadres dirigeants ▼ Ceux-ci, à la signature de leur contrat de travail, négocient des indemnités de rupture, souvent en or ▼ Ainsi Michael Ovitz a touché 128 millions de dollars pour quitter Walt Disney

**P**as question de citer des noms. Elle n'a pris que les dossiers du dessus de la pile ; une petite dizaine, environ. La règle de base, bien sûr, est la confidentialité. C'est une partie du gotha des affaires qui défie entre les doigts de Chantal Giraud-Van Gaver : présidents, directeurs, secrétaires généraux, passés dans le bureau de cette avocate afin de lui confier la négociation finale de la rupture avec leur entreprise. « Pour celui-ci, qui fait régulièrement la "une" des journaux économiques, il a fallu valider mot par mot le communiqué de presse annonçant son départ », se souvient-elle. Quand elle évoque le montant des indemnités, c'est toujours en millions de francs. A la lecture d'un nom, elle se renverse sur le dossier de son fauteuil et lance : « En tout cas, s'il y a un conseil à donner, c'est de leur dire de ne jamais faire les fargarons... » En clair, qui licencie aujourd'hui, demain...

Novembre 1995. Alain Juppé a convoqué à Matignon treize membres de son gouvernement, dont huit de ses « jupettes ». Parmi elles, Françoise de Panafieu, dont le renvoi prendra quatre minutes, une de plus que celui de Françoise Hostalier, chiraquienne de choc. Bref, résumera Colette Codaccioni : « J'ai eu l'impression d'aller chez le dentiste. Nous passions de quart d'heure en quart d'heure. La séance a été douloureuse. » Toutes fustigeront la brutalité du premier ministre. Dis-

huit mois plus tard, la seule question qui intéresse les compagnons RPR de celui qui n'est déjà plus que le député et maire de Bordeaux est de savoir quand il va « caner » et lâcher les rênes de la présidence du parti gaulliste. L'affrontement semble parti pour durer.

Méthodes expéditives ? Guerre de tranchées ? Médiation de tiers ? En réalité, la panoplie est vaste dans les états-majors industriels ou politiques quand il faut sacrifier l'un des siens. On pourrait s'attendre à des pratiques policées de la part d'hommes et de femmes qui représentent en quelque sorte l'élite de la nation. Il n'en est rien.

Consultant dans un cabinet de chasseurs de têtes, Michel R n'oubliera jamais le matin de ce rendez-vous chez le président d'une grosse entreprise française où il était question de faire le point sur les missions.

en cours. « Mon interlocuteur a souhaité faire une pause. J'en ai profité pour aller aux toilettes, où je l'ai retrouvé par hasard. L'un de ses bras droits est entré et, au bout de quelques instants, interrompant des propos anodins habituellement convenus dans ce genre d'endroit, il lui a lancé : "Au fait, vous, c'est terminé." Ce fut tout. Il m'a comité à revenir en réunion, sans se préoccuper le moins du monde de l'état de son collaborateur ». « Les gougnaflers, ça existe partout », admet simplement Geneviève Le Callennec, présidente d'EOS Conseil, cabinet en outplacement de cadres et de dirigeants. Le passage à l'acte brutal, c'est sûr, libère l'émotion. Mais pour la victime, parfois un ami, un confident invité à la maison de campagne avec femme et enfants, le choc est dur. Paul, directeur d'un grand groupe naval, a été sacrifié sans aucun état



d'âme par son patron après la fusion opérée avec un concurrent. Son poste doublonnait. « J'étais à l'hôpital pour une opération du dos prévue depuis longtemps. Ma femme a reçu à la maison ma convocation à l'entretien préalable, première étape légale du licenciement. Personne de l'équipe ne m'avait prévenu. Des scénarios qui restent néanmoins mineurs.

De l'avis des experts, c'est plutôt la stratégie de l'évitement qui domine ; en d'autres termes, la lâcheté.

« Le disgracié n'est plus destinataire de certains mémos : il n'est plus convoqué à telle ou telle réunion ; finit la loge de Roland-Garros où le président avait l'habitude de l'inviter tous les ans. Bref, constate Pierre-Yves Mosse, directeur de PCM Europe, activité outplacement du groupe Courtaud, on aimerait bien qu'il comprenne tout seul que l'heure de la séparation a sonné. » Ce qui est loin d'être le cas. « Certains cadres tombent des nues, expliquent n'avoir rien vu venir, bref restent complètement aveugles, alors que n'importe qui d'extérieur aurait senti le vent souffler », constate Jeanine Pantex, consultante associée du cabinet de chasseurs de têtes Meridian. Geneviève Le Callennec passe systématiquement le tuyau aux consultants qui débute dans l'outplacement : toujours être présent les 24 et 31 décembre après-midi, car le téléphone ne manquera pas de sonner pour proposer une mission. « Les directeurs des ressources humaines qui appellent viennent d'annoncer à un proche son licenciement et souhaitent

le confier à un cabinet. En réalité, ils n'ont pas envie de voir leurs fesses de fin d'année parasitées par ce dossier. Ils ne pensent pas à celles qui va passer leur ancien collaborateur. »

Cabinets-conseils, DRH, avocats... La technique du tiers à qui l'on confie la « patate chaude » est courante. Reste alors à tomber d'accord sur le montant du chèque nécessaire à apaiser les rancœurs. En dépit des humiliations vécues, il est rare de voir des suites juridiques. Deux chiffres significatifs. Seulement 1 % des victimes se rebellent et veulent obtenir justice devant les tribunaux. Quant aux entreprises, 90 % d'entre elles appliquent spontanément les clauses financières, les fameux « golden parachutes » que les cadres dirigeants négocient à leur arrivée pour se garantir des lendemains confortables en cas de rupture. On se tait pour pouvoir rebondir. La disgrâce, à de rares exceptions près, n'est souvent que temporaire. Lionel Jospin, qui a eu sa traversée du désert, le sait bien. Alain Juppé, pas encore.

Marie-Béatrice Baudet

## Porte-flingue, mais « pas pour le plaisir »

**E**n fin politique, il préférerait que l'on dise de lui qu'il est « un facilitateur de la vie sociale ». De la pure langue de bois. En réalité, après quelques résistances, il l'admet : il est porte-flingue, au service de son président. « Jamais pour le plaisir », précise tout de suite ce directeur des ressources humaines d'un grand groupe français, mais parce que c'est partie prenante de mon métier. »

Et il raconte : « Combien de personnes sont capables d'annoncer à un collaborateur en le regardant dans les yeux : ça ne va pas, nous devons nous séparer... ? Très peu ». Lui, il sait. Et quand on l'interroge sur cette capacité, ce quadragénaire répète obstinément : « C'est mon boulot. » « Est-ce que vous savez que les gens vous remercient d'avoir été direct ? de leur avoir donné les raisons qui expliquent leur éviction ?... » Il lui est arrivé de « sortir des copains », sans traitement de faveur,

si ce n'est qu'« il aime bien les aider pour la suite », leur prodiguer des conseils.

Aujourd'hui, sa réputation a tendance à le précéder en interne. Certains, dont le cœur bat encore la chamade, en sont venus à s'imaginer le pire alors qu'il les faisait appeler par sa secrétaire sans aucune arrière-pensée. D'autres, dans les filiales, lui demandent de se charger d'un licenciement délicat qu'ils sont incapables d'assumer. « Il m'est arrivé de refuser parce que les raisons ne me semblaient pas très claires. »

Porte-flingue, il l'est à 10 % de son temps, qu'il consacre sinon à la « vie sociale » du groupe, restructurations y compris. « Et c'est moins pénible, croyez-moi, de faire le porte-flingue que de gérer un plan social où, pour le coup, vous n'avez rien à reprocher aux salariés concernés. »

Le Monde  
Economie le lundi \*

Le Monde  
des Initiatives le mardi \*\*

et la rubrique

Le Monde des  
Initiatives locales le vendredi \*\*\*

Trois rendez-vous à ne pas manquer  
pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi

L'EXPERTISE  
EN  
RECRUTEMENT  
DE  
CADRES SENIORS

50 ans et plus  
CDD

Direction Générale - Vente - Production  
Comptabilité - Finance - Juridique  
Informatique - Ressources Humaines

3 500 candidats  
immédiatement disponibles,  
opérationnels et mobiles

Hommes & Missions

Tél. 01 44 13 40 70  
145 bis rue de la Pompe - 75016 Paris

ESSEC

PROGRAMME  
DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur,  
conseiller en gestion et économie  
d'entreprise

■ Programme Post-DEA de préparation  
à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC  
ou autre université  
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie

■ Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC  
■ Durée des travaux : environ 3 ans  
■ Possibilités de bourses de recherches  
significatives

Pré-recrutement possible en

■ DEA « Sciences de Gestion » IAE d'AIX-ESSEC  
ou Paris X-ESSEC-HEC  
Diplôme requis : 2<sup>ème</sup> cycle ou grande école d'ingénieurs  
ou de gestion

Date limite des candidatures :  
15 juin 1997

\* Enseignement de la CDD tel d'office Tenues  
Programme doctoral de soutien de la PSEI  
(Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises)  
Groupe ESSEC, Établissements d'Enseignement Supérieur Privés, Association loi 1901  
Affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Yvelines

ESSEC  
Programme  
Doctoral\*

PROGRAMME  
DOCTORAL ESSEC  
B.P. 105  
95021 Cergy-Pontoise  
France

Tél. 01 34 43 30 85  
Fax 01 34 43 30 01

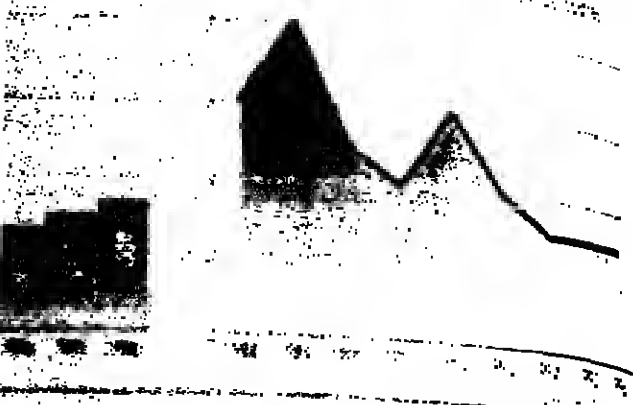
E-mail :  
dormeval@edu.essec.fr







recrutements des cadres dirigeants dans le privé



**Psychologique**  
**proche collaborateur**

Leur agressivité, culpabilité, échec

La retraite : chapeau

achutes

achutes

achutes

achutes

# CHRONIQUE par Alain Lebaube Projections chinoises

En soi, la nouvelle a de quoi faire frémir. Dans un article du *China Daily*, dont il est l'auteur, un fonctionnaire du ministère du travail chinois estime que les effectifs, dans les entreprises d'Etat, s'élèvent à 27,53 millions de personnes. Jusqu'à présent, la Chine reconnaissait officiellement la présence de 20 millions de travailleurs en surnombre dans ce secteur en pleine restructuration.

Mais la suite de l'information est encore plus préoccupante. En effet, est-il précisé dans l'article, « quelque 130 millions de paysans sont devenus excédentaires » sur leurs terres. La Chine, il est vrai, vient de lancer une « opération vérité » sur le nombre de ses chômeurs, ajoute la dépêche de l'AFP, qui fait état de ces révélations.

Bien sûr, on peut toujours s'interroger sur la fiabilité de tels chiffres. Avec les approximations statistiques dont la Chine est coutumière, ils indiquent au mieux une tendance et non une vérité scientifique. Dans le même ordre d'idée, les impressionnantes taux de croissance du PNB (produit national brut) sont également sujets à caution, s'ils ne retiennent rien à la vitalité.

L'essentiel est ailleurs. Ainsi donc, le chômage augmente en Chine. Alors que son économie se développe et fait naître les plus grands espoirs, il apparaît même que ce chômage est de nature structurelle. Nécessité par une adaptation dans l'agriculture et l'industrie, il n'est pas compensé par une montée en puissance pourtant rapide.

En quelque sorte, le sort de la nation la plus peuplée de la planète n'est pas différent de celui d'autres pays, dont ceux de l'OCDE, qui se maintiennent aux alentours de 35 millions de chômeurs au total. Quel que soit le rythme de l'émergence chinoise, il est peu probable que, autre version d'un problème plus général, le volume de l'emploi créé soit suffisant pour réduire avant longtemps le fossé qui se creuse. D'autant que la Chine - mais d'autres régions du globe sont logées à la même enseigne - est appelée à connaître des progressions démographiques considérables. Lancée dans une course-poursuite à l'issue incertaine, si n'est pas sûr qu'elle puisse offrir un jour autant de travail qu'elle aura d'habitants. Suront si la modernisation et les évolutions technologiques la conduisent à appliquer les critères de gestion des sociétés avancées.

Vision pessimiste ? Se poser de telles questions aujourd'hui amène, au contraire, à faire preuve de lucidité. S'il faut saluer les performances déjà accomplies, elles ne sont pas forcément à la hauteur des enjeux planétaires.

Et, à supposer qu'un « déversement » de l'activité se produise en direction des pays émergents, parfois avec des délocalisations, il est également possible que celui-ci se réalise au prix d'un déséquilibre permanent dans les pays industrialisés. A moins que, selon un cercle vertueux, l'accès de tous à la consommation mondiale ne finisse par éloigner les tensions. Mais à quelle échéance ?

## PARUTIONS Systèmes radiographiés

LE MONDE DE LA PROTECTION SOCIALE. INTÉGRATION, SOLIDARITÉ, MACROÉCONOMIE de Jean-Pierre Cendron Nathan, « Circa », 190 p., 62 F.

La plupart des données sur la protection sociale et des interrogations sur son avenir sont présentes dans ce livre particulièrement clair et bien argumenté, appuyé sur des données chiffrées choisies à bon escient. Les différents systèmes existant dans le monde, ainsi que les axes sur lesquels ils se sont constitués, sont précisément décrits ; celui de la France est qualifié de « petit chef-d'œuvre d'opacité bureaucratique », même si nous n'avons pas l'exclusivité de la multiplication des institutions.

Pour l'avenir, on voit concrètement comment les pays occidentaux tentent de répondre à l'impératif de maîtrise des dépenses sociales auquel ils sont confrontés. Les réformes structurelles passent difficilement (nous en avons connu un éblouissant exemple en décembre 1995), mais elles cheminent, notamment pour ce qui concerne l'organisation des soins hospitaliers. Si, en Europe, la route à suivre pour aboutir à une harmonisation des systèmes de sécurité sociale « semble encore bien longue », l'auteur croit cependant à l'émergence de solutions cohérentes dans le cadre de l'Union. Il s'agit d'un challenge particulièrement ardu pour cette partie du monde qui a suscité la naissance de l'Etat-providence et doit maintenant faire face à sa mise en cause. Jean-Pierre Cendron, secrétaire général de l'Inserm, a fait un bon travail de synthèse, sur lequel la prospective peut s'appuyer.

Si ce considérable effectif de jeunes sans emploi est si difficile à résorber, c'est d'abord que le chômage a changé de nature.

## Mixité : une voie sinueuse

LES CHEMINOTES d'Annie Brouder L'Harmattan, 248 p., 150 F.

Pas évident de se frayer un chemin et une carrière dans une entreprise « à culture masculine » et « dans le leitmotiv est la ténacité ». Les réactions n'y sont pas toujours machistes, mais les résistances à la présence et, surtout, à la promotion des femmes peuvent y être sournoises. Ce qui suppose, de la part des intéressées, une compétence sans faille pour être acceptées.

Cependant, ce texte, écrit par un cadre de la SNCF, montre que des solidarités de travail se manifestent et que des avancées sur la voie de la mixité existent, confortées par la volonté de l'entreprise de promouvoir la formation de ces salariées.

Certes, la proportion des cheminotes dans l'effectif total ne progresse que lentement et « plus les emplois sont précaires, plus elles y sont nombreuses ». Mais il serait trop facile d'accabler l'entreprise publique. L'auteur rappelle que, dans notre société, c'est pratiquement toujours la femme qui passe l'aspirateur, garde les enfants malades et s'efface devant les impératifs de carrière de son mari. Mais c'est elle aussi qui peut contribuer à faire évoluer l'organisation des entreprises, ainsi que le rapport travail-vie personnelle, qui s'accommodent mal des journées à rallonge des cadres. La véritable efficacité et l'équilibre de chacun y gagneraient.

Daniel Urbain

# La délicate remise à flot des syndicats britanniques

LONDRES  
de notre correspondant dans la City

**L**a musique a changé. Nous ne sommes plus traités comme des lépreux : cette réflexion d'un permanent syndical, suite à la création d'un organe consultatif tripartite Etat-patronat-syndicats afin d'examiner les dossiers de libre concurrence, illustre le retour sur scène des organisations du travail, depuis la victoire du Labour aux élections, le 1<sup>er</sup> mai dernier. Mais malgré l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste depuis dix-huit ans, le TUC (Trade Union Congress), la confédération du travail britannique, n'est pas près de retrouver l'influence qu'il détenait avant 1979.

Le TUC, après presque deux décennies de traversée du désert, triomphe enfin du destin. La gauche a fini par l'emporter et les syndicats, principaux bailleurs de fonds du Labour, peuvent espérer se retrouver au cœur de la fête.

Les premières décisions du gouvernement Blair ne peuvent d'ailleurs que satisfaire John Monks, secrétaire général du TUC. La signature de la charte sociale européenne et la nomination d'une commission Etat-TUC-employeurs, chargée de fixer le montant du futur salaire minimum, l'attestent. Au sein du cabinet, plusieurs ministres sont jugés proches des syndicats, comme le vice-premier ministre John Prescott, ancien dirigeant du syndicat des marins, David Blunkett (éducation et emploi) ou Robin Cook aux affaires étrangères. Enfin, John Monks, qui a soutenu dès le départ l'opération de recentrage du Parti travailliste entreprise par Tony Blair, entretient d'excellentes relations avec ce dernier, malgré de

profonds désaccords sur le droit de grève et le salaire minimum.

Le Labour a ainsi promis d'autoriser les employés à être représentés par les syndicats dans les négociations avec l'entreprise, pour peu que 50 % d'entre eux le réclament. Tony Blair s'est aussi engagé à favoriser les organisations de fonctionnaires qui réclament le retour d'une forme de monopole de l'embauche dans leur secteur. De même la création d'une taxe sur les bénéfices excessifs des entreprises privatisées par les Tories devrait permettre de financer un programme d'emplois au profit des jeunes et des chômeurs de longue durée. Ajoutons que l'hôte du 10 Downing Street semble également avoir abandonné son projet de dénationaliser certaines activités comme le contrôle aérien.

## DE L'ÉTRANGER

Le Labour a promis d'autoriser les employés à être représentés par les syndicats dans les négociations avec l'entreprise, pour peu que 50 % d'entre eux le réclament.

Reste que le retour au premier plan de la scène des unions à ses limites. Conscient du danger électoral que le « syndrome TUC » continuait de représenter aux yeux de l'opinion, Tony Blair s'est engagé à ne pas revenir sur les lois antisyndicales, symbole de la bataille victorieuse que la Dame de fer et son successeur John Major avaient mené depuis dix-huit ans contre le monde du travail. La surenchère des syndicats avait été à l'origine des quatre défaites électorales successives du Labour. L'ancrage gauchiste du Parti travailliste, au début des années 80, était donc de lui l'électorat modéré. Dès son arrivée à la tête du parti, en 1994,

Blair-le-modernisateur s'était efforcé d'alléger l'emprise du mouvement syndical sur sa formation, que ce soit à l'occasion de l'élection du leader ou en dépeussant les statuts datant du dix-neuvième siècle.

Visiblement, l'heure n'est pas à la gloire. « Le Labour va assurer la poursuite de la reprise, mais en se concentrant sur l'investissement plutôt que la consommation », se borne à déclarer Ian Brinkley, économiste en chef du TUC.

Le Parti travailliste ne s'est-il pas autoproclamé « l'ami des milieux d'affaires » ? Lors de sa campagne, Tony Blair s'est engagé à ne pas augmenter l'impôt sur le revenu et à maintenir le niveau des dépenses publiques. Il s'est engagé à promouvoir la concurrence et la libéralisation des marchés. Le nou-

veau chef du gouvernement est entouré d'hommes d'affaires attirés par son orientation plus favorable aux entreprises. Mais des convertis de fraîche date comme Richard Branson, président-fondateur de Virgin, Anita Roddick, patronne des boutiques Body Shop, et Terence Conran, le créateur des magasins Habitat, sont carrément hostiles aux unions, qui n'ont pas droit de cité dans leurs entreprises.

« Nous n'empêchons pas les salariés d'être syndiqués. Mais pour nous, chez Virgin, s'ils ressentent le besoin de s'inscrire à un syndicat, c'est que la direction a échoué », explique un porte-parole de Virgin

Group. De surcroît, Tony Blair n'entend pas revivre les grands principes de la flexibilité de la main-d'œuvre, que ce soit en matière de liberté de licenciement quasiment sans indemnité ni de durée du travail. Labour ou pas, le modèle britannique restera dur aux plus faibles. Quant au salaire minimum, il devrait être fixé à moins de 4 livres (40 francs) l'heure, montant de loin inférieur à ce que réclame le TUC. « Il faut fixer le nouveau Smic à un niveau permettant d'aider les faibles salaires, tout en favorisant le retour des chômeurs au travail sans provoquer de pertes d'emplois », réplique prudemment Ian Brinkley.

Enfin, le Foreign Office s'oppose au projet de la Commission européenne d'étendre les conseils d'entreprise, une institution très rare en Grande-Bretagne, aux PME, invoquant le coût supplémentaire que cette mesure créera pour les milieux d'affaires.

Les syndicats britanniques ont payé un lourd tribut à l'ère Thatcher-Major. Le TUC a vu le nombre de ses adhérents chuter de 13,4 millions en 1979 à 7,2 millions aujourd'hui, soit 31 % des salariés. Selon le patronat, le taux d'affiliation serait même tombé à 15 % de la population active et 12 % dans le secteur privé.

Seulement 6 % des moins de vingt ans sont syndiqués ! « L'influence du TUC est réduite à zéro. Le dialogue social est décentralisé. Les employeurs privilégient le lien direct avec leurs employés, beaucoup de groupes performants n'ont pas de syndicat », dit Tim Morris, professeur de relations sociales à la London Business School. Le retour aux fastes de l'avant-Thatcher n'est pas pour demain.

Marc Roche

# Quinze ans après le rapport Schwartz

par Hervé Sérieyx

C'était en 1981 : les pouvoirs publics demandèrent à Bertrand Schwartz un rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Quinze ans plus tard, ce rapport a, malheureusement, peu vieilli. Et pourtant, nombre de données externes se sont profondément modifiées. Très autosatisfait de ses 53 % de « scolarisés » parmi les 16-25 ans, la France parvient néanmoins à conjuguer deux tristes records parmi les pays développés : le plus faible pourcentage de jeunes actifs et, pourtant, le plus fort taux de jeunes chômeurs. Ce taux, heureusement, diminue depuis deux ans.

Si ce considérable effectif de jeunes sans emploi est si difficile à résorber, c'est d'abord que le chômage a changé de nature.

## TRIBUNE

La mort du taylorisme, c'est celle du travail pour tous : en particulier pour les non-qualifiés, puisque l'organisation par tâches disparaît peu à peu, mais aussi pour les diplômés sans expérience, souvent peu aptes à s'intégrer rapidement dans des organisations par processus ou par projets.

En 1982, on croyait encore au mythe d'une crise passagère, ce qui aurait permis le retour au plein emploi. Maintenant, alors que le chômage a doublé, on ne pense même plus que la croissance pourrait sensiblement le réduire. C'est le travail même qui change de nature : la révolution des technologies aura précipité ce mouvement qui périmait d'un coup les notions de postes, de qualifications, tout ce qui charpenterait non seulement le marché de l'emploi, mais aussi la formation professionnelle, le dialogue social et, dans son ensemble, un système

fondé sur un contrat stable conclu entre l'entreprise et ses salariés.

En passant de la pyramide au réseau, d'un fonctionnement vertical et hiérarchique à cette organisation éclatée en une multitude d'entités où coexistent des intervenants aux statuts bariolés (CDI, CDD, indépendants, sous-traitants, intérimaires...), l'entreprise a dynamisé le monde du travail. En effet, quand on se met à travailler intelligemment, on a besoin de moins de personnes, et pas des mêmes.

La mort du taylorisme, c'est celle du travail pour tous : en particulier pour les non-qualifiés, puisque l'organisation par tâches disparaît peu à peu, mais aussi pour les diplômés sans expérience, souvent peu aptes à s'intégrer rapidement dans des organisations par processus ou par projets. Hier synonymes de compétences, les diplômés tendent à devenir de simples signes de reconnaissance sociale, nécessaires pour rechercher un emploi, mais insuffisants pour en trouver un avec certitude. Ils précipitent ceux qui les obtiennent dans une course en avant pour en acquérir d'autres.

Et cette « diplomatie » frappe deux cibles : ceux qui sont dépourvus de diplômes, qui apparaissent comme des parias et n'ont plus de place dans les entreprises ; ainsi que les sur-diplômés, parfois titulaires de diplômes-assignats, qui se retrouvent à des postes très inférieurs à leurs espérances. Cette situation est au moins aussi dramatique que le chômage des jeunes. Parce qu'elle crée chez ces jeunes une amertume cachée, le sentiment que les adultes les ont trahis : « Faire tant d'efforts pour en arriver là ! »

Réécrit aujourd'hui, le rapport Schwartz pourrait souligner des facteurs positifs nouveaux, susceptibles de fournir à la problématique de l'insertion des solutions inconnues en 1982. Est-ce parce que leurs enfants risquent d'être touchés par le chômage que, en nombre croissant, les dirigeants publics et privés se mobilisent réellement en faveur de l'emploi des jeunes ? A l'initiative du chef de l'Etat, la conférence nationale pour l'emploi des jeunes du

10 février 1997 a permis l'expression d'un engagement collectif des autorités politiques, de l'administration et des partenaires sociaux autour de cibles précises et chiffrées.

D'autre part, l'évolution de la décentralisation a conduit les régions à prendre la responsabilité de la formation professionnelle, et en particulier à promouvoir un apprentissage qui cesse, peu à peu, d'apparaître comme le chemin de déstabilisation de ceux qui n'ont pu s'accommoder de la pédagogie traditionnelle fondée sur la mémorisation. On redécouvre les vertus de l'altercoance, qui doit devenir cette voie royale vers la connaissance quand la pratique fait désirer la théorie qui, elle-même, donne à son tour sens à la pratique.

Enfin, dans de nombreux bassins d'emploi, des acteurs locaux habitués à s'ignorer, voire à se combattre, unissent dorénavant leurs efforts pour inventer de nouvelles formations, favoriser l'acquisition d'expériences par des

jeunes, créer de nouveaux emplois.

Si l'environnement est plus hostile à l'emploi des jeunes, quelques nouvelles données peuvent toutefois ouvrir l'espoir : sans doute le rapport Schwartz mériterait-il un certain agissement. Le cœur de son constat reste d'actualité, en particulier en ce qui concerne les trois concepts-clés de l'insertion des jeunes en difficulté : on ne peut favoriser cette insertion que par une approche globale - à la fois sociale, citoyenne et professionnelle ; il faut rendre les jeunes « acteurs » de leur propre projet ; la pédagogie des « nouvelles qualifications » part de la vie, de l'expérimentation et non du savoir des maîtres. Enfin, ce qui demeure plus que jamais un défi vivant, c'est cet impératif de survie pour notre société qu'exprime Bertrand Schwartz : « Moderniser sans exclure ! »

Hervé Sérieyx est délégué interministériel à l'insertion des jeunes.

## Devenez

- ingénieur d'affaires
- chef de projet

en

informatique et communications numériques

biotechnologies

matériaux avancés et productique

Faire l'ISTM, c'est acquérir la double compétence (technologie et management) recherchée par les entreprises.

**Admission : DUT, DEUG, Math Spé, BTS**  
Clôture des inscriptions : 30 juin 1997

**Diplôme BAC + 5**

Institut Supérieur de Technologie et Management  
Pôle Universitaire Léonard de Vinci  
92916 Paris La Défense Cedex

Tél. 01 41 16 73 55



# Le traitement « social » du chômage l'emporte en Europe

Enquête. Même si les Etats membres de l'Union ont serré la vis en termes d'indemnisation des demandeurs d'emploi, les dépenses « passives » restent majoritaires face aux mesures « actives »

**D**épenses « passives », dépenses « actives ». Depuis plusieurs années, ces deux catégories servent à mesurer et à évaluer les politiques de l'emploi. Dissociant traitement social et traitement économique du chômage, le clivage permet de distinguer les mesures de garantie de revenus (indemnisation des chômeurs, préretraites), dites « passives », des mesures « actives » (formation, dispositifs pour les jeunes, aides à l'embauche, etc.), dont la vocation est d'agir sur le marché du travail et de favoriser l'emploi.



Bien qu'elle fasse l'objet de nombreuses controverses, cette classification permet de comparer les stratégies de lutte contre le chômage mises en œuvre dans les différents pays. C'est d'ailleurs à partir de cette nomenclature que l'OCDE suit, depuis 1985, l'évolution des politiques publiques de l'emploi. A l'échelle européenne, ces données statistiques ont été synthétisées en 1996 par Bruxelles dans le cadre d'un rapport sur l'emploi en Europe.

## Les conventions de coopération en France

Créées par l'accord du 8 juin 1994, modifiées le 1<sup>er</sup> septembre 1995, les conventions de coopération constituent en France l'une des toutes premières expérimentations du principe d'activation des dépenses d'assurance chômage. Elles permettent à l'employeur de percevoir, pendant douze mois, une aide correspondant au montant de l'allocation qu'il aurait perçue le recruteur s'il était resté au chômage. Pour y prétendre, l'entreprise ne doit pas avoir procédé à des licenciements économiques dans les six mois précédant l'embauche et les demandeurs d'emploi doivent être inscrits à l'ANPE et indemnisés depuis au moins huit mois.

La convention se négocie au niveau local, entre, d'une part, l'Assefic, l'ANPE, la direction départementale du travail et, d'autre part, un organisateur d'actions (entreprise ou tout organisme concourant au reclassement de demandeurs d'emploi). Selon les chiffres fournis par l'Unedec, 23 591 personnes ont bénéficié d'une convention de coopération depuis leur création ; 67,3 % d'entre elles ont été embauchées en CDI.

La montée du chômage est au cœur de cette évolution. L'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi se traduit mécaniquement par une augmentation des dépenses passives d'indemnisation et une contraction des dépenses actives. Le phénomène a frappé tous les pays, à l'exception du Danemark, où le recul du chômage enregistré

entre 1993 et 1995 a permis une progression des dépenses actives. Seconde tendance forte : la hausse du chômage s'est partiellement conjuguée à des politiques d'économies budgétaires. Cette rigueur a conduit à d'importantes réformes de l'indemnisation des chômeurs. Resserrement des critères d'admissibilité, réduction de la durée et du montant des prestations, contrôle plus strict des bénéficiaires. A des degrés divers, toutes ces démarches ont été engagées dans l'Union depuis 1990.

« Des définitions plus strictes de la disponibilité à l'emploi et des sanctions plus dures à l'égard de ceux qui refusent les offres raisonnables d'emplois ont été introduites en Suède, en Autriche, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni », souligne la Commission.

Ces plans de rigueur ont eu pour effet immédiat de comprimer les dépenses passives par nombre de chômeurs. Selon les pays, ils ont également agi sur le niveau de la politique active. En France, notamment, c'est bien la contraction des dépenses liée au changement des règles d'indemnisation en 1992 qui explique en grande partie la progression de la part des dépenses actives.

Parallèlement à ces réformes, et conformément aux recommandations des experts de l'OCDE, les Etats membres ont engagé des démarches d'activation des dé-

penses passives ». Cette mutation consiste à redéployer les prestations chômage en les utilisant comme subventions à l'emploi. Des pays comme la Suède, le Danemark ou, de façon plus embryonnaire, l'Allemagne et la France se sont récemment engagés dans cette voie.

La mise en œuvre de ces stratégies reste délicate. Formulés dès 1990, le mot d'ordre de l'OCDE intervient dans un climat général « de désenchantement et de suspicion à l'égard de l'efficacité sur l'emploi des mesures actives », précise Jérôme Gaudé, chercheur associé au CEE (Centre d'études pour l'emploi). Formation, aides à l'emploi, subventions salariales, création d'emplois dans le secteur public (type CES), toutes ces catégories de dépenses actives sont passées en revue par la Commission, qui estime que « les résultats sont souvent décevants ».

« L'effet essentiel des politiques actives est la rotation des postes et des emplois, bien plus que l'inflechissement du chômage », souligne pour sa part Bernard Gazier, responsable de l'unité de recherche associée METIS à l'université Paris-I. Le récent effondrement du modèle suédois ajoute à ce scepticisme. Présenté pendant des années comme le pays où l'ampleur de la politique active était jugée comme le principal facteur de la faiblesse du chômage, la Suède a vu la part de ses dépenses actives fondre depuis 1990 alors que son taux de chômage a été multiplié par quatre.

**COMPLÉMENTARITÉ** Dans un récent rapport intitulé *Renforcer l'efficacité des politiques actives du marché du travail* (1996), les experts de l'OCDE reconnaissent d'ailleurs que le thème de l'« activation » des garanties de revenus repose plus sur une « complémentarité » et une « interaction » des politiques actives et passives « que sur leur substitution ».

Dans le même ordre d'idées, les auteurs de l'étude insistent sur l'importance du rôle joué par les services publics de l'emploi (ANPE, missions locales... pour prendre l'exemple de la France) dans le soutien à la recherche active d'un emploi. Or, avec un effectif de cinq agents pour mille chômeurs – quatre fois moins qu'en Allemagne et cinq fois moins qu'au Danemark –, l'Hexagone se situe dans le peloton de queue des pays européens.

Olivier Piot

# Un exemple de stratégie offensive : le Danemark

**L**e Danemark est entré, depuis 1994, dans une stratégie d'activation du traitement social du chômage au travers d'une série de mesures qui ont été renforcées en 1995 et 1996. Tout en ayant ramené la période d'indemnisation des chômeurs de sept à cinq ans, les autorités danoises ont introduit une nouvelle réglementation obligeant les chômeurs à accepter toutes les offres d'emploi « raisonnables » qui leur sont faites par les services de placement.

Les chômeurs qui ne retrouvent pas un emploi pendant les deux premières années d'indemnisation

passent obligatoirement en « période active ». Ils ont alors le droit – et le devoir – de participer à un « programme d'intervention directe », sous forme d'emplois subventionnés ou de cours de formation d'une durée de 30 à 37 heures par semaine, pour lesquels ils perçoivent un salaire égal au taux maximum de l'allocation chômage.

Le même type de dispositifs s'applique, depuis avril 1996, aux jeunes de moins de 25 ans ; à une différence près : ces derniers entrent en « période active » dès le sixième mois d'indemnisation. Ils se voient alors proposer une

expérience professionnelle ou une formation d'au moins dix-huit mois.

Quant à l'allocation qui leur est versée pendant cette période, son montant dépend du type de formation et ne peut dépasser la moitié du taux maximum de l'allocation chômage. De plus, ces cas « actifs » sont décomptés sur les périodes d'indemnisation et ne leur ouvrent aucun droit supplémentaire.

En réalité, explique un expert de l'OCDE, la démarche consiste à la fois à « contraindre les demandeurs d'emploi » à intégrer ces programmes, tout en leur « offrant l'opportunité » d'échapper au chômage et de se réinsérer – même temporairement – grâce à un retour à la vie professionnelle ou à des cycles de formation. Selon les pays, la logique de « contrainte » l'emporte plus ou moins sur celle de l'« opportunité ».

La seconde voie explorée par les pays européens en matière d'activation des dépenses passives est répertoriée par l'OCDE sous le label « stratégie de soudure ».

Des programmes actifs du marché du travail sont, là encore, mis en place : le fait d'y participer permet aux chômeurs de recouvrer des droits à l'assurance chômage. Utilisés de façon croisée et complémentaire, les dispositifs passifs et actifs permettent ainsi

de faire la « soudure » en attendant que les intéressés retrouvent du travail.

## L'ANPE ALLEMANDE

La politique développée depuis 1992 par l'Etat allemand dans les ex-Länder de l'Est illustre bien cette stratégie. A partir de 1989, de nombreuses mesures de retraite anticipée ont été financées en Allemagne orientale. Dès 1992, ces procédures de traitement social du chômage – lourdes en termes de financement – ont été progressivement abandonnées au profit de programmes plus actifs. Dans un premier temps, des créations d'emplois ont eu lieu dans le secteur des infrastructures publiques et de l'environnement, afin de les améliorer pour faciliter la restructuration industrielle du pays.

Plus récemment, un dispositif de subventions salariales aux travaux destinés à améliorer le potentiel productif (nettoyage de sites industriels, services sociaux) a été créé. En permettant aux chômeurs de bénéficier de périodes d'activité assez longues, cette formule s'avère beaucoup plus efficace pour leur réinsertion professionnelle que les « programmes d'emplois subventionnés de brève durée » financés par l'Etat allemand entre 1989 et 1992.

O. P.

# Une bonne année 1996 pour le conseil en management

**L'**ETUDE DU SYNTec, syndicat professionnel qui regroupe 52 adhérents, indique un chiffre d'affaires en hausse de 10 % pour les cabinets de conseil en management, avec un rythme d'expansion qui s'accroît depuis la fin de l'année 1996. Ce sont essentiellement les grandes et les moyennes structures qui sont les moteurs de cette reprise. Deux secteurs sont déterminants pour ce marché : l'industrie et la banque-assurance. Les cabinets membres du Syntec voient leurs effectifs progresser de 15 %, ce qui correspond à une création de plus de 650 emplois, avec un effectif total de 5 000 personnes dont 77 % de consultants. Même si l'environnement est porteur, la pression concurrentielle tire les prix à la baisse et joue également sur la durée moyenne des interventions qui diminue.

La profession de conseil en management réalise en France un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de francs – dont la moitié réalisée par les adhérents du Syntec – et emploie près de 9 000 personnes.

# Le nombre des agents de la fonction publique à temps partiel augmente

**SELON LA DERNIÈRE ENQUÊTE INSEE** sur le sujet, la fonction publique de l'Etat regroupait 3 081 900 personnes fin 1995, soit une croissance de 19 500 en deux ans. Il faut relativiser ces résultats par la montée du temps partiel (450 000 agents fin 1995, soit 14,6 % de l'ensemble). Convertis en « équivalents temps complet », les effectifs sont alors évalués à 2 894 600, ce qui ramène la hausse à moins de 5 000 de fin 1993 à fin 1995, avec une quasi-stagnation la dernière année.

La période est également marquée par un glissement vers des catégories statutaires plus favorables et, à l'intérieur de ces dernières, vers des niveaux hiérarchiques plus élevés. Ce mouvement reflète les nombreuses réformes statutaires appliquées depuis 1991 qui entraînent des évolutions rapides dans les corps et les grades de la fonction publique. De même ont-elles conduit, en partie, à la hausse des traitements bruts (+ 5,3 % en moyenne sur deux ans), supérieure à la stricte hausse du point d'indice dans la fonction publique. En métropole, le traitement brut moyen annuel est estimé à 134 800 francs en 1995.

La fonction publique de l'Etat regroupe les effectifs de l'Etat, les enseignants du « privé » (payés par l'Etat), les établissements publics nationaux, La Poste et France Télécom (ancien ministère des P & T jusqu'en 1991).

## DÉPÊCHES

**■ HISTOIRE D'ENTREPRISE.** Le Crédit lyonnais, en partenariat avec l'Association pour le développement de l'histoire économique (ADHE), décerne, pour la quatrième année, un prix pour l'histoire d'entreprise d'un montant de 50 000 francs pour le lauréat et de 50 000 francs d'aide à l'édition. Le prix est attribué à un ouvrage, à une thèse ou à un manuscrit traitant de l'histoire d'une entreprise, d'un entrepreneur, d'une famille, d'un ensemble (social, régional ou économique) d'entreprises ou d'une branche d'activité française aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ces travaux doivent être rédigés en langue française. Contact : ADHE. Tél. : 01-45-87-53-71.

**■ ÉCONOMIE SOCIALE.** L'institut d'études politiques de Grenoble prépare à partir de la rentrée prochaine à un diplôme universitaire de troisième cycle intitulé : « Politique de développement des activités et entreprises d'économie sociale ». Cette formation vise à permettre aux responsables du secteur d'asseoir leur prise de décision sur une analyse pertinente de l'environnement. Elle est répartie sur dix séquences de trois jours sur l'année, coûte 30 000 francs pour les professionnels et 3 000 francs pour les étudiants. Contact : Escac-IEPG. Tél. : 04-76-82-60-64 (les mardi, jeudi et vendredi après-midi).

## AGENDA

**■ DIRIGEANT.** Le congrès régional du Centre des jeunes dirigeants (CJD) d'Île-de-France aura lieu le 13 juin prochain à Nogent-sur-Marne. Thème retenu : « L'entreprise au XXI<sup>e</sup> siècle : quel en sera le dirigeant ? ». De nombreux chefs d'entreprise témoigneront et expliqueront comment ils conçoivent leur rôle aujourd'hui et leur implication dans l'entreprise. Contact : Ernst & Young. Tél. : 01-48-15-61-20.

**■ CRÉATION D'ENTREPRISE.** La finale de la première édition du concours franco-québécois des parcours de création d'entreprises, organisé par le réseau des Boutiques de gestion, se déroulera le 13 juin à Reims. Plus de deux cent quarante lauréats régionaux sont sélectionnés sur les mille participants du départ. La manifestation traitera également, avec la participation de nombreux experts français et étrangers, des problèmes et des solutions pour les jeunes créateurs d'entreprise, et ce à l'échelle européenne. Contact : Eric Dupontis. Tél. : 01-43-20-54-87.

**■ ENVIRONNEMENT.** La Fédération nationale des activités du déchet et de l'environnement organise à Paris, le 18 juin, un colloque intitulé « L'activité du déchet face à son avenir : quel métier, quel service, à quel prix ? ». Plusieurs tables rondes sont prévues, consacrées notamment aux métiers et aux emplois du secteur, aux entreprises privées qui assurent un service public et à la question des coûts de l'élimination des déchets. Contact : Fnade. Tél. : 01-48-05-96-69.

**■ NOUVELLES TECHNOLOGIES.** Les ingénieurs Télécom Bretagne, anciens élèves de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications de Bretagne, organisent, le 18 juin, à Paris, un colloque sur « les technologies au service de la concurrence ». L'évolution des technologies, la diversité des infrastructures et des choix techniques, les conditions d'interconnexion entraînent-elles les acteurs à définir de nouvelles stratégies, à chercher de nouvelles alliances, à développer une concurrence accrue ? Contact : Ingénieurs Télécom Bretagne. Tél. : 01-45-88-52-60.

**■ MANAGEMENT.** Comment capitaliser et exploiter la mémoire de l'entreprise pour une plus grande compétitivité ? C'est la question à laquelle la Journée organisée le 23 juin prochain, à Grenoble, par l'Association des professionnels de l'information et de la documentation (ADBS) et consacrée au « management de la mémoire d'entreprise » essaiera de répondre. Les entreprises génèrent en effet une richesse encore insuffisamment exploitée : une accumulation d'expériences et de savoir-faire. La sous-utilisation de ce patrimoine oblige à recréer en permanence des connaissances. Contact : ADBS. Tél. : 01-43-72-99-80.

**■ ASSOCIATIONS.** Le GIP Réseau Information Gestion organise son université d'été, à Paris, du 30 juin au 2 juillet, sur le thème : « Les nouveaux services aux associations. Quelles transformations ? Quels partenariats ? ». Parce que les financements publics se répartissent autrement, parce que les « usagers » deviennent plus exigeants, les petites associations modifient leurs méthodes de gestion : leurs logiques de travail deviennent transversales. Contact : GIP Réseau Information Gestion ; tél. : 01-48-06-71-72.

se reconvertir grâce aux em  
l'entraînement

**T**

Formation de...  
Bac-4...  
cadres expérimentés et fréquents...  
Formez-vous à la gestion...  
à distance et à votre rythme.

**DOMS CAAS**  
Certificat d'Aptitude  
à l'Administration des Entreprises  
à distance par correspondance

**eslsca**  
ADMISSION SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission...  
l'enseignement...  
commerce...  
diplôme ES LSC...  
avec le diplôme...  
du programme...

Prochaine Session  
3 et 4 juillet 1997

Renseignements - Inscriptions  
Boulevard...  
Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat  
Reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale



صكرا من الالام

# Une bonne année 1996 pour le conseil en management

Le conseil en management a connu une année 1996 particulièrement fructueuse. Les entreprises ont été nombreuses à solliciter les services des consultants pour optimiser leur gestion, améliorer leur performance et développer leur chiffre d'affaires. Cette tendance s'est poursuivie tout au long de l'année, reflétant la confiance croissante des dirigeants envers le conseil externe.

# Le nombre des agents de la fonction publique à temps partiel augmente

Le nombre d'agents de la fonction publique travaillant à temps partiel a augmenté de manière significative au cours de l'année 1996. Cette évolution s'explique par la volonté des administrations de flexibiliser leur effectif et d'adapter leur organisation aux besoins spécifiques de leur activité. Les emplois à temps partiel offrent ainsi une solution intéressante pour concilier vie professionnelle et vie personnelle.

Les agents de la fonction publique à temps partiel jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des administrations. Ils permettent d'assurer la continuité des services tout en offrant une certaine flexibilité dans l'emploi. Cette pratique est de plus en plus répandue, témoignant d'une évolution positive dans la gestion des ressources humaines du secteur public.

Le développement des emplois à temps partiel dans la fonction publique est un indicateur positif de la modernisation de l'administration. Il permet d'optimiser l'utilisation des ressources humaines et de mieux répondre aux besoins des citoyens. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir.

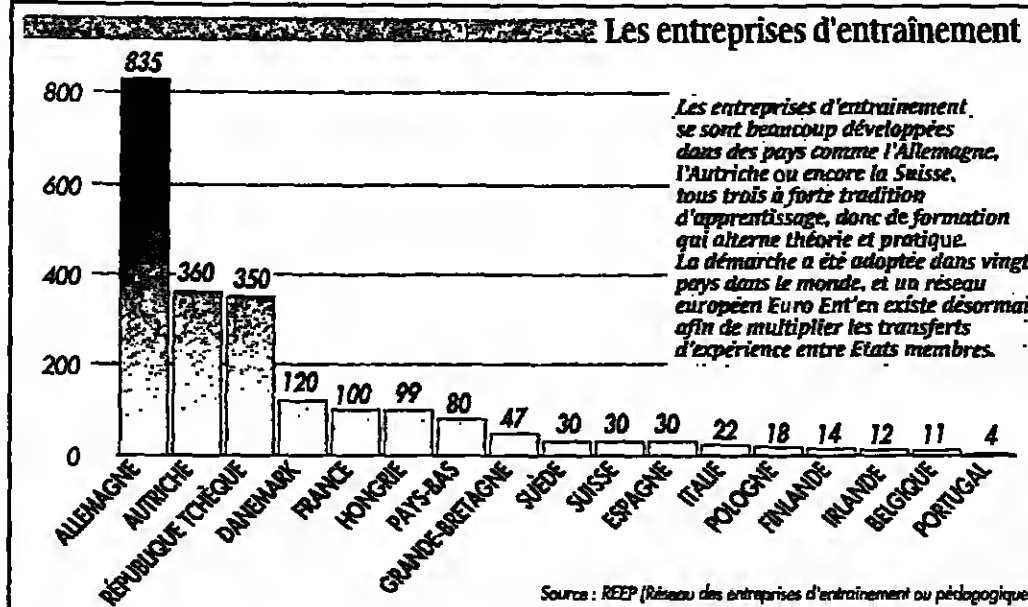
# AGENDA

- 15 juin : Journée mondiale de l'agriculture.
- 20 juin : Fête de la musique.
- 25 juin : Fête de la mer.
- 30 juin : Fête de la gastronomie.
- 5 juillet : Fête de la culture.
- 10 juillet : Fête de la jeunesse.
- 15 juillet : Fête de la famille.
- 20 juillet : Fête de la santé.
- 25 juillet : Fête de la science.
- 30 juillet : Fête de la technologie.

# Se reconvertir grâce aux entreprises d'entraînement

Formation. Le dispositif, adopté dans plus de vingt pays, a fait ses preuves. Il permet à des chômeurs d'être mis en situation sur un lieu de travail virtuel, mais conforme à la réalité.

Trois jours durant, à la mi-mai 1997, le superbe grand hall de la chambre de commerce et d'industrie de Lille a accueilli le premier forum des entreprises d'entraînement. L'événement avait été jugé assez important par les pouvoirs publics locaux pour que le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et la ville de Lille aient participé à son financement, de même que le Fonds social européen. Une quarantaine des quelque cent entreprises d'entraînement (EE) que compte la France y étaient représentées.



Cette formule, connue aussi sous le nom d'entreprises pédagogiques (d'où le nom de l'association qui les rassemble : Réseau des entreprises d'entraînement ou pédagogiques, REEP), ne constitue ni une nouveauté ni une spécialité française. Elle est née en Allemagne et remonte aux lendemains de la dernière guerre mondiale. La RFA a alors eu à intégrer, dans des activités tertiaires, des milliers d'agriculteurs physiquement trop atteints pour retourner à leur métier d'origine. Le système dual de formation professionnelle des jeunes n'existait pas encore. Mais la formule que l'on a imaginée porte la marque de la même conviction : c'est en forgeant que l'on devient forgeron.

Pour préparer ces hommes à leur reconversion, on a eu l'idée de les installer, non dans un cadre scolaire, mais dans des bureaux où ils ont d'emblée été plongés dans de véritables situations d'activité professionnelle. Pour cela, l'on a créé et fait fonctionner des sociétés qui, pour être fictives, n'en donnaient pas moins la possibilité de réaliser toutes les opérations qui s'y déroulent habituellement : devis, factures, tenue de livres comptables, rédaction de feuilles de paie, études de marché. Seules les activités de fabrication étaient exclues.

Le concept est aujourd'hui présent dans tous les Etats membres de l'Union européenne, mais aussi à l'autre bout du monde. On compte 2200 EE réparties dans plus de vingt pays. La France a rejoint le mouvement en 1990, sous l'impulsion de Jean Auroux, ancien ministre du travail et maire de Roanne (Loire) où le REEP a son siège.

Le REEP n'a pas seulement un rôle de coordination et de contrôle de la qualité du travail des EE (toutes signataires d'une charte). Il est nécessaire pour donner corps au marché économique fictif sur lequel celles-ci achètent et vendent les uns aux autres et il leur permet, quand elles en ont besoin, d'entrer en relation avec des administrations, des organismes sociaux ou professionnels, des établissements publics.

Le REEP comporte ainsi un centre d'information, de documentation et d'aide à la création d'EE, une banque qui met à leur disposition un crédit initial de démarrage (en monnaie fictive évidemment), gère leurs comptes et permet les transactions financières entre elles, un centre de régulation des échanges qui permet le bon fonctionnement du système et qui fournit, au cours du marché réel, les biens que les EE ne sont pas en mesure de produire (l'électricité par exemple, un service concubinaire, un service fiscal et social simulant les services réels).

MARRAINES ET FILLEULES. Le réseau français fait lui-même partie d'un réseau européen, Euro Ent, connu aussi sous le signe anglais d'« Europe » (European Practice Enterprises Network). Grâce à cette organisation qui franchit les frontières, le monde des EE se prête particulièrement bien à l'apprentissage du commerce international.

Le repê sur un monde fictif est contrebalancé par un ancrage solide au réel par le biais d'« entreprises marraines ». Celles-ci sont d'authentiques sociétés qui acceptent de nouer des liens particuliers avec telle ou telle EE vendant les mêmes produits ou services qu'elles. L'objectif est que l'activité de l'entreprise « filleule » soit aussi fidèle que possible à la réalité. Elle travaille donc sur la base de documents et de données fournies par sa ou ses marraines.

La formation en EE convient à tous les âges, à tous les niveaux et à tous les types de publics, et elle permet de se préparer à tous les métiers tertiaires, en particulier tels qu'ils s'exercent en PME-PMI. Elle est notamment utilisée pour la

# Le luxe marie Sciences-Po et créatifs

Métiers. Le comité Colbert fait travailler les étudiants sur des projets concrets

Comment la griffe Nina Ricci peut-elle garder son âme dans des systèmes de distribution en libre-service de plus en plus proches de ceux de la grande consommation ? Comment la marque de tissus et de décoration Pierre Frey renouvelera-t-elle sa communication visuelle ? Dans quelles conditions les caves Taillevent pourraient-elles aménager un coin dégustation dans leurs locaux de la rue du Faubourg-Saint-Honoré ? Quel projet d'architecture proposer au joaillier Mauboussin, qui aimerait pouvoir relier ses deux points de vente de la place Vendôme ?

Tels sont les quatre cas pratiques, très concrets (càhier des charges à la clé), sur lesquels ont planché, depuis le début de l'année, une vingtaine d'étudiants de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, de l'école Camondo (qui enseigne les métiers de graphiste, styliste de mode et plasticien de l'environnement architectural) et de l'école Duperré (qui forme des architectes d'intérieur et des designers).

Constituée de cinq élèves (trois de l'école Camondo ou Duperré et deux de Sciences-Po), chacune des équipes a présenté le résultat de son travail le 21 mai dernier, à l'école Camondo, devant les professeurs et les professionnels du luxe ayant sollicité les études de cas.

Originale, cette initiative est mise en œuvre pour la troisième année consécutive par le comité Colbert, qui regroupe soixante-quinze maisons françaises de luxe. « L'intérêt de cette manifestation, c'est d'abord de mettre les étudiants face à une situation très proche de celle qu'ils rencontreront dans leur vie professionnelle. Ensuite, elle leur apporte la démonstration que la création ne peut exister sans gestion, et vice versa », plaide Alain Teitelbaum, président délégué du comité Colbert, qui anime un séminaire de gestion du luxe à l'IEP. « Nos élèves apprennent ainsi à appréhender les problèmes en grandeur nature. Surtout, ils se rendent mieux compte que l'industrie de la mode rencontre non seulement des problèmes de création, mais aussi de gestion », renchérit Georges Renaud, directeur de l'école Duperré.

La confrontation des profils est particulièrement enrichissante : « Mettre en relations des sciences-po et des créatifs s'avère très fructueux, ne serait-ce que parce qu'ils sont amenés à comparer leurs méthodes de travail », constate Marie Robichet, professeur d'arts textiles et d'impression à Duperré. « Tout l'intérêt pédagogique de ces cas pratiques, c'est de mettre en contact des étudiants qui n'auraient aucune raison de se rencontrer, sauf ultérieurement dans le cadre de leurs activités professionnelles », explique Françoise Jollant, directrice de l'école Camondo. Et l'ex-directrice de la création de Louis Vuitton de poursuivre : « Ainsi les élèves de l'IEP apprennent à conceptualiser une idée, tandis que les Camondo sont amenés à s'intéresser de plus près à la

gestion d'un projet. » Sciences-Po ou créatifs, les étudiants plébiscitent la formule : « A l'IEP, nos études de cas nous les faisons en interne, avec des gens qui raisonnent comme nous. Alors que sur le projet Mauboussin, les échanges avec nos camarades de Camondo étaient plus proches de l'idée que je me fais de la vie professionnelle », assure Laure Daoud, étudiante en troisième année. « Notre seul problème aura été le timing : les Sciences-Po travaillent le jour, alors que nous sommes plutôt des noctambules », ironise Laurent Mangoust, élève à Camondo.

Quelle que soit la suite donnée à leurs travaux, les jeunes ont pu saisir l'occasion de nouer quelques contacts, comme le reconnaît à demi-mot Bruno Lacour, professeur à l'école Camondo : « L'insertion professionnelle n'est pas l'objectif de ces cas pratiques, même si elle est toujours en arrière-plan. »

Les professionnels, pour leur part, ne tarissent pas d'éloges sur le travail des étudiants, d'autant qu'ils pourront toujours y glaner

# Une association quadragénaire

Créé en 1954 par Jean-Jacques Guerlain, le comité Colbert, qui regroupait à l'origine quatorze maisons françaises de luxe, en rassemble aujourd'hui soixante-quinze, parmi lesquelles Christian Dior, Chanel, Hermès, Louis Vuitton. Présidé par Dominique Hériard-Dubreuil, PDG des cognacs Rémy Martin, le comité Colbert, constitué sous forme d'association, réunit dix métiers qui conjuguent tradition et modernité, artisanat et technologie : argent et bronze ; couture et mode ; cristal ; cuir ; édition et décoration ; faïence et porcelaine ; bijouterie et gastronomie ; or et matières précieuses ; parfum ; vigne. L'ensemble des sociétés membres du comité réalisent un chiffre d'affaires annuel de 34,7 milliards de francs, « soit l'équivalent du chiffre réalisé par l'industrie aéronautique française », fait-on valoir au siège du comité.

quelques idées nouvelles à bon compte, la participation n'étant assortie d'aucune gratification ni récompense. « Ils se sont bien sortis d'un sujet difficile », reconnaît Augustin de Montalivet, directeur du marketing de Nina Ricci, qui a invité les élèves à présenter leur projet à son équipe.

Mais l'originalité n'est pas forcément l'idée avancée par les étudiants d'adopter un salon de thé aux espaces de vente de Mauboussin est-elle jugée « décoiffante » par Michel Fleury, directeur général de la fameuse bijouterie, car trop décalée par rapport au prestige des enseignes.

Philippe Baverel

## Bac + 4 (maîtrise, ingénieur, pharmacien...), cadres expérimentés en fréquents déplacements.

### Formez-vous à la gestion... à distance et à votre rythme !

DESS CAEE  
Certificat d'aptitude à l'Administration des Entreprises à distance multimédia

- Une formation Bac + 5 à la gestion, DESS délivré par l'IAE de l'Université de Poitiers.
- Un enseignement à distance multimédia, qui vous permet d'organiser vos études en fonction de votre activité professionnelle et de votre rythme personnel de travail.
- Une collection de CD ROM.
- Une admission sur test.

Un partenariat original entre les IAE de Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Paris, Poitiers, Rennes et le CNED.

Date de sélection : Samedi 20 septembre 1997  
Dossier à retirer au CNED Institut de Poitiers.  
Téléport 4, BP 1000 - 86980 Futuroscope Cedex  
Tél : 05 49 49 04 04 - Fax : 05 49 49 04 18

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (I.A.E.)  
20, rue Guillaume VII Le Troubadour - B.P. 639  
86002 POITIERS CEDEX  
3615 IAEPOITIERS (1,29 Fretin) - e-mail : goupoulin@univ-poitiers.fr

# eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.  
La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

**Prochaine Session**  
(rentrée des cours : Octobre 1997)  
**3 et 4 juillet 1997**

Renseignements - Inscriptions  
ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES  
1, rue Bourgaïnville, 75007 Paris - Tél. : 01 45 61 03 69  
Établissement privé d'enseignement supérieur  
Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat  
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

Nouveau

## Retrouvez nos offres d'emploi

3615 LEMONDE

## Sciences Po propose à la rentrée 1997

un Programme d'Études Avancées en 18 mois  
cycle court de 7 mois (sans stages) pour les professionnels en entreprise

### GESTION DES TRANSFORMATIONS SOCIALES

Une formation professionnelle, originale par :

- **SON AMBITION** : former les acteurs sociaux innovants et capables de mettre en perspective les transformations sociales engagées par les entreprises, les organismes sociaux et les pouvoirs publics.
- **SES CONTENUS** : pluridisciplinaires, ils intègrent la dimension européenne et internationale.
- **SON OUVERTURE SUR LA VIE ACTIVE** : les stages occupent la moitié du programme.
- **SES ENSEIGNANTS** : praticiens des entreprises, des organismes sociaux, des administrations, universitaires et chercheurs.
- **SON PUBLIC** : professionnels engagés dans la vie active et étudiants en fin de cursus.
- **SES DÉBOUCHÉS** : directions d'organismes sociaux et de santé, gestion des ressources humaines, métiers du conseil, de la formation...

Renseignements et inscriptions : avant le 27 juin 1997 pour la 1<sup>re</sup> session  
Institut d'Études Politiques de Paris - At, Dominique Pion  
Tél. 01 45 49 56 87 - Fax 01 45 49 91 22







صكنا من الامل

naines

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997 / VII

## Juristes - Ressources Humaines

REPRODUCTION INTERDITE

SOCIÉTÉ PRESTATAIRE DE SERVICES  
PRINCIPAL D'UN GRAND GROUPE PUBLIC  
PARIS (75011)

### JURISTE D'AFFAIRES Senior

• 10 ans d'expérience  
• Juriste d'affaires  
• Droit des sociétés  
• Droit du travail  
• Droit fiscal  
• Droit de la concurrence  
• Droit de la consommation  
• Droit de la propriété intellectuelle  
• Droit de la responsabilité  
• Droit de la procédure  
• Droit de la médiation  
• Droit de la négociation  
• Droit de la gestion  
• Droit de la stratégie  
• Droit de la politique  
• Droit de la culture  
• Droit de la communication  
• Droit de la gestion  
• Droit de la stratégie  
• Droit de la politique  
• Droit de la culture  
• Droit de la communication

GROUPE ESC

### Juriste en Droit Social

**Grand groupe français en très fort développement renforce sa Direction des Affaires Sociales et recherche un**

**Lille**

Dans le cadre de votre activité, vous avez vocation à intervenir en tant que conseil aux opérations avec les quels vous êtes en étroit rapport, sur tout type de questions (conclusion et exécutions du contrat de travail, IRP, temps de travail, ...).

Vous devenez également un pôle de référence sur certains dossiers qui vous seront confiés tels que la protection sociale, l'hygiène et la sécurité, le droit syndical ...

Agé(e) de 27/30 ans, de formation juridique supérieure en droit (DEA ou DESS en droit social, DJCE) ou de formation supérieure commerciale (ESC) complétée par un certificat de spécialisation en droit social, vous justifiez impérativement d'une première expérience de 2/4 ans en droit social acquise au sein d'une entreprise ou en cabinet.

Excellent juriste, autonome, ouvert d'esprit et ayant le goût du service, vous souhaitez valoriser vos compétences et évoluer dans un groupe dynamique et réactif.

Des déplacements sur la zone géographique qui vous sera confiée sont à prévoir.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Pierre-Olivier Landry, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPAGE (Candidat 3617MPAGE) ou de vous connecter au <http://www.mpf.france.com> sous la référence POL17036.

**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

Important groupe français de dimension internationale intervenant dans le secteur de l'agro-industrie recherche un(e)

### Fiscaliste

**Bretagne**

Au sein du Service Juridique et Fiscal, vous contribuez notamment à la gestion fiscale des sociétés du groupe qui vous sont confiées (supervision des déclarations, suivi des contentieux, etc.) tant en matière de fiscalité directe qu'en matière de fiscalité locale et indirecte (taxe professionnelle, TVA, TF etc.). Vous intervenez en outre dans le cadre de l'intégration fiscale du groupe.

Vous participez également aux opérations de structure (acquisition, fusion, apport partiel d'actifs, etc.) afin de minimiser les risques fiscaux.

Enfin, vous assurez un rôle de conseil permanent auprès des opérationnels du groupe sur toutes questions d'ordre fiscal (prix de transfert, opérations intra-groupe, etc.).

Agé(e) d'environ 28/30 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE), avec une spécialisation en fiscalité, vous justifiez d'une expérience de trois ans minimum acquise au sein d'une entreprise à forte activité internationale ou au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires.

Vous devez impérativement être opérationnel(le) en anglais et la connaissance d'une seconde langue sera un atout supplémentaire.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 3617MPAGE) ou de vous connecter au <http://www.mpf.france.com> sous la référence CB16043.

**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

### Expert en droit public

### Responsable Fiscal

**Office notarial de tout premier plan recherche son**

**Paris**

Au sein d'une équipe de notaires dynamiques et ayant déjà de solides connaissances en fiscalité, vous vous verrez confier l'étude de montages complexes pour la clientèle de l'Office composée de particuliers et d'entreprises importantes.

Agé de 30/35 ans, titulaire d'une formation supérieure en fiscalité (ENI, DESS, DJCE, HEC Majeure fiscale), vous avez acquis une expérience d'environ 5/10 ans.

Excellent fiscaliste, vous êtes doté d'une grande ouverture d'esprit et d'un charisme vous permettant de développer une clientèle.

La maîtrise de l'anglais est essentielle.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 3617MPAGE) ou connectez-vous au <http://www.mpf.france.com> sous la référence SD15699.

**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

### Réveillez vos ambitions!

**Découvrez le conseil en recrutement.**

**Michael Page Tax & Legal**, spécialiste du conseil en recrutement juridique et fiscal, est le partenaire des entreprises, des banques et des cabinets d'avocats dans la recherche de leurs nouveaux collaborateurs.

Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons des **JURISTES ET/OU FISCALISTES** ayant une expérience significative au sein du service juridique d'une entreprise ou en cabinet d'avocats d'affaires.

En échange d'un fort investissement et de l'adhésion à notre esprit d'équipe, nous vous proposons une formation complète à nos méthodes et la prise en charge rapide de missions de recrutement; nous offrons pour cela de réelles responsabilités et une évolution au sein de notre groupe.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 3617MPAGE) ou connectez-vous au <http://www.mpf.france.com> sous la référence SD70000.

**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

### Avocat Fiscaliste

**Le bureau parisien d'un Cabinet brunnique recherche un**

**Paris**

Rattaché à l'Associé fiscal, vous intervenerez principalement dans le domaine des fusions-acquisitions et des financements structurés à l'échelle transnationale.

Dans le cadre de votre activité, vous serez également consulté par l'ensemble des Associés et Collaborateurs du Cabinet sur toutes questions fiscales liées au droit des affaires.

Agé d'environ 30 ans, avocat de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.), vous justifiez de cinq à sept ans d'expérience de préférence en cabinet d'avocats d'affaires et avez une bonne pratique des conventions fiscales internationales et de la fiscalité de groupe.

Une parfaite maîtrise de l'anglais tant à l'écrit qu'à l'oral est indispensable.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 3617MPAGE) ou de vous connecter au <http://www.mpf.france.com> sous la référence SD17084.

**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

europ assistance

### Senior

### CROSSWAY MANAGEMENT

**Cabinet conseil en recherche de cadres et dirigeants créé en 1993, nous intervenons essentiellement dans le secteur high-tech (télécoms, informatique...) et les services. Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons aujourd'hui, un(e)**

### CONSULTANT(E) RECRUTEMENT

Rejoindre notre équipe, c'est avant tout adhérer à un projet de développement et à une recherche constante de l'amélioration de nos process, c'est partager nos valeurs humanistes et notre éthique de l'offre de services envers nos clients et candidats. Vous saurez nous prouver votre valeur par votre potentiel commercial, votre disponibilité, votre rigueur professionnelle et votre fibre entrepreneuriale.

A 28/35 ans, de formation supérieure grande école de commerce ou d'ingénieur; vous souhaitez valoriser votre première expérience du recrutement acquise en entreprise ou cabinet conseil et idéalement en environnement high-tech. Fort de votre savoir-faire et de vos convictions, vous voulez aller plus vite et plus loin dans votre métier. La maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre + photo) sous la référence CWY/LM à Crossway Management, 16, avenue Elisée Reclus, 75007 Paris.

### Consultants Senior

Groupe européen de Conseil en Ressources Humaines, nous sommes implantés sur trois continents. Nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre département Recrutement et recherchons pour Paris plusieurs consultants.

Après formation à nos méthodes, vous prendrez en toute autonomie la responsabilité complète de vos missions : prospection et suivi de clientèle, définition des postes et des profils, procédures de sélection, suivi des candidats recrutés. Vous travaillerez aussi avec les autres départements du groupe - Communication de Recrutement, Communication Interne -.

De formation supérieure, âgé de 30 à 40 ans, vous êtes passionné comme nous par les ressources humaines, possédez l'expérience de l'entreprise et avez une pratique effective du recrutement en cabinet. A l'aise en anglais, doté d'un sens relationnel développé et d'un bon esprit d'équipe, vous avez le sens de la qualité et du service. La dimension de notre groupe et sa réputation seront un atout pour votre évolution et nous saurons satisfaire vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en toute confidentialité à François Caron, Austin Knight France - 26, avenue de l'Opéra 75001 Paris, en mentionnant la référence AK/LM sur l'enveloppe.

**Austin Knight**

FRANCE • GRANDE BRETAGNE • PAYS BAS • USA  
• CANADA • AUSTRALIE

### Responsable relations sociales et emploi

Equipementier automobile européen de premier plan - ce groupe français 16 000 personnes, 20 sites de production, connaît, depuis ces dernières années, une très forte croissance et poursuit à un rythme soutenu son développement industriel, notamment par croissance externe. Au sein de la direction des ressources humaines du groupe chargée de définir la politique, élaborer les axes d'action, concevoir les méthodes et outils communs mais aussi appuyer les différentes unités dans la mise en œuvre des plans d'action, une fonction relations sociales et emploi est créée. Avec l'aide d'une petite équipe, vous serez le bras droit du directeur des ressources humaines et prendrez en charge tous les sujets concernant la réglementation, les procédures individuelle et collective, l'aménagement du temps de travail, les accords d'entreprise, statuts, négociations, etc. De formation supérieure en droit, idéalement complétée par une spécialisation en ressources humaines, vous disposez à 32/40 ans d'une solide pratique du droit social et d'un vécu opérationnel exercé dans le secteur industriel. Pour ce poste basé à l'ouest de Paris, il est demandé, outre la maîtrise d'une langue européenne, du sens politique, de la diplomatie, des qualités rédactionnelles, de la rigueur et de l'autonomie.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions salariales à notre conseil ORION sous la ref. 6128.

Le Quinier B, 4, rue Ulanjou, 92517 Boulogne Cedex.

**ADIAN UNIVIN**



صكنا من الامل

## Gestion - Finance



GABON - CAMEROUN - COLOMBIE - TURQUIE ...

### JEUNES DIRECTEURS FINANCIERS

Perenco fait partie d'un groupe pétrolier français indépendant dont le chiffre d'affaires 1996 est de 1,7 milliard de francs.

Avec 800 collaborateurs, notre groupe poursuit sa très forte expansion et dégage une rentabilité exceptionnelle. Notre activité est en passe d'augmenter très sensiblement.

Nous recherchons pour nos filiales actuelles : GABON - CAMEROUN - COLOMBIE - TURQUIE... et futures, de jeunes Directeurs Financiers.

Vous avez 30 ans environ, une formation HEC-ESSEC-ESCP...+DESCF et une expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise à vocation internationale ou, éventuellement, dans un cabinet d'audit international.

Vous aurez pour mission de superviser toute la comptabilité et le budget ; d'effectuer le reporting au siège.

Vous serez également en charge des relations avec nos partenaires et les autorités locales. Une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Adaptabilité, souplesse et une totale mobilité pour d'éventuelles affectations sur nos filiales actuelles et futures vous permettront de réussir dans vos missions.

Vous pourrez, dans un premier temps, être affecté à notre siège (Paris). Ces postes évolutifs offrent une rémunération motivante.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : PERENCO - sous réf. DF 21, av. Victor-Hugo 75116 PARIS.



PERENCO

## Créer notre ingénierie middle office, produits structurés...

C'est ce que nous vous proposons afin d'accompagner le développement de nos activités de montage.

Au sein de notre entité contrôle des risques et résultats qui suit l'ensemble des positions prises par nos salles (Paris, New York, Francfort, Tokyo), nous mettez en place une cellule spécialisée chargée du suivi des produits structurés.

En relation directe avec la front-office, le back, le juridique et l'informatique, cette cellule flabilise en amont l'environnement de traitement des opérations complexes (définition des méthodes de valorisation, appréciation du risque, analyse du résultat et enregistrement dans les filières du back-office...).

De formation supérieure scientifique (X, ENSAE...), vous possédez une double compétence en informatique et en finance, ainsi qu'une expérience d'environ trois ans dans une activité similaire ou connexe.

Des qualités relationnelles et votre rigueur, nous permettront de réussir dans ce poste à fort potentiel d'évolution.



CDC MARCHÉS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la réf. 817, à Communiqué, 50/54 rue de Stille, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex

— GROUPE —  
CAISSE DES DÉPÔTS

## Juristes Ressources Humaines

Vidal Associates s'agrandit  
et vous communique  
ses nouvelles coordonnées.

160 bis, rue de Paris - 92100 BOULOGNE  
Tél. : 01 48 25 01 23 - Fax : 01 48 25 03 26



VIDAL ASSOCIATES

Le Département Central des Risques rattaché à la Présidence renforce ses équipes de chargés d'études risques de crédit et risques de marché en recrutant quatre nouveaux collaborateurs.

### Chargés d'études risques de crédit

1 JUNIOR - 1 SENIOR

Au sein d'une équipe jeune et dynamique et en liaison avec les directions d'exploitation de la Banque, vous participez à la conception, au développement et à la mise en œuvre d'outils d'analyse et de quantification des risques de crédit. Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou d'un 3<sup>e</sup> cycle scientifique, vous avez, de préférence, suivi une formation complémentaire en finance. Des connaissances en statistiques, en informatique ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables. Ces fonctions requièrent aisance relationnelle, créativité, esprit d'équipe et forte capacité de travail. Des déplacements à l'étranger fréquents et de courte durée sont à prévoir. Le poste de senior s'adresse à des candidats bénéficiant, au minimum, de 5 années d'expérience dans l'exploitation ou les risques bancaires. (Réf. CM/CER)

### Chargés d'études risques de marché

1 JUNIOR - 1 SENIOR

Intégrés à une équipe jeune et performante, vous avez pour mission de définir et d'élaborer des outils statistiques de quantification et de mesure des risques sur opérations de marché. Vous travaillez en étroite collaboration avec les opérateurs des salles de marché et les directions d'exploitation en charge du suivi des contreparties de marché. Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou d'un 3<sup>e</sup> cycle scientifique, vous maîtrisez l'anglais. Votre goût pour la recherche et la modélisation, votre rigueur, votre esprit d'équipe et votre sens pédagogique vous permettront de réussir dans ces fonctions. Le chargé d'études senior animera une petite équipe et devra justifier d'une expérience, d'au moins 5 années, en salle de marché ou sur les risques liés aux activités de marché. (Réf. CM/ARM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous la référence choisie, à Chantal Maria, Société Générale, Service du Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.

<http://www.sogefi.com>



CONJUGUONS NOS TALENTS.

### Les plus grandes perspectives pour un homme de talent !

Groupe d'Audit  
et de Conseil  
Franco-Allemand  
30 collaborateurs  
recherche son

Responsable  
Administratif et  
Financier

■ A 30/35 ans, issu d'une Grande École de Commerce, vous êtes confirmé dans votre métier par une expérience significative, au sein d'une société d'audit et de conseil.

■ Homme de communication et d'organisation, vous êtes particulièrement à l'aise dans un environnement franco-allemand. Passionné par le micro-informatique (hard - soft - réseaux), vous êtes au fait des dernières nouveautés.

■ Nous vous confierons la responsabilité et l'encadrement du secrétariat, la gestion des achats, la supervision de notre outil informatique que vous ferez évoluer et le contrôle de gestion.

■ Ce poste est gratifié d'une rémunération très attractive.

■ Adressez votre candidature à Anthony Brandel - COFFRA 155 bd Haussmann - 75008 Paris. Tél. 01.45.69.28.35 Fax 01.45.69.38.59.

COFFRA

GROUPE D'ÉDITION ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE EN FORTÉ CROISSANCE RECHERCHE UN :

### Cadre de gestion h/f

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous participez à la mise en œuvre du projet de développement stratégique de l'entreprise sur le plan de la gestion. Dans ce cadre, vous concevez et mettez en place de nouvelles procédures, négociez les différents contrats avec les prestataires, gérez les dossiers juridiques et participez à des études spécifiques.

De formation supérieure type ESC ou Universitaire, vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans dans la fonction administrative et financière au sein d'une entreprise de services. Vous maîtrisez l'anglais et l'outil informatique.

Votre rigueur et votre sens de l'organisation, votre grande capacité de travail et vos facultés d'adaptation alliées à votre curiosité d'esprit seront les garants de votre réussite dans ce poste de confiance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence AMB 144 à GRH Conseils - 12, rue de Castiglione - 75001 Paris.

GRH Conseils

Le Mo

Responsable  
ement Pro  
Statistique

RENA

Chargé(e) de Mission  
Traduction /  
Interprétariat

Le Comité  
Français  
d'Organisation  
de la Coupe  
du Monde de  
Football 1998  
recherche  
un e

Un avenir  
gonflé d'énergie

La Fédération  
de la Vitesse  
avec  
adhérents  
de l'Union  
Leader dans  
de la compétition  
et de la santé  
Française est une  
significatif dans le  
de la  
nous recrute



صحة من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997 / IX

# Le Monde des Cadres

en Banque centrale à la Présidence renforce  
des équipes de crédit et risques de marché  
aux établissements.

argés d'études  
rues de crédit

argés d'études  
rues de marché

Renault V.I., 3<sup>e</sup> constructeur  
mondial de gros porteurs,  
est présent en Europe et  
aux États-Unis avec Mack Trucks.  
D'ici trois ans, nous aurons  
entièrement renouvelé  
notre gamme de véhicules.  
Dans un marché extrêmement  
cyclique, l'anticipation est  
un enjeu majeur de l'entreprise.  
Le redéploiement  
de notre Direction Marketing  
nous conduit à y intégrer  
le Responsable  
du Département Prévision.

Responsable  
du Département Prévision  
et Statistique

Rattaché au Directeur Marketing, votre mission est de fournir à la Direction Générale la vision des marchés qui va lui permettre de piloter l'entreprise. Vous êtes donc responsable des prévisions à court terme et moyen terme que vous présenterez chaque mois à la Direction Générale après concertation avec les entités commerciales. Vous les argumenterez par l'analyse des cycles du marché et des performances de Renault V.I. en étudiant les scénarios d'évolution.

Vous animez une équipe de 4 personnes et coordonnez les correspondants européens. Agé de 30 à 35 ans, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole, vous maîtrisez les mécanismes de l'activité économique et vous avez l'expérience d'une fonction similaire dans un environnement de biens industriels. Vous parlez couramment l'anglais, vous avez de réelles capacités de communication et de conviction, vous faites preuve d'esprit d'équipe.

Par sa position stratégique, ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution au sein du Groupe Renault.

Il est basé à Lyon.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence RDP, à Renault V.I., Service Recrutement des Cadres, 40 rue Pasteur, BP 302, 92156 Suresnes.



RENAULT V.I.

## France Telecom Mobiles International, exportateur de compétences

France Telecom Mobiles International, filiale de France Telecom Mobiles, développe des réseaux de téléphonie mobile à l'international. Déjà présent en Europe (Belgique, Danemark, Grèce, Pologne, Roumanie, Slovaquie), au Proche-Orient (Liban) et en Asie (Inde, Chine, Japon), FTMI continue sa forte politique d'expansion et recherche son

### Responsable Service Clients H/F

Rattaché au Directeur Marketing, vous créez et développez la fonction, avec l'assistance d'un Adjoint. Vous élaborerez une politique générale et concevez des méthodes, procédures et outils à destination des filiales.

Dans le cadre des appels d'offres internationaux, vous définissez une politique Service Clients et préconisez les moyens financiers, techniques et humains adaptés aux spécificités locales.

Vous organisez et supervisez le lancement des Services Clients dans les filiales étrangères : constitution des équipes (50 personnes), choix des logiciels, sélection et coordination des sous-traitants.

Fort d'une expérience d'une dizaine d'années, vous avez déjà créé et géré un Service Clients dans un environnement concurrentiel, conduit des projets à dimension stratégique et opérationnelle et encadré une équipe. Vous travaillez couramment en anglais. Votre autorité naturelle, votre capacité à être force de proposition, vos qualités d'organisation se révéleront dans ce contexte d'expansion internationale. Vos missions impliqueront de fréquents déplacements et séjours à l'étranger.

Si ce poste vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. LM/534 à notre Conseil, Laurence BERNIER, ORYADE - 15, avenue Hoche - 75003 PARIS.



France Telecom  
Mobiles

International



## Chargé(e) de Mission Traduction/Interprétariat

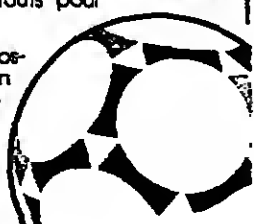
Au sein de la Direction de la Communication, vous serez chargé(e) de participer à la conception, au dimensionnement et à la mise en place du projet traduction/interprétariat que le Comité Français d'Organisation doit assurer dans le cadre de la préparation et du déroulement de la Coupe du Monde de Football 1998. Prestataire de services auprès de l'ensemble des Directions du Comité, vous participerez à l'identification des besoins en interprétariat et traduction et proposerez un plan global de fonctionnement et une planification du projet, tant pour le site central que pour les autres sites.

Votre expérience confirmée dans la gestion opérationnelle d'un service interprétariat/traduction, soit dans un organisme international ou une grande entreprise, soit dans un projet similaire (type Euro Disney, les JO...), est indispensable.

Le Comité  
Français  
d'Organisation  
de la Coupe  
du Monde de  
Football 1998  
recherche  
un(e)

De langue maternelle anglaise, vous êtes à même d'assurer la validation des travaux de traduction et maîtrisez également parfaitement l'espagnol. Votre relationnel fort ainsi que votre excellent sens de l'organisation sur le terrain sont autant d'atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence 9705117 sur l'enveloppe, à Evidence, 16 rue Baudin, 92300 Levallois-Perret, qui transmettra.



## envie

Un concept d'entreprise au service de l'insertion professionnelle d'adultes en difficulté, 520 salariés sur 25 sites de production et vente de biens d'équipement du foyer, recherche des personnalités ayant envie de sortir des sentiers battus pour s'investir, avec une rémunération motivante et une forte sensibilité sociale, dans un projet entrepreneurial conciliant les impératifs d'une gestion rigoureuse à un objectif social ambitieux.

### un Directeur de site - région parisienne (réf. MDU)

Mission : montage, organisation et management de l'entreprise (15/20 salariés). Profil : de 28 à 32 ans, formation supérieure, ayant une expérience accomplie dans le management de projet, l'animation d'équipe, la responsabilité de budgets.

### des Directeurs stagiaires - province (réf. MDS)

jeunes diplômés, mobiles nationalement, avec ou sans expérience, futurs directeurs de sites après une période de formation sur le terrain.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Envie Développement - 39 bd Magenta - 75010 Paris.

## Marketing Communication

Dell Computer, 3<sup>e</sup> constructeur mondial de micro-ordinateurs\*, recherche son :

## Animateur de site internet

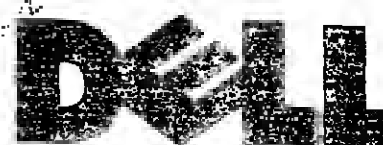
Vous avez la responsabilité de créer un réel vecteur de communication interactif avec nos clients et nos prospects, et de participer activement au développement des ventes sur Internet. En liaison directe avec le Marketing France et Europe, vous collectez les informations concernant nos produits (prix, promotions, publications presse...) et les formalisez de façon adéquate pour renseigner et tenir quotidiennement à jour notre site Internet.

Une double mission de reporting vous est confiée : le suivi des indicateurs de productivité dégagés par ce nouveau canal de communication, conjointement avec l'équipe Internet Europe et les forces commerciales de DELL France, ainsi que la gestion administrative des ventes de produits Microsoft, conclues sous l'égide du contrat Select.

De formation supérieure, vous êtes un professionnel du marketing et passionné par les hautes technologies. Une première expérience significative dans le monde informatique vous a permis d'utiliser quotidiennement Excel et Access 2.0. Vous possédez, en outre, d'indéniables qualités rédactionnelles et maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétendus), sous la référence AJ, à : DELL COMPUTER - DRE - Immeuble « Plein Jour » 12/12 bis, rue Jean-Jaurès - 92800 PUTEAUX.

\* Source IDC 1<sup>er</sup> trimestre 1997.



Un avenir  
gonflé d'énergie

## CHARGE DE MISSION ASSURANCE MALADIE CDD DE 12 MOIS

La Fédération nationale de la Mutualité Française, avec 6 000 mutuelles adhérentes, réalise un CA de 40 milliards de fr. Leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé, la Mutualité Française est un intervenant significatif dans le domaine de la prévoyance. Aujourd'hui, nous recherchons un

Au sein de notre service « assurance maladie obligatoire », vous analyserez les points d'ordre du jour des conseils et commissions : vous rédigerez des fiches de synthèse pour les 600 administrateurs mutualistes siégeant dans les institutions et préparez leurs prises de positions coordonnées. Vous rédigerez des projets de notes sur les thèmes abordés ainsi que les interventions des élus relatives à l'assurance maladie. Vous assurerez à la fois un rôle d'information en déterminant et traitant les thèmes d'actualité et un rôle de formation en concevant et organisant les programmes destinés aux administrateurs. Issu d'une formation supérieure de type économie

de la santé ou gestion de la protection sociale, vous maîtrisez les domaines de la santé et de l'assurance maladie. Vous bénéficiez d'une expérience concrète de la collaboration avec des élus. Doté de qualités d'analyse, vous savez rédiger et élaborer des préconisations pertinentes. Habitué à travailler dans l'urgence, vous êtes autonome.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) s/réf. CM/LM à Nathalie CHEVALLIER MUTUALITE FRANCAISE Direction des Ressources Humaines - TE 59003 75719 PARIS CEDEX 15.



COLFRA

dre de gestion h f

Grat Conseils



صكنا من الامل

X / LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Cadres

Créée en 1979, notre organisation a pour objectif de développer et d'animer le tissu économique de notre région en initiant / accompagnant des projets industriels de nature à générer des emplois nouveaux

### CHARGÉ DE MISSION

En étroite collaboration avec le Délégué Général, vous prospectez des entreprises tant en France qu'à l'Étranger pour susciter la création, le maintien et l'expansion de nouvelles activités économiques dans le département de la Loire.

Votre fonction vous amènera à être en relation avec des interlocuteurs de haut niveau (Industriels, Dirigeants d'Entreprise, Collectivités Territoriales...) avec lesquels vous aborderez toutes les questions d'ordre économique, social et technique concernant le montage des dossiers (financements, aides, subventions...) liés aux projets d'implantation.

A 30-35 ans, de formation supérieure (grande école ou université), votre expérience professionnelle vous a amené à traiter ce type de dossiers soit dans le cadre d'une fonction en entreprise ou dans le conseil, soit dans une structure identique dans le secteur des collectivités territoriales.

Vous parlez couramment anglais et pratiquez au moins une autre langue (allemand souhaitable).

La connaissance du département de la Loire et de la région Rhône-Alpes serait un atout complémentaire.

Merci d'adresser votre candidature, CV et photo sous réf. EB/181/001/A à NEMROD Ressources Humaines 15 Place Jules Ferry - 69006 LYON ou 34 Bd Haussmann 75009 PARIS.

Adresse Internet : nemrod@wanadoo.fr

**NEMROD**  
RESSOURCES HUMAINES

Denis Richard - Associés

**MALTEUROP**

### RESPONSABLE ACHATS ET APPROVISIONNEMENTS

Leader européen et troisième producteur mondial de malt, le groupe MALTEUROP poursuit avec succès son développement international (1,5 mds de F de CA) et fournit aujourd'hui plus de 300 brasseries réparties sur les cinq continents.

Le jeune professionnel qu'il recherche prendra la responsabilité des achats et des approvisionnements en matières premières des usines implantées en Europe, en Amérique latine et en Asie. Sous l'autorité du DGA, il négociera les contrats dans le cadre des objectifs fixés et tiendra particulièrement compte des spécificités économiques

et réglementaires de chaque marché. Il veillera à respecter les impératifs de qualité exigés par les usines et se chargera d'organiser la logistique des approvisionnements.

Cette opportunité s'adresse à un candidat de formation supérieure type ESC ou agrégé dont l'expérience acquise dans le secteur des matières premières agricoles aura mis en valeur les qualités d'organisation, d'analyse et de négociation.

L'environnement international du poste, basé au siège du groupe à Reims, implique la pratique courante de l'allemand et de l'anglais.

Adresser votre dossier de candidature complet sous référence 1036 à HEMERA Conseil 3 avenue de la Liberté 67000 STRASBOURG Email HEMERAcons@aol.com

**HEMERA**  
Conseil

NOTRE GROUPE A POUR VOCATION DE CRÉER ET GÉRER DES RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES.

DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION NOUS RECRUTONS UN :

### Adjoint au Directeur Général

qui interviendra en soutien sur les missions de développement, d'ouverture, de suivi et de management des établissements.

Ce poste nécessite un sens confirmé de la négociation, une aptitude à la réflexion stratégique, une expérience de gestionnaire et de coordinateur.

La quarantaine, de formation supérieure économique et juridique (IEP + école de santé), vous justifiez d'un parcours riche et reconnu dans un domaine similaire, avec dynamisme, rigueur et intérêt pour le secteur de l'économie sociale.

Ce poste est basé au siège à Tours, et nécessite de fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) sous référence 3139 à notre conseil, Annie Berny - CEPIAD - 44 rue Pasquier - 75008 Paris.

CEPIAD

### Prévisions, tableaux de bord, statistiques et management. **Vous-avez-vous devenir ANIMATEUR et CONSULTANT ?**

Si vous êtes diplômé(e) d'une École ou Université, si vous avez eu l'occasion de démontrer votre sens pédagogique,

**Voici ce que nous vous proposons :**

- rejoindre notre cabinet fondé en 1980, vous former à nos méthodes pendant deux ans,
  - acquiescer, si vous en êtes dépourvu, une expérience professionnelle en milieu industriel chez l'un de nos clients,
  - en alternance, suivre nos propres séminaires, participer à des interventions,
  - contribuer dès cette année à une étude de programmation dynamique,
  - devenir animateur et consultant
- avec toute l'autonomie et tout l'appui dont bénéficient les intervenants de notre cabinet,
- un salaire annuel fixe de 130 000 F les deux premières années et de 175 000 F la troisième année ;
  - s'y ajoutent, dès la deuxième année, des primes liées à vos propres interventions ;
  - si un tel parcours de formation et de conseil vous tente, écrivez-nous :

■ opens - 6, rue Richemont, 75001 Paris

Etablissement public dijonnais chargé de conduire au niveau national une politique éditoriale pour le compte du système d'enseignement agricole

### RESPONSABLE DES ÉDITIONS (H/F)

recherche son

**Mission :** Il assurera la direction de la structure chargée de la programmation éditoriale et du suivi de fabrication et de diffusion, de produits pluri média pour l'enseignement et la formation dans les domaines des sciences et techniques du vivant, de l'agronomie, de l'agro-alimentaire et de l'environnement, ainsi que des sciences humaines.

**Qualités recherchées :** Aptitude au management et au travail en équipe, esprit de synthèse, sensibilité gestion et marketing, créativité.

**Expérience :** Formation supérieure exigée / expérience du développement et de la gestion de projets éditoriaux ainsi que de la conduite d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature à :

ENESAD - CNERTA, "profil responsable des éditions", 26, bd docteur Petitjean - 21000 DIJON.

Organisme aubois de 100 personnes recherche un

### CHARGÉ DE MISSIONS (H/F) GESTION ET ADMINISTRATION

Avec l'aide d'une équipe de 12 personnes, vous assurez la préparation et l'exécution des budgets des collectivités publiques dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement.

Diplômé Bac + 4 minimum en gestion, comptabilité, droit public ou équivalent, et doté d'une expérience d'au moins 3 ans dans l'un de ces domaines, vous avez le sens de la communication, de l'organisation, du management et du relationnel. Vous maîtrisez l'outil informatique.

Pour ce poste motivant basé à Troyes (Aube), nous vous offrons une formation permanente, un statut cadre, une voiture de service, des avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo, salaire actuel ou prétentions, sous référence C.M. 117, à notre Conseil - CDL Ressources Humaines - Grande Rue 10190 PRUGNY. Discretion assurée.

RESSOURCES HUMAINES

**GROUPAMA**  
CENTRE-ATLANTIQUE

### RESPONSABLE PRODUITS FINANCIERS H/F (360/400 KF)

Spécialiste de l'assurance aux particuliers et aux professionnels, nous développons notre activité "épargne collective".

Notre Direction Commerciale renforce ses équipes pour atteindre ses ambitions de développement.

En collaboration avec la Banque Financière Groupama et notre direction commerciale, vous élaborerez et mettez en œuvre la stratégie nécessaire pour développer notre présence sur le marché des professionnels.

Manager d'hommes, vous piloterez une équipe commerciale de 15 spécialistes "Vie et Gestion de patrimoine" et apporterez un soutien commercial et technique, notamment dans le suivi des Grands Comptes.

De formation supérieure BAC + 5 Ecole de Commerce - Droit - Finance, une expérience réussie dans la vente et le développement de produits bancaires vous a permis d'affirmer votre savoir-faire commercial et votre leadership.

Poste basé à NANTES.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 215 à notre Conseil - multibibles, Evelyne Achache-Laleu, 37 rue Carnot - 86000 POITIERS

**multibibles**

**ANACOM**  
ANALYSE ET ADAPTATION DES COMMUNICATIONS

**SPÉCIALISÉE DANS LES ÉTUDES ET LA MISE AU POINT DES**

COMMUNICATIONS INTERNES ET

EXTERNES DES ENTREPRISES.

ANACOM POURSUIT SON

DÉVELOPPEMENT ET RECHERCHE

### 2 Chargés d'études senior

LINGUISTE et SOCIOLOGUE

- De formation sémiolinguistique, vous possédez au minimum un DEA (analyse du discours et de l'énonciation, sémiotique textuelle et visuelle). Réf. SL
- De formation sociologique, vous possédez au minimum un DEA (techniques d'enquêtes qualitatives et quantitatives). Réf. SO

Pour ces 2 postes, une expérience de 3 ans est exigée pour réussir pleinement dans votre fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation), sous la référence choiaia, à ANACOM - 18 rue Séguier - 75006 PARIS.

**ESOPE**  
architectes en systèmes d'information

Cabinet de conseil en systèmes d'information.

aide ses clients (Directions Générales, Directions Utilisatrices, Directions Informatiques de grandes entreprises)

à organiser, mettre en place et conduire les évolutions de leurs systèmes d'information de gestion.

### Consultant expérimenté en organisation et systèmes d'information

Vous avez une formation supérieure de gestion (grande école ou université) et vous parlez couramment l'anglais. Vous avez environ 30 ans et une expérience d'au moins trois ans dans le domaine du conseil en organisation et systèmes d'information, acquise en entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Au sein de notre équipe, vous aurez la responsabilité de mener à bien des projets diversifiés : études d'opportunité, analyses détaillées, recherche de projets, mise en place d'applications de gestion.

Vos compétences et votre ambition vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre cabinet.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à ESOPE - 17, rue de la Baume - 75008 PARIS

## Chef de Publicité

Au sein de BDDP Corporate, premier groupe européen de communication d'entreprise, le pôle d'activité Communication Ressources Humaines intervient dans les domaines de la communication pour l'emploi et de la communication interne et sociale.

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, vous coordonnez les actions médias de vos clients : conseil média et rédactionnel, suivi technique des dossiers avec le département Production, évolution des campagnes avec la Création.

En contact direct avec vos clients, cette mission nécessite un grand sens de l'organisation et du service, beaucoup de réactivité, la capacité à imaginer en permanence des idées nouvelles et créatives et, en plus de toutes ces qualités, il vous faudra faire preuve d'un sens de l'humour décapant, même dans les pires moments.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur Grande École de Commerce, Science Po ou 3ème cycle universitaire, anglais "fluant", l'allemand serait un plus.

Merci de nous envoyer votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 854 à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex qui transmettra.

Gest

### CONTROLEURS DE GESTION

### DIRECTEUR

**CHL**

### Jeune Direction Administratif et Financier

### TRÉSORIER



صكنا من الالجل

res

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997 / XI

## Gestion - Finance

Acteur majeur de l'économie en Ile de France, notre **Etablissement Public aux activités Industrielles et commerciales** - 10.000 personnes - conduit un projet d'entreprise afin de se préparer aux nouvelles règles économiques.

Pour accompagner le management des dirigeants et l'ensemble du personnel, un nouveau système de gestion est mis en oeuvre. C'est l'opportunité pour deux

### CONTROLEURS DE GESTION

de rejoindre notre Direction Financière et très rapidement les Directions Opérationnelles.

Agé(e) de 28/30 ans, diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Gestion ou de l'Université, vous avez une première expérience significative en contrôle de gestion, préférentiellement en milieu industriel, dans une équipe opérationnelle.

Vous savez travailler en réseau et en gestion de projet ; exigeant et créatif, vous êtes à l'aise avec l'outil informatique, la connaissance du logiciel SAP constitue un plus.

Vous souhaitez rejoindre une entreprise en plein développement qui, progressivement, sans renier sa culture, a les moyens de préparer son avenir.

Merci d'adresser votre CV, lettre de motivation, photo et prétentions sous réf. 2/570 à BERNARD JULHIET 11/15 Quai Dion Bouton - 92806 PUTEAUX Cedex qui vous garantit la confidentialité de votre démarche.

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET  
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

**Kimberly-Clark S.N.C.**

### Contrôleur de Gestion

Kimberly-Clark S.N.C est la filiale française du groupe international Kimberly-Clark Corporation. Grâce à ses produits leaders (KleaneX, Pull-Up, Huggies, Kotex, Pampers, Scottex...), la société réalise un développement rapide de ses activités.

Rattaché au Directeur Financier France, vous aurez pour mission d'assurer le contrôle de gestion d'un secteur d'activité : établissement et révision du budget, analyse des résultats, suivi des dépenses, communication de résultats au groupe, etc. Vous fournirez à la Direction Commerciale, au Marketing et aux Ventes les analyses et informations utiles à l'atteinte des objectifs. Vous contribuerez à adapter le système d'information et veillerez au respect des règles de contrôle interne. Vous serez l'interlocuteur de vos homologues des autres sociétés du groupe.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez 3 à 4 ans d'expérience professionnelle dans le domaine, acquise de préférence dans le secteur de la grande consommation. Vos qualités de rigueur et votre implication personnelle vous permettront d'évoluer vers des responsabilités accrues en France et en Europe. Une parfaite maîtrise de l'anglais et une disponibilité pour des déplacements en Europe sont indispensables. Poste basé à Saint-Cloud (92).

Merci d'adresser votre dossier sous réf. C.374/M à notre Conseil, Catherine Charvet, 49 rue Saint Roch, 75001 Paris.



Oberthur Consultants

SODEXHO, groupe international, leader dans le domaine des services et de la restauration collective réalise 27 Mds de CA avec 140.000 personnes. Notre activité "Gestion de bases vie", gérant 12 pays, recherche pour sa Direction Afrique, basée à Tunis :

### CONTRÔLEUR FINANCIER

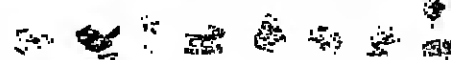
En liaison avec le Directeur Général Afrique, vous assurerez le suivi et le contrôle des activités comptables, de gestion, juridiques et fiscales. Vous participerez à la réalisation des objectifs de la zone Afrique, dans les domaines suivants : ■ Analyse, fiabilité et amélioration des systèmes de gestion des exploitations et mise en place d'opérations de contrôle interne. ■ Mise en place et suivi des principes de gestion de l'activité ■ Evolution des systèmes d'information ■ Recrutement, formation des équipes administratives et comptables.

De formation supérieure, votre expérience (5 ans minimum) dans un environnement de prestations de services à structure décentralisée vous a permis de démontrer de réelles capacités de gestion et des aptitudes à gérer et contrôler des systèmes comptables.

Le poste requiert de fréquents déplacements hors du pays. Anglais courant impératif (longue de travail).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée) sous la réf. M/161/CG à SODEXHO, DRH Gestion de Bases Vie - BP 100, 78883 St-Quentin-Yvelines cedex.

**Sodexho**  
Saisir un monde de différences



POLYCLINIQUE MCO - 156 lits  
BOURGOGNE  
Recherche son

### DIRECTEUR

La nouvelle équipe de Direction, représentant l'ensemble des praticiens, a la volonté de se doter d'un Directeur ayant capacité à réaliser les projets, à restructurer l'organisation actuelle, à maintenir l'équilibre financier.

Il s'impliquera pour adapter la Polyclinique aux contraintes de l'environnement sanitaire et dynamisera les réseaux, lui permettant ainsi de remporter les nouveaux challenges.

Aux fins de promouvoir la nouvelle orientation du management, le profil et la mission du directeur seront redéfinis.

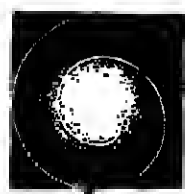
Il répondra devant l'ensemble des actionnaires de la politique de l'établissement.

Votre mission au quotidien se déroulera aux côtés du Président et des différentes équipes.

Votre expérience et votre personnalité étant déterminantes, vous avez déjà l'expérience de cette fonction.

Seules seront prises en compte les candidatures répondant au profil requis.

Adressez votre dossier de candidature sous référence annonce n° A70410 à :



**CHL**  
Santé  
EVALUATION DES  
RESSOURCES  
HUMAINES

CHL Santé  
Christian LABEDAN  
10, route de Bleury  
89115 FLEURY-LA-VALLEE  
Tél : 03.86.73.80.64  
Fax : 03.86.73.80.99

Recrutement et recherche directe de : ■ Praticiens ■ Cadres Administratifs ■ Cadres Soignants

### Jeune Directeur Administratif et Financier

Filiale d'un important groupe pharmaceutique international, créée début 1996, nos perspectives de fort développement nous conduisent à la création de cette fonction-clé.

Reportant au Directeur Général, vous prenez en charge de façon opérationnelle l'ensemble des responsabilités comptables, financières et organisationnelles. Vous participez à l'élaboration des budgets et en assurez le suivi. Vous gérez la trésorerie et mettez en place le reporting aux normes anglo-saxonnes.

A 30 ans, de formation ESC + DESCF ou MSTCF, bilingue anglais, votre expérience acquise au sein d'un grand groupe international et/ou en cabinet d'audit vous permet d'être rapidement performant et autonome dans ce poste évolutif basé à PARIS.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature réf. 212/01/B à ETHIKA - 7 rue Victor Hugo - 69002 LYON.

**Ethika**

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

GRAND GROUPE AÉRONAUTIQUE RECHERCHE  
**TRÉSORIER**

Directement rattaché au Directeur Financier vous aurez pour missions :

- de gérer et d'optimiser la trésorerie du groupe,
- de gérer et d'optimiser la couverture des risques de change et de taux,
- de mettre en place les financements et de négocier les conditions bancaires
- d'élaborer les prévisions de trésorerie et d'analyser les écarts,
- d'assurer l'évolution des systèmes de réglementations et d'informations financières.

Profil recherché :

Ce poste sera confié à un cadre de formation grande école de commerce ou équivalent (Bac + 4/5). Il devra justifier d'une expérience professionnelle de 7 à 10 ans, dont 3 ans minimum en matière de trésorerie, de marchés financiers en banque ou en entreprise.

Bonne connaissance de la micro-informatique.

Anglais courant indispensable.

Outre les compétences techniques, le candidat devra avoir une bonne capacité d'organisation, d'animation d'équipe et de grandes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre manuscrit, CV et prétentions, sous réf. 9763  
LE MONDE PUBLICITE  
133, avenue des Champs-Élysées - 75405 Paris Cedex 08

**VERUM**  
European Clinical Development

1ère société de recherche clinique et biostatistiques en France et en Espagne, notre activité se développe rapidement au niveau international. Membre du G.I.E. Européen VERUM, notre effectif est de 420 personnes, nous travaillons dans plus de 20 pays et recherchons un

### GESTIONNAIRE DES VENTES

Intégré au Département Commercial, vous serez au contact des unités opérationnelles.

De formation BAC + 5, Ecole de Commerce + DESS DROIT / FINANCE, vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais et, si possible, une première expérience dans une fonction similaire.

Vous vous êtes reconnu(e), merci d'adresser une lettre manuscrite, CV, et prétentions sous référence SR à :

VERUM ITEM,

93 avenue de Fontainebleau,  
94276 KREMLIN BICETRE cedex.

**CITIBANK**

### Join a global growth bank

Banque internationale de premier plan, présente dans 100 pays, CITIBANK leader sur de nombreux marchés, connaît une croissance rapide et présente d'excellents résultats financiers.

Nous offrons une gamme complète de services financiers aux Grandes Entreprises Internationales et aux Institutionnels, en matière de Corporate Banking, Corporate Finance, Produits de Trésorerie et Marchés de Capitaux, Cash Management et Global Custody.

Pour accompagner la forte croissance de notre activité Global et Local Custody, nous renforçons notre équipe Back Office Titres.

### Back Office Titres

#### MANAGER BACK OFFICE TITRES

Responsable d'une unité de 4/5 personnes au sein du département Back Office Titres, vous êtes amené à superviser intégralement le traitement et le contrôle des opérations de cette unité. Votre fiabilité technique vous permet de répondre aux attentes de nos clients institutionnels traitant de larges volumes et exigeants sur la qualité technique de nos prestations et du service clientèle. Professionnel confirmé des titres, justifiant d'une expérience d'animation d'équipe, vous accompagnez le développement de l'activité et veillez à l'évolution des systèmes d'informations, notamment avec la mise en place de RGV. (Réf. 1903/Man)

#### 3 SPÉCIALISTES BACK OFFICE TITRES (2 DST ; 1 VALEURS ÉTRANGÈRES)

Rattaché à un manager, vous assurez le traitement des opérations de l'unité pour le compte de nos clients institutionnels. Vous procédez à l'enregistrement et validez les transactions. Vous répondez également aux demandes des clients et veillez à maintenir la qualité des prestations rendues. Pour ces trois postes, il est nécessaire de posséder une expérience similaire significative. (Réf. 1903/Sp)

Pour tous ces postes nous recherchons des candidats de formation Bac + 2 minimum, ayant acquis une expérience professionnelle de Back Office Titres dans un environnement performant et exigeant. L'utilisation de l'anglais est indispensable.

Votre dynamisme personnel allié à votre sens du service seront les garants de votre évolution professionnelle au sein de notre groupe performant et international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à CITIBANK N.A. - Citicenter - Direction des Ressources Humaines - 19 le Parvis 92073 PARIS-LA-DEFENSE.

\* Rejoignez une banque en forte croissance.

2 Charges d'études senior  
LINGUISTES et SOCIOLOGUES

Consultant expérimenté  
en organisation  
et systèmes d'information







هكذا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997 / XIII

## Fonction Commerciale - Marketing Communication

### Chef de marché

Notre groupe  
industriel  
de dimension  
internationale  
(4,5 milliards  
de francs de C.A.)  
5 600 personnes  
appuie ses  
dynamismes  
sur un potentiel  
technique et humain  
de premier plan.

Vous êtes chargé de prospecter et de promouvoir des produits de haute technologie pour l'armement auprès de nos clients français et étrangers.

Placé sous l'autorité du Directeur de l'activité, vous suivez l'élaboration de l'offre technique et vous préparez l'offre commerciale; vous négociez les contrats commerciaux ainsi que les accords de coopération et vous vous assurez de leur bon déroulement.

Vous apportez vos connaissances acquises sur le terrain, pour apprécier la situation du marché (clientèle et concurrence), pour définir les objectifs et contribuer à l'élaboration de la stratégie.

Diplômé d'une école de commerce (bac + 4), vous avez une expérience commerciale confirmée, acquise dans la vente de produits techniques et la négociation de programmes. Vous êtes apte à gérer les relations et les négociations de haut niveau et vous appréciez le travail en équipe.

Pour ce poste, basé en région parisienne, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 46221 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Media System

Ecrire sous réf.  
24A 3192 7M  
Discrétion absolue

Une entreprise à taille humaine  
... et les atouts d'un grand groupe

Chimie de spécialités

### RESPONSABLE VENTES ET MARKETING

Une société chimique qui développe, fabrique et commercialise des produits de spécialités (CA 300 MF. 80 % à l'exportation), filiale d'un grand groupe industriel français de tout premier plan, recherche son Responsable Ventes et Marketing.

Rattaché à la direction générale et en collaboration avec l'ensemble des services de la société :

- Il proposera les objectifs commerciaux (CA et marge) et s'engagera sur leur réalisation,
- Il animera une équipe commerciale et le réseau de distributeurs,
- Il négociera personnellement avec de grands clients,
- Il identifiera les opportunités de développement (clients nouveaux, applications nouvelles, produits nouveaux).

Ce poste conviendrait à un diplômé grande école :

- ayant 10 ans d'expérience professionnelle impliquant une expérience significative et réussie dans la vente internationale de spécialités chimiques (la connaissance des industries du caoutchouc serait un atout),
- témoignant de qualités marquées de dynamisme commercial, de négociation et de management d'équipes,
- maîtrisant l'anglais.

Poste basé dans le Sud-Ouest.

etap

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

### Telemate

N° 1 en Europe du conseil  
en communications mobiles.

Notre jeune société de conseil et d'ingénierie en communications mobiles s'est déjà bâtie une solide réputation internationale et connaît un fort taux de progression.

Nos activités : concevoir, planifier, déployer, optimiser, densifier et exploiter des réseaux de radiocommunications mobiles, soit en systèmes cellulaires (GSM, DCS, AMPS, NMT 450, CDMA, etc), soit en systèmes mobiles de proximité (CTS, DCS), soit en réseaux privés.

Nous utilisons l'ensemble des équipements de test et de mesure disponibles sur le marché et développons en permanence nos propres logiciels d'analyse et de planification. Pour accompagner et promouvoir notre croissance, notamment à l'export, nous recherchons :

### Ingénieur Commercial Export

Il sera chargé de prospecter et développer des marchés et sera responsable des relations Clients, depuis la proposition initiale jusqu'au bon achèvement du contrat. Ingénieur ou diplômé d'une ESC, il a l'expérience de vente à l'international de systèmes de télécommunications ou informatiques. La connaissance des radiocommunications et des opérateurs étrangers serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste une expérience de 3 à 5 ans dans la spécialité est requise ainsi qu'une parfaite maîtrise opérationnelle de l'anglais. La connaissance pratique d'autres langues serait appréciée.

De fréquents déplacements de courte ou moyenne durée sont à prévoir.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions) sous la référence ICE à notre conseil :

Insider - 51/59 rue Ledru Rollin  
94453 Joinville-le-Pont Cedex.

Quand 2 agences signent  
une même annonce  
c'est qu'elles veulent mettre  
les bouchées doubles

Nous sommes à l'heure des agences, l'une spécialiste en Communication pour les Ressources Humaines, l'autre évolue vers le Conseil en Communication et nous recherchons des :

### Consultants Développement

Vous êtes diplômé de formation bac + 4 (HEC, ESC, Sciences Po...) et avez une expérience dans le conseil. Vous savez que prospecter les clients est la clé de la réussite en développement.

Nous sommes à l'heure des agences, l'une spécialiste en Communication pour les Ressources Humaines, l'autre évolue vers le Conseil en Communication et nous recherchons des :

Nous recherchons des consultants prêts à s'investir à 100 % dans notre développement et à travailler très dur pour pouvoir évoluer dans une structure où l'avenir s'écrit tous les jours.

Si le poste ne vous fait pas passer, si vous êtes passionné par la communication, faites-nous au 2 bis, avenue Desjeux 92100 Boulogne, sous la référence 1904.

RL&A  
Agence de Communication pour les Ressources Humaines  
LAENKA  
Agence Conseil en Communication



Nous sommes une Fédération Mutualiste régionale, basée à ANGERS. Nous éditons plusieurs revues à destination des adhérents, du personnel et bientôt des administrateurs. La rigueur dans le traitement des sujets fait notre réputation. Nous recherchons un(e) :

### Journaliste

Sous l'autorité de la Responsable des publications, vous serez chargé(e) de traiter les sujets ayant trait à la vie du groupe, au domaine social et à la santé, en toute autonomie. Vous serez aussi amené(e) à suivre les étapes de réalisation des publications et à vous ouvrir à d'autres domaines.

Vous êtes journaliste ayant acquis au moins trois ans d'expérience en presse grand public ou en presse d'entreprise et possédant de réelles qualités rédactionnelles. Vous êtes susceptible de vous intégrer dans une équipe soudée et prête à développer votre polyvalence.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 1243 LM à notre conseil KER 87, rue de la Saussière - 92100 Boulogne Billancourt.

KER  
CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Groupe KP

### Jeune Responsable commerciale HF

Devenez l'un des moteurs  
de notre croissance

Réf. 28COM/LM

Notre jeune responsable commerciale pour l'injection d'énergie, présent sur les marchés Asiatique et Américain. NOUS RECHERCHONS PLUS DE 10% DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES A L'EXPORT. EN TRES FORTE CROISSANCE, nous recherchons nos équipes pour notre siège basé à la Roche sur Yon (France).

Diplômé d'une grande école de commerce, pratiquant l'anglais et l'allemand à un très bon niveau, attiré à terme par la négociation à l'international, vous bénéficiez d'une première expérience commerciale réussie dans la vente de biens d'équipements.

Responsable d'une zone géographique en France, vous en assurez le développement dans le respect des objectifs fixés par le Directeur des ventes.

Dynamique et autonome, votre implication et votre cheminement ainsi que la réussite de votre première mission en France seront les gages de votre évolution au sein de notre équipe.

Ce poste, basé à la Roche sur Yon, nécessite de fréquents déplacements.

Si vous souhaitez vous impliquer dans le développement de notre société, contactez-nous en adressant votre manuscrite, CV et prétentions (en précisant la référence) à : SEPRO ROBOTIQUE DISTRIBUTION - DRH - BP 85 - 85002 La Roche sur Yon cedex.

sepro  
ROBOTIQUE

### "DES projets marketing"



Le Coelland est notre emblème et nos principales valeurs partagées sont la liberté d'entreprendre et le plaisir de travailler ensemble. Société de prestations en R.H., nous sommes la filiale française (90 consultants, CA 100 MF) d'un groupe britannique, n°1 européen sur le marché du conseil en dynamique professionnelle. Pour développer l'internationalisation de nos échanges commerciaux et mieux répondre aux exigences croissantes de nos marchés, nous renforçons notre équipe de marketing. A 32 ans environ, issu d'une formation Sup de Co et bilingue anglais, vous êtes apprécié pour votre enthousiasme et votre capacité à mener des projets de marketing-mix à leur terme.

Vous avez l'âme d'un consultant interne, autonome, créatif, soucieux de la qualité du service client. Vous avez acquis la maîtrise de votre métier lors d'une expérience de 5 ans minimum dans une société de services. Votre grande sensibilité pour les ressources humaines facilitera votre réussite : il vous faudra en effet allier la rigueur de la démarche marketing à la souplesse indispensable aux relations humaines. En prise directe avec la direction du Cabinet, vos missions consisteront principalement à mettre en œuvre des actions promotionnelles, à concevoir et à mener à bien des enquêtes qualitatives. Vous assurerez l'interface marketing-produits-vente avec la société mère et les autres filiales du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) réf. 2705/LM2 à EUROMESSAGES 78, bd de la République 93514 BOULOGNE Cedex.

GARON  
BONVALOT



### Directeur assurances

MARKET & MARKETING

COR'EX

### uristes rces Humaines

Le Monde  
Economie  
Le Monde  
des Initiatives

Le Monde des  
Initiatives



صلى الله عليه وسلم

## Conseil et Audit

Unilog Consultants

à le verbe actif

Ecouter  
Organiser  
Construire

Avec 2100 personnes, le groupe UNILOG est l'un des premiers acteurs français de Conseil et d'Ingénierie en Système d'Information. UNILOG CONSULTANTS, filiale spécialisée, a pour principale vocation :

- de décliner les projets stratégiques des Entreprises en « plan de progrès » et de les aider à les mettre en œuvre.

Ses missions concernent généralement trois leviers majeurs de « l'Évolutive » :

- les Systèmes d'Information et les technologies associées,
- les processus, les activités et les structures du cœur du métier de l'Entreprise,
- la motivation et le savoir-faire des hommes.

Pour mener ces missions et ultérieurement les encadrer, nous recrutons des Consultants de formation Grandes Ecoles ou scientifique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et préférences), sous la référence CCR/CS/06, en précisant le poste choisi, à : UNILOG CONSULTANTS - C. Clercq-Rogues - 97, bd Péreire - 75017 PARIS.



### Consultants Seniors

Vous avez 4 à 6 ans d'expérience professionnelle, dont une partie en cabinet de conseil. Vous avez une connaissance approfondie des secteurs : banque ou assurance ou caisse de retraite. Vous disposez impérativement d'une solide culture en technologie de l'Information, en organisation et/ou en conduite du changement appliquée aux ressources humaines.

### Consultants

Vous avez une première expérience de 2 à 3 ans, au cours de laquelle la mise en œuvre des Systèmes d'Information représente une part prépondérante. Vous avez une culture générale des secteurs : banque ou assurance ou caisse de retraite. Vous disposez impérativement d'une bonne culture en technologie de l'Information.

Vous aurez, au sein d'UNILOG CONSULTANTS, l'opportunité de développer votre potentiel au cours de missions motivantes. Vous pourrez évoluer en fonction de votre dynamique et de votre capacité relationnelle vers un rôle d'encadrement et de développement.

### Avilog, le spécialiste de l'Assurance Vie

Société de  
Conseils et  
d'Ingénierie  
Informatique à  
Paris 9<sup>e</sup>,  
spécialiste du  
domaine de  
l'Assurance, et  
principalement  
de l'Assurance  
Vie.  
Nos projets en  
cours nous  
conduisent à  
renforcer  
nos équipes.

### Consultants H/F

De formation supérieure, grande école ou équivalent, vous avez acquis une première expérience de 2 à 5 ans dans un cabinet de conseil ou une compagnie d'Assurance Vie, à l'actuariat, l'informatique ou l'organisation.

Vous interviendrez sur des missions du type : • organisation • conception/relance de systèmes d'information • pilotage de projets • mise en place des règles des procédures et des outils de gestion des contrats d'assurance vie.

Ces postes, basés à Paris, pourront nécessiter de courts déplacements en province ou en Europe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo (en précisant la référence CO/AV sur l'enveloppe) à AVILOG 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

AVILOG

## Fonction Commerciale

N°1 mondial, nous n'avons plus qu'un record à battre : le nôtre

Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerces Montreuil 92

GE Information Services, l'un des leaders mondiaux des services de Commerce Electronique, filiale de General Electric Company (USA), est présente dans 42 pays (2 500 personnes dans le monde, dont 700 en Europe) et se donne pour mission d'accroître la productivité de ses clients en développant leurs communications électroniques avec leurs partenaires commerciaux.

Les solutions de productivité apportées par GE Information Services permettent à 40 000 entreprises de raccourcir leurs cycles de vente, de production et de livraison, de réduire leur stock et de mieux gérer leur trésorerie. Nous recherchons actuellement des

**Ingénieurs d'affaires h/f**  
Ref. GEIS-IA-247

Intégrés à une équipe très performante, vous aurez pour mission la vente des services et produits de GEIS.

Vous traiterez à un très haut niveau avec nos clients. Vous les conseillerez et leur apporterez des solutions à haute valeur ajoutée afin d'améliorer leur productivité (approvisionnement, logistique, vente, etc.). De formation supérieure (grande école d'ingénieur ou de commerce) vous possédez une expérience réussie de 5 ans dans la vente et/ou le conseil de solutions à valeur ajoutée. Du fait de votre excellente connaissance de votre secteur (grande distribution ou autre), votre crédibilité immédiate est assurée. Vous souhaitez partager nos valeurs : intégrité, goût du défi, du changement, rapidité et esprit d'équipe. Nous voulons vous offrir une carrière dans le monde high-tech qui est le nôtre.

Ces postes sont basés à Montreuil (92).

Si l'opportunité de rejoindre une des entreprises les plus performantes du monde vous motive, envoyez dès aujourd'hui votre candidature à nos consultants qui traiteront votre dossier avec la plus grande discrétion (indiquer la référence sur l'enveloppe) :

**THE OPTIMAL GROUP**  
8, rue Jean Goujon 75008 Paris.  
TEL. 01 40 74 64 53



**GE Information Services**

Intégrité, sens de l'engagement, goût du changement, rapidité, esprit d'équipe, respect des différences culturelles, sources du développement des hommes sont les valeurs que nous aimons partager avec vous.

### CAP GEMINI

Notre métier : • transformer les systèmes d'information en accompagnement du changement des Entreprises, • assurer la maîtrise d'œuvre et la réalisation de grands projets, notamment à base de progiciels intégrés de gestion. Nous recherchons, sur Paris-RP, plusieurs :

### CONSULTANTS PROGICIELS

• Finance/Comptabilité • Production • Logistique

Vous intervenez auprès de Grands Comptes nationaux et internationaux variés, dans le cadre de grands projets d'intégration de progiciels. Interlocuteur privilégié des clients (Directions opérationnelles, Direction Informatique, utilisateurs, ...), vous comprenez les enjeux de l'entreprise (médier, organisation, processus, ...), vous analysez les besoins, proposez des solutions et les mettez en œuvre. Vous apportez votre expertise fonctionnelle dans l'un des 3 domaines précités.

Nous recherchons des candidats de niveau SENIOR ou MANAGER. A 30/45 ans environ, de formation Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous possédez une solide expérience acquise dans un cabinet de conseil, en SSI, chez un éditeur de progiciels ou dans un poste opérationnel en entreprise. La maîtrise de la mise en œuvre d'un progiciel intégré (SAP, Oracle Applications, BPCS, Baan, ...) est un atout sérieux. Mobilité et anglais courant sont indispensables.

Vos qualités personnelles seront déterminantes : adaptabilité, tempérament opérationnel, leadership, excellent sens relationnel, fort esprit de synthèse. Des projets passionnants vous attendent, ainsi que de réelles possibilités d'évolution, en France comme à l'International.

Pour nous renseigner avec notre conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14 bis rue Duroi, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 595310R/LM portée sur lettre et enveloppe.

### CODA

Liberation Systems for Enterprise Accounting

Premier spécialiste international des solutions informatisées de gestion comptable et financière, nous maintenons une croissance de 40 % depuis 3 ans. Avec une centaine de clients grands comptes internationaux, la filiale française poursuit son développement avec CODA-Financials Client/Serveur sous Unix et Windows NT.

### Consultants en Gestion Financière

Vous prendrez en charge la mise en place de nos progiciels chez nos clients : formation, paramétrage, conseil, assistance ; et coordonnerez, comme Directeur de Projet, des équipes pluridisciplinaires techniques et fonctionnelles. Vous pourrez également intervenir sur des missions d'avant-vente.

A 28/35 ans, diplômé d'une Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience d'environ quatre ans incluant la mise en œuvre de solutions informatisées de gestion financière dans de grandes entreprises. Idéalement issu de cabinet de conseil, d'un éditeur international ou d'une direction financière de grand groupe pour lequel vous avez pris la responsabilité d'un projet d'informatisation, vous êtes familier des systèmes ouverts et de Windows. L'anglais courant est indispensable.

Le niveau des contacts que vous gèrerez avec nos grands clients internationaux, l'autonomie dont vous disposerez, la qualité des équipes qui vous entoureront sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence 8000 sur l'enveloppe et la lettre à : FME Search - 3 rue Vergniaud - 75013 Paris.

SEARCH

Explorez une nouvelle vo



En attendant  
vous pouvez  
mission de  
évaluation  
Si vous  
Michael Page France  
sur 3417 code 011  
http://www.mpf.fr  
Michael Page France

### GRECOM

Des projets  
Généraliste

Notre spécialité

Notre équipe

### Consultants

Notre profil

GRECOM



صحة من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 11 JUIN 1997 / XV

## Conseil et Audit

Avilog, le spécialiste  
de l'Assurance Vie

Consultants H/F

### 2 chefs de projet organisation

Nommé en français  
sur le marché  
européen,  
la ligne humaine,  
le groupe Chantelle,  
2 500 personnes,  
75 % du CA  
réalisé à l'export,  
connaît une forte  
expansion  
sur un marché  
très concurrentiel.  
Aujourd'hui,  
notre direction  
de l'organisation  
et des systèmes  
d'information  
se renforce.

Dans une structure très internationale  
(14 établissements et filiales à l'étranger),  
vous prendrez en charge l'organisation  
des systèmes d'information dans les domaines  
suivants :

• Industriel/Logistique (réf. CPO1)

• Commercial/Distribution (réf. CPO2)

Doté d'une solide pratique méthodologique,  
vous saurez aussi définir des propositions  
dans le cadre de nouvelles technologies  
de communication et d'échanges (EDI, Internet...).  
De formation bac + 5, vous justifiez  
d'une expérience de 3/5 années acquise  
en entreprise ou en conseil.  
Anglais indispensable. Déplacements  
internationaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
(CV, lettre manuscrite en précisant la référence  
choisie) à notre Conseil : Psynergie,  
2 rue Saint-Thomas-d'Aquin, 75007 Paris.

Chantelle



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES  
LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - FRANCFORT

IMR est une société de conseil  
en management qui  
opère dans 12 pays avec  
450 professionnels.

Nous sommes reconnus comme  
des spécialistes du  
management du changement,  
avec comme objectif une  
amélioration de la performance  
des entreprises.

Notre approche très participative  
dans le développement  
de solutions adaptées aux  
problèmes de nos clients, et le  
fait que nous mettons en place  
nos recommandations, a résulté  
dans une forte croissance de  
nos activités en Europe.

En conséquence, nous souhaitons étoffer  
nos opérations européennes avec des  
candidats bi-culturels (et, si possible,  
bi-nationaux) franco-portugais et franco-  
italiens. Après une phase de formation à nos  
méthodes en France, ces candidats pourront  
intervenir dans nos filiales étrangères.  
L'anglais est la langue véhiculaire d'IMR. Le  
partenariat avec nos clients et notre  
approche très pragmatique du conseil font  
que les personnes recherchées doivent :

• avoir une forte capacité d'analyse,  
• pouvoir développer et mettre en place des  
actions concrètes avec nos clients,  
• travailler en équipe.

Nous sommes intéressés par les candidats  
suivants :

### SENIOR/JUNIOR CONSULTANTS

Pour mettre en place, dans le cadre des missions confiées  
par nos clients, les changements nécessaires à leur  
amélioration, vous devez avoir :

- entre 27 et 35 ans,
- 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel/commercial  
ou 1 à 4 ans d'expérience du conseil,
- une forte capacité de travail et un grand sens  
de l'adaptabilité,
- un sens du travail en équipe,
- une expérience réussie dans la mise en place de projets  
déroulant sur des améliorations de performance.

➔ Veuillez adresser votre CV avec une lettre manuscrite et une photo obligatoire à :  
➔ IMR - Service du recrutement - 34, avenue de Messine - 75008 Paris, en précisant la référence S/JC.

### Explorez une nouvelle voie.

Une carrière dans le conseil en recrutement de haut niveau.

Il est probable que vous n'avez jamais envisagé d'évoluer vers le conseil en  
recrutement. Ce marché en croissance est l'un des rares à offrir autant  
d'opportunités de réussite. Notre produit est le plus insaisissable, le  
moins prévisible et le plus passionnant : les hommes.

Aujourd'hui, le groupe Michael Page, leader européen et français du  
recrutement, réalise une très forte progression.  
Michael Page Finance est spécialisé dans le recrutement de  
cadres financiers pour l'entreprise, la banque et l'assurance.  
Tous nos consultants sont des anciens professionnels de ces  
fonctions.

Pour nous accompagner dans cette formidable ascension,  
nous recherchons des candidats ayant 2 à 4 ans  
d'expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou la finance, en  
entreprise ou en salle de marché.

En échange d'un fort investissement et de l'adhésion à notre esprit d'équipe, nous  
vous proposons une formation complète à nos méthodes et la prise en charge rapide de  
missions de recrutement : nous offrons pour cela une rémunération attractive et une  
évolution au sein de notre groupe.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser dossier de candidature à Hubert de Préal,  
Michael Page Finance, 3 bd Bineau 92594, Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV  
sur 3617 code MPage (Carnet 3-48FMint) ou de vous connecter sur  
<http://www.mpf.fr> sous la référence HDP10206.

**MP** Michael Page Finance  
Le spécialiste du recrutement Financier

Nous sommes un cabinet de conseil de 40 collaborateurs intervenant pour une clientèle de  
premier plan et nous recherchons pour renforcer notre structure des :

### CONSULTANTS EN SYSTEMES D'INFORMATION DE GESTION

Vous êtes :

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce et vous avez désormais une première  
expérience de 2 à 4 ans de mise en place de systèmes informatiques de gestion en environnement  
moyen ou grand système dans l'un des secteurs suivants : banque, assurance, industrie ou service.  
La connaissance fonctionnelle d'un progiciel majeur du marché sera un atout important. Vous  
avez par ailleurs acquis, ou vous souhaitez acquérir, des compétences complémentaires dans le  
domaine de la conduite de grands projets et de l'organisation.

Nous vous proposons :

De faire évoluer votre carrière vers le conseil en informatique de gestion, au sein d'une équipe  
jeune et de haut niveau. Vous participerez à des missions très variées avec une large autonomie :  
assistance à la mise en place de progiciels, maîtrise d'œuvre, étude d'organisation, évaluation de  
solutions, étude d'opportunité, stratégie d'évolution informatique...  
Votre intégration sera facilitée par une formation technique et pratique appropriée.  
La nature des interventions en clientèle, et les perspectives d'évolution de ces postes sont  
particulièrement motivantes.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que  
nous recherchons, nous vous remercions de nous  
adresser votre lettre de candidature et votre  
curriculum vitae à l'attention d'Anne Bougarnon  
sous référence C9706, et nous étudierons avec  
vous les possibilités d'une future collaboration.

**ARFAUD, COURTHOUX  
& ASSOCIES**  
19, rue Louis Le Grand  
75002 PARIS

### GRECOM

Dix ans d'expérience dans l'accompagnement  
des grands projets informatiques

**Notre spécialité** : Accompagner les projets techniques / informatiques,  
en intégrant la dimension humaine, par des missions  
en Communication, Organisation, Formation,  
Documentation, Gestion des impacts sociaux.

**Notre équipe** : Pluridisciplinaire, mobile, intellectuelle,  
impliquée depuis les études jusqu'à la mise en œuvre  
des actions préconisées.  
Nous la renforçons en recrutant des

### Consultants

- Votre profil** : Vous avez :
- une formation d'ingénieur + complément éventuel  
(communication, formation...),
  - une maîtrise des outils bureautiques et un intérêt  
marqué pour l'informatique,
  - si possible une première expérience professionnelle  
(SSI, cabinet de conseil, formation...),
  - le sens du conseil et de la réalisation,
  - le goût de la pédagogie et du travail en équipe.

### GRECOM

Adresser CV + lettre manuscrite à Véronique AUBERT  
GRECOM, 110 boulevard Jean-Jaures - 92100 Boulogne

## Construisez réflexion & action au futur

### Consultants

et de mener. Notre façon de faire, spécifique, est fondée sur notre capacité d'anticipation, notre talent de mise en œuvre  
et nos concepts originaux.

Pour traduire le futur en termes de besoins - et non de moyens - nos collaborateurs ont donc une mission globale :  
percevoir ce que sera demain et lancer la mise en œuvre du projet construit à partir de l'analyse du présent. Ils interviennent  
dans tout ce qui va faire la performance : gérer, produire, organiser, avec le souci des relations sociales... pour faire adhérer  
l'ensemble de l'entreprise à des objectifs ambitieux et à forte dynamique.  
A 28/36 ans, vous avez une première expérience réussie de l'industrie. Vous vous sentez « la moelle » pour prendre des  
responsabilités. Vous avez besoin de voir des résultats et pas seulement de fournir des moyens.

De formation supérieure (Grandes Ecoles d'Ingénieurs), pragmatique et concret, vous avez une réelle aptitude à anticiper  
et à communiquer avec, en plus, un enthousiasme indéfectible. La maîtrise d'une langue étrangère est indispensable.  
Pour rejoindre notre équipe, merci d'adresser votre candidature, sous référence 45852, à Press Emploi, 26 rue Salomon-  
de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui nous transmettra.

### CODA

### Consultants gestion Financière



صباحنا من الامل



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2.23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2.23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

## Conseil et Audit

### BANQUE ASSURANCE

Dans notre approche de l'audit,  
il y a votre  
valeur ajoutée.

Expert de dimension mondiale, présent dans 125 pays avec 63 500 personnes, Deloitte Touche Tohmatsu est en France un des leaders de l'audit. Dans le cadre du renforcement de nos équipes, nous recherchons des professionnels à forte valeur ajoutée pour accompagner le développement de nos activités dans les secteurs banque et assurance.

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre, en qualité de manager ou de senior, nos équipes spécialisées dans les domaines de la banque, de l'assurance, des OPVCM, de l'actuariat.

#### Managers audit

Agé(e) de 28/35 ans, fort de votre expérience d'environ 6 années dans l'un des domaines cités, vous souhaitez diriger des équipes au sein d'un grand groupe d'audit.

#### Seniors audit

Agé(e) de 25/28 ans, vous possédez une première expérience d'environ 3 années. Formé à nos outils et méthodologies, vous prendrez la responsabilité de missions d'audit auprès de clients prestigieux.

Pour ces postes basés à Paris, vous êtes diplômé d'une grande école ou de l'université (bac + 5). Une expérience en audit dans le domaine de la banque ou de l'assurance serait appréciée. Pour évaluer dans notre contexte international, il est nécessaire d'être bilingue français/anglais.

Si cette perspective vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/1006, à Deloitte Touche Tohmatsu, Direction des Ressources Humaines, 185 avenue Charles-de-Gaulle, BP 136, Neuilly-sur-Seine Cedex.

**Deloitte Touche Tohmatsu**

les projets de nos clients.  
nous accompagnerons  
vos propres projets !

En rejoignant la **DIVISION STRATÉGIE ET MANAGEMENT** de Coteba, vous entrez dans un groupe aux dimensions internationales : la Générale des Eaux. Spécialisés dans le conseil en organisation et management, nous accompagnons les grands projets des entreprises. Nos fidèles références, la diversité de nos secteurs d'activité (Banque, Télécom, Assurance...), notre structure à taille humaine favorisent l'épanouissement de nos collaborateurs.

#### Consultants confirmés

A 30 ans environ, de formation supérieure (Grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion, DEA...), vous avez plus de deux ans d'expérience dans le conseil ou l'organisation. Vous participerez à nos missions puis vous les conduirez : assistance à maîtrise d'ouvrage pour la refonte de systèmes d'information, l'Euro, le passage à l'an 2000. Vous maîtrisez l'anglais. Vous êtes reconnu pour être réactif, rigoureux, pertinent dans votre expertise. Vous savez anticiper et convaincre.

Nous vous offrons d'évoluer dans une structure à taille humaine à l'intérieur d'un grand groupe.

Adressez votre dossier de candidature à Coteba Management, Direction des Ressources Humaines, 92/98 bd Victor Hugo, 92115 Clichy Cedex.



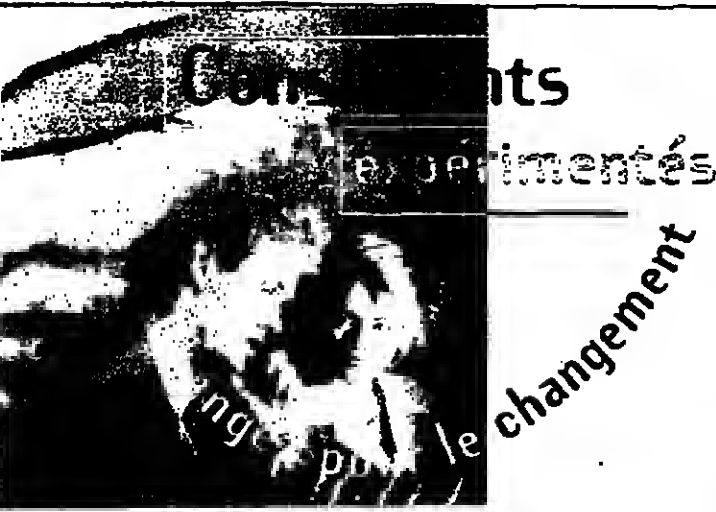
Altair Conseil aide les Directions Générales de groupes de premier plan à concevoir et mettre en oeuvre des organisations, des systèmes d'informations et des méthodes de travail plus efficaces. Pour participer aux chantiers de restructuration du secteur bancaire, de mise en oeuvre de l'Euro et de réforme de l'Etat, nous recherchons :

### CONSULTANTS EN ORGANISATION

<b>Juniors</b> 25-28 ans, expérience de 1 à 3 ans dans le Conseil ou à un poste d'organisateur	<b>Seniors</b> 28-33 ans, expérience de 3 à 7 ans dans le Conseil ou comme chef de projet d'organisation
---	---

Pour des candidats créatifs, rigoureux et mobiles, diplômés d'une grande école (X, Centrale, Mines, ENA, HEC, ESSEC, ESCP...), notre cabinet offre une rémunération attractive et de réelles perspectives d'évolution. Merci d'adresser votre candidature (Lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Altair Conseil, Bruno Gourevitch, 33 Rue Vivienne - 75 002 Paris.

Altair Conseil



> Conquérir de nouveaux marchés, accroître la productivité, anticiper les mutations technologiques, renforcer la compétence et la motivation d'équipes pluridisciplinaires, donner corps à une stratégie de consolidation industrielle et financière...

Pour accomplir et maîtriser toutes les dimensions de leur changement, nos clients s'appuient à travers le monde sur l'expertise reconnue de nos 780 consultants. A votre tour, changez pour le changement. Les perspectives de développement de nos marchés sont importantes. Rejoignez l'une de nos équipes dans l'un de vos domaines de compétences et faites de nos enjeux les vôtres.

Vous exprimerez vos capacités de développement commercial et managérial, puis évoluerez en fonction de vos affinités et de votre réussite, au sein d'équipes pluridisciplinaires résolument tournées vers les enjeux du futur. L'environnement international implique une bonne connaissance de l'anglais et si possible, d'une autre langue.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence choisie à Eric Roudil, Directeur Général Adjoint, qui vous contactera en toute confidentialité.

**BOSSARD CONSULTANTS**

BOSSARD CONSULTANTS - 14, rue Rouget de Lisle - 92441 LES YVEZ 92-BOULVAARD Cedex. <http://www.bossard-consultants.com>

Ingénieur, vous possédez une expérience professionnelle de 3 à 8 ans du domaine concerné, acquise au sein d'un cabinet de conseil ou en entreprise.

#### Systèmes de management

- l'amélioration de la performance des organisations,
- la refonte de systèmes d'information et de gestion,
- l'optimisation des processus de reporting.

Réf. GE4

#### Systèmes d'information

- la stratégie informatique et les schémas directeurs,
- l'architecture et la conception de systèmes,
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage

Réf. S14

#### Industrie

- l'innovation et la maîtrise de la conception,
- la recherche et le développement,
- la maîtrise des coûts de la sous-traitance et des achats,
- le marketing industriel et l'efficacité commerciale,
- la production, la qualité et la logistique.

Réf. ID8

### Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans **LE MONDE** et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé

Mise à jour hebdomadaire le **jeudi**

Sur Minitel  
3615 LEMONDE (2.23 F/mn)

Sur Internet  
<http://www.lemonde.fr/emploi>

Une façon  
**SIMPLE**  
**FIABLE**  
**EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

### 1200 soldats français au Congo

Le ministre de la Défense a annoncé que 1200 soldats français seront envoyés au Congo pour participer à une mission de maintien de la paix.

### Mise en examen de la banque Riva

La banque Riva a été mise en examen pour des faits de fraude fiscale et de blanchiment d'argent.

### L'affaire Tibéri en suspens

Le dossier de l'affaire Tibéri reste en suspens, attendant les conclusions de la justice.

### Accord AGF-La Poste

Un accord a été signé entre AGF et La Poste concernant la gestion des services financiers.

### L'or, monnaie du Maroni

Le Maroni est devenu une zone monétaire à part, utilisant l'or comme monnaie d'échange.

### Sans-papiers : la droite s'inquiète

Après l'annonce de la loi relative à l'immigration, la droite s'inquiète de l'impact sur les sans-papiers.

### L'industrie du tabac condamnée

La justice a condamné l'industrie du tabac pour des pratiques anticoncurrentielles.

### Voyager en lisant

Les éditeurs proposent de nouvelles collections de guides de voyage pour lire en voyageant.

### De nouveaux parcs régionaux

Quatre nouveaux parcs régionaux ont été créés dans différentes régions de France.

### Le monde de la presse

Le monde de la presse fait face à de nouvelles mutations technologiques et éditoriales.

M 0147 - 612-7.50 F